



Section des unités de recherche

Section des unités de recherche



Dossier d'évaluation
d'une unité de recherche
Vague E : campagne d'évaluation 2013-2014

Nom de l'unité : Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales
Acronyme : CESDIP
Nom du directeur pour le contrat en cours : Jobard
Nom du directeur pour le contrat à venir :

Type de demande :

Renouvellement à l'identique Restructuration Création ex nihilo

Choix de l'évaluation interdisciplinaire de l'unité de recherche :

Oui Non

Dossier d'évaluation

1. Présentation de l'unité

Le CESDIP est un laboratoire de recherches du CNRS, un service d'études du ministère de la Justice et, depuis le 1^{er} janvier 2006, un laboratoire de l'Université de Versailles-Saint-Quentin. Il est né officiellement en 1983 mais a en réalité une histoire plus ancienne. La genèse du CESDIP s'inscrit en effet dans la timide renaissance de la sociologie du crime après la Seconde Guerre mondiale, à l'initiative de Henri Lévy-Bruhl et de son élève André Davidovitch, qui a posé avec Raymond Boudon les premières bases d'une sociologie de la justice pénale. Mais ce secteur de la recherche en sciences sociales demeure alors marginal. À partir du milieu des années 1960, la recherche criminologique française bénéficie de la politique volontariste du ministère de la Justice, allié à la Direction Générale à la Recherche Scientifique et Technique.

Après le Centre de Recherches sur la Délinquance Juvénile de Vaucresson, le ministère de la Justice crée le Service d'Études Pénales et Criminologiques (SEPC) à la fin de l'année 1968, à l'initiative de Philippe Robert. Outre une mission d'études et de recherches, le SEPC se voit confier la gestion du *Compte Général de l'Administration de la Justice* (la statistique judiciaire). Le SEPC établit d'emblée de solides liens en Europe et au Canada au travers d'un réseau qui débouchera sur la création en 1977 de la revue internationale *Déviance et Société*.

Par décret n°83-926 du 20 octobre 1983, le SEPC s'adjoit, en plus de celle du ministère de la Justice, la tutelle du CNRS. Durant les années qui suivent, l'État encourage et finance le développement de la recherche dans des domaines particuliers : police et sécurité (création de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure en 1991), les drogues (création de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies en 1993), la délinquance juvénile et sa prévention (dans le cadre de la Délégation interministérielle à la ville), la sécurité routière (dans le cadre de la Délégation interministérielle à la sécurité routière) et la justice (création de la Mission de Recherche « Droit et Justice » en 1994). Le CESDIP, comme on le verra dans ce rapport, est souvent associé à ces organismes. Le CESDIP poursuit par ailleurs son développement international, en particulier par la création en 1986 du GDRE GERN (Groupe européen de recherche sur les normativités), qui abrite aujourd'hui une soixantaine d'unités de recherche à travers l'Europe et fut le moteur de CRIMPREV, le seul projet de criminologie prévu par le 6^e PCRD.

En 2006, le CESDIP s'adjoit une troisième tutelle, l'Université de Versailles-Saint-Quentin (UVSQ). Sur décision du ministère de la Justice (qui héberge le laboratoire et lui fournit l'essentiel de ses crédits de fonctionnement), le CESDIP fut implanté en 1995 à Saint-Quentin-en-Yvelines afin d'encourager les liens avec l'université naissante. Le lien avec l'UVSQ s'est d'abord établi par le biais des enseignements de L. Mucchielli, Ph. Robert, F. Jobard et d'autres, puis par la direction de 2 thèses de sociologie, soutenues sous la direction de Ph. Robert respectivement en 2007 et 2008 (Patricia Benec'h Le Roux et Marwan Mohammed), et d'une thèse en co-tutelle avec l'Université de Freiburg (J. Gauthier) dans le cadre du Laboratoire européen associé « Délinquances », structure qui associait l'UMR CLERSÉ, le Max Planck Institut für Strafrecht et le CESDIP. L'association avec l'UVSQ s'est concrétisée par un poste de maître de conférences de science politique ouvert en 2009 (E. Blanchard), l'affectation au CESDIP de 4 collègues de la Faculté de droit et science politique (L. Boussaguet, X. Crettiez, J. de Maillard, P. Hassenteufel) puis la création d'une chaire avec le CNRS en sociologie quantitative (Fr. Vesentini), l'affectation par mutation d'un maître de conférences science politique (P.-Y. Baudot, en remplacement de L. Boussaguet, qui avait obtenu l'agrégation de science politique) et enfin l'ouverture d'un poste d'ingénieur en calcul scientifique (2014). À ce jour, Jacques de Maillard, professeur de science politique à l'UVSQ, est directeur-adjoint du CESDIP.

Enfin, l'ancrage universitaire du CESDIP est amplifié par son intégration dans le ressort de l'Université Paris-Saclay, investissement d'excellence (2013-2016), et notamment sa participation au Lidex ISIS (Interactions between Science, Innovation, Society), dont Fabien Jobard est directeur-adjoint, sa participation au Lidex Institut de la société numérique, à l'équipement CASD ou aux activités du Sénat académique (dont Frédéric Vesentini et Fabien Jobard sont membres élus).

Le CESDIP n'est pas organisé en équipes cloisonnées. Diverses thématiques y sont travaillées, que nous présenterons (en suivant le découpage AERES) dans la deuxième partie du présent rapport. Dans ce qui suit, nous balayons les **thèmes scientifiques transversaux**, qui sont les préoccupations intellectuelles communes à la plupart des thématiques développées dans le laboratoire. Ces préoccupations sont inscrites dans l'histoire du CESDIP et en constituent le patrimoine scientifique.

1. La quantification

L'une des plus anciennes traditions scientifiques du CESDIP est la quantification. Dans un double sens : contribution à la mesure des phénomènes criminels ou déviants ; contribution à l'interrogation sur les instruments et les politiques de mesure. On se souvient qu'à l'origine, le CESDIP s'était vu confier, outre sa mission d'études et de recherches, la gestion du *Compte Général de l'Administration de la Justice*, soit l'une des plus anciennes séries statistiques administratives françaises. À cette même époque, des pans entiers de la pénalité ont également fait l'objet de tentatives de quantification, qu'il s'agisse de la délinquance juvénile (violence en bandes), du coût du crime ou des représentations collectives de la justice.

Dans les années 1980, le traitement des statistiques judiciaires à partir de la méthodologie des « filières pénales » proposée par Br. Aubusson de Cavarlay fera du CESDIP l'un des rares lieux de production en France de recherches sur la « production pénale », c'est-à-dire sur les populations et les délits que la justice poursuit, ne poursuit pas ou condamne ; recherche qui est en plein essor alors aux États-Unis sous l'appellation de « *sentencing* ». Le milieu des années 1980 puis les années 1990 verront le CESDIP importer et adapter les enquêtes dites de victimation (nationales, puis régionales ou locales), qui permettent d'appréhender la criminalité enregistrée, mais la criminalité déclarée par les résidents français.

De fait, le CESDIP a acquis une place institutionnelle singulière dans le paysage français, puisqu'il est le seul centre qui ait produit une quantification réflexive précoce sur les phénomènes de déviance, et en même temps poursuivi l'œuvre cumulative de mesure. Le CESDIP est sur ces questions un interlocuteur incontournable des pouvoirs publics.

De 2008 à 2013, le CESDIP a engagé un effort particulièrement soutenu dans la production d'instruments de quantification réflexive sur les **évolutions du crime, le sentiment d'insécurité et la sociologie des victimes** (et non-victimes). En termes institutionnels, le CESDIP exploite les résultats des enquêtes INSEE de victimation (échelle nationale) et les résultats des enquêtes IAURIF (Île-de-France). Le CESDIP a sur fonds propres engagé une ingénieure statisticienne (F. Jouwhari, CDD de 3 ans) affectée au traitement de l'enquête régionale et un post-doc de 6 mois, B. Benbouzid (aujourd'hui maître de conférences à l'Université de Marne-la-Vallée), sur l'histoire des enquêtes de victimation en France. L'UVSQ a largement prêté son concours à cet effort. Tout d'abord en créant un poste d'ingénieur de recherche de un an, avant l'ouverture d'un concours en calcul statistique (2014). Ensuite en soutenant, en 2011, une chaire destinée à l'analyse quantitative en sociologie pénale, qu'occupe Fr. Vesentini, maître de conférences en sociologie à l'UVSQ. Enfin par les contrats doctoraux obtenus au sein de l'école doctorale CRIT, pour la thèse de Mathieu de Castelbajac (2010) sur l'histoire des enquêtes de victimation en Europe et en Amérique, et la thèse de Bénédicte Féry (2011) sur le nouveau système de gestion des parquets français.

Ces efforts permettent au CESDIP d'offrir à la communauté scientifique et aux interlocuteurs publics une **sérialisation des délinquances** ; une **analyse géosociale** unique de l'insécurité et de sa perception en Île-de-France ; un travail critique sur la **production des savoirs** en ce domaine, notamment *via* le post-doc de B. Benbouzid, la thèse de Mathieu de Castelbajac ou les travaux réflexifs de R. Zauberman et Ph. Robert, et ceux de Fr. Ocqueteau. La mission d'information et d'évaluation de la Commission des Lois de l'Assemblée nationale, présidée par le député Le Bouillonnet, a, fin 2012 procédé à l'audition de plusieurs chercheurs du CESDIP sur l'appareil actuel de mesure de la délinquance (Ph. Robert R. Zauberman, Br. Aubusson, Fr. Ocqueteau, Ch. Mouhanna et J.-H. Matelly), et confié au CESDIP le soin de rédiger son annexe scientifique.

La chaire Vesentini permet de prolonger le travail engagé depuis le début des années 1970 par Br. Aubusson de Cavarlay autour du *Compte général* et des données des parquets français (série dite « **Base Davido** », du nom d'André Davidovitch). Le projet sur les **transformations des modes d'opérer de la justice pénale (1984-2010)** s'inscrit dans cette veine, qui met en œuvre une analyse des tendances lourdes de la justice pénale en y introduisant une dimension spatiale. Parallèlement, la participation d'A. Kensey, Br. Aubusson de Cavarlay et Fr. Vesentini à l'ANR SCIENCEPEINE double l'effort de sérialisation des données statistiques historiques par un travail portant spécifiquement sur **l'histoire de longue durée de la détention en France**.

Prolongeant les traditions ouvertes dans les années 1970 de recherche focalisée sur des pans plus étroits de la pénalité, le CESDIP a déployé un effort vers la mesure de phénomènes spécifiques.

On peut citer l'intérêt tout particulier pour la mesure de la structure raciale ou ethnique de la production pénale, comme le travail original de F. Jobard, R. Lévy et S. Névanen sur les **contrôles d'identité** à Paris, mené sur traitement de données d'enquête, ou le travail de F. Jobard et S. Névanen sur les **discriminations à l'audience**, mené sur données administratives recodées. Br. Aubusson de Cavarlay, en charge de l'animation d'un groupe de chercheurs auprès du Contrôleur général des lieux de privation de liberté (2009-2010) et président depuis 2012 de la Commission de suivi de la détention provisoire, assure le traitement des données statistiques (publiées et non publiées) sur la détention provisoire, l'exécution des peines privatives de liberté et les autres formes de **privation de la liberté**. Toujours sur les condamnations, A. Kensey poursuit son travail sur le **suicide en prison**, et le traitement en **cohorte** d'un échantillon de libérés de prison de 2002, portant en particulier le regard sur les libérés conditionnels et les auteurs d'agression sexuelle. Le travail de L. Mucchielli sur les **violences** (notamment délinquance juvénile, viols,

homicides), celui qu'il a mené avec V. Le Goaziou sur les **viols**, travaux synthétisés dans son ouvrage de 2011, illustrent de la permanence de ces questionnements.

Concernant nos **investissements de long terme**, il faut souligner que le CESDIP est partenaire de l'Equipex CASD (Paris-Saclay - F. Jobard y est au comité scientifique). La coopération avec cet équipement permet à terme le croisement de nos données avec d'autres enquêtes. Sur la victimation et le sentiment d'insécurité, la coopération s'est engagée en septembre 2013 avec le Printemps et le LSQ-CREST au sein du Lidex ISIS. Enfin, le CESDIP contribue à la conception et la direction d'un Master de l'Université Paris-Saclay consacré à la quantification (également avec le LSQ-CREST et le Printemps).

Le CESDIP a conquis dans ces domaines une **excellence internationale** manifestée, en premier lieu, par les publications en anglais ou en français sur la mesure du crime, l'insécurité, le sentiment d'insécurité, dans le cadre du 6^e PCRD européen intitulé CRIMPREV, dirigé par le GERN. Le CESDIP est également partenaire depuis 1996 du projet *European Sourcebook* (aujourd'hui porté par le **contrat européen DECODEUR, A. Kensey, Br. Aubusson de Cavarlay**), qui travaille à la production de données européennes en matière de décisions judiciaires.

2. Transformation des institutions pénales et des professions qui leur sont liées

Dans le cadre d'une interrogation sur les transformations de l'État, des politiques publiques et de leurs conséquences sur les professions, le CESDIP a ouvert de nombreux chantiers visant à cerner les modalités effectives de ces changements sur les institutions que sont la police et la Justice pénale. Leur caractère particulier au sein de l'État -monopole de la force légitime, pouvoir régalien de sanction- ne les a pas préservées de remises en cause managériales. Sous les effets de nombreuses réformes qui ont, de manière très publicisée - fin de la police de proximité - ou plus discrète - accélération de la procédure pénale - profondément changé leur environnement et les conditions d'exercice de leur métier, les différents professionnels, juges, magistrats, personnels pénitentiaires, habitués à fonctionner dans des cadres très réglementés mais qui laissaient néanmoins une large part d'autonomie dans le travail, se sont vus contraints de s'adapter à de nouvelles exigences de productivité, à de nouveaux modes d'évaluation de leur travail, et à l'émergence de nouveaux acteurs dans leur champ de compétence. L'introduction d'outils de mesure d'activité, les restrictions budgétaires et les exigences de rendre des comptes au public - *accountability*- ont amené ces professionnels à intégrer des enjeux qui dépassent les objectifs traditionnels de leur métier. Le développement d'organisations concurrentes, telles que les polices municipales ou les sociétés de sécurité privée, participe aussi de cette fragilisation des institutions régaliennes. Les tentations de repli sur soi traversent toujours la police et la justice, certes favorisées par l'existence de corps professionnels à l'identité forte, qui deviennent difficiles à maintenir. L'émergence de nouvelles professions - médiateurs, conseillers d'insertion et de probation, experts de divers ordres, responsables locaux des questions de sécurité - oblige les anciennes à se redéfinir.

Comme on le verra dans la déclinaison des axes thématiques, le CESDIP a constamment interrogé les interactions entre organisations et entre professionnels. Par exemple, **les forces de police** intègrent aujourd'hui les exigences locales dans leur action, ébranlant le modèle pyramidal jacobin qui constitue l'ossature essentielle de leur fonctionnement (J. de Maillard, T. Le Goff, Ch. Mouhanna). L'**appareil judiciaire** n'est pas non plus épargné. Soumis à une demande croissante, liée à la **judiciarisation** des interactions dans tous les champs du social et à une **pénalisation** élargie des activités déviantes, il doit mêler aux principes généraux qui guident traditionnellement son action des exigences de rendement (Ch. Mouhanna, B. Fery). Les magistrats du pénal se trouvent enserrés dans une **logique de chaîne pénale** qui les rend dépendants de multiples acteurs : policiers, experts, personnels pénitentiaires. Mais ces acteurs eux-mêmes s'inscrivent dans une interdépendance qui les invite à repenser et redéfinir leurs missions. De nombreux travaux de thèse effectués au CESDIP s'intéressent à ces redéfinitions, qui touchent les **conseillers d'insertion et de probation** (thèses soutenue de X. de Larminat, en cours de J.-Fr. Lablé) ou les **experts psychiatriques** (J. Boirot). D'autres recherches concernent l'émergence de **nouveaux métiers** (Fr. Ocqueteau, T. Le Goff, C. Gayet-Viaud, V. Levan, J. de Maillard). Enfin, toute une série de travaux portent sur les **interactions** entre policiers et médiateurs (J. de Maillard), éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse et surveillants (Fr. Bailleau), entre policiers et magistrats ou magistrats et personnels pénitentiaires (Ch. Mouhanna).

En lien avec la quantification, le CESDIP intègre également la question de la mesure et de l'**évaluation chiffrée** dans le management des institutions pénales et les politiques publiques. En effet, tant dans l'appareil policier (J.-H. Matelly, Ch. Mouhanna, E. Didier, J. de Maillard) que dans l'appareil judiciaire (Ch. Mouhanna), les données produites sont utilisées comme instruments de contrôle de l'activité des professionnels.

L'affiliation du CESDIP au ministère de la Justice ainsi que les contacts entretenus avec les institutions policières comme avec les collectivités locales voient les chercheurs en position d'accompagner les acteurs et les décideurs de ces diverses institutions. Les mouvements de réforme, qui s'inscrivent dans des temporalités dépendantes de l'actualité plus que de choix rationnels purs, demandent **une réflexion et une évaluation** auxquelles le CESDIP est invité à participer. Les collectivités locales (J. de Maillard, T. Le Goff), les instances de formation ou

d'évaluation (ENSP, ENM, IGPN, Direction des ressources et des compétences de la Police nationale, Direction des Affaires Criminelles et des Grâce, Direction des Services Judiciaires, Direction de l'Administration Pénitentiaire, Commissions de l'Assemblée nationale) font appel à nos chercheurs et doctorants pour participer à la réflexion sur les conséquences de ces transformations.

Afin d'élargir la portée de ses travaux, le CESDIP s'emploie à les intégrer dans une démarche de comparaison. Celle-ci prend deux formes principales :

- Une dimension comparative internationale avec des **recherches européennes** sur le management et les transformations organisationnelles de ces institutions pénales (Projet européen COMPOSITE, Travaux sur le temps judiciaire en France et en Belgique, programme Vesentini franco-belge, ANR REFMANPOL). À travers le GERN et la participation à de nombreux colloques et ouvrages internationaux, cette volonté de réfléchir dans un cadre européen, voire international (Inde, Brésil, USA) est affirmée régulièrement

- Une **dimension intersectorielle** offrant l'opportunité de comparer les évolutions constatées dans nos champs avec d'autres domaines de l'action publique, notamment la santé. On citera en particulier le programme de séminaire Compinsect animé par J. de Maillard et P. Hassenteufel, qui a pour objet de comparer terme à terme les politiques publiques du domaine de la sécurité et du pénal et celles du domaine de la santé et de la protection sociale, et la participation à des séminaires et ouvrages collectifs (ouvrage dirigé par Coton et Proteau sur l'écriture dans les métiers de l'encadrement, séminaire de Florent Champy avec Ch. Mouhanna, ouvrage dirigé par de Maillard et Surel aux Presses de Sciences po). Il est en effet intéressant de constater que les problématiques du management, de la mesure de l'activité, de la redéfinition des professions se retrouvent dans l'ensemble de ces champs. Le CESDIP, malgré sa spécialisation, ou grâce à elle, participe pleinement à ces questionnements d'ensemble.

3. Savoirs sur le crime et la déviance

Le CESDIP est pour ainsi dire le seul laboratoire de sociologie pénale en France, ce qui l'a depuis le départ amené à interroger la nature et les frontières de cette discipline et à interroger ses objets centraux : le crime et la déviance. À sa genèse, à la fin des années 1960 et durant les années 1970, le CESDIP s'est attaché à produire une connaissance indépendante d'un point de vue naturaliste sur le crime, dont la version la plus élaborée alors était promue sous l'appellation de « criminologie du passage à l'acte ». Au contraire, sous l'influence de la sociologie nord-américaine de l'époque, le CESDIP a contribué à produire une sociologie de la réaction sociale au crime et à la déviance, c'est-à-dire une appréhension de ces phénomènes qui ne soit pas dissociée des mécaniques de qualification et de traitement. Puis, parce que le laboratoire est un **laboratoire de sociologie pénale** (avant d'être un laboratoire de sociologie de la déviance), le CESDIP a privilégié une préoccupation pour les institutions en charge des déviances, et pour les savoirs dont elles s'arment.

La production et à la circulation des savoirs sur le crime, puis les usages qui en sont faits par les institutions judiciaires et les circulations qui s'opèrent entre les champs professionnels et les champs académiques, sont au cœur de nos préoccupations. Les travaux menés par notre ancien directeur L. Mucchielli sur **l'histoire de la criminologie** en France ou la *Revue d'histoire des sciences humaines* qu'il avait fondée et que nous avons hébergée jusqu'à son terme en 2011, avaient donné à ce legs intellectuel une nouvelle ampleur. Il faut également noter l'attention portée par le CESDIP aux entreprises contemporaines d'institutionnalisation de savoirs dits « criminologiques », entre « polémologie », « décelement précoce » et biologisation du rapport à la déviance, que le laboratoire a porté dans l'arène politique par son engagement (victorieux) contre la création d'une section du CNU de « criminologie ». La place de la criminologie (ou d'une certaine acception de celle-ci) dans les savoirs dispensés dans les services de probation et d'insertion (Direction administration pénitentiaire) est également au cœur de la thèse de doctorat de X. de Larminat et du post-doc que le CESDIP lui a financé.

Plus largement, les travaux sur la naissance de la **police technique et scientifique**, du bertillonnage aux techniques d'enregistrement et de fichage des individus, menés par P. Piazza ou L. López, s'inscrivent dans cette tradition. En l'espèce, ces réflexions historiques sur l'essor des technologies biométriques d'identification des individus, leur normalisation et les usages civils et policiers qui en ont été tirés, ainsi que sur l'informatisation du corps et plus largement les dispositifs de contrôle et de surveillance mobilisés à destination de certaines catégories de population, ont pris la forme de publications scientifiques nombreuses, mais aussi d'expositions comme *Fichés* à la Bibliothèque nationale ou l'exposition virtuelle sur Alphonse Bertillon sur criminocorpus.fr, dont des chercheurs comme P. Piazza ou J.-M. Berlière ont été les commissaires.

L'analyse de la production des catégories, au premier plan desquelles les mécaniques de **labellisation d'individus** dangereux ou de production **d'indices de risques**, a toujours été au cœur de l'activité scientifique du CESDIP. Là aussi, ces préoccupations sont transverses aux diverses thématiques puisqu'on les retrouve aussi bien à l'épreuve des travaux sur la **délinquance juvénile** et les **étiquetages de publics déviants** (mineurs ou spécifiquement scolaires), que ce soit dans les travaux historiques de J.-J. Yvoret, les analyses européennes comparées de Fr. Bailleau ou les enquêtes sociologiques de M. Esterle sur le décrochage scolaire ou de C. Carra sur les violences à l'école, que dans les travaux sur la récidive et les récidivistes, en particulier dans leur traitement par les institutions

pénitentiaires (J.-L. Sanchez sur le « récidivisme » de la fin du XIX^e siècle, A. Kensey et le suivi des cohortes de libérés). De leur côté, les travaux sur l'attention des policiers aux étrangers ont retenu l'attention de nombreux chercheurs du laboratoire, tant en ce qui concerne l'histoire de cette préoccupation (R. Lévy, J.-M. Berlière ou E. Blanchard) qu'en ce qui concerne la production (ou non-production), dans le fil de l'interaction policière, de l'altérité et de la dangerosité (F. Jobard, R. Lévy ou, dans une perspective comparée avec les polices allemandes, J. Gauthier et J. de Maillard). Une thèse financée par le DIM Île-de-France, celle de K. Barbier, a pour objet le traitement des femmes dans les contentieux de stupéfiants, et notamment le désintérêt dont elles font l'objet par les acteurs répressifs.

Plus largement, le CESDIP reste attentif à la construction et aux frontières des **catégories sociales**. La notion de violence politique, par exemple, est interrogée par X. Crettiez, ou bien les travaux d'ictonographie politique que ce dernier a entrepris avec P. Piazza en Corse, Irlande et Pays basque, ou encore le travail de comparaison franco-britannique, dirigé par F. Jobard, sur les émeutes urbaines. La thèse achevée de D. Ghanem et la thèse en cours de A. Billel sur les violences terroristes s'inscrivent dans ce mouvement.

Les **frontières du pénal et de l'infra-pénal** sont également interrogées, tant par les travaux de C. Gayet-Viaud sur les incivilités que par ceux de J. de Maillard et P. Benec'h Le Roux sur les correspondants de nuit à Paris et la prévention des désordres, d'É. Baillergeau sur la « policierisation » de l'errance à Montréal et Amsterdam, ou les perspectives comparées ouvertes par S. Body-Gendrot sur la définition et le traitement des désordres urbains dans les grandes agglomérations.

Enfin, les interrogations sur la nature de la **violence produite par l'État**, notamment sur les ressorts de sa légitimité, sont constantes, portées ces dernières années tant par les travaux sur l'enfermement et son contrôle (N. Fischer, Br. Aubusson de Cavarlay) que par les travaux sur la rétention administrative (N. Fischer, M. Darley) ou ceux sur la police.

Le CESDIP entend prolonger ses réflexions sur les savoirs criminologiques en portant ses efforts sur le rapport entre **sciences sociales et savoirs médicaux**. C'est tout le sens de notre engagement dans le Lidex ISIS sur les sciences et la société à l'Université Paris-Saclay et les projets qui y sont développés sur l'expertise médico-légale. Dans cette perspective, le GERN a organisé en 2010-2011 un séminaire international sur les neurosciences et la justice pénale, J. Boirot soutiendra une thèse sur l'expertise psychiatrique en Europe et un partenariat a été établi entre le CESDIP et l'Institut médico-légal de l'hôpital de Garches (Faculté de médecine de l'UVSQ), qui se concrétise dès septembre 2013 par le dépôt d'une demande de PEPS sur la mesure des agressions sexuelles à l'Institut médico-légal, première pierre de la thèse de O. Perona sur les **agressions sexuelles** (autre financement DIM Île-de-France).

Politique scientifique

La mission essentielle du CESDIP, unité dotée de 3 tutelles (CNRS - UVSQ - Justice) est de contribuer à la production d'une sociologie pénale reconnue internationalement.

À cette fin, l'objectif scientifique premier du CESDIP est la production de résultats originaux de recherches dans les revues internationales des diverses disciplines de sciences humaines et sociales. Le CESDIP veille également à répondre aux demandes de conseil ou d'orientation formulées par les pouvoirs publics sur les matières relatives au crime et à son traitement.

La stratégie du CESDIP pour le contrat en cours (2010-2014) a été principalement guidée par le souci de son intégration universitaire. Ainsi que le remarquait l'AERES dans sa précédente évaluation, en 2009, le CESDIP était jusque lors, en dépit même de son intégration formelle à l'UVSQ réalisée en 2006, peu investi dans le champ de l'enseignement supérieur. Nous avons donc en 2010 engagé un dialogue plus fructueux avec notre tutelle universitaire, visant à l'allocation d'une dotation financière crédible, à l'affectation de personnels et à l'intégration dans le paysage académique, à commencer par la composante Droit et science politique. Au regard des éléments présentés ci-après, cette stratégie a été couronnée de succès. Elle le fut d'autant plus que le CESDIP a réussi son intégration dans les diverses structures (administratives ou de recherche) de l'Université Paris-Saclay (labex, équipement d'excellence, master, école doctorale, Sénat...).

Le CESDIP n'est pas structuré en équipes constituées, puisque la plupart des chercheurs travaillent sur plusieurs de nos thématiques, qui sont les suivantes :

Justice, pratiques politiques pénales	Surveillance & technologie	Territoire, partenariat, régulation	Recomposition des organisations policières	Citoyens, auteurs, victimes, comportements	Minorités, discriminations
---------------------------------------	----------------------------	-------------------------------------	--	--	----------------------------

Organisation et vie de l'unité

Effectifs

Les effectifs ont évolué comme suit entre le début et la fin de la période soumise à l'évaluation¹.

	PU UVSQ	MCF UVSQ	EC autres	DR	CR	ITA	ITRF	Doctorants UVSQ	Doctorants autres	Associés	Total
Juin 2008	0	0	5	4	6	6	0	3	7	13	44
Juin 2013	3	3	6	8	3	5	0	13	4	12	57

Comme l'avait fait remarquer l'AERES dans le rapport d'évaluation de 2009 sur le CESDIP, la tutelle de l'UVSQ était depuis le début du quadriennat plus virtuelle que réelle, tant en termes d'effectifs que de dotation budgétaire. Une politique volontariste engagée par le directeur 2006-2009 a amené l'affiliation à la faculté de droit et science politique de l'UVSQ à une existence concrète : la création d'un Master hébergé par le laboratoire, l'affectation en début 2010 de 2 professeurs de l'UVSQ (X. Crettiez, P. Hassenteufel) et 2 maîtres de conférences (L. Boussaguet, depuis nommée professeur à l'Université de Rouen, et E. Blanchard), puis la création en septembre 2010 d'un nouveau poste de professeur des universités (J. de Maillard), en 2012 d'un maître de conférences (P.-Y. Baudot, en remplacement de L. Boussaguet, devenue professeur de science politique) et enfin la création d'une chaire CNRS au département de sociologie (Fr. Vesentini). L'évolution majeure du CESDIP au cours de la période considérée est donc son ancrage universitaire. Car, bien sûr, l'afflux de collègues enseignants-chercheurs s'est accompagné d'un apport de doctorants (13 à l'UVSQ), parmi lesquels aujourd'hui 5 financés sur CDD de l'Ecole doctorale CRIT (sans compter 4 thèses UVSQ soutenues durant la période - Almejfel, de Larminat, Gauthier, Ghanem). L'intégration universitaire s'est également marquée, du point de vue de l'organisation interne, par le fait que Jacques de Maillard est devenu directeur-adjoint en 2012. Soulignons enfin que l'intégration universitaire s'est jouée à partir de 2010 sur deux niveaux, puisqu'il faut ajouter à l'intégration à l'UVSQ une intégration dans l'ensemble plus vaste (et plus complexe) de l'Université Paris-Saclay.

Les moyens alloués au CESDIP ont connu une double évolution :

- Dotation budgétaire de la part de l'UVSQ à partir de 2010

¹ **Janvier 2008.** EC autres : Berlière, Body-Gendrot, Carra, Esterle-Hédibel, Renouard.

DR : Aubusson de Cavarlay, Lévy, Mucchielli, Robert.

CR : Chantraine, Didier, Jobard, Mouhanna, Pruvost, Zauberma.

ITA : Balmette, Dyvrande, Leconte, Névanen, Steffen, Ventre.

Doctorants UVSQ : De Larminat, Gauthier (co-tutelle), Lablé.

Doctorants autres : Blanchard, Blondan, Castaing, Dänzer-Kopf, Diaz, Liaigre, López.

Associés : Baillergeau, Benec'h Le Roux, Clément, Douat, Gaveau, Levan, Marlière, Matelly, Médéa, Mohammed, Recasens i Brunet, Sanselme, Saurier.

Juin 2013. PU UVSQ : Crettiez, de Maillard, Hassenteufel.

MCF UVSQ : Baudot, Blanchard, Vesentini.

EC autres : Berlière (ém.), Body-Gendrot (ém.), Cahn, Esterle-Hédibel, Piazza, Renouard.

DR : Aubusson de Cavarlay, Bailleau, Duprez, Jobard, Lévy, Ocqueteau, Robert (ém.), Zauberma.

CR : Fischer, Gayet-Viaud, Mouhanna.

ITA : Balmette, Couture, Dyvrande, Leconte, Ventre.

Doctorants UVSQ : Ayrault, Barbier, Billel, Boirot, de Castelbajac, el Mnafsi, Féry, Icard, Iori, Jacquin, Lablé, Péclat, Thibault.

Doctorants autres : Blondan, Castaing, Dänzer-Kopf, Diaz.

Associés : Baillergeau, Benec'h Le Roux, de Larminat, Gaveau, Le Goff, Levan, López, Malochet, Matelly, Meyer, Sanchez, Yvrel.

Vague E : campagne d'évaluation 2013 - 2014

- Dégradation de la dotation budgétaire en provenance du ministère de la Justice

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (prév)
Min. Justice	221 616	200 000	140 000	100 000	84000	100 000
UVSQ	2 843	2 843	9 202	50 000	50 000	39 000
CNRS	21 000	20 000	20 000	18 000	15 480	16 718
Total	245 459	222 843	169 202	168 000	149 480	155 718

.De 2006 à 2009, le rattachement du CESDIP à l'UVSQ ne s'était curieusement pas manifesté par l'affectation d'une dotation budgétaire digne de ce nom. La situation a été rétablie en 2011 lorsqu'a été mis en œuvre l'engagement de la présidence (exprimé en juin 2010) consistant en l'allocation sur 3 ans de 50K€/an et l'ouverture d'un poste d'ingénieur d'études en analyse quantitative (par concours).

La dotation du ministère de la Justice a connu une chute vertigineuse, imputable à la situation budgétaire du secrétariat général mais aussi à la perte par le GERN de son statut de GDRE. En effet, 92K€ en 2008 et 60K€ avaient été affectés par le Ministère de la Justice au GERN, et ces crédits n'ont plus été affectés à partir de 2010 - année à partir de laquelle la dotation est passée d'environ 140K€ à 100K€, voire moins de 100K€. Lors de la réunion du comité directeur (prévu par la convention) du 17 décembre 2012, le cabinet de la Garde des Sceaux s'est engagé devant les partenaires et la direction du CESDIP à une dotation annuelle de 100K€ sur 3 ans, sans faire l'objet de réserve.

Toutefois, la dotation globale de chacune des tutelles excède bien sûr les seuls crédits de fonctionnement : le ministère de la Justice héberge (loyer = 60K€) et affecte 2 agents catégorie C (estimation coût annuel par agent 30K€) ; le CNRS affecte 15 agents (cat. B & A) ; l'UVSQ affecte 6 enseignants-chercheurs et en 2013 1 ITA (sur CDD).

Les dotations globales sont donc les suivantes en 2012 :

Ministère de la Justice : env. 200K€ (2009 : env. 320K€).

UVSQ : 842K€ (2009 : 28K€).

CNRS : 1.246K€ (2009 : 1.450K€)

Parallèlement, les chercheurs du CESDIP ont conduit une importante activité contractuelle (voir annexe 6) pour un montant 470 441€ pour les contrats européens (Contrats Composite et Crimeprev²), 371 999€ pour les ANR (ANR/ESRC A Comparative of French and British riots, Refmanpol, Sciencepeine, Crimininsec³), 426 874 euros pour les autres contrats et subventions (Ville de Paris, GIP/Justice, etc.).

Organisation de la vie de l'unité

La vie de l'unité est organisée autour de deux moments forts (qui se déroulent souvent le même jour) : le séminaire (public) et le conseil de laboratoire. Le conseil de rédaction de notre bulletin scientifique *Questions Pénales* est également l'occasion de réunir les chercheurs du CESDIP autour d'une réflexion sur la recherche proposée au QP.

Séminaires

Ces séminaires visent à faire partager des recherches menées par les chercheurs du CESDIP, mais aussi bien sûr à faire connaître les recherches en sociologie pénale et sociologie des déviances entreprises par les collègues et doctorants extérieurs au laboratoire. Notable est la fréquentation accrue de ces séminaires depuis 2008 (et plus encore depuis le début des années 2000 où, de mémoire, le séminaire était suivi par une dizaine de personnes, membres du laboratoire inclus). Les séminaires sont désormais suivis par plus d'une vingtaine de personnes (le tableau de la fréquentation est également versé en annexe), signe de la mobilisation de la communauté du CESDIP mais aussi de son attractivité vis-à-vis de l'extérieur.

² Pour Crimeprev, le montant alloué l'a été sur la période 2006-2009.

³ Nous ne comptabilisons l'ANR RSCE de G. Pruvost (qui est maintenant gérée par son nouveau laboratoire).

Poursuivant, précisément, l'ambition d'intéresser un plus grand nombre de collègues à nos thématiques, le séminaire de l'année 2010-2011 a été organisé conjointement avec le Centre Maurice Halbwachs, sous la double responsabilité de Geneviève Pruvost (CNRS-CESDIP) et de Marwan Mohammed (CNRS-CMH), qui avait réalisé sa thèse de doctorat sous la direction de Philippe Robert au CESDIP. Le séminaire avait été intitulé cette année-là « Approche interdisciplinaire des déviations et des institutions pénales » et avait permis de dresser des ponts avec la communauté des chercheurs de l'EHESS (il s'agissait en effet d'une formation validante pour les étudiants de Master de cet établissement). La séance inaugurale de ce séminaire avait fait l'objet d'une captation vidéo, en ligne sur dailymotion [http://www.dailymotion.com/video/xg4k1c_seminaire-devi-ances-et-controle-social-philippe-robert-1_news#.UZNZ_YKg6SM].

Par ailleurs, un séminaire thématique « comparaisons inter-sectorielles » a été mis en place à la rentrée 2011, sous la responsabilité de Patrick Hassenteufel et de Jacques de Maillard. Il vise à comparer les politiques publiques conçues et mises en œuvre dans notre champ thématique (le champ pénal ou policier) avec des politiques menées dans le champ de la médecine, de l'hospitalier ou du sanitaire. Ces deux domaines de l'action publique, par ailleurs aujourd'hui fortement politisés, ont été marqués par des transformations semblables : réorganisation des administrations d'État dans une logique d'État régulateur, redéfinition des rapports entre les niveaux territoriaux, diffusion de logiques contractuelles et managériales, généralisation d'un pilotage par indicateurs, apparition de nouveaux professionnels et transformation des univers professionnels dominants, recours accentué à des acteurs privés, diffusion de normes européennes et internationales, etc. Ils offrent ainsi matière propice à la comparaison systématique. Pour l'heure, 5 séances se sont déroulées : sur la privatisation des activités et le tournant managérial, sur la place des syndicats, le local et le partenariat, la place des statistiques et le rôle des agences, permettant l'invitation de chercheurs du Ceraps, de Sage, du Latts, du Cermes ou du CSO.

Depuis 2012-2013, un séminaire des doctorants a été mis en place, qui consiste en la présentation de sa recherche par un doctorant devant ses pairs, puis la présentation d'un aspect relatif au métier scientifique (gérer l'après-thèse, préparer les concours, rédaction d'un article scientifique, etc.) par un collègue statutaire. 6 séances de ce séminaire ont été tenues en 2012-2013.

Enfin, de temps à autres, des journées d'études sont organisées à Paris autour d'une thématique précise ou à l'occasion de la visite de conférenciers que l'on a rarement l'opportunité d'entendre en France. Une journée d'études avait été organisée en mai 2011 sur la police (CESDIP-GERN en coopération avec le Centre Maurice Halbwachs, par Geneviève Pruvost, René Lévy, Marwan Mohammed et Mélanie Péclat), une deuxième sur Exécution des peines et contrôle social décembre 2012 (en coopération avec le CURAPP, par Mélanie Péclat et Xavier de Larminat), une troisième permettant la présentation de collègues canadiens et australiens (juin 2013).

Autre moment scientifique particulier du CESDIP : le comité de rédaction de *Questions Pénales*, notre bulletin scientifique, qui présente une recherche menée au sein du laboratoire. Le destinataire privilégié de ce bulletin est le personnel judiciaire (l'ensemble des juridictions et des parquets), mais aussi les journalistes et autres acteurs des milieux judiciaire et policier (soit 250 destinataires papier et 5 000 destinataires électroniques ; et un peu moins de 1 000 destinataires de *Penal Issues*, l'édition anglophone, tous électroniques). Depuis le 1^{er} janvier 2008, 25 QP et PI ont ainsi été publiés (la liste est à consulter en annexe 12).

Gouvernance

La direction du laboratoire est assurée par Fabien Jobard, assisté de Jacques de Maillard. D'un point de vue administratif, c'est Fabien Jobard qui assume l'ensemble des prérogatives relatives à la gestion des personnels et des crédits. Par ailleurs, René Lévy assure la direction du GERN et Christian Mouhanna veille à nos relations avec le ministère de la Justice. (Voir organigramme fonctionnel en annexe 4.)

Le conseil de laboratoire prend la forme au CESDIP de l'assemblée générale, de manière à assurer la plus large participation des collègues aux orientations stratégiques et scientifiques du laboratoire. Tous les personnels, y compris temporaires et doctorants sont donc conviés aux conseils de laboratoire. Ceux-ci font l'objet d'une proposition d'ordre du jour envoyée aux membres une dizaine de jours avant la tenue du conseil, puis d'un compte rendu diffusé en pdf à l'ensemble des membres et accessible au secrétariat pour consultation. On consultera en annexe 11 le calendrier des conseils de laboratoire et leur fréquentation, qui s'élève à env. 20 membres présents chaque AG.

Le conseil de laboratoire se prononce sur toutes les questions d'orientation stratégique de l'unité (notamment l'intégration dans les ensembles plus vastes tels que l'UPSa - voir plus loin), sur les candidatures de chercheurs (hors concours CNRS, qui fait l'objet chaque année d'un groupe de travail), sur les principes d'allocation de ressources (< 1500 € : décision du DU, > 1500€ : consultation du Conseil de labo - décision AG janvier 2013), sur la politique d'enseignement, sur la visibilité publique du CESDIP. Le Conseil de laboratoire est destinataire au moins une fois l'an, à l'AG de rentrée civile, de l'état de consommation des crédits. (Voir *règlement intérieur en annexes 5*).

En termes d'hygiène et sécurité, le CESDIP dispose d'un agent de prévention (ex-ACMO), formé *ad hoc*, qui est également secouriste et correspondant de la Délégation régionale du CNRS sur ces questions. Cet agent est également correspondant sécurité-réseaux.

Quelques indices quantitatifs de valorisation du CESDIP

Site internet

Le site Internet du CESDIP fait l'objet de plusieurs mises à jour par semaine, notamment la rubrique 'Sur la place publique', qui informe les internautes des dernières interventions des chercheurs dans la presse. Sa fréquentation, mesurée par spip, ne cesse de croître (voir la capture d'écran en annexe). En janvier 2009, la moyenne mensuelle des visites sur le site était inférieure à 3 000. Cette moyenne cumulée est aujourd'hui de 8 000 visites, soit près de 300 visites par jour.

Sur ce site internet, les pages les plus diverses sont consultées, notamment les informations relatives à tel ou tel chercheur, à l'agenda des séminaires ou aux informations publiées dans la rubrique Actualités. Cette rubrique comporte des points d'information publiés par le directeur à l'occasion de tel ou tel élément d'actualité (points sur la criminologie en France, sur la mesure de la délinquance, sur le coût du crime, sur l'ANR, sur la Prime d'excellence scientifique, sur l'Observatoire national de la délinquance, etc.), mais aussi des informations sur l'offre de formation (DU, Masters, Écoles d'été, etc.). Mais l'information scientifique est également l'objet de nombreuses visites, tels que les QP relatifs aux violences à l'école primaire (env. 6 000 visites), aux violences jugées au TGI de Versailles (5 000 visites), à l'évolution des homicides (4 000 visites) ou aux bandes de jeunes (3 800 visites). Malheureusement, les pages en anglais (la présentation du CESDIP en anglais, pourtant sur la page d'accueil, et surtout les *Penal Issues*) n'attirent pas un public à la hauteur de nos attentes.

Les séminaires, nous l'avons souligné, sont fréquentés comme ils ne l'ont jamais été au CESDIP, c'est-à-dire par une vingtaine de personnes.

La présence du CESDIP dans l'espace public est forte. Durant la période considérée, nous avons publié environ 220 contributions dans des revues professionnelles (*Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, *Les Cahiers dynamiques*, *Cahiers d'Études Pénitentiaires et Criminologiques*, *Cahiers français*, *Cahiers de la Justice*, *Les Cahiers de la sécurité*, *Défense Nationale et Sécurité Collective*, *Revue Internationale et Stratégique*, *Le Journal du droit des jeunes*, *Informations Sociales*, *Les Cahiers de l'Éducation Permanente*, *Revue de la Gendarmerie Nationale*, *Pouvoirs Locaux*, *La Gazette des Communes*, *Multi-System & Internet Security Cookbook*, *Recherches et Prévisions*, etc.), de vulgarisation (*Actualités Sociales Hebdomadaires*, *Pour l'histoire*, *Alternatives Économiques*, *Problèmes politiques et sociaux*, *Sciences humaines*, etc.), ou encore dans des revues de débat et/ou militantes (*Hommes et Libertés*, *Plein Droit*, *Esprit*, *Projet*, etc.) et les nouvelles revues ou sites en ligne (*La vie des idées*, *Métropolitiques*, *Criminocorpus*, *Histoire@Politique*, *Revue Hypermédia Histoire de la Justice*, *des Crimes et des Peines*) ; et cette somme s'élève à 270 si l'on inclut les 50 *Questions Pénales* et *Penal Issues* de la période. Nous recensons par ailleurs environ 330 interventions dans la presse (écrite, radio, télévisée, web, électronique, etc.), ainsi qu'une centaine d'interventions au cours de conférences tenues hors des cercles universitaires. Ces estimations sont inférieures à ce qu'il en est réellement, car tous les collègues ne tiennent pas de manière parfaitement scrupuleuse le cahier de leurs diverses interventions. S'il fallait résumer cet aspect de notre travail à un indicateur grossier, nous dirions que l'on a compté de 2008 à 2013 **près de trois interventions du CESDIP chaque semaine** dans l'espace public. Si l'on ajoute à cela une cinquantaine d'expertises et rapports remis à des institutions extra-académiques, la présence de membres du CESDIP dans une vingtaine de conseils scientifiques ou conseils d'administration de la société civile ou de l'État (Commission de suivi de la détention provisoire, Contrôleur général des lieux de privation de liberté, École nationale supérieure des officiers de police, École nationale supérieure de la

police, Groupe d'information sur les travailleurs immigrés, Haute autorité de la santé, Observatoire français de la drogue et des toxicomanies, Mission droit et recherche, Institut national des hautes études de la sécurité intérieure et de la justice, etc.), on constatera que les chercheurs du CESDIP prennent une part éminente à la valorisation de la recherche.

Les indices de présence dans les publications scientifiques sont également tout à fait favorables. Les chercheurs du CESDIP ont publié au cours de la période considérée 7 ouvrages en langue étrangère et 22 ouvrages en français. Ils/Elles ont dirigé 17 ouvrages et dossiers de revue en langue étrangère, et 35 en français. Ils/Elles ont enfin publié 38 contributions dans des revues scientifiques étrangères, 89 contributions dans des revues scientifiques françaises (listes AERES), 65 chapitres dans des ouvrages collectifs étrangers, 168 dans des ouvrages français.

Les revues dans lesquelles le CESDIP publie comptent parmi les revues-phares des SHS et, en particulier, de celles qui comptent dans le champ de la sociologie du droit et des déviations : *Année Sociologique*, *Archives de Politique Criminelle* (4x), *Actes de la recherche en sciences sociales* (2x), *British Journal of Criminology*, *British Journal of Sociology*, *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, *Crime Histoire et Sociétés/Crime, History and Societies* (2x), *Criminologie*, *Déviations et Société* (13x), *Critique*, *Dilemmas* (2x), *Droit et Société* (3x), *Économie & Statistiques* (3x), *Ethnologie française*, *Ethnic and Racial Studies*, *European Journal of Criminology*, *Gouvernement et Action Publique*, *Genèses* (2x), *Howard Journal of Criminal Justice*, *International Journal of Law Crime and Justice*, *International Journal on Violence and School* (3x), *International Review of Victimology*, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, *Journal of European Public Policy*, *Population*, *Revue Française de Sociologie English Selection*, *Rivista di Criminologia Vittimologia e Sicurezza*, *Histoire et Mesure*, *Politique Européenne*, *Policing & Society*, *Politix*, *Revue de droit sanitaire et social*, *Revue française de science politique* (2x), *Revue française des affaires sociales*, *Revue internationale de politique comparée*, *Champ Pénal/Penal Field* (11x), *Sociologie*, *Revue française d'administration publique*, *Revue française de sociologie* (3x), *Sociétés Contemporaines* (2x), *Social Research, XX^e siècle* (2x).

Les taux (par chercheur et par an) sont appréciables sur la période : 2,4 productions scientifiques par chercheur et par an (un tiers étrangères), parmi lesquelles : un peu plus d'un article scientifique (français ou étranger) tous les deux ans (0,2/an dans les revues étrangères, 0,45 dans les revues françaises), 1 ouvrage ou dossier de revue (français et étranger) tous les 2 ans, dont un tiers en langue étrangère.

Rappelons que le CESDIP accueille en son sein des professionnels de nos champs de recherche (agents du ministère de la Justice, du ministère de l'Intérieur, de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme, etc.), dans le souci de favoriser les échanges avec les mondes professionnels et de valoriser notre inscription dans la société civile. Si l'on tient pour indicateurs de productivité scientifique des chercheurs du CESDIP les seuls chercheurs et enseignants-chercheurs titulaires ou émérites fonctionnaires du MESR, les indicateurs sont bien sûr un peu plus élevés puisque l'essentiel des publications mentionnées ici ont été produites par ces titulaires. Aussi les taux individuels s'élèvent à 3,5 productions scientifiques par chercheur et par an, parmi lesquelles : quasiment un article scientifique (français ou étranger) par an, deux ouvrages ou dossier de revue (français ou étranger) publiés tous les trois ans, dont un tiers en langue étrangère. Les titulaires du CESDIP produisent en moyenne 3,8 contributions ou ouvrages par an. Si l'on ne retient que les ouvrages, ouvrages dirigés, numéros dirigés, articles scientifiques, les titulaires du CESDIP produisent 1,8 contribution par an, et la moitié d'entre eux produisent 1,6 contribution ou plus.

À quoi comparer ces indicateurs ? L'Institut SHS du CNRS a publié dans ses lettres de mars et juillet 2013 les résultats de l'analyse des documents Ribac que les chercheurs CNRS (hors émérites) sont censés remplir chaque année. Il ressort de ces documents que, sur les chercheurs InSHS ayant rempli Ribac 2011, 60% ont publié au moins un article de revue (proportion un peu inférieure à celle du CESDIP, où 21 chercheurs sur 29 titulaires présents au moins un an sur la période considérée), 58% ont publié un chapitre d'ouvrage (proportion là aussi un peu inférieure à celle du CESDIP : 22/29), 81% ont publié un chapitre ou un article de revue scientifique (proportion inférieure à celle du CESDIP : 28/29). Enfin, si l'on considère les critères dichotomiques de l'AERES, on retiendra que le CESDIP ne compte qu'un seul non publiant sur la période.

Le CESDIP s'honore d'abriter un Centre de ressources documentaires (CRD), qui est devenu un instrument et un lieu de référence pour les universitaires et les chercheurs français en sociologie pénale.

Le fonds documentaire du CESDIP, dont une grande partie en langues étrangères est étroitement lié aux besoins des chercheurs et aux thématiques du laboratoire, il comporte de très nombreux documents à peu près introuvables ailleurs, qu'il s'agisse de littérature grise, de données statistiques, de périodiques ou d'ouvrages étrangers très spécialisés. Un portail documentaire en intranet participe à la valorisation des actions du laboratoire et vient

renforcer la réputation du fonds documentaire d'être parmi les plus importants détenus par des centres francophones spécialisés en matière de sociologie du crime.

Le fonds, aussi bien "papier" que numérique, ne cesse de s'enrichir et est devenu un véritable centre de ressources documentaires, un outil de recherche performant qui remplit un véritable accompagnement de la recherche et qui ne cesse d'élargir sa notoriété et la fréquence de sa consultation. Le centre, bien qu'il soit prioritairement à usage interne, est donc toutefois accessible aux chercheurs et doctorants français et étrangers qui en font régulièrement la demande.

Le CRD héberge en juin 2013 une bibliothèque, des ressources numériques, une base bibliographique en ligne, un portail Internet et un Intranet, et diffuse une lettre d'information numérique.

Les détails chiffrés sur l'activité du CRD sont présentés en annexe 3.

La survie de ce centre est aujourd'hui menacée par la décision du CNRS de ne pas renouveler le contrat de travail de Jean-Christophe Le Pellec, agent en informatique documentaliste, qui a permis le développement du CRD sur la Toile, de l'Intranet, de la lettre numérique, etc. Cette décision nous reste incompréhensible (courrier de protestation adressé au DS InSHS en mai 2013 resté sans accusé de réception, ni réponse...), puisque le CESDIP finance ce poste sur fonds propres.

Faits marquants

Durant le quinquennat soumis à examen, un certain nombre d'actions marquantes ont été menées par le CESDIP, ou menées au bénéfice du CESDIP. Nous en avons sélectionné 3, de nature tout à fait différente : une action de recherche (les contrôles d'identité), une exposition (Tous fichés) et un aperçu de nos actions internationales.

1. Recherche : Les contrôles d'identité

Répondant à la sollicitation d'une ONG internationale, la fondation Open Society Justice Initiative, René Lévy, Fabien Jobard et John Lamberth (USA) ont mené une recherche à Paris sur les contrôles d'identité, et en particulier sur les discriminations éventuelles lors de ces contrôles. Cette recherche, dont le coût est estimé à une centaine de milliers d'Euros (pris en charge par la fondation), a été mise en œuvre par l'équipe mentionnée, qui a engagé une dizaine d'enquêteurs et un coordinateur d'enquête sur le terrain, durant l'année 2007-08. Elle a permis l'enregistrement sur 5 lieux de 525 contrôles et d'environ 38.000 passants, tous identifiés selon 5 variables : âge apparent, sexe apparent, origine apparente, tenue vestimentaire apparente, sac apparent. Elle a mis en avant des indicateurs de discrimination très élevés selon l'origine apparente, d'un niveau tel que le « contrôle au faciès » était attesté, mais aussi selon tous les autres critères : sexe, âge, tenue, sac, et lieu du contrôle ; rendant plus complexe la question de l'attribution causale centrée sur la seule apparence raciale.

Cette recherche a fait l'objet d'un intérêt médiatique immédiat avec, le jour de la publication du rapport de recherche par la fondation OSJI, un article dans le New-York Times, un article en Une du Monde et une série de 3 articles dans Mediapart - une exclusivité ayant été négociée par nos soins avec Mediapart et Le Monde. Les sollicitations de la presse et surtout les mentions de cette recherche dans l'espace public ont alors été innombrables durant les jours qui ont suivi (Europe 1, France Inter, Le Parisien, Le Figaro, France Télévision, France culture, etc.). Fait particulièrement remarquable à nos yeux, cette recherche a été le point de départ, outre un certain nombre de polémiques (par exemple la condamnation judiciaire du publiciste Eric Zemmour suite à un échange à la télévision autour de nos résultats), d'une vaste discussion autour de la régulation des contrôles d'identité en France, et de mobilisations dans l'arène judiciaire.

En termes de politiques publiques en effet, divers réseaux associatifs se sont constitués (parfois avec le soutien financier de l'OSJI) en revendiquant nos résultats comme sources d'obligation pour le politique, caractérisée par la création d'un récépissé à remettre aux forces de l'ordre aux contrôlés. Cette revendication, au terme de pérégrinations diverses, est même parvenue à être inscrite au catalogue des propositions du candidat François Hollande, et c'est en répondant à une question d'un journaliste RTL-BFM sur notre recherche que le Premier ministre, en juin 2012, a affirmé que son ministre de l'Intérieur travaillait à la constitution d'un récépissé, entraînant les échanges que l'on sait entre le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice, le ministre de la Ville, etc. Parallèlement, notre recherche a constitué le point de départ d'une action judiciaire engagée devant les

juridictions civiles pour réparation du préjudice entraîné par des contrôles estimés discriminatoires (délibéré attendu en octobre 2013).

S'il faut noter que ni René Lévy ni Fabien Jobard ne sont intervenus publiquement sur ces questions de politique publique (préférant réserver leurs observations à un travail de science politique en cours...), les résultats de 2009 sont devenus le point systématique de référence des débats en cours, loin d'être clos à ce jour. On peut estimer, en ce sens, que la recherche en SHS s'est vue nettement valorisée par cette action. Celle-ci s'inscrit du reste dans des travaux constants du CESDIP sur les questions de discrimination dans le champ pénal (voir plus loin).

Enfin, les répercussions académiques de cette recherche ont été de premier plan avec diverses communications internationales (dont la American Society for Criminology en 2012), et des publications dans des revues centrales telles que *Population* (en fr. et en angl.), *Dilemas* (Brésil), *Canadian Journal for Criminology* (Ottawa).

2. Valorisation : Exposition aux Archives nationales (2011-12)

Le CESDIP a été partenaire de l'exposition *Tous Fichés ?* qui s'est tenue aux Archives Nationales à Paris de septembre 2011 à janvier 2012. Jean-Marc Berlière, professeur émérite à l'Université de Dijon et chercheur au CESDIP, en était le commissaire (avec Pierre Fournié, conservateur général du patrimoine), et Pierre Piazza était membre du Conseil scientifique.

Cette exposition a reçu le Prix Historia 2012 (voir <http://www.historia.fr/web/lair-du-temps/prix-de-lexposition-18-09-2012-81964>), qui couronne une exposition « présentant un sujet original jamais traité ou traité de manière tout à fait nouvelle, scientifiquement exigeante mais pédagogiquement attrayant, et qui s'inscrit dans un programme général de très bonne qualité ». Elle a attiré env. 62000 visiteurs.

L'exposition retrace l'histoire de l'identité citoyenne et du fichage policier en France, des sommiers judiciaires du XIXe siècle jusqu'à la systématisation dans les années 60, en passant par la "révolution Bertillon" et la naissance de la carte d'identité. Des millions de ces documents insignifiants forment ce qu'il est convenu d'appeler un « fichier » sont aujourd'hui conservés par les services d'archives, dépositaires de ces innombrables traces des multiples processus d'identification qui ont fait appel à la photographie. C'est à cette réalité documentaire que les Archives nationales consacrent à l'automne 2011 une grande exposition intitulée *Fichés ? Photographie et identification du Second Empire aux années soixante*.

Retraçant les étapes marquantes de cette histoire de l'identification à travers la photographie, des premiers essais maladroits du second empire jusqu'au recensement de 1960 en Algérie, plus de 2300 documents illustrent les conséquences de la Commune de Paris, l'invention de la photographie judiciaire par Alphonse Bertillon, les fichiers de la police judiciaire, de la sûreté de l'Etat et de l'administration pénitentiaire, les fichiers des passeports et des cartes d'identité.

Les questions d'identité ne relevant pas des seules autorités de l'Etat, plusieurs fichiers d'associations et d'entreprises sont également présentés. Pour montrer comment ce procédé d'abord appliqué au petit nombre des malfaiteurs a été étendu à des catégories de plus en plus nombreuses jusqu'à concerner l'ensemble de la population, il a été fait appel aux ressources de l'ensemble des services d'archives publics : Archives nationales, Archives nationales du monde du travail, Archives nationales d'Outre-mer, archives des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, archives de la préfecture de police, archives départementales et municipales, archives d'entreprises, etc. Au-delà des techniques bureaucratiques ou policières de contrôle et de surveillance, c'est toute la complexité des rapports entre l'Etat et les citoyens qui se trouve ainsi révélée, entre résistance et consentement, protection et répression, indulgence et violence douce.

Un ouvrage en a été tiré (Berlière J.M., Fournié P., (dir.), 2011, *Fichés ? Photographie et identification, 1850-1960*, Paris, Perrin), ainsi qu'une émission radio de France culture, *La Fabrique de l'histoire*, disponible sur le site Internet des Archives nationales (<http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/musee/audio/fabrique-histoire.mp3>). Elle a également donné lieu à un cycle de 10 conférences, ouvert par Pierre Piazza, conférences au cours desquelles 3 chercheurs du CESDIP sont intervenus, en sus de P. Piazza et de J.-M. Berlière.

Soulignons que le CESDIP est un acteur particulièrement actif en matière de valorisation scientifique puisque outre *Fichés !*, les chercheurs du CESDIP ont contribué à réaliser le site de l'exposition virtuelle sur Bertillon (<http://criminocorpus.cnrs.fr/bertillon/entree.html>) et ont réalisé l'exposition *Murs rebelles*, sur l'iconographie contestataire en Europe, exposition itinérante qui, après avoir été montée à Saint-Quentin-en-Yvelines, vient de

séjourner 3 semaines à Malaga en Espagne (cf. <http://www.cesdip.fr/spip.php?article735>). L'un des membres du Cesdip (E. Blanchard) était également co-commissaire scientifique de l'exposition « Paris en guerre d'Algérie » organisée par le comité d'histoire de la ville de Paris (novembre 2012-janvier 2013).

3. Présence internationale : GERN et autres actions

Les divers investissements du CESDIP dans les actions internationales ont au fil des années voire des décennies contribué à forger une visibilité européenne et mondiale qui est aujourd'hui à nos yeux particulièrement précieuse.

Le GERN, groupement européen de recherches sur les normativités, est la structure internationale, autrefois GDRE, qui soutient bon nombre d'actions internationales du CESDIP. Réseau à dominante francophone, le GERN embrasse un domaine de recherche sur l'ensemble des questions pénales : déviances, insécurité, politiques publiques ou privées de sécurité et de prévention, institutions pénales, etc. Il comprend à ce jour 62 membres institutionnels, de 18 pays européens et extra-européens. Au cours de la période 2008-2013, il a été rejoint par 12 centres de recherches. Dirigé par R. Lévy (DR CNRS) assisté par D. Ventre (IE CNRS), il compte également un Comité Scientifique et un Conseil de groupement, qui se réunissent deux fois par an.

Les activités du GERN se structurent autour de l'organisation de manifestations scientifiques (interlabos, journées d'études, séminaires, colloques), d'actions en faveur de la formation et de la mobilité des jeunes chercheurs (cofinancements de séjours de jeunes chercheurs ; organisation d'Écoles d'été), et la mise en œuvre de projets nationaux et européens (par la réponse aux appels d'offre). Les résultats des multiples activités sont valorisés au travers de nombreuses publications nationales et internationales, ainsi que du site internet du réseau et de la Lettre du GERN (lettre électronique).

Au cours de la période 2008-2013, 25 Interlabos ont été organisés. Au printemps 2013, c'est sous l'égide du GERN qu'est paru le *Routledge Companion of European Criminology* (sous la direction de S. Body-Gendrot, M. Hough, K. Kerezsi, R. Lévy et S. Snacken).

Par ailleurs, le GERN déploie des actions en faveur des doctorants et post-doctorants, autour de deux actions principales : le cofinancement de séjours d'étude d'au moins trois semaines dans l'un des centres de recherche membre du GERN ; la mise en place d'écoles d'été (GERN Summer Schools) de formation à la recherche. La première école d'été est organisée en 2012 à l'université de Gand (responsable : Professeur Paul Ponsaers). La seconde école d'été s'est tenue au Royaume-Uni en 2013, la troisième se tiendra au Portugal en 2014, et la suivante au CESDIP en 2015.

Enfin, au cours de la période 2008-13, le GERN (qui était alors encore un GDRE), a piloté une action de coordination intitulée *Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe* (CrimPrev), dans le cadre du 6e PCRD FP6, *Specific programme « Integrating and Strengthening the European Research Area », Priority 7 « Citizens and Governance in a Knowledge-Based Society »*. *Work Programm 2004-2006*, §6.2.3. *Crime and Criminalisation*. D'une durée de 36 mois, clos en juin 2009, ce projet a impliqué un consortium comprenant pour moitié des équipes membres du GERN et des partenaires extérieurs pour l'autre moitié. Le coordinateur scientifique fut René Lévy, DR CNRS, directeur du GERN. Le budget qui alloué par la Commission européenne au projet fut de 1,1 M€ et le projet a regroupé 470 chercheurs de 196 institutions réparties dans 31 pays.

Au cours des 3 années, le projet a permis :

- de fédérer 470 participants issus de 196 institutions dans 31 pays
- de produire une centaine de publications (ouvrages, chapitres d'ouvrages, articles, brochures, newsletters...)
- d'organiser 46 événements (workshops, séminaires, conférences)

Les actions ont été réalisées selon le calendrier contractuel, et donné lieu à une centaine de publications accessibles en ligne sur le site Internet du projet : <http://lodel.irevues.inist.fr/crimprev/> (sous la forme de documents de synthèses reprenant l'essentiel des contenus des diverses manifestations organisées dans les *workpackages* thématiques). La dissémination des résultats fut mise en œuvre grâce aux publications réalisées et à leur mise en ligne sur le site dédié au projet, publications qui sont systématiquement proposées en deux langues : français et anglais. Les divers *workshops*, séminaires et conférences se sont ouverts à des contributeurs et participants non membres du projet ainsi qu'à des pays non membres de l'Union Européenne, notamment des pays de l'Europe centrale, selon les souhaits de la Commission européenne, et d'autres continents.

On trouvera en annexe 13 l'ensemble des publications CrimPrev, parmi lesquelles celles-ci nous paraissent les plus notables :

Vague E : campagne d'évaluation 2013 - 2014
janvier 2013

- Snacken S., Dumortier E. (Eds), *Resisting Punitiveness in Europe?*, London - New York, Routledge, 2012.
- Francis Bailleu, Yves Cartuyvels (Eds.), *The Criminalisation of Youth. Juvenile Justice in Europe, Turkey and Canada*, 2010, VUB Press (Brussels, Belgium) 289 pp., ISBN 978-90-5487-601-4
- Stephen Farrall (Edit.), *European Criminal Careers Research: Showcasing Studies and Approaches*, November 2010, European Journal of Criminology, Vol. 7, Number 6, Sage Publications (Oxford, UK) ISSN 1477-3708
- Dominique Duprez, Axel Groenemeyer (Eds.), *Drogenkonsum, Drogenprobleme und Drogenpolitik in Europa*, 2009, Soziale Probleme Verlag & Media KG (Freiburg-im-Breisgau, Germany) 206 pp., ISSN 0939-608X
- Ponsaers P., Shapland J. (eds), *The informal economy and connections with organised crime: the impact of national social and economic policies*, Den Haag, Boom Juridische Uitgevers, (Den Haag, the Netherlands) 210 pp. ISBN 9089741646, 2009.
- Crawford A., *Crime Prevention Policies in Comparative Perspective*, Willan Publishing, 2009.
- Duprez D. (ed.), *The Evolution of Drug Problem and Drug Policies*, Peter Lang, autumn 2009.
- Zauberman R. (ed.), *Victimisation and Insecurity in Europe. A review of Surveys and their Use*, Brussels, VUBPress, 2009.
- Zauberman R. (ed.), *Self-Reported Crime and Deviance Studies in Europe. Current State of Knowledge and Review of Use*, VUBPress, 2009, 254 pages
- Meško G., Cockcroft T., Crawford A., Lemaître A. (Eds), *Crime, Media and Fear of Crime*, Tipografija, Ljubljana, juillet 2009, 200 pages.
- Palidda S. (ed.), *Razzismo democratico. La persecuzione degli stranieri in Europa*, n° special de *Conflitti globali*, Truccazzano, Bianca e Volta, 2009.
- Robert Ph. (dir.), *L'évaluation des politiques de sécurité et de prévention de la délinquance en Europe*, Paris l'Harmattan, Collection Logiques sociales, 2009, 160 pages.
- Robert Ph. (ed.), *Evaluating safety and crime prevention policies*, Brussels, VUBPress, 2009, 126 pages.
- Robert Ph. (ed.) *Comparing Crime Data in Europe. Official Crime Statistics and Survey-based Data*, Brussels, VUBPress, 2009.
- Mucchielli L., Spierenburg P. (dir.), *Histoire de l'homicide en Europe, du XVI^e siècle à nos jours*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, 2008.
- Meško G. Dobovšek B. (Eds), *Policing in Emerging Democracies - Critical Reflections*, Ljubljana, Tipografia, 2007.

Au final, cette action internationale a permis d'affirmer la place centrale du GERN en Europe sur le plan de l'animation et la coordination de la sociologie pénale et de la sociologie des déviations. La visibilité de Crimprev a permis d'attirer vers cette structure, le GERN, de nouvelles demandes d'adhésions et a suscité maintes nouvelles initiatives en matière de coopération scientifique. Il est regrettable, à cet égard, qu'une forme administrative n'ait pu être trouvée apte à conférer au GERN la stabilité et la pérennité à la hauteur de sa visibilité.

Au-delà des actions engagées par le GERN, le CESDIP a conduit sur la période examinée tout un ensemble d'actions internationales de premier rang, dont nous donnons ici un aperçu aussi exhaustif que possible :

- *Laboratoire européen associé (1998-2009)* : Le Laboratoire Européen Associé « *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention ; recherches comparatives franco-allemandes* » est le produit d'une convention signée le 2 avril 1998 entre la Max Planck Gesellschaft (MPG) et le CNRS. Animé par Fabien Jobard, le LEA traitait des déviations et des politiques publiques qui leur sont associées par le biais des sciences sociales et, autant que possible, comparée. Le LEA a coordonné des recherches sur technologies et preuve pénale ; police et minorités ; coopération policière internationale ; pouvoirs de sanction du parquet ; politiques pénitentiaires ; travail carcéral.
- *Séminaires franco-indiens* : Depuis une dizaine d'années, une coopération scientifique franco-indienne s'est nouée sur les questions de police entre René Lévy et Ajay Mehra (Associate Professor in Political Science, Shaheed Bhagat Singh College, University of Delhi), avec l'appui de la Fondation de la MSH (Paris), du GERN et du CESDIP. Elle a donné lieu précédemment à deux colloques (2004 à Delhi, 2006 à Paris). Au cours de la période sous examen, deux opérations ont été réalisées : la publication d'un ouvrage collectif sous la co-direction d'Ajay Mehra et René Lévy (*Civil Society, State and the Police: Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson Education, 2010) et l'organisation d'un troisième colloque franco-Indien, *Social violence and police, cross-national experiences*, sous l'égide du GERN et du Center for Public Affairs (Inde), avec le soutien du CESDIP et de la FMSH, à Gangtok, Sikkim University, en mars 2010 (co-organisation Ajay Mehra et René Lévy). Un ouvrage issu de ce colloque est en préparation, en vue d'une publication en 2014 par un éditeur indien (en anglais). Cette coopération devrait se poursuivre dans les prochaines années dans un cadre élargi à d'autres pays émergents.
- *Séminaires ANR-ESRC* : F. Jobard s'était joint en 2006 aux deux professeurs britanniques Dave Waddington (Sheffield Hallam University) et Mike King (Birmingham University) pour répondre à un appel à projets de séminaires franco-anglais dans le cadre des appels joints ANR-ESRC. La dernière réunion du comité directeur

eut lieu en septembre 2008, et diverses réalisations concluent cette opération, comme un site Internet [<http://academic.shu.ac.uk/aces/franco-british-riots/>], un ouvrage collectif sous la direction de Waddington, Jobard et King (Willan, 2009, avec des contributions d'autres chercheurs du CESDIP), et un article de Waddington et King avec une réponse de F. Jobard (récompensée du titre d'article de l'année 2009 de la revue *Howard Journal of Criminal Justice*), un article de 2008 dans *Sociology Compass* (Blackwell).

- **COMPOSITE** : Acronyme de "*Comparative Police Studies in the EU*"- Etude comparée des polices dans l'Union Européenne- , le programme de recherche COMPOSITE (2010-14) cherche à analyser à une grande échelle les processus de changement qui touchent les polices européennes. COMPOSITE n'est pas seulement un projet de nature scientifique. Il aura des débouchés d'ordre pratique, en termes de conception, d'organisation et de mise en oeuvre des changements au sein des forces de police. Pour cela, COMPOSITE intègre dans sa démarche une dimension de diffusion, d'éducation et de consultance, notamment par le biais d'un bureau de conseillers et d'un bureau d' « utilisateurs ». COMPOSITE est financé par le programme FP7 de l'Union Européenne pour une durée de 4 ans. Ce consortium regroupe 15 partenaires de 10 pays européens. Le coordinateur du programme est le DR Gabriele Jacobs de l'Université Erasmus de Rotterdam (NL).
- **Refmanpol** : Jacques de Maillard dirige l'ANR Refmanpol (Réformes managériales des polices). Ce projet, financé pour 2012-2013, est conduit en partenariat avec l'université de Portsmouth (Steve Savage) et implique plusieurs chercheurs du CESDIP (E. Blanchard, F. Ocqueteau) et du CERAPS (A.-C. Douillet). M. Zagrodzki a été recruté comme chercheur dans le cadre de cette ANR. Le travail consiste à questionner l'effet des outils et instruments managériaux dans les orientations, organisations et pratiques policières de façon comparative (France/Angleterre). Il repose sur une large enquête de terrain dans les deux pays (environ 160 entretiens) à différents niveaux de la hiérarchie (des agents de base aux chefs de police).
- **Projet franco-belge BESPO** : Fr. Vesentini (chaire UVSQ/CNRS) conduit pour le CESDIP le projet BESPO « Justice et Populations, XIX^e-XX^e siècles », coordonné par Xavier Rousseaux (Université catholique de Louvain). Il s'agit d'un projet franco-belge, dans lequel la partie belge accorde une contribution financière équivalente à celle que les laboratoires engagent. Le CESDIP présente 3 projets dans ce cadre : l'étude comparée des systèmes statistiques autour de la matrice du Compte général et l'ANR SciencePeine (Br. Aubusson de Cavarlay, Fr. Vesentini) (WP4) ; l'histoire comparée des polices coloniales (E. Blanchard) (WP1) ; la sociologie des pratiques judiciaires (police/parquet/prison/juges de la jeunesse) (Ch. Mouhanna) (WP3).
- **Écoles d'été** : Le CESDIP soutient deux écoles d'été. La première série est celle présentée par J. de Maillard dans le cadre du GERN (voir plus haut). Le but de l'école est ici le perfectionnement de la rédaction, la finalisation des articles et des productions, mais également la question de l'élaboration du « design » de la recherche. C'est une école d'été thématique, réunissant des doctorants européens qui travaillent sur la question des déviances, de la délinquance et des institutions pénales. La seconde est présentée par Fr. Vesentini, après une première édition déjà été testée en Belgique. Elle réunit l'UQAM au Canada, l'UCL et l'ULG en Belgique et l'UVSQ. L'accent est mis sur la méthode, notamment quantitative et informatique, avec un jour ou deux consacré(s) au qualitatif. L'intitulé est « Méthodologies de la recherche en sciences sociales ». Le CESDIP participe au financement de cette école à hauteur de 3 000 € / an pendant 3 ans.
- **RBUCE** : Dans le cadre du PRES Universud, le CESDIP a déposé sa candidature à l'accueil de Sappho Xenakis, collègue titulaire du Young Criminologist Award par la ESC en 2011 pour un séjour de deux ans. Cette candidature a été acceptée par le conseil scientifique d'Universud, et Sappho Xenakis a été accueillie au CESDIP (avec un engagement financier du laboratoire à l'accompagnement de ses recherches) pour y mener ses travaux sur la circulation des idées et des pratiques en matière de police des foules en Turquie, Grèce, Grande-Bretagne, France. Mme Xenakis n'a pas achevé les deux ans qui lui étaient promis, puisqu'elle a été nommée au printemps 2013, dans le courant de sa deuxième année, Lecturer in Criminology au Birkbeck College à Londres. Son séjour a permis notamment la publication d'un Questions Pénales en 2012, de deux articles de revues (*Terrorism and political violence*, 2012 ; *European Journal of Criminology*, 2013).
- **Recherche franco-belge sur les temps judiciaires** : une recherche codirigée par Ch. Mouhanna, B. Bastard (ISP Cachan), D. Delvaux et F. Schoenaers (U. Liège) sur les temps judiciaires dans les affaires civiles et pénales a été menée, qui entreprend une comparaison des pratiques et des discours des acteurs dans 3 TGI français et 2 tribunaux belges. À travers l'examen de plusieurs voies procédurales, le temps de traitement réel (TTR), les assises et le contentieux du divorce, il apparaît que le temps judiciaire est le résultat de compromis entre le temps exigé par les justiciables, le temps de l'opinion publique, le temps de la gestion et le temps nécessaire à l'examen des dossiers.



- *Accueil de collègues et étudiants étrangers* : durant la période sous examen, le CESDIP a accueilli pour favoriser leurs recherches et les échanges avec les collègues français un certain nombre de doctorants et de chercheurs étrangers. Dans ce cadre, le CESDIP a mis les ressources du laboratoire à leur disposition (par exemple pour contribuer à leurs missions en France ou en Europe) et a favorisé, dans la mesure du possible, la présentation de leurs travaux à l'un ou l'autre de nos séminaires.

2010

Kazumasa Akaïke

Prof. à l'université de droit de Ryuku, directeur de centre de recherche sur corrections et réhabilitation, Kyoto
01/10/2009 au 31/03/2010
Comparaison questions pénales et pénitentiaires.
Intervenu au séminaire du 16/03/2010

Rita Faria

École de criminologie de Porto
Fraude scientifique
A travaillé tout le mois de septembre au GERN
Intervenue au séminaire du 30/09/2010

Agnès Badou

Doctorante Wiesbaden-Bénin
Du 08 au 19 novembre
Recherche sur la police

Allaoua Fouzi

Maître assistant à université de M'Sila (Algérie)
Délinquance juvénile
Nov.-déc. 2010

2011

Sylvia Guemureman, U. Buenos

Aires, Argentine
Politiques pénales et de sécurité, justice des mineurs
Prog CONICET.
Déc. 2010 à mai 2011
Intervenue au séminaire le 01.03.2011

Marie Cardon

Étudiante belge
A partir du 7 février
jusque fin avril
Pratiques judiciaires et politiques de prévention de la délinquance

Malcom Thorburn

Professeur agrégé en droit criminel
Queen's university, Kingston, Canada
Resté 1 mois

2012

Marcos Bretas (Brésil)

Co-tutelle CESDIP-CLERSÉ

Oct. 2011 au fin février 2012
Intervenu au séminaire du 18 oct 2011

Katherin Gotz

Thèse sur violence des jeunes, dir. Groenemeyer (U. Dortmund)
20/02/2012 à mi-avril

Sappho Xenakis

Janv. 2012 à févr. 2013

Voir plus haut RBUCE.

2013

Edson Benito Rondo Filho

02.2013 jusqu'en août 2013

Brésil (Univ. Rio grande do Sul)
Travaille sur la police
Intervention à la journée de juin 2013

Francisco Tiago Rocha Vasconcelos

Doctorant en sociologie
Université São Paulo
Du 20/12/2012 au 07/2013

Marc Alain

Chercheur au CICC, Montréal
Mise en place d'un projet comparé
Juin 2013
Intervention à la journée de juin 2013

2. Réalisations

Pour la présentation des réalisations, nous avons distingué entre la production scientifique d'un côté, que l'on peut différencier par axes, et le rayonnement et l'attractivité scientifique et l'interaction avec l'environnement de l'autre, qui ressortent plus d'une présentation intégrée au niveau du laboratoire.

2.1. Production scientifique

Rappelons ici les thèmes actuels de recherche du CESDIP :

Justice, pratiques politiques pénales	Surveillance & technologie	Territoire, partenariat, régulation	Recomposition des organisations policières	Citoyens, auteurs, victimes, comportements	Minorités, discriminations
---------------------------------------	----------------------------	-------------------------------------	--	--	----------------------------

Dans ce qui suit, nous exposons les lignes scientifiques majeures développées au long de chacun des thèmes et donnons un aperçu des productions scientifiques majeures propres à chacun d'eux.

Premier thème : Justice, pratiques et politiques pénales

Affilié depuis 1967 au ministère de la Justice, le CESDIP mène naturellement un grand nombre de travaux sur les différents domaines de la justice pénale, en articulant les exigences de la recherche et les souhaits exprimés par la Chancellerie. Cette position singulière du CESDIP ne l'enferme pas dans une relation close avec le ministère, mais l'amène au contraire à susciter les coopérations avec des chercheurs tiers, en France ou à l'étranger, et à favoriser ainsi l'attractivité de la sociologie pénale. De son côté, le rapprochement avec l'UVSQ a conduit à orienter les demandes de CDD doctoraux sur les thématiques pénales (depuis 2006 : milieu ouvert, prison, fraude fiscale, victimation, chaîne pénale...), maximisant ainsi le dialogue entre Chancellerie et Université.

Fort de ses recherches en ces domaines, le CESDIP offre une expertise de long terme tout en intégrant les nouvelles problématiques qui se posent aux institutions judiciaires et pénitentiaires (management, judiciarisation, nouvelles politiques pénales, inflation carcérale...). Si la Justice conserve une image de continuité, elle est traversée par des transformations considérables qui invitent à reconsidérer les résultats antérieurs dans ce champ. C'est notamment sur ces changements que les savoirs produits au CESDIP sont utilisés par différentes directions du ministère de la Justice ou des organismes comme l'École nationale de la magistrature, où l'on recense les interventions régulières de nombreux membres du CESDIP (Fr. Bailleau, D. Duprez, M. Esterle, Ch. Mouhanna - lequel est par exemple responsable de la session Délinquance des mineurs...). Nombre de ces travaux mobilisent une coopération avec des membres des différentes directions du ministère de la Justice (SDSE, DACG, DAP, DPJJ), dont certains sont chercheurs associés au CESDIP (Annie Kensey et Jean-Lucien Sanchez à la Direction de l'administration pénitentiaire et Jean-Jacques Yvorel à l'École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse).

Nos recherches sur la justice pénale, les pratiques et les politiques pénales se déclinent en quatre ensembles : l'organisation et le fonctionnement des juridictions ; la justice des mineurs ; prisons, aménagement de peine et récidive ; la justice financière et internationale. Nous renvoyons à l'axe transversal pour les chantiers qui, touchant à la justice pénale, embrassent également d'autres champs sociaux ou institutionnels.

1. Organisation et fonctionnement des juridictions

L'introduction du management dans les juridictions, la transformation des métiers, l'affirmation des politiques ont profondément modifié le fonctionnement de la justice pénale. Outre la préoccupation centrale du CESDIP pour la quantification en matière pénale (statistiques judiciaires et pénitentiaires - cf. Axes transversaux), le laboratoire poursuit son investissement dans la connaissance qualitative de ces organisations.

En premier lieu, les conséquences d'une production de masse dans les tribunaux de grande instance font l'objet d'examen approfondis. Poursuivant des travaux engagés depuis longtemps sur la transformation managériale des juridictions, une recherche franco-belge nous associant à l'Institut des sciences sociales du politique de Cachan et à l'Université de Liège (Bastard, Mouhanna, Schoenaers, Delvaux) s'attache à analyser les effets de l'accélération du temps dans les TGI. Les conséquences pour les tribunaux de l'accroissement des flux ont été analysées dans une recherche sur les relations entre monde judiciaire et administration pénitentiaire. Parallèlement, une thèse a été engagée sur la mise en œuvre du système Cassiopée, instrument de gestion des tribunaux et de la chaîne pénale, et

de mesure de l'activité (Fery). La question du genre dans le traitement des affaires est interrogée par une thèse sur les femmes usagères et trafiquantes de stupéfiants (Barbier). La place de l'expertise est également analysée (Boirot sur l'expertise psychiatrique des criminels sexuels, Romain Juston sur la médecine légale). L'histoire (L. López sur le « Traitement judiciaire et médiatique d'une affaire criminelle ») et bien entendu le droit (Cahn sur « Le principe de nécessité en droit pénal ») sont également mobilisés pour cette compréhension des mécanismes de décision judiciaire.

2. La justice des mineurs

Au sein des recherches portant sur l'institution judiciaire, la Justice des mineurs a suscité l'émergence de toute une série de travaux, reflétant les particularités de cette justice spécifique, particulièrement remise en cause ces dernières années. L'année 2011 a vu l'achèvement d'une série de travaux de comparaison européenne sur la justice pénale des mineurs en Europe (2000-2011) réalisée sous la direction de Fr. Bailleau et Y. Cartuyvels (Université Saint Louis, Bruxelles). Il s'agissait de faire l'histoire de cette justice dans les différents pays et de mesurer l'influence du paradigme néolibéral dans les transformations constatées. Financée par le ministère de la Justice, le Conseil de l'Europe et le 6^e PCRD, cette recherche a donné lieu à plusieurs publications et séminaires en France comme en Europe. Consacrés à la France, les travaux de L. Mucchielli se sont également attachés à montrer les évolutions du traitement judiciaire des mineurs.

Une autre recherche nous associant à l'École nationale de l'administration pénitentiaire et au Printemps-UVSQ (Fr. Bailleau, N. Gourmelon, Ph. Milburn) a porté sur les établissements privatifs de liberté pour mineurs et visait à analyser les conséquences des modifications subies depuis 2002 par l'ordonnance de 1945. La recherche a porté sur l'ensemble des transformations de la chaîne pénale : depuis le parquet, soucieux de réduire les classements sans suite, jusqu'à l'exécution de la peine et la création de nouvelles structures : Centres éducatifs fermés (CEF) et Établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM). Elle s'est consacrée à l'examen des transformations du mode de traitement des mineurs et de la rupture entre la prise en charge dans ces établissements et les pratiques des quartiers mineurs des maisons d'arrêt, sur fond de bouleversement des pratiques professionnelles des personnels de la PJJ et des surveillants de prison.

Une autre coopération avec l'ISP Cachan (Ch. Mouhanna, B. Bastard) a conduit à renouveler l'analyse du travail des juges des enfants et du partenariat organisé autour de ces juges. À la conjonction d'une sociologie des professions et des organisations, l'objectif de ces travaux était de mieux cerner la place et l'influence que conserve le juge des enfants dans un univers professionnel où tant la montée en puissance des parquets, la réorientation des priorités de la PJJ que l'émergence des conseils généraux comme acteurs importants dans la gestion de l'enfance, fragilisent la position traditionnelle de ce magistrat particulier. Cette recherche a donné lieu à un ouvrage.

Tous ces travaux ont fait l'objet d'un colloque, organisé en partenariat avec le Barreau de Paris sur la Justice des Mineurs en 2010.

Dans ce champ également, la dimension historique a été intégrée à la réflexion, avec les travaux sur l'évolution de la Justice des mineurs et de l'éducation surveillée (Fr. Bailleau, J.-J. Yvrel).

3. Exécution des peines et récidive

Soucieux d'appréhender l'ensemble de la chaîne pénale, le CESDIP a maintenu son expertise sur la prison et sur l'exécution des peines de manière générale, souvent en étroite coopération avec la Direction de l'administration pénitentiaire où nous comptons deux chercheurs associés (Kensey, Sanchez). On retrouve ici les différentes dimensions déjà évoquées : analyse quantitative, approches sociologiques qualitatives, histoire et droit. Les changements en la matière ayant été nombreux, ces travaux ont pu nourrir des sujets amplement débattus dans la société, tels que les effets de la prison sur la récidive.

Le souci de disposer de bases de données pertinentes et actualisées se manifeste dans l'ANR SCIENCEPEINE qui vise la mise en ligne sur Internet de la statistique pénitentiaire et des connaissances sur le parc pénitentiaire (cf. Axe transversal). Dans le cadre de la Commission de Suivi de la Détention Provisoire qu'il préside, un suivi constant de la détention provisoire est maintenu au CESDIP par Br. Aubusson de Cavarlay. Concernant l'exécution des peines prononcées, les recherches réalisées portent aussi bien sur le milieu ouvert (la probation) que sur le milieu fermé (la prison). La mutation du métier de Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation (CPIP) a notamment fait l'objet d'une thèse, soutenue en 2012, traitant de manière plus générale de la prise en charge des condamnés en milieu ouvert (Larminat). Deux autres thèses ont été engagées sur la prison, visant à en comprendre la dynamique disciplinaire contemporaine (Piperaud) et à saisir les standards et normes pénitentiaires internationaux qui la fondent (Icard). Enfin, une étude statistique en collaboration avec l'INED traite du suicide en prison (Kensey).

Dans un contexte d'accroissement de la population sous main de justice et de rationalisation budgétaire, les enjeux de la gestion des flux ont également fait l'objet d'interrogations transversales. La coordination des politiques

judiciaires et pénitentiaires, notamment en matière d'aménagements de peine (Mouhanna), et le rôle des personnels d'encadrement des services de probation (Larminat) ont ainsi servi de support à une réflexion sur le management pénal. Les travaux de J.-L. Sanchez sur le bain et la relégation viennent compléter cet ensemble en offrant une mise en perspective historique sur les modèles de prise en charge pénitentiaire.

Une dernière série de recherches menées au CESDIP portent sur la récidive. Tandis que Ph. Robert et R. Zauberman montrent dans une perspective à long terme que la focalisation sur ce thème constitue un marqueur de crise sécuritaire, d'autres opérations visent à disposer d'outils d'évaluation, qu'il s'agisse de la récidive des personnes placées sous bracelet électronique (A. Kensey et R. Lévy) ou des sortants de prison (A. Kensey). Concernant ces derniers, A. Kensey a prolongé le suivi d'une cohorte de libérés de prison en 2002, en mettant l'accent sur les bénéficiaires d'une libération conditionnelle et sur les auteurs d'agression sexuelle. La thèse de J.-F. Lablé examine par ailleurs le devenir judiciaire des libérés en fonction de leur mode de sortie (J.-F. Lablé, tandis qu'une enquête par questionnaire a été menée concernant les conditions de vie d'anciens détenus (A. Kensey). Ph. Robert et R. Zauberman soulignent toutefois, dans leurs travaux les plus récents, la distance qui existe entre les résultats des recherches sur la récidive et les options politiques et législatives mises en œuvre ces dernières années.

Outre les échanges plus ou moins formalisés entre les différents chercheurs de ce champ, la participation croisée à des colloques (tel que celui de la DAP en 2012) permet d'enrichir les réflexions des uns et des autres.

4. La justice financière et internationale

La délinquance financière et les moyens de lutte contre celle-ci constituent une thématique ancienne du CESDIP, que l'association de Thierry Godefroy avec ses deux collègues du CNRS basés dans des laboratoires de l'IEP de Paris (P. Lascoumes et G. Favarel-Garrigues) a fortement relancée. Les recherches les plus récentes développées au sein du laboratoire ont élargi les perspectives en ce domaine. Tout d'abord, une thèse s'intéresse aux sanctions en matière fiscale (M. Peclat). Ensuite, les activités post-doctorales d'A. Amicelle sur les autorités bancaires de régulation ont permis, durant le peu de temps effectif de ce collègue chez nous (trop rapidement recruté à Montréal), de développer ces thématiques. Du point de vue juridique, des réflexions ont aussi été menées sur la corruption à travers un article sur la politique criminelle française de lutte contre la corruption (Cahn).

Au-delà de la criminalité financière, et outre les modalités comparatives internationales signalées *supra*, on notera que la coopération judiciaire internationale fait également partie des sujets abordés au CESDIP et que celui-ci aimerait voir développés. Des publications sur le mandat d'arrêt européen, les politiques anti-terroristes (Cahn) constituent des pistes fécondes d'exploration en ce sens.

l Productions scientifiques marquantes (voir la liste complète en annexe 6).

Bailleau Fr., Cartuyvels Y., 2010, *The Criminalisation of Youth. Juvenile Justice in Europe, Turkey and Canada*, Bruxelles, VUB Press.

Bastard B., Mouhanna C., 2010, *L'avenir du juge des enfants, Éduquer ou punir*, érès, Toulouse, Érès.

De Larminat X., 2010, *La probation en quête d'approbation. L'exécution des peines en milieu ouvert : entre gestion des risques et gestion des flux*. Thèse de doctorat en science politique, Guyancourt, UVSQ.

Godefroy T., Favarel-Garrigues G., Lascoumes P., 2008, Sentinels in the Banking Industry: Private Actors and the Fight against Money Laundering in France, *The British Journal of Criminology* 48, 1, p. 1-20.

Kensey A., Lévy R., Benaouda A., 2010, La récidive des premiers placés sous surveillance électronique, *Cahiers d'Études Pénitentiaires et Criminologiques* 33, p. 1-6.

Mouhanna Ch., 2012, *La coordination des politiques judiciaires et pénitentiaires : une analyse des relations entre monde judiciaire et administration pénitentiaire*. Guyancourt-Paris, Cesdip-GIP justice.

Mouhanna Ch., 2010, Controlling the Judiciary: How French Politicians Try to Limit the Independence of Judges and Prosecutors, in Leny E. et al. (Eds), *Separation of Powers in Theory and Practice, An international Perspective*, Wolf legal Publishers, Nijmegen.

Mouhanna Ch., Milburn Ph. (dir.), 2010, Direction du dossier « Le parquet et les politiques pénales en France-Présentation », *Droit et Société*, n°74.

Deuxième thème : Territoire, partenariat, régulation

Au CESDIP, des travaux en nombre croissant prennent pour objet d'enquête les mutations des politiques et des pratiques de sécurité à l'échelle des villes, en s'interrogeant sur le devenir des partenariats locaux, sur la (re)territorialisation des questions de sécurité, et sur les conséquences de ces mutations sur les métiers du contrôle social, ainsi que sur la place faite aux citoyens dans ces cadres renouvelés. Comme son titre l'indique, cet axe part de trois postulats : la territorialisation des questions de délinquance et insécurité ; l'action collective d'une pluralité d'acteurs sociaux et institutionnels ; le renouvellement de l'action publique débordant des seuls registres de

prévention et répression. Cet axe a connu une importance grandissante au cours du quinquennat, avec les arrivées de Patrick Hassenteufel et Jacques de Maillard, puis de Carole Gayet-Viaud.

Le caractère mouvant des expérimentations promues, la fréquence des changements d'orientation politique ont rendu nécessaires des publications individuelles et collectives permettant de faire le point sur des évolutions difficilement saisissables. Philippe Robert, comme Jacques de Maillard, se sont attachés à restituer les dynamiques de recomposition des politiques de prévention et sécurité et à les resituer dans les contextes politiques respectifs. Ces publications questionnent notamment ce qu'il reste des projets de prévention sociale du début des années 1980. Les actions de prévention sociale ne disparaissent pas, même si elles font l'objet d'un portage politique moindre et si les frontières entre prévention sociale, animation et action éducative sont difficiles à délimiter. Toujours avec une ambition de synthèse, certains des chercheurs ont visé à comprendre plus spécifiquement le contexte urbain dans lequel ces politiques prennent forme. C'est cette ambition que s'est fixée Sophie Body-Gendrot dans un ouvrage paru en 2012 chez Palgrave. De Paris à São Paulo, des désordres urbains mineurs aux actions terroristes, elle propose une synthèse des menaces qui affectent les villes contemporaines, tout comme des mobilisations institutionnelles et sociales dont elles sont porteuses. Les formes d'insécurité actuelles sont directement liées aux ségrégations sociales et ethniques qui travaillent les espaces urbains, tandis que les États reculent devant des recompositions socio-économiques qui leur échappent largement. Virginie Malochet et Tanguy le Goff ont de leur côté dirigé plusieurs publications collectives visant, dans une perspective plus centrée sur la France, à faire un état des travaux concernant la diversité des réponses publiques apportées aux questions de sécurité (des médiateurs employés par les municipalités à la police de proximité) et privées (mobilisations sociales et investissement des entreprises de transport). Les recherches plus spécifiques ont porté sur cinq objets différents :

1. Territorialisation des politiques et sécurisation des espaces

Plusieurs recherches s'intéressent aux façons dont les politiques de sécurité ciblent des espaces spécifiques, à différentes échelles :

- La sécurisation des centres-villes, des rues et des espaces publics urbains, que ce soit par la vidéosurveillance (V. Levan, T. Le Goff), ou des formes d'aménagement et d'urbanisme orienté vers la sécurité et la prévention situationnelle (V. Malochet, V. Levan, S. Body-Gendrot).
- Hors des centres-villes qui concentrent traditionnellement les pratiques délinquance et les actions préventives aussi bien que répressives, deux enquêtes récentes interrogent les spécificités de l'insécurité et des réponses apportées à l'échelle péri-urbaine : politiques et actions mises en œuvre, postures et modes d'intervention des acteurs (V. Malochet, T. Le Goff - avec notamment l'exploitation de l'enquête « victimation et sentiment d'insécurité en IdF »).
- Un corpus consistant de recherches porte l'attention aux mesures visant les quartiers populaires et sensibles, les grands ensembles et les logements sociaux (V. Levan), en France et à l'étranger (S. Body-Gendrot sur une série de métropoles mondialisées ; V. Levan sur Paris et New York, ainsi que sur Montréal). Sont analysés à la fois les politiques, les actions mises en œuvre, et les critères d'évaluation des effets de l'efficacité des mesures de sécurisation adoptées (voir aussi la thématique transversale « Mesures »),

2. Sécurité des transports publics et des espaces dédiés à la mobilité

Les enjeux de sécurité dans les transports publics sont devenus tels qu'ils font l'objet de recherches spécifiques. Ils suscitent eux aussi des dispositifs de coordination et des partenariats complexes entre acteurs publics et privés, de la prévention et de la répression, etc. Les travaux engagés portent aussi bien sur les formes de régulation informelle et endogène entre voyageurs-usagers (C. Gayet-Viaud), que sur les actions entreprises par l'ensemble des acteurs institutionnels et des professionnels concernés : police régionale des transports, services de sécurité de la SNCF et de la RATP, médiateurs sociaux, sociétés de gardiennage (V. Malochet, T. Le Goff). Ces recherches soulèvent aussi la question des coopérations police-sécurité privée (F. Ocqueteau) ainsi que celle des techniques de surveillance (notamment la vidéosurveillance : T. Le Goff, voir aussi la thématique « Technologies »).

3. Métiers et pratiques de la régulation des désordres à l'échelle locale

La question de la production de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publiques à l'échelle des villes au quotidien est ressaisie au travers de l'étude des nouveaux métiers de la régulation : la question récurrente des rapports de la police avec la population se voit posée au travers des développements des polices municipales (V. Malochet) ; celle de la division du travail et du rôle des citoyens dans la production de la sécurité urbaine se voit posée par l'instauration de nouveaux métiers de la tranquillité publique (J. de Maillard et P. Benec'h Le Roux), veille sur les espaces urbains et médiation sociale : correspondants de nuit, inspecteurs de sécurité, médiateurs, éducateurs de rue (J. de Maillard, C. Gayet-Viaud).

Ces nouvelles formes de lutte contre les incivilités et de régulation des désordres sont également saisies dans la perspective des enjeux de professionnalité qu'elles soulèvent : compétences relationnelles (C. Gayet-Viaud), logiques d'intervention, rapports avec le public, formation et évaluation (J. de Maillard).

4. Partenariats et actions de prévention : école, transports, aide à la parentalité

Un dernier pan des recherches consacrées au rapport des territoires à la sécurité porte sur les espaces spécifiques de prévention, dont le partenariat est la condition de possibilité du lien avec le monde pénal. Les travaux concernés portent essentiellement sur les politiques ciblant la jeunesse et la prévention de la délinquance juvénile. Ils analysent les politiques d'aide à la parentalité (V. Malochet), de lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire (M. Esterle), de lutte contre les incivilités (C. Gayet-Viaud) ou les violences à l'école (C. Carra).

5. La gouvernance locale de la prévention et de la sécurité

Par « gouvernance », on entend ici un processus de coordination de groupes sociaux et d'institutions publiques en vue d'atteindre des objectifs collectifs. Plus précisément, l'usage d'une telle notion attire l'attention sur la fragmentation et l'incohérence de l'action publique. Accès partagé à l'information, opérations conjointes, financements croisés, échange de signes de reconnaissance symboliques sont les principales manifestations de cette nouvelle façon de gouverner.

Cette gouvernance de la sécurité a suscité des questionnements à trois niveaux. D'abord, les transformations actuelles questionnent l'horizon démocratique. Quelle place occupent les habitants, les usagers, les citoyens dans les dispositifs institutionnalisés mais également dans des dynamiques plus autonomes des autorités publiques ? L'outil comparatif, mobilisé par V. Levan ou S. Body-Gendrot, permet de singulariser ici la situation française, où le niveau de participation et d'information du public reste bas quand on le compare aux autres villes occidentales. Ensuite, les conflits et rivalités demeurent au cœur de cette production de l'action conjointe. Mot magique, le partenariat renvoie bien souvent plus à une rhétorique de l'action publique qu'à une réalité dans la pratique des acteurs. Les acteurs préfèrent souvent taire leurs contradictions en s'évitant, plutôt que de s'affronter explicitement. D'autant que bien souvent, cultures professionnelles et logiques d'action institutionnelles divergent. Enfin, ces travaux insistent sur les recompositions qui affectent l'État, en faisant l'hypothèse d'une différenciation partielle de son rôle. D'un côté, il détient dans le domaine de la gestion des effectifs de sécurité publique, ou encore pour ce qui concerne les questions scolaires, un monopole à peine atténué, ce qui lui permet de conserver des ressources étendues et une très large responsabilité dans la gestion de la sécurité. De l'autre côté, pour ce qui relève des formes plus larges de contrôle et de prévention, l'État est un acteur parmi d'autres des processus de négociation localisée (voir de Maillard, Le Goff). Cette redéfinition interroge plus largement le repositionnement de l'État dans les sociétés contemporaines, rejoignant les travaux de P. Hassenteufel (*Sociologie de l'action publique*, 2012), et notamment sur l'émergence d'un État régulateur. Les évolutions du secteur de la sécurité ne sont en effet pas isolées. C'est dans cet esprit que, avec J. de Maillard, il a mis en place le séminaire Compinsect, qui vise à comparer sur toute une série de thématiques-clés (managérialisation, privatisation, rôle des syndicats, gouvernement par indicateurs, etc.) les évolutions connues dans les domaines de la sécurité et des affaires sociales. Le souhait est ici clairement de situer les recherches conduites au CESDIP dans un espace plus large d'interrogations sur le gouvernement des sociétés, préoccupation que l'on retrouve également dans l'ouvrage codirigé par Jacques de Maillard en 2012, *Politiques publiques sous Sarkozy*.

l Productions scientifiques marquantes (voir l'annexe 6 pour la liste complète)

- Body-Gendrot S., 2011, French Perspectives on Threats to Peace and Local Social Order, in Crawford A. (ed.), *International and Comparative Criminal Justice and Urban Governance: Convergence and Divergence in Global, National and Local Settings*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 545-566.
- Body-Gendrot S., 2012, *Globalization, Fear and Insecurity: the Challenges for Cities North and South*, Palgrave Macmillan.
- Esterle M., 2010, Quelle ambiance ! Se sentir bien (ou mal) en lycée, *Ville École Intégration Diversité*, n°161, p. 45-51.
- Hassenteufel P., 2012 (2^{ème} éd.), *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- Le Goff, T., mars-avril 2010, Les politiques de sécurité. Les chiffres et Les images, *Esprit*, p.90-97.
- Malochet V., Boucher M. (dir.), 2012, *Regards croisés sur la régulation sociale des désordres*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 389 p.
- Levan V., 2009, Mesurer les effets de la sécurisation des quartiers populaires : un état des lieux de la littérature anglo-américaine, *Déviance et Société*, vol. 33, n° 1, p. 95-113.
- Maillard J. de, 2010, Les politiques publiques de sécurité, in Borraz O., Guiraudon V. (dir.), *Les politiques publiques*, 2, Paris, Presses de Sciences Po, p. 57-77.
- Maillard J. de, codir. (avec Y. Surel), 2012, *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Malochet V., 2011, La socialisation professionnelle des policiers municipaux, *Déviance et Société*, 35 (3).
- Robert Ph., 2010, Généalogie et recompositions pénales contemporaines, *Cahiers de la Justice*, n° 4, p. 13-32.

Troisième thème : Surveillance et technologies

Il s'agit d'un nouveau pôle de recherche mené au CESDIP sous l'impulsion principale de trois chercheurs, un politiste historien (P. Piazza), un politiste (F. Ocqueteau) et un ingénieur spécialiste des enjeux du cybercrime et de la cyberdéfense (D. Ventre). Ces chercheurs ont été également rejoints par les travaux de T. Le Goff sur la vidéosurveillance. Leurs travaux et préoccupations scientifiques se sont rejoints ces dernières années, et se poursuivront durant toute la période quinquennale.

1. Les technologies de surveillance discrète

Les travaux de Pierre Piazza s'attachent selon une entrée principalement socio-historique à l'analyse de la diffusion internationale des technologies du bertillonnage et, au-delà, aux logiques propres du **contrôle exercé - via le fichage, le recensement, l'encartement, etc.** - à l'encontre de certaines populations (délinquants, « transportés » dans les bagnes coloniaux, « nomades », « Français musulmans d'Algérie », etc.). Cet intérêt se porte aujourd'hui sur les nouvelles technologies de contrôle et de surveillance telles que vidéosurveillance, systèmes de géolocalisation, *data mining* dans le domaine bancaire, drones, etc. P. Piazza, J.-M. Berlière ou L. López ont travaillé ensemble sur la naissance de ces technologies, marquées par la figure de Bertillon. Anthony Amicelle a poursuivi au CESDIP ses travaux doctoraux sur la surveillance des échanges financiers.

2. Les stratégies nationales de cybersécurité et cyberdéfense

Les travaux de Daniel Ventre (ingénieur d'étude) ont donné une impulsion décisive à cet axe scientifique. Ses travaux sont notamment centrés sur l'analyse des politiques et stratégies nationales de cybersécurité et cyberdéfense, et à sa contribution aux théories des relations internationales, en particulier de la guerre, réflexions qui s'inscrivent dans une logique de recherche comparative internationale. L'étude de l'objet nécessite également une approche résolument pluridisciplinaire : internationalistes, sociologues, juristes, informaticiens, stratèges. Premier titulaire de la Chaire de Cybersécurité et Cyberdéfense des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan (sur financement de Sogeti et Thalès) en 2012, D. Ventre rassemble autour de cette chaire une communauté nationale et internationale de chercheurs, experts, industriels et acteurs gouvernementaux sur ces questions. Les actions de la Chaire consistent en l'organisation de colloques internationaux, l'animation de réseaux thématiques, la publication d'articles scientifiques et de vulgarisation, la mise en place de programmes de formation pour les grandes écoles et écoles d'ingénieur. Affecté au CESDIP en 2011, Fr. Ocqueteau, spécialiste des fichiers constitués et exploités à des fins de sécurité et, au-delà, des échanges numériques, s'est joint à D. Ventre dans une perspective plus centrée sur les perspectives policières et judiciaires.

3. Les usages controversés des fichiers

Dans une veine plus sociologique, le CESDIP s'intéresse en effet aux usages controversés des fichiers constitués et exploités à des fins de sécurité, qu'il s'agisse par exemple d'instruments mobilisés dans le cadre hexagonal comme le fichier des infractions constatées (fichier policier STIC) ou bien d'outils à caractère supra-national comme les bases de données biométriques récemment mises en œuvre à l'échelon européen (EURODAC, VIS, SIS II, etc.). Ainsi, Fr. Ocqueteau s'est efforcé d'œuvrer à ce que des balises et des repérages soient mis au point dans un champ de connaissances encore peu défriché en France : le crime, la sécurité et la défense dans le cyberspace. L'objectif consiste à baliser et à séparer des problématiques proliférantes autour de la protection de l'intimité privée face aux menaces de traçabilité généralisée ; des défis liés aux technologies de surveillance étatiques dans le domaine de la souveraineté nationale et notamment des guerres de l'information dans le cyberspace ; enfin, d'approfondir la connaissance autour des détournements des outils, et des résistances citoyennes.

P. Piazza et A. Ceyhan (maître de conférences à Science Po Paris) ont proposé une réflexion collective autour de *L'identification biométrique* (Paris, MSH, 2011), à laquelle a pris part Fr. Ocqueteau, en montrant notamment les limites du déterminisme scientifique-technologique au secours du flair policier dans l'identification des auteurs par les polices scientifiques. Enfin, P. Piazza et X. Crettiez ont proposé une synthèse socio-historique de la carte nationale d'identité.

4. Les usages de la vidéosurveillance

Dans le cadre de ses fonctions de chargé d'étude à l'IAU Île-de-France, Tanguy Le Goff a mené plusieurs études transformées en publications portant sur les usages de la vidéosurveillance dans les lycées et les espaces publics ainsi que sur la construction de cet outil en politique publique d'État (voir notamment dans *Déviance et Société*, 2009). La dernière étude produite sur le sujet porte sur le rôle des opérateurs municipaux travaillant dans les centres de supervision urbaine. Sur la base de l'observation du travail des opérateurs, durant plus de 100 heures au sein de deux salles de contrôle, nous avons analysé en quoi consiste ce nouveau métier de surveillance à distance et quelles en sont les coulisses. Par cette perspective d'analyse, cette étude s'inscrit dans la lignée des recherches de type ethnographique visant à observer les pratiques professionnelles quotidiennes des principaux utilisateurs d'une technologie pour appréhender ce qui se joue dans le circuit de production de la sécurité. Outre une présentation en

anglais (dans le cadre d'un colloque international *The State Of Surveillance*), cette recherche est en train de faire l'objet d'une publication dans la revue canadienne *Criminologie*.

l Productions scientifiques majeures (*liste complète en annexe 6*).

- Berlière J.-M., Fournié, P. (dir.), 2011, *Fichés ? Photographie et identification 1850-1960*, Paris, Perrin.
- Blanchard E., 2008, Contrôler, enfermer, éloigner. La répression policière et administrative des Algériens de métropole (1946-1962), in Branche R., Thénault S., *La France en guerre (1954-1962). Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, p. 318-331.
- Le Goff, T., 2010, La vidéosurveillance dans les lycées. De la prévention des intrusions à la régulation des indisciplines, *Déviance et société*, vol. 34, n°2.
- López L., 2011, Alphonse Bertillon dans l'ombre des récidivistes et le bertillonnage dans l'œil des forces de l'ordre à la Belle époque, in Piazza P. (dir.), *Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala, 2011, p. 94-113.
- Ocqueteau Fr., Pichon Ph., 2010, *Une mémoire policière sale, fichier STIC*, Paris, Gawsewitch.
- Piazza P., 2011, *Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala.
- Piazza P., Ceyhan A. (dir.), 2011, *L'identification biométrique. Champs, acteurs, enjeux et controverses*, Paris, Presses de la MSH.
- Piazza P., Bigo D., 2009, *Fichage et listing. Quelles incidences pour les individus ?*, *Cultures et conflits*, n°76.
- Ventre D. (dir.), 2012, *Cyber Conflicts. Competing National Perspectives*, Wiley.
- Ventre D., Ocqueteau F. 2011, *Contrôles et Surveillances dans le cyberspace*, Paris, La Documentation Française, Problèmes Politiques et Sociaux, n°988, septembre.

Quatrième thème : Recomposition des organisations policières

Le CESDIP regroupe aujourd'hui la plus forte concentration française de chercheurs travaillant sur les questions policières. L'axe « Recomposition des organisations policières » constitue donc un ensemble important de recherches, avec une forte diversité des démarches et des niveaux d'analyse : sociologie, science politique, histoire, démographie. Outre les recherches portant sur la France, le CESDIP produit également un volume substantiel de travaux comparatifs ou portant sur des pays étrangers. Pour la commodité de l'exposé, nous présenterons successivement les recherches à caractère historique, de tradition nombreux au CESDIP, puis les recherches à caractère sociologique.

De leur côté, les recherches sur l'histoire des technologies policières ont connu un tel développement ces dernières années qu'elles font l'objet d'une présentation spécifique dans ce rapport (axe « Techno »). De même, les travaux sur les politiques partenariales incluant la police font également l'objet d'un développement spécifique (axe « Ville »), et ceux sur le rapport des policiers aux minorités, et inversement (axe « Minorités »).

1. Histoire de la police et de la gendarmerie

Parmi les travaux historiques, on trouve un premier bloc de travaux consacrés à la police et un deuxième qui, sans prendre la police comme objet central, s'appuient très fortement sur les sources policières et les discutent en tant que telles.

Un certain nombre de recherches prennent les polices pour objet de leurs investigations. C'est le cas de la thèse d'histoire de L. López, soutenue en 2012, portant sur la comparaison entre police et gendarmerie sur la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle ; de la thèse en cours de Gaby Castaing sur l'histoire de la Sûreté du territoire (ancêtre de la DST) de sa création à 1944 ; mais aussi des travaux de P. Piazza sur les premiers développements de la police technique et scientifique, notamment autour de Bertillon, de la question du fichage policier (J.-M. Berlière, P. Piazza) ou de l'étatisation de la police de la périphérie parisienne (R. Lévy). Sur la période de la IV^e République, on doit compter les recherches d'E. Blanchard qui, à partir de sa thèse de doctorat soutenue en 2008, qui portait sur la police des Algériens à Paris depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a embrassé tout un ensemble de thématiques relatives aux relations complexes entre police et politique sous la IV^e République et la V^e naissante.

D'autres travaux, principalement consacrés à la période de la Deuxième Guerre mondiale, portent sur une exploitation intensive des sources policières et comportent une forte dimension méthodologique, dans la mesure où - au-delà de leur objet propre - ils éprouvent la pertinence de l'utilisation des archives de police sur cette période, alors que cette source est souvent ignorée, sous-estimée, ou décriée. Dans cet ensemble, on trouve en particulier les différentes recherches de Jean-Marc Berlière sur la libération de Paris, et la thèse soutenue en 2012 de Frank Liaigre sur la Résistance.

Enfin, E. Blanchard et R. Lévy participent à l'ANR SYSPOE (2012-14), dirigé par Vincent Denis (U. Paris 1), qui se propose d'étudier les systèmes policiers, entendus comme les configurations qui se nouent entre les différents acteurs de la police dans un espace donné, en Europe et dans ses prolongements coloniaux aux XVIII^e et XIX^e siècles, selon une démarche comparative. Porté par 4 unités de recherche, ce projet réunit 14 chercheurs permanents, historiens des XVIII^e et XIX^e siècles, mais aussi un sociologue et un politiste. Il combine une réflexion générale et interdisciplinaire sur les systèmes policiers à travers un séminaire régulier, et des recherches spécifiques déclinées en divers ateliers thématiques. Son ambition est de jeter les bases d'une étude européenne des polices, contribuer à une meilleure connaissance des sociétés européennes des XVIII^e et XIX^e siècles en interrogeant leurs formes de régulation, et d'éclairer par l'expertise de la réflexion historique certains questionnements sur les systèmes policiers actuels.

A côté de ces travaux spécialisés, les chercheurs du CESDIP ont eu à cœur de publier des ouvrages de synthèse qui aujourd'hui comptent comme des références dans le paysage académique (autour de R. Lévy et J.-M. Berlière notamment).

2. Sociologie de la police

Ces recherches s'organisent autour de plusieurs thèmes qui s'insèrent dans la démarche plus générale décrite dans les axes transversaux. Il s'agit pour nous d'articuler autour de l'objet Police différentes méthodologies des sciences sociales, autour principalement de diverses approches sociologiques et de science politique : la sociologie du travail et des professions, l'organisation policière, la coopération policière internationale.

- La sociologie du travail et des professions

Cette discipline témoigne de la portée toujours manifeste, en France, des travaux fondateurs du sociologue Dominique Monjardet (dont Fr. Ocqueteau avait coédité les notes de travail, en 2008). C'est du reste dans la lignée des travaux longitudinaux de ce dernier (étude d'une cohorte de gardiens de la paix) que Geneviève Pruvost a traité et exploité l'enquête sociodémographique de 2003 sur une cohorte de fonctionnaires de police (avec Ph. Coulangeon et I. Roharik). Geneviève Pruvost a par ailleurs poursuivi ses travaux sur la place des femmes dans la police, qu'elle a ensuite élargis à l'apport de la sociologie du genre à l'étude de la violence, en particulier avec sa collègue Coline Cardi (Université Paris VIII). L'image de la police, vis-à-vis de l'extérieur mais aussi en interne est également interrogée à travers une série de travaux exploratoires sur les liens entre réalité du travail et fiction (M. Meyer).

Les recherches de Fr. Ocqueteau sur le corps des commissaires, entreprises au CERSA (UMR Paris 2), prolongées au CESDIP sur la reconversion des policiers et militaires dans les services de sécurité des grandes entreprises, s'inscrivent également dans cette lignée. Enfin, la sociologie des polices municipales et de leurs agents a fait l'objet d'une série d'enquêtes et de notes de veille de V. Malochet.

Dans une perspective comparative, il faut aussi mentionner une coopération de Ch. Mouhanna avec l'Université de Brême (Allemagne) sur le thème "Transformation of the State as Employer: Public Employees' Role Perception and Their Interest Representation in International Comparison". Ce projet, qui s'inscrit dans le 7^e PCRD, compare l'image que les agents se font de leur métier dans trois domaines, dont la Police, et dans trois pays (Allemagne, Suède, France).

- La sociologie des organisations

À l'intersection de la sociologie du travail et des professions et de l'analyse des politiques publiques, de nombreux travaux du CESDIP sont consacrés à la gestion et aux réformes au sein des organisations policières. La régulation et le management de ces organisations font également l'objet d'investissements constants. Il faut mentionner ici, tous les travaux sur l'organisation de la statistique de police comme outil de régulation de l'institution (Br. Aubusson de Cavarlay), et l'introduction de nouveaux instruments de quantification et d'évaluation de l'activité policière (outil « Compstat » importé de New York à la Préfecture de police, analysé par E. Didier). On peut y ajouter les questionnements sur le management dans les services de police et l'impact des réformes (J. de Maillard, Ch. Mouhanna et son ouvrage sur ce thème), et les autres tentatives directes de régulation de l'activité policière (recherche en cours de Christian Mouhanna sur la déontologie policière et, qui dépassent les seules organisations policières, les travaux de Fr. Ocqueteau sur la CNDS et de Nicolas Fischer sur les lieux de privation de liberté).

- Police et politique

Des travaux que l'on rattachera plus volontiers à la science politique interrogent la théorie de la police et le rapport entre police et politique. Il s'agit ici des travaux de Fabien Jobard, synthétisés dans une habilitation à diriger des recherches soutenue en mars 2013, mais aussi des travaux sur la maintien de l'ordre (ceux d'Olivier Cahn sur l'évolution récente du droit pénal et procédural en la matière, et l'enquête monographique de F. Jobard sur les manifestations anti-CPE de février-mars 2006 à Paris). Dans cette thématique, le CESDIP déploie depuis quelques années, dans le sillage des travaux doctoraux d'E. Blanchard, un travail précurseur sur les polices en situation

coloniale. Elle est aujourd'hui portée par le biais d'une série d'opérations : recherche d'E. Blanchard sur la police en contexte colonial (Algérie) ; organisation d'un séminaire international de recherche (« Polices et *policing* en situation coloniale », sous l'égide du GERN) ; dossiers de publication (revues *Crime, Histoire & Sociétés/Crime, History and Societies* et *Genèses*) ; préparation d'un grand colloque international qui se tiendra à Bruxelles en décembre 2013.

- Internationalisation et européanisation des polices

Toujours dans le champ de l'organisation politique des institutions policières, la question de la coopération policière internationale a fait l'objet du projet de recherche de Sappho Xenakis, post-doc RBUCE (2012 et 2013). Ses recherches ont porté sur les politiques intra-européennes de coopération policière, centrées sur les échanges culturels et les transferts de savoirs mais surtout de représentations collectives entre les polices de France, Grande-Bretagne, Grèce et Turquie, avec une focalisation particulière sur les domaines de l'anti-terrorisme et de la lutte contre la corruption. La question internationale est également abordée par O. Cahn dans son étude concernant la possibilité d'affecter une unité particulière de police judiciaire européenne à la Cour pénale internationale. De son côté, J. de Maillard a réalisé une recherche avec A. Smith (IEP Bordeaux) sur la manière dont les ministères de l'Intérieur britanniques et français s'adaptent à l'européanisation des politiques en matière de sécurité. Il prolonge cette comparaison dans le cadre de l'ANR Refmanpol qui porte sur les réformes managériales des polices françaises et anglaises, en coopération avec M. Zagrodzki, F. Ocqueteau, E. Blanchard et A.-C. Douillet (Univ. Lille 2-CERAPS) et S.P. Savage (U. Portsmouth). Signalons également la coopération franco-indienne sous l'égide de R. Lévy et A. Mehra (voir plus haut, opérations internationales).

Notons aussi que divers chercheurs travaillent sur des polices étrangères : Jérémie Gauthier sur les polices allemandes, notamment dans le domaine de la gestion de leurs relations avec les populations issues de l'immigration ; Michael Meyer sur les **polices suisses**, notamment dans leur gestion de la question communicationnelle.

! Productions scientifiques majeures (voir l'annexe 6 pour la liste complète)

- Berlière J.-M., Lévy R., 2011 (2^e éd. augmentée 2013), *Histoire des polices en France, de l'ancien régime à nos jours*, Paris, Nouveau Monde Éditions.
- Blanchard E., 2011, *La police parisienne et les Algériens, 1944-1962*, Paris, Nouveau Monde éd.
- Pruvost G., Coulangeon Ph., Roharik I., 2012, Les idéologies professionnelles. Une analyse en classes latentes des opinions policières sur le rôle de la police, *Revue française de sociologie*, n° 3, p. 493-527.
- Jobard F., 2013, *Police et politique. Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches*. Paris, Institut d'études politiques.
- López, L., 2012, *La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, coacteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)*, Thèse de doctorat en histoire, dir. J.-N. Luc et J.-M. Berlière, Paris, Université Paris IV Sorbonne, 26 juin.
- Maillard J. de, Savage S. P., 2012, Comparing performance : the development of police performance management in France and Britain, *Policing & Society*, vol. 22, n° 4, p. 363-383.
- Malochet V., 2011, La socialisation professionnelle des policiers municipaux, *Déviance et Société*, 35, 3, 415-438 (numéro spécial).
- Mehra A. K., Lévy R., (Eds), 2010, *Civil Society, State and the Police: Perspectives from India and France*, Delhi, Longman-Pearson.
- Mouhanna Ch., 2011, *La police contre les citoyens*, Nîmes, Champ Social.

Cinquième thème : Citoyens, victimes, auteurs, comportements

Laboratoire de sociologie pénale, le CESDIP a très tôt consacré une partie notable de ses recherches à l'étude des comportements déviants (pénalisés ou non), ainsi qu'aux auteurs et aux victimes de ces comportements. L'un de ses domaines éminents et l'analyse de la victimation et de l'insécurité, fondée sur l'exploitation des enquêtes internationales, nationales, régionales et locales de victimation. Ce volet s'est principalement, au cours de la période 2008 à 2013, inscrit au sein de deux grands programmes de recherche (1 et 2). Les travaux classiques sur les violences des mineurs et leurs expériences pénales ont été poursuivis (3). Avec l'intégration de X. Crettiez, un nouvel axe sur la violence politique a été ouvert (4).

1. Nouveaux instruments de mesure de la délinquance

Le dernier demi-siècle a vu apparaître de nouveaux instruments de connaissance de la délinquance. Ils s'affranchissent des données administratives et renouvellent la connaissance scientifique de la délinquance. Leur introduction s'est faite de manière très variable dans les différents pays d'Europe et leur maîtrise est assez inégalement répartie dans la mesure où le nombre de spécialistes est restreint. Dans le cadre de CRIMPREV (6^e PCRD, dirigé par le GERN), le programme « Méthodologie et bonnes pratiques » (codirigé par Ph. Robert et R. Zauberman) a recensé les mises en œuvre les plus significatives de ces nouveaux outils de connaissance de la délinquance et les usages qui en sont faits. Trois méthodes avaient été sélectionnées : les enquêtes en population générale sur la victimation et l'insécurité, les enquêtes en population générale sur la délinquance auto reportée, la confrontation des données d'enquêtes et de celles provenant de sources institutionnelles comme les statistiques de police.

On en a dressé pour l'Europe un début de cartographie, spécifié les éléments de comparaison et identifié les bonnes - et les mauvaises - pratiques. Quatre ouvrages collectifs, dirigés soit par R. Zauberman, soit par Ph. Robert, publiés simultanément en français (chez L'Harmattan) et en anglais (à la VUB Press) en ont été les produits directs, suivis par deux publications postérieures mises à jour (dans *Économie et Statistiques* et dans un ouvrage paru chez Routledge en 2013).

2. Évolution de la délinquance et sentiment d'insécurité

Ce programme de recherche a fait l'objet d'un soutien dans le cadre de l'ANR Crimsec. Le financement demandé a permis l'analyse secondaire du corpus disponible d'enquêtes de victimation/insécurité nationales, régionales et locales engrangées depuis une vingtaine d'années en France. Trois séries de questions ont été abordées : l'évolution de la délinquance sur le moyen terme, la victime comme acteur du pénal, les combinaisons territoriales de la victimation et de l'insécurité.

- L'évolution de la délinquance contre les biens et les personnes en France depuis le milieu des années 1980

Elle a été établie en menant l'analyse des indicateurs de victimation tirés des enquêtes et en les confrontant aux données policières. Elle montre, pour les atteintes patrimoniales une baisse mesurée, depuis le milieu des années 1990, mais qui n'annule pas l'explosion historique de cette délinquance qui a accompagné, à partir du début des années 1960, l'entrée dans la consommation de masse. Les violences, elles, ont émergé plus récemment, à partir du milieu des années 1990, mais pas dans leurs formes les plus sévères : homicides et violences graves restent à un niveau très contenu et les augmentations observées sont celles des violences de basse intensité ; on commence cependant à apercevoir la poussée des vols violents dans l'espace public, contrepartie probable de la sécurisation des véhicules et des logements et des violences expressives se traduisant essentiellement par des compétitions plus ou moins brutales entre groupes de jeunes et par des accrochages entre ces groupes et les représentants des autorités.

Cette question du rapport des jeunes à la violence a été approfondie en mobilisant les enquêtes de santé publique, qui montrent un périmètre de jeunes victimes d'agressions physiques plus étendu que ne le laissent voir les enquêtes de victimation. Il est cependant probable que cet élargissement concerne surtout des incidents de basse intensité. Par ailleurs, plus que les autres classes d'âge, les jeunes sont à la fois auteurs et victimes de ces agressions, qui apparaissent comme des bagarres. Enfin, ces enquêtes montrent la stabilité du rapport des jeunes à la violence physique sur la période couverte, entre la fin des années 1990 et celle de la première décennie de ce siècle.

- Les victimes comme acteurs

Nous avons poursuivi l'analyse du renvoi à la police ou à la gendarmerie, élément crucial du fonctionnement du pénal : la connaissance que celui-ci peut avoir de la délinquance à victimes directes repose sur la propension de celles-ci à l'en informer. Si cette propension tient pour l'essentiel à la gravité de la victimation, certaines attitudes comme la punitivité ou le scepticisme envers les institutions jouent aussi un rôle, minoritaire, mais typé. Ressort également la figure du non-renvoyant *paradoxal*, qui a subi un dommage sérieux mais n'a pas opéré de signalement : il s'agit d'un syndrome d'habitants de quartier en difficulté, assez convaincus de leur abandon par les autorités publiques pour renoncer au renvoi, même s'ils sont sérieusement affectés par leur victimation.

Les recherches de cet axe ont également fait apparaître la diversité des scènes sociales dans lesquelles sont impliqués les victimes de vols, de cambriolages, de violences. Les profils s'organisent autour de la combinaison de deux dimensions : le statut de la victime, souvent articulé sur une opposition entre France profonde et tranquille et quartiers urbains en déréliction ; les réactions de l'enquêté, notamment les mobilisations institutionnelles qu'il a ou non tentées.

Une troisième analyse s'est appuyée sur le corpus des enquêtes de victimation menées en Île-de-France pour construire une typologie combinant l'expérience de victimation et le sentiment d'insécurité sur une base territorialisée. On montre que si l'exposition à la victimation dépend essentiellement de la localisation (elle est élevée à Paris et dans sa proche banlieue Nord), le sentiment d'insécurité répond à une logique de position sociale : les élites y échappent largement, quelle que soit leur exposition au risque, tandis qu'elle se développe dans les classes populaires. On observe une structure triangulaire avec des résidents de centre-ville très exposés à la victimation ne se sentant guère en insécurité, des résidents de proche banlieue résidentielle ni exposés ni insécures, des habitants de proche banlieue populaire très victimes et très insécures. Une telle configuration ne rend cependant compte que de la moitié de la population. Elle est à compléter par trois autres types : des résidents parisiens des

arrondissements nord et nord-est très exposés à la victimation et peu touchés par un sentiment d'insécurité, si ce n'est une vigilance marquée devant les risques du cadre de vie de proximité ; deux profils populaires ou de petites classes moyennes qui combinent faible exposition à la victimation avec de très fortes crispations sécuritaires et xénophobes. Ce résultat vient enrichir ceux des différentes recherches récentes sur le phénomène urbain.

Dans une approche parallèle en zone périurbaine d'Île-de-France, une recherche conduite par T. Le Goff et V. Malochet pour l'IAU Île-de-France, appuyée sur les enquêtes régionales de victimation et une nouvelle enquête auprès des habitants et acteurs locaux de cinq communes franciliennes a contextualisé la question de l'insécurité avec les données de cadrage existantes, identifié les principaux problèmes rencontrés, apprécié leur poids relatif, leurs caractéristiques et leurs évolutions, analysé les réponses apportées ; les politiques et les actions mises en œuvre, les postures et interventions des acteurs en jeu.

Bien entendu, l'autre face des études sur la victimation, repose sur les recherches qui ont été menées au CESDIP dans cette période sur les auteurs de ces infractions. Les nouvelles figures des vagabonds et autres bandits qu'évoquait le regretté Robert Castel.

3. L'histoire de la délinquance des mineurs et expériences pénales en France et ailleurs

L. Mucchielli pour la période où il était au CESDIP, a initié un programme de recherche à la fin des années 1990 qui a été clôturé dix ans plus tard par la publication d'un ouvrage de synthèse sur la violence des jeunes fin 2009. L'une des dimensions était une recherche documentaire de type historique et comparative. Le choix s'est fait de prendre pour point de comparaison la fin des années 1950 et les années 1960. En effet, non seulement cette période connut déjà un intense débat public sur la délinquance juvénile, mais elle vit aussi le démarrage des premières recherches scientifiques en sciences sociales sur ces phénomènes autour du Centre de Vaucresson (créé en 1958). Dominique Duprez, qui a rejoint le CESDIP en février 2013, coordonne dans le cadre de l'ANR SpaceControl des recherches sur la prise en charge des mineurs délinquants en France et au Brésil en examinant les carrières des jeunes dans la délinquance en parallèle avec leur prise en charge socio-éducative. Il s'agit d'un panel qualitatif qui consiste à suivre les parcours de vie de ces jeunes au-delà de la mesure judiciaire, y compris s'ils sont devenus majeurs.

La question des émeutes urbaines de novembre 2005 a été au cœur des préoccupations de recherche de plusieurs chercheurs du CESDIP. Des tous premiers écrits, L. Mucchielli a été le chercheur en France qui a produit les premières analyses sociologiques. Après avoir coordonné en 2006 un travail collectif consistant en une tentative d'analyse presque « à chaud » des événements, réalisée entre novembre 2005 et janvier 2006, L. Mucchielli a eu à deux reprises l'occasion d'approfondir cette réflexion sur la signification des émeutes. S. Body-Gendrot a comparé quant à elle les modes d'interventions policières ainsi que les logiques de mobilisation en période de désordre urbain en France et en Angleterre, Fabien Jobard ayant lui, codirigé un ouvrage collectif en anglais paru chez Willan sur les émeutes en France et Grande-Bretagne.

La question du genre qui est l'angle mort des recherches tant en France que dans la plupart des pays, a été et est l'objet de différentes recherches au sein du CESDIP. Kathia Barbier dans le cadre de sa recherche doctorale étudie la réaction sociale, dans son acception pénale, à l'endroit des femmes usagères et/ou trafiquantes de produits stupéfiants. Il s'agit notamment d'interroger l'existence d'un caractère sexuellement différentiel du contrôle pénal et d'un effet des représentations de genre sur l'activité des institutions policières et judiciaires. Mais c'est Geneviève Pruvost qui a initié cette préoccupation au sein du CESDIP à travers son projet de candidature déposé au CNRS. Sa réflexion porte sur l'érosion du monopole masculin des armes. Elle a mené de front l'étude de la féminisation de la violence légale (la police, la gendarmerie et l'administration pénitentiaire) et celle de la violence illégale organisée (terrorisme, banditisme), qui relèvent souvent de deux champs d'étude distincts : la sociologie des professions et celle de la déviance. Un même interdit est transgressé : les femmes se trouvent autorisées à détenir un pouvoir de contrainte physique et de violence qui est traditionnellement l'apanage des hommes. De cette réflexion est notamment issu un ouvrage collectif avec Coline Cardin, *Penser la violence des femmes*. L'étude de la violence des femmes constitue en effet un levier pour analyser la complexité des rapports sociaux de sexe. Derrière l'usage par les femmes de la violence, se pose plus largement la question de la sexuation du maintien de l'ordre social. En contribuant à brouiller les frontières entre espace privé et espace public, entre virilité et féminité, entre imaginaire et pratiques sociales, les femmes violentes constituent un observatoire privilégié pour penser les limites de ce qui est tolérable et intolérable dans une société donnée. Loin d'être toujours réprimée ou seulement occultée, l'étude de la violence des femmes oblige par ailleurs à regarder de plus près l'espace des possibles qui s'ouvre à cette occasion. Penser la violence des femmes, c'est réfléchir sur les conditions d'accès au statut de sujet politique et mettre en évidence les moments historiques, les situations sociales dans lesquels elles peuvent introduire du conflit et témoigner d'une capacité à agir.

4. Les logiques de la violence politique

Ce dernier sous-axe s'intéresse aux phénomènes de violence politique en Europe ainsi qu'aux logiques de radicalisation qui accompagnent les violences extrêmes et le terrorisme. Xavier Crettiez a ainsi codirigé avec Laurent Mucchielli un séminaire de recherche sur les violences politiques en Europe cherchant à établir un état des lieux, pays par pays, des logiques violentes à finalités politiques. Que ce soit les violences nationalistes, les violences extrémistes, les violences émeutières ou les violences d'État, ce colloque-séminaire s'attache à décrire ces phénomènes, à en mesurer la portée et à proposer une réflexion méthodologique sur l'analyse de la violence en science sociale. Un ouvrage issu de cette réflexion collective est paru aux éditions La Découverte (coll. recherche) en 2010 : *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux* (dir. X. Crettiez et L. Mucchielli).

Deux articles publiés dans la revue *Pôle sud* (n° 34 et n° 35, 2011) complètent ce travail d'analyse des phénomènes de violence politique en centrant la réflexion sur les logiques de l'engagement dans la radicalité violente. Xavier Crettiez cherche ici à faire le lien entre les outils de la sociologie de l'action collective et de la mobilisation, le plus souvent appliqués à l'étude des mouvements sociaux, et les recherches sur la violence et le terrorisme qui sont souvent reliées au domaine des relations internationales et de la polémologie. En croisant les deux regards et en y associant les recherches sur le renouveau de la sociologie des émotions, indispensable pour saisir les logiques de *high risk activism* (Doug Mac Adam), l'auteur a tenté de produire un modèle de l'engagement armé largement applicable.

Enfin, dernier apport à ce sous-axe sur la violence politique, Xavier Crettiez a initié avec Pierre Piazza un programme de recherche sur l'iconographie nationaliste en Corse, au Pays basque et en Irlande du Nord. Gros travail empirique, cette recherche a permis de constituer une base de données complète sur les traces iconographiques de type nationaliste et politique dans ces trois régions (en association avec un chercheur de Dublin, Pascal Pragnere).

l liste des productions scientifiques majeures (voir l'annexe 6 pour la liste complète)

Crettiez X., Sommier I. (dir.), 2012, *Les dimensions émotionnelles du politique*, Rennes, PUR.

Pruvost G., Cardi C. (dir.), 2011, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte.

Robert, Ph, Zauberman R., 2011, *Mesurer la délinquance*, Paris, Presses de SciencesPo.

Robert Ph., Zauberman R., Miceli L., Névanen S., Didier E., 2010, The victim's decision to report offenses to the police in France: stating losses or expressing attitudes, *International Review of Victimology*, vol. 17, p. 179-207.

Zauberman R., Robert, Ph., 2011, Les enquêtes de victimation en Europe, *Économie & Statistique*, n° 448-449, p. 89-105.

Zauberman R., Robert, Ph., Névanen S., Bon D., 2013, Victimation et insécurité en Île-de-France, une analyse géosociale, *Revue française de sociologie*, n° 1.

Waddington D., Jobard F., King, M., 2009, *Rioting in the UK and France*, Cullompton, Willan publishing.

Sixième thème : Minorités, discriminations

L'analyse des discriminations et plus généralement des politiques et pratiques administratives en direction de minorités est l'un des axes forts des recherches menées au CESDIP ces dernières années, et plus particulièrement sur la période la plus récente. Les dispositifs de police sont au cœur de nos investigations, que ce soit au travers de travaux quantitatifs, statistiques ou ethnographiques ou au travers d'enquêtes historiques à partir de terrains archivistiques inédits. Plus généralement, c'est la place des référentiels minoritaires et des populations au moins en partie définies et perçues au travers de leur origine dans les administrations policières et judiciaires qui a été enquêtée dans des travaux relevant de la sociologie, de l'histoire ou de la science politique. Les rapports sociaux de sexe et le genre ont fait l'objet d'une attention particulière (G. Pruvost, E. Blanchard, M. Darley) tandis que le handicap est une question émergente au sein du laboratoire (avec l'arrivée de Pierre-Yves Baudot en janvier 2012), au sein d'un ensemble de recherches portant sur les usages du droit par les administrés ainsi que sur la judiciarisation de certains dispositifs d'assistance aux confins de l'État pénal et de l'État social.

1. Généalogie du contrôle policier des populations des migrants colonisés et étrangers

Cette dimension historique de la racialisation de certaines pratiques de polices et de la constitution de la population étrangère comme « gibier de police » (F. Jobard) a principalement été incarnée par les travaux d'Emmanuel Blanchard. Sa thèse soutenue en octobre 2008 a donné lieu à de nombreuses publications, notamment un ouvrage et des articles dans des revues à comité de rédaction, mais aussi à de nombreuses interventions dans une optique de diffusion des résultats de la recherche (notamment la participation aux expositions *Tous Fichés !* et *Vies d'exil* et le commissariat de l'exposition Paris en guerre d'Algérie - décembre 2012).

Un répertoire d'action de la rafle, allant des contrôles d'identité massifs à l'internement administratif a été mis en évidence. Sa généalogie a été replacée dans le processus de constitution de catégories juridiques (« étrangers ») ou policières (« indésirables ») investies par les policiers du niveau de la rue.

Les cadrages et les interventions policières, dans une relation de dépendances réciproques au pouvoir exécutif, ont été analysés comme des opérateurs (de déni) d'une citoyenneté particulière, irréductible à ses définitions juridiques ou à ses narrations politiques. Le travail de police rend ainsi compte de ce que la catégorie de « Français musulmans d'Algérie » ne fut jamais une sous-catégorie d'une citoyenneté française plurielle, mais un label peu saisi par les policiers qui tendaient à le rabattre dans l'ensemble des « étrangers ». Cette compartimentation des « Français musulmans d'Algérie » est partie prenante du dispositif de pacification du maintien de l'ordre, ce dont témoignent les répressions sanglantes du 14 juillet 1953 et du 17 octobre 1961. Les continuités dans le traitement des étrangers en situation irrégulière et la répression des mobilités non autorisées ont fait l'objet d'un article commun d'E. Blanchard et N. Fischer.

La police des Algériens de Paris s'inscrivait donc dans une situation coloniale cependant différente de part et d'autre de la Méditerranée, ce qui a conduit à un nouveau chantier de recherche sur la **colonialité des pratiques policières** dans une perspective comparatiste et transimpériale. Le séminaire de recherche international du GERN organisé de 2009 à 2011 a ainsi déjà donné lieu à plusieurs publications et dossiers de revue. Il s'agit d'un chantier en cours qui permet notamment d'interroger les recoupements et juxtapositions entre des catégories de population définies par la race, leur statut migratoire, leur place dans le rapport de domination coloniale... Même si les terrains d'enquête sont historiques, ces recherches peuvent connaître des développements contemporains afin d'analyser des situations pour lesquelles la dimension postcoloniale est postulée.

L'axe « technologies de surveillance et de répression » donne un aperçu précis des travaux de P. Piazza dont il faut rappeler le fort ancrage historique, qui met en lumière, par delà les évolutions des dispositifs, la place centrale des étrangers dans les modalités de fichage et d'identification.

2. *Contrôle administratif et judiciaire de l'immigration*

Le contrôle répressif de l'immigration, tant par les administrations policières que judiciaires, voire sociales, compte parmi les thématiques en développement au sein du CESDIP. Cette évolution accompagne l'importance croissante de l'enjeu de l'immigration dans le débat public et les politiques publiques, nationales comme européennes ; elle suit également le regain d'intérêt des sciences sociales pour la juridicisation et la judiciarisation progressives de l'immigration. Au sein du laboratoire, elle s'est traduite par l'affectation de deux nouveaux chargés de recherche CNRS : M. Darley en octobre 2009, N. Fischer en octobre 2011 ; et par le recrutement d'E. Blanchard à l'UVSQ en 2009. Les deux nouveaux chargés de recherche ont consacré leur thèse de doctorat au contrôle des frontières et à la rétention des migrants, en Europe centrale pour M. Darley, en France pour N. Fischer.

Mathilde Darley, au Centre Marc Bloch (Berlin) depuis septembre 2010, a mis en perspective les résultats de son doctorat à travers une enquête qualitative consacrée au placement en rétention des étrangers en situation irrégulière en Allemagne. La combinaison de l'observation ethnographique des pratiques de gestion et d'assistance juridique aux étrangers dans les centres de rétention et des entretiens avec leurs acteurs, et avec les responsables politiques et administratifs, a permis de développer un questionnement autour des usages du droit en rétention et du rôle des critères de genre et de nationalité dans le déploiement des pratiques d'assistance.

En parallèle, Nicolas Fischer a poursuivi et terminé depuis son recrutement en 2011 la valorisation des résultats d'une recherche post-doctorale (2009-2010, programme « *Morals. Towards a Critical Moral Anthropology* », Conseil Européen de la Recherche, dir. D. Fassin). L'enquête, consacrée à l'intervention des tribunaux judiciaires et administratifs dans le contrôle de l'immigration, a combiné des entretiens avec des magistrats et greffiers et l'observation d'audiences et d'instructions. Elle a précisé le rôle de ces deux juridictions dans les politiques d'éloignement des étrangers du territoire, en focalisant l'analyse sur la conception par les magistrats de leur rôle professionnel, et sur les ressorts sociaux de leurs décisions. Les recherches actuelles de N. Fischer se consacrent plus généralement au contrôle des lieux de privation de liberté, et incluent l'enfermement des étrangers. Enfin, N. Fischer travaille avec E. Blanchard autour d'une réflexion sur le contrôle des colonisés et le contrôle des étrangers, réflexion menée en lien avec des ONG et des réseaux scientifiques européens.

3. *Production et traitement politique de la discrimination dans le gouvernement des minorités visibles*

Si nos recherches sur les pratiques administratives à l'égard des étrangers et des minorités s'inscrivent dans la tradition du CESDIP, elles témoignent d'un double renouvellement.

Renouvellement des objets en premier lieu, à travers la spécialisation même sur le traitement pénal des minorités : dans la mesure où le terme se réfère le plus souvent à des minorités raciales - étrangers ou nationaux d'origine étrangère - cette thématique se relie à l'évidence à l'essor des travaux consacrés à la police des étrangers déjà évoquée. Le CESDIP a toutefois plus récemment développé une série de travaux consacrés à d'autres groupes minoritaires également l'objet de discriminations - en termes de genre pour les travaux de Geneviève Pruvost ou d'Emmanuel Blanchard ; ou visant les handicapés dans le cas de Pierre-Yves Baudot. Renouvellement des échelles d'analyse et des méthodes employées, ensuite : les discriminations étudiées le sont essentiellement au niveau des territoires, et notamment des villes. Si l'espace urbain a de longue date été le théâtre d'intervention des polices, l'échelon territorial constitue plus généralement le niveau pertinent d'un nombre croissant de politiques publiques,

comme les politiques de sécurité (voir Axe « partenariats, territoires, régulation ») ou les politiques sociales (sur lesquelles revient Pierre-Yves Baudot).

On évoquera ici pour mémoire, car elle fut menée sur la période précédente, la recherche quantitative conduite par Fabien Jobard et Sophie Névanen au tribunal de grande instance de Melun sur les prévenus d'infractions à personne dépositaire de l'autorité publique (IPDAP), dont un certain nombre de publications ont vu le jour sur notre période. Ce traitement quantitatif des pratiques judiciaires reprenait le fil de travaux quantitatifs sur la sélectivité pénale menés dans les années 1970 par Nicolas Herpin ou dans les années 1980 par Bruno Aubusson de Cavarlay. Elle a été complétée par une analyse de l'activité policière en matière de contrôles d'identité, menée entre le printemps 2007 et mai 2008 par Fabien Jobard, René Lévy et John Lamberth, financée par l'ONG Open Justice Initiative. Ce financement a permis la mise en œuvre d'un protocole de recherche inédit, permettant de mesurer les écarts entre la composition de la population contrôlée et celle de la population disponible sur les lieux, et ce sans se faire repérer des agents en charge du contrôle.

Les chercheurs du CESDIP ont également été partie prenante de programmes comparatifs sur les minorités. Entre 2010 et 2012, Jacques de Maillard a participé l'ANR franco-allemande « Polis » (dir. D. Oberwittler et S. Roché). Pour le volet français, il a supervisé la réalisation de 80 entretiens et de 400 heures d'observation ainsi que l'analyse comparée des données recueillies, en concentrant l'étude sur les contextes et déroulement des interactions entre police et public. Cette perspective comparée franco-allemande a également été mobilisée dans la thèse de doctorat soutenue en 2012 par Jérémie Gauthier sous le titre *Origines contrôlées. La police à l'épreuve de la question minoritaire à Paris et à Berlin*, codirigée par René Lévy et Hans-Jörg Albrecht. Ce travail doctoral, appuyé sur le Laboratoire européen associé dirigé par F. Jobard (2000-2009), compare les pratiques policières de la région parisienne à celles de Berlin, sur la base d'observations ethnographiques et d'entretiens, auxquels s'ajoutait un traitement quantitatif des personnes interpellées. L'enquête est pionnière à plusieurs titres : parce que de telles comparaisons qualitatives entre services de police sont rares ; parce qu'elle aborde empiriquement, non seulement les différences organisationnelles entre ces deux polices, mais aussi leur rapport aux minorités visibles et les discriminations qui les traversent.

De nouvelles approches sont venues renouveler et prolonger ces analyses. En premier lieu, en élargissant le champ des minorités et des formes de discriminations policières étudiées : c'est le sens du travail sociologique mené par Geneviève Pruvost au sein du CESDIP jusqu'en 2012. Prolongeant son travail doctoral consacré à la féminisation du corps policier, ses analyses - couronnées par la médaille de bronze du CNRS en 2009 - se sont intéressées en premier lieu aux ressorts sociaux d'entrée dans la police des recrues de la première promotion de femmes gardiens de la paix en 1979. Les entretiens réalisés avec ces femmes policières ont également été l'occasion d'une réflexion méthodologique, autour du recours à la méthode du récit de vie, et plus largement sur les conditions (éthiques, politiques) d'accès des chercheurs à l'institution policière. Plus largement, G. Pruvost a analysé le rapport des femmes à la violence qui constituait le thème de son projet CNRS (voir « Axe citoyens, victimes, auteurs et comportements déviants »). Le chantier du genre dans l'analyse des professionnels de la sécurité et de leurs publics se prolonge aujourd'hui à travers le travail historique entamé en 2008 par E. Blanchard, autour de l'immigration algérienne en France et de son rapport à la police. L'originalité supplémentaire de cette recherche est de combiner la question du genre à des interrogations touchant tant à l'analyse des comportements sexuels, qu'à la sociologie de l'immigration et à la police des minorités.

Enfin, le recrutement de Pierre-Yves Baudot en 2012 a permis au CESDIP d'élargir ses thématiques vers d'autres formes de discrimination, tout en conservant l'inscription empirique et locale des travaux : en l'occurrence, ce sont les politiques locales de lutte contre la discrimination visant les personnes handicapées qui font l'objet d'une recherche collective, que P.-Y. Baudot coordonne dans le cadre d'un financement MiRe/DREES échelonné entre 2010 et 2013. En enquêtant spécifiquement sur le fonctionnement des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH), cette analyse déplace le regard sociologique vers d'autres populations victimes de discriminations, dans d'autres cadres institutionnels que ceux des agences de sécurité. Elle s'inscrit dans les traditions de recherches du CESDIP par l'importance donnée au droit, et par l'accent mis sur la description des situations de guichet.

l liste des productions scientifiques majeures (voir l'annexe 6 pour la liste complète)

Blanchard E., 2011, *La police parisienne et les Algériens, 1944-1962*, Paris, Nouveau Monde éditions.

Blanchard E. (dir.), 2012, Dossier « Ordre colonial », *Genèses. Histoire & Sciences sociales*, n° 86 [Articles de Marieke Bloembergen, Joël Glasman, Jim House, Isabelle Tracol-Huynh].

Blanchard E., Clochard O., Rodier Cl., 2012, « The New Frontiers of Immigration Policy », in Bell E. (ed.), *No Borders. Immigration and the Politics of Fear*, Chambéry, Université de Savoie, p. 25-36.

Darley M., Fischer N., 2010, Le contrôle de l'immigration, entre logique pénale et logique administrative, *Champ Pénal / Penal Field*, 1, Disponible en ligne sur [<http://champpenal.revues.org/7718>].

Fischer N., 2013, Bodies at the border. The medical protection of immigrants in a French Immigration Detention Centre, *Ethnic and Racial Studies*, vol. 36, n° 7, p.n° 1162-1179.

- Gauthier J., 2011, Des corps étrange(r)s dans la police ? Les policiers minoritaires à Paris et à Berlin, *Sociologie du Travail*, 53, 4, 460-477 (Lauréat du 2^e prix « Jeune Auteur 2010 »).
- Jobard F., Lévy R., Lamberth J., Névanen S., 2013, Mesurer les discriminations selon l'apparence: une observation standardisée des contrôles d'identité à Paris, *Population*, vol.67, n° 3, p. 423-452.
- Jobard F., Névanen S. 2009, Colour-Tainted Sentencing? Racial Discrimination in Court Sentences Concerning Offences Committed against Police Officers (1965-2005), *Revue française de sociologie. An Annual English Selection*, n°50, p. 243-272.
- Mucchielli L., Névanen S. 2011, Délinquance, victimation, criminalisation et traitement pénal des étrangers en France, in Palidda S. (dir.), *Migrations critiques, repenser les migrations comme mobilités humaines en Méditerranée*, Paris, Karthala, p. 303-328.
- Pruvost G. 2009, A profession in process: The atypical rise of women to the high rank of Police « Commissaire » in France, *Sociologie du travail*, n° 51, p. 34-48.

2.2. Rayonnement et attractivité académique

Une première mesure de l'attractivité académique du CESDIP consiste à faire un **bilan des arrivées et départs** lors du contrat quinquennal. C'est bien évidemment l'arrivée des politistes de l'UVSQ qui marquent cette attractivité (puisque 5 d'entre eux nous ont rejoints au cours du quinquennal). À ce titre, il faut également souligner la **chaire UVSQ-CNRS** où F. Vesentini a été recruté comme maître de conférences en sociologie. Ce sont également de nombreux chercheurs issus des **concours CNRS** qui sont ainsi venus enrichir les rangs du CESDIP sur la période : M. Darley, N. Fischer, C. Gayet-Viaud pour les chargés de recherche ; Fr. Bailleau, F. Ocqueteau et D. Duprez pour les directeurs. E. Didier, L. Mucchielli, G. Pruvost, M. Darley nous ont quittés durant la période (il est à noter que M. Darley revient en 2014 d'une affectation au Centre Marc Bloch à Berlin).

Les chercheurs du CESDIP ont été par ailleurs sur la période, récipiendaires de divers **prix et distinctions**. G. Pruvost a obtenu la médaille de bronze du CNRS (en 2009), Jacques de Maillard a été nommé membre junior de l'Institut Universitaire de France (en 2011). Fabien Jobard a obtenu le prix pour meilleur article de l'année par la revue *Howard Journal of Criminal Justice* (2009), Jérémie Gautier a été lauréat (2^{ème} prix) du jeune auteur 2010 pour *Sociologie du travail*.

Le CESDIP est très investi dans l'animation des **réseaux scientifiques nationaux et internationaux**. Le GERN (dont R. Lévy assure la direction) constitue une plateforme importante de rencontre et de développement des recherches internationales sur les questions de déviations et normativités. Il est à l'origine de projets de recherches, d'écoles d'été, de séminaires. Parallèlement, les chercheurs du CESDIP sont inscrits dans de nombreux réseaux internationaux : *European Governance of Public Safety Research Network (European society of criminology)*, *Policing and European Studies Network*, « Identinet » St Anthony's College, Faculty of History, University of Oxford [<http://identinet.org.uk/>], *European Group for the Study of Deviance and Social Control*. On notera également que S. Body-Gendrot a présidé l'European Society of Criminology (2011-2012). Fabien Jobard fut directeur exécutif du Laboratoire Européen Associé « Délinquances, politiques de sécurité et de prévention » (*Geschäftsführer der deutsch-französischen Verband zu Kriminalität und Sicherheits- bzw. Präventionspolitik*) (2001-2010).

Cette animation scientifique s'est traduite également par l'organisation de **colloques en France** (par ex. colloque « La police entre fiction et non-fiction », mars 2013 ; colloque « Les cultures professionnelles dans la police et la gendarmerie », mai 2013) **et à l'étranger** (« International Conference Policing Empires Social Control, Political Transition, (Post-) Colonial Legacies », « Cesare Beccaria : réception et héritage. Du siècle des Lumières à aujourd'hui »). Des séminaires ont été portés par les membres du CESDIP dans différentes conférences internationales : European Society of Criminology, International Political Science Association, International Conference on Public Policy, sans oublier la coopération franco-indienne mentionnée plus haut.

Les **séminaires** organisés par les membres du CESDIP, à l'instar de Compinsect (« comparaison des politiques sectorielles », animé par J. de Maillard et P. Hassenteufel) ou du séminaire « Pour une histoire sociale de l'Algérie décolonisée » (animé conjointement par E. Blanchard pour le CESDIP et le Centre d'histoire sociale de Paris 1), ont eu pour vocation de favoriser les échanges intellectuels avec des chercheurs dans d'autres domaines d'action publique (ici la protection sociale). Dans un sens identique, le CESDIP a été à l'origine d'un séminaire commun avec le centre Maurice Halbwachs en 2010-2011. Il faut souligner l'ouverture thématique recherchée par les membres du CESDIP (ce qu'attestent par exemple le soutien à la revue *Gouvernement et action publique* ou encore la publication de l'ouvrage sur *Les politiques publiques sous Sarkozy*). Cette ouverture se retrouve également dans nos supports de publication très ouverts aux revues généralistes (RFS, Sociologie du travail, *Politix*, *Genèses*, RIPC, *British Journal of Sociology*, *Journal of European Public Policy*, etc.).

La présence des chercheurs du CESDIP dans l'**animation des revues** est également très forte (voir en annexe 6). On notera d'abord que le laboratoire (par l'intermédiaire de Bessie Leconte) assure le secrétariat éditorial de 4 revues : *Déviance et société*, *Gouvernement et action publique*, *Crime Histoire & Sociétés/Crime, History and Vague E : campagne d'évaluation 2013 - 2014*

Societies, Champ pénal ; quatre revues dans lesquelles les membres du laboratoire occupent des fonctions de direction. Cette participation à l'animation des revues combine présence dans les comités de rédaction de revues généralistes de premier plan (*Politix, Sociétés contemporaines, Sociologie, Gouvernement et action publique*), revues francophones spécialisées (*Champ pénal, Déviance et société, Criminologie, Revue interdisciplinaire d'études juridiques*), revues anglo-saxonnes (*Policing and Society, European Journal of Criminology, Criminology and Criminal Justice, Youth Justice, Racial & Ethnic Studies, Punishment and Society, International Review of Victimology*), revues bilingues (*Crime Histoire & Sociétés/Crime, History & Societies, Trivium*).

Le dynamisme des chercheurs du CESDIP s'est également traduit par la participation ou l'animation de nombreux ANR et projets de recherches internationaux. Citons le réseau franco-britannique ANR-ESRC consacré aux émeutes (2007-2008), les ANR Sciencepeine, Refmanpol, Criminsec. Le GERN a été porteur de CRIMPREV dans le cadre du 6^e PCRD et le CESDIP, au travers de C. Mouhanna, est responsable pour la France du projet COMPOSITE « Comparative police studies in the EU » (FP7), étude comparée des polices et de leurs processus de changement dans l'UE (2010-2014). Cette dynamique se poursuit dans la mesure où outre les nombreux autres projets en cours, deux projets ont été déposés dans le cadre du programme ORA - Open Research Area in Europe for the Social Sciences.

Enfin, les chercheurs du CESDIP sont également présents dans les différentes instances d'évaluation de la recherche, tant nationales (comités AERES, évaluations ANR, comités de sélection, évaluations de dossier CIFRE ou financements de conseils régionaux) qu'internationales (en Belgique, au Canada ou en Suisse notamment).

Voir l'annexe 6 pour un récapitulatif de Rayonnement et attractivité académiques.

2.3. Interactions avec l'environnement social, économique et culturel

Laboratoire thématique, le CESDIP a toujours été marqué par une forte relation avec son environnement social et institutionnel. Les chercheurs du CESDIP ont constamment cherché à mettre à disposition leurs travaux aux communautés professionnelles. Si le décompte que nous avons effectué est sans doute incomplet (les chercheurs ne répertoriant par leurs interventions dans la presse ou leurs conférences de façon systématique, voir annexe 6), il donne une bonne idée des interactions des chercheurs avec leur environnement économique, social et institutionnel.

Cette activité se traduit d'abord par une **très forte activité de publication dans des revues professionnelles, de vulgarisation ou de débat**. Sur le quinquennal, on note ainsi plus de 200 publications sur ce type de supports (voir plus haut). Les chercheurs du CESDIP sont présents sur les nouvelles revues en ligne (*Métropolitiques, La vie des idées*). Ils ont également participé massivement à des ouvrages à vocation pédagogique (Cédis, *La sécurité urbaine en questions*, 2011). Les membres du CESDIP participent à l'animation de certaines de ces revues (*Plein Droit, Métropolitiques, Tendances - OFDT, Vacarme, Cahiers de la sécurité*). Il faut ajouter à cela la revue du CESDIP, *Questions pénales*, publiée 5 à 6 fois par an, qui constitue un outil essentiel de diffusion des connaissances scientifiques auprès, principalement, des journalistes, des magistrats et des responsables d'administration centrale aux ministères de la Justice et de l'Intérieur.

Outre leurs publications, les chercheurs du CESDIP s'engagent dans des **conférences** à destination des publics extra-académiques. Au-delà du nombre brut (un peu moins d'une centaine à l'étranger ou en langue étrangère, un peu plus d'une centaine en France), c'est la diversité des supports et des publics qui est ici importante : conférences-débats associatives (ou organisées par des comités d'entreprises), conférences organisées par les pouvoirs publics (conseil national des villes, direction générale de la police nationale, direction de l'administration criminelle et des grâces, centre national de la fonction publique, etc.), rencontres sciences-citoyens, salons du livre, etc. Il faut également insister sur le fait que les chercheurs manifestent une présence importante en formation initiale et continue dans les établissements de formation (école nationale de la PJJ, école nationale de la magistrature, école nationale supérieure de la police, etc.). Toujours dans cette ouverture à un public élargi, les chercheurs du CESDIP ont été à l'origine d'expositions ('Murs rebelles', qui a circulé dans plusieurs universités en France et à l'étranger), ou ont assuré le commissariat d'expositions (Fichés, Alphonse Bertillon, Paris en guerre d'Algérie). Ils ont participé à l'organisation de colloques en partenariat avec l'École des officiers de la gendarmerie nationale (Cultures professionnelles, juin 2013) ou avec la direction de l'administration pénitentiaire. Les recherches de certains membres du laboratoire autour du contrôle passé et présent de l'immigration ont donné lieu à des échanges et des contributions régulières aux travaux du réseau associatif Migreurop. On peut notamment citer *l'Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires* (Armand Colin, 2009 et 2012, publié par Migreurop).

Les **contacts avec la presse** traduisent ce souci de diffuser les connaissances au-delà des seuls cercles universitaires de façon évidente. 330 interventions ont été recensées dans le quinquennat. Si les chercheurs sont présents dans les supports traditionnels tant dans la presse écrite (*Le Monde, Libération, Télérama, Le Nouvel Observateur, L'Express*) qu'à la radio (RadioFrance) ou la télévision (France télévisions), on constate un large éventail de journaux en ligne, de blogs, de chaînes d'information. Dans un domaine qui peut parfois connaître des fièvres de l'opinion, la présence continue de chercheurs permet d'assurer la présence d'une parole plus distanciée dans l'espace public. Ces interventions dans la presse peuvent être le fait de tribunes, d'interviews sur des événements précis,

mais, de façon plus intéressante, ils peuvent donner écho à des recherches réalisées dans le cadre du centre. La recherche sur les contrôles d'identité à Paris, pour ne citer que cet exemple, a ainsi bénéficié d'une très importante couverture médiatique. Les travaux des historiens de la police au sein du laboratoire recueillent un écho à la fois médiatique et professionnel.

Les chercheurs du CESDIP interviennent également dans des scènes plus institutionnelles en mobilisant le registre de l'**expertise**. Récemment (voir par ailleurs), plusieurs membres du laboratoire ont été entendus dans le cadre de la mission d'information de l'Assemblée nationale (2013) sur l'appareil de mesure de la délinquance, dont les membres du laboratoire ont rédigé l'annexe scientifique. Présence dans la commission de suivi de la détention provisoire, animation de groupes de chercheurs auprès du contrôleur général des lieux de prévention de liberté, participation et direction du groupe de lutte contre les violences en prison (DAP), auditions diverses par des missions d'information (Sénat, Conseil économique et social, Inspection générale des services) en sont d'autres illustrations. Depuis 2010, l'organisation de petits-déjeuners débats avec la DACG du ministère de la Justice ont également favorisé les échanges entre chercheurs du CESDIP et magistrature (voir annexe 10).

Ces interactions avec le monde institutionnel se traduisent également par la présence au sein du Conseil d'administration et du conseil scientifique de l'École nationale supérieure de police (qui rassemble désormais les officiers et commissaires), du collège scientifique de l'Observatoire français des drogues et de la toxicomanie ou encore de l'Institut nationale des hautes études de la sécurité et de la justice. On soulignera enfin le nombre de chercheurs associés au CESDIP qui sont des salariés soit du ministère de la Justice (A. Kensey, J.-J. Yvorel, J.-L. Sanchez), soit du ministère de l'Intérieur (C. Diaz, J.-H. Matelly) ou encore de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (Le Goff, Malochet).

Voir l'annexe 6 pour un récapitulatif de Interactions avec l'environnement

3. Implication de l'unité dans la formation par la recherche

L'un des constats de la précédente évaluation était la relative faiblesse du CESDIP en termes de formation. C'est un diagnostic que nous nous sommes depuis lors employés à corriger. L'entrée au CESDIP de plusieurs membres du département de science politique de l'UVSQ a renforcé la présence d'enseignants-chercheurs, tandis que parallèlement le laboratoire développait son implication en matière de formation des doctorants.

Formation initiale

À partir de 2010, nous nous sommes engagés en vue de proposer un **Master recherche** correspondant aux orientations de recherche du CESDIP. L'intégration de Xavier Crettiez, qui dirigeait alors un Master recherche « Analyse des conflits et de la violence », Master qu'il avait créé, a favorisé ce processus. Avec Jacques de Maillard (codirecteur du Master à partir de début 2011), ils se sont employés à modifier la maquette du master pour la faire correspondre aux recherches conduites au sein du laboratoire. D'abord, ils ont ouvert de nouveaux séminaires au sein du M2 (« Théories sociologies du crime et de la déviance », « Enjeux contemporains de la surveillance et de la sécurité » ou encore « Espaces publics et sécurité »), orientation qui a été également poursuivie au sein du M1 (dont E. Blanchard assure la responsabilité), avec la création de cours spécialisés : « Sociologie de la délinquance », « Métiers de la sécurité », « Mesurer l'insécurité » ou encore « Institutions régaliennes ».

Tous ces séminaires sont assurés par des enseignants-chercheurs et chercheurs CNRS du CESDIP (si bien que la quasi-totalité de ces derniers enseignent maintenant dans le master). Une importance non négligeable a été conférée aux **questions méthodologiques**, avec des enseignements spécialisés (« Atelier méthodologique »), mais aussi, au travers de la mise en place d'ateliers dits « Pratiques de la sécurité », qui se traduisent chaque année par la réalisation d'un travail de recherche collectif de la part des étudiants. Le master a ouvert un parcours professionnel à partir de 2010 pour permettre des débouchés en dehors du seul monde de la recherche (essentiellement au sein des collectivités territoriales, mais également dans le monde de la sécurité privée ou encore dans la fonction publique d'État par les concours de la police et de la gendarmerie nationales). Ce Master sera en outre renforcé dans le cadre de la création d'un Institut d'Études Politiques Paris Grand Ouest (voir 4. Stratégies et perspectives scientifiques).

Si le Master Analyse des conflits et de la violence (rebaptisé « **Politiques de sécurité** » dans le prochain quinquennat) occupe une place centrale dans le dispositif de formation initiale du CESDIP, il n'en demeure pas moins que les membres du laboratoire se sont efforcés de diversifier leur présence en termes d'enseignements dispensés au sein de l'UVSQ ou d'autres établissements :

- D'abord, le recrutement de F. Vesentini a permis au CESDIP d'avoir une présence au sein du département de sociologie de l'UVSQ, celui-ci y assurant des enseignements autour des méthodes quantitatives et encadrant des mémoires de master sur les thèmes de la police et de la justice ;

- Par l'intermédiaire de Patrick Hassenteufel (directeur du parcours de Master « Métiers du politique » à la faculté de droit et science politique), nous contribuons également à la formation des collaborateurs d'élus, dont certains pourront ensuite travailler dans le champ de la prévention et de la sécurité.
- Suite à un changement à l'intérieur de l'institut de criminologie de Paris 2, le CESDIP a accepté d'assurer un enseignement collectif en matière de sociologie des politiques pénales.
- Le CESDIP est également un lieu d'accueil pour des étudiants souhaitant effectuer un stage (ce que nous faisons régulièrement depuis des années).

Formation continue

Compte tenu des savoirs spécialisés des chercheurs du CESDIP, une question qui n'a pas manqué d'apparaître est la capacité du laboratoire à proposer des modules, voire des diplômes, en formation continue. Certes, de nombreux membres du centre interviennent depuis longtemps en formation continue, mais le souhait était ici de proposer un enseignement collectif permettant au laboratoire d'apparaître en tant que tel. Dans ce cadre, nous avons entrepris, en partenariat avec le Forum français pour la sécurité urbaine, la création d'un diplôme universitaire (donnant accès à un master 2) « Sécurité et vie urbaine ». Ce DU propose 7 modules de deux jours (combinant interventions de professionnels et d'enseignants-chercheurs du CESDIP), en aménageant les sessions pour des étudiants en situation professionnelle et en leur demandant la rédaction d'une note professionnelle, mêlant travail analytique et orientation opérationnelle. Ce DU, qui s'est ouvert en janvier 2013, accueille seize étudiants, qui sont pour la plupart coordinateurs prévention-sécurité ou directeurs de police municipale. Cette formation accroît la visibilité du CESDIP au sein du monde professionnel, permet la diffusion des connaissances académiques et favorise des liens pour de futures recherches.

Ce DU a vocation à alimenter un Master en formation continue autour de ces thématiques. D'ores et déjà, nous avons pris de nombreux contacts (avec la police nationale, la gendarmerie, le ministère de la Justice) pour mettre en place un Master formation continue (« Délinquance et politiques de sécurité »), qui puisse accueillir des publics venant de ces différentes institutions. S'il est trop tôt pour l'affirmer avec certitude, il est probable que ce Master ouvre en septembre 2014. Ici encore, l'objectif est très clairement de profiter de notre force collective pour proposer des formations intégrées et de favoriser des relations plus intégrées et coopératives avec le monde de l'action publique.

Accueil des doctorants

Le CESDIP, longtemps dépourvu d'une tutelle universitaire, compte désormais en son sein un nombre appréciable de doctorants (voir le tableau des effectifs plus haut). Depuis 2009, nous obtenons entre 1 et 2 contrats doctoraux par an (principalement au travers de l'École doctorale mais aussi par les contrats de la région Ile-de-France), ce qui a contribué à augmenter notre nombre de doctorants. Le CESDIP compte à ce jour **17 doctorants**, dont une dizaine spécifiquement financés pour leur thèse (nous comptons également des doctorants en histoire, encadrés par J.-M. Berlière qui sont enseignants du secondaire).

Les doctorants occupent donc une place grandissante au sein du CESDIP, et ils sont totalement intégrés dans les thèmes que nous souhaitons porter à l'avenir (de récentes thèses ont ainsi été engagées autour des questions de bases de données judiciaires ou sur les questions pénitentiaires).

Outre le financement de la participation aux colloques et missions de recherche, le laboratoire a souhaité améliorer les conditions d'accueil de ses doctorants. D'abord, conformément aux recommandations de notre École doctorale, nous avons mis en place des **comités de thèse** pour chacun de nos doctorants. Ces comités sont composés de trois à quatre membres (en incluant le directeur de thèse) qui couvrent les différents thèmes traités dans la thèse. Ces comités se réunissent *a minima* 2 fois au cours de la thèse, mais ils peuvent l'être plus fréquemment en fonction des besoins.

Ensuite, un **séminaire des doctorants** a été mis en place à partir de 2012. Si les doctorants participent activement au séminaire général du CESDIP (ils en sont même souvent les organisateurs), est apparu le besoin d'un lieu spécifique, dans lequel ils puissent présenter leurs travaux en cours et discuter de problématiques qui leur sont propres. À ces séances, interviennent ponctuellement des chercheurs du laboratoire pour éclairer une question particulière.

Enfin, troisième dimension, le CESDIP a contribué à la mise en place de **deux universités d'été pluriannuelles** et internationales, l'une dans le cadre du GERN (GERN Summer school, avec la possibilité de communiquer et de publier en anglais), l'autre dans le cadre d'un réseau d'université francophone autour d'enjeux de méthodologie des sciences sociales (Méthodologie de la recherche en sciences humaines et sociales avec l'Université Catholique de Louvain, l'Université de Liège et l'Université du Québec à Montréal).

Au cours des cinq années, 8 thèses ont été soutenues : E. Blanchard, F. Liaigre, L. López (tous les trois docteurs en histoire sous la direction de J.-M. Berlière), J. Gauthier, X. de Larminat, D. Ghanem, F. Roa-Bastos, F. Almejfel (les 5 derniers ayant soutenu leur thèse au sein de l'UVSQ). En terme d'encadrement, Cécile Carra, Fabien

Jobard, Renée Zauberman ont soutenu leur habilitation à diriger des recherches, élargissant notre capacité d'encadrement des thèses.

À l'avenir, le CESDIP souhaite se renforcer d'une quadruple manière.

- D'abord, pour la formation initiale, nous voulons renforcer notre présence dans la formation aux concours, tant il est vrai que les métiers de la sécurité et le pénal sont principalement accessibles (qu'il s'agisse des policiers, des directeurs de services pénitentiaires ou de personnels de probation) par cette voie.

- Ensuite, comme nous l'avons dit, nous souhaitons poursuivre et renforcer notre implication en matière de formation continue par la création d'un Master spécifique.

- Troisièmement, en profitant de la mise en place de l'Université Paris-Saclay, nous souhaitons à la fois diversifier notre présence en Master (avec notamment la participation de Frédéric Vesentini à la création d'un Master d'analyse quantitative) et renforcer notre internationalisation (avec des rapprochements avec des universités étrangères pour la création d'un Master européen de sécurité).

- Quatrièmement, nous ambitionnons de parfaire la formation de nos doctorants, en accentuant notamment la dimension internationale de leurs parcours (formation en langue, séjours à l'étranger prolongés, cotutelles, cofinancements internationaux).

Voir la liste des thèses soutenues dans la période et des thèses en cours en annexe 7

4. Stratégie et perspectives scientifiques pour le futur contrat

1. Le CESDIP : constance, innovation, partenariat et internationalisation

Le CESDIP est un laboratoire singulier dans le paysage des sciences sociales françaises puisqu'il est doté de trois tutelles, dont une tutelle ministérielle, et il se doit par conséquent de produire une recherche qui corresponde aux axes majeurs de ce ministère. On ne s'étonnera donc pas de lire sous le chapitre « stratégie et perspectives scientifiques » que l'une des préoccupations majeures du CESDIP reste la production d'une recherche centrée sur la sociologie pénale et que le CESDIP soit à même de tenir son rang dans la recherche européenne, dans ce cadre disciplinaire. Par nature, donc, le CESDIP pose une exigence de **constance dans le choix des thèmes de recherche** qu'il accueille et promeut, et présente un périmètre général sur le quinquennat 2015-2019 assez semblable à celui de la période sous examen. Les trois univers intellectuels que nous avons présentés en ouvrant le présent rapport (1. Présentation de l'unité) sont et resteront structurants pour notre laboratoire : Quantification / Transformation des institutions et des professions pénales / Savoirs sur le crime et la déviance.

À l'intérieur de ce cadre, nous nous efforçons de défricher des **champs nouveaux** et d'interroger nos objets à nouveaux frais. Le rapport 2008-2013 montre une structuration différente de notre activité scientifique par rapport à ce que nous présentions les quadriennats passés : si Justice, pratiques et politiques pénales, Recomposition des organisations policières et Citoyens, auteurs, victimes, comportements restent bien sûr des domaines constitutifs de notre identité et de notre stabilité, tout un ensemble de recherches nous ont amené à donner pour la première fois une part centrale à de nouveaux axes de travail : Territoire, partenariat, régulation, Surveillance et technologie et Minorités et discriminations.

Autre élément constitutif de l'identité du CESDIP : la **politique scientifique partenariale**. Celle-ci est bien sûr un élément central de la relation avec le ministère de la Justice, et se manifeste sous diverses formes : présence du CESDIP et de ses informations, invitations aux séminaires, manifestations diverses etc. sur le site Internet du ministère dans le chapitre des « organismes rattachés » ; animation d'un cycle de « petits déjeuners » à la Direction des affaires criminelles et des grâces (voir liste en annexe) ; interventions multiples dans les formations et colloques ou séminaires des différentes directions ; rédaction, impression et envoi dans toutes les juridictions et directions centrales de nos *Questions pénales* (voir liste en annexe 12), etc. Dès à présent, une recherche engagée sous l'égide de Christian Mouhanna sur la violence en prison, mais aussi la poursuite de l'ANR SciencePeine et de la coopération internationale Sourcebook maintiennent le flux de nos échanges scientifiques avec notre tutelle ministérielle. Cette politique partenariale ne se limite pas au ministère de la Justice bien sûr, et passe, comme on l'a vu, par des échanges renouvelés avec le ministère de l'Intérieur, les collectivités locales, la Région Île-de-France, la commission des lois de l'Assemblée nationale, etc.

Enfin, nous entendons conserver le rôle majeur que nous avons acquis au fil des décennies dans la **recherche européenne** sur nos thématiques. Tout d'abord, la pérennité du GERN reste une préoccupation centrale du CESDIP pour les années qui viennent, la perte de ses statuts successifs en conséquence des principes administratifs du CNRS menaçant à terme de faire disparaître du paysage européen cet acteur qui a fortement contribué à sa structuration, ne serait-ce que par le programme CrimPrev ou par la revue *Déviante et Société*. Ensuite, la poursuite de nos actions internationales restera une priorité pour le CESDIP :

- Écoles d'été internationales : École d'été du GERN + École d'été Montréal/Versailles/Louvain.
- Partenariats bilatéraux : Recherche franco-belge sur les temps judiciaires, Projet franco-belge BESPO, ANR Refmanpol, Partenariat franco-indien.
- Inscription dans des partenariats multilatéraux : COMPOSITE.
- Accueil de collègues et doctorants étrangers comme G. Bugnon, doctorante suisse, sur une bourse du FNRS (2013-2014).

Dès à présent, le CESDIP investit dans d'autres initiatives internationales :

- Projet ORA Plupol (Pluralising the policing function). Le CESDIP (avec PACTE/Sciences Po Grenoble, l'Université de Nijmegen, la Vrije Université d'Amsterdam, l'Université de Leeds) a déposé un projet au titre de l'Open Research Area (appel à projets associant les agences de financement de la recherche de 5 pays). Plupol consiste en une analyse comparée des trajectoires nationales en matière de pluralisation de l'activité policière. Le CESDIP est référent pour la France. Au sein du laboratoire, Plupol implique Jacques de Maillard et Carole Gayet-Viaud. Au-delà du financement de ce projet (aléatoire compte tenu de la concurrence : seuls 10 des 170 projets déposés seront financés), l'élaboration de la réponse a contribué à renforcer les relations entre les institutions partenaires et pourra servir de support à des projets internationaux communs à venir (séminaires, publications, recherches empiriques) ;

- Projet ORA E-ID (Effects of immigration detention on migration and reintegration outcomes). Le CESDIP (avec le John Jay College, USA, l'IRISEHESS, le Centre Marc Bloch à Berlin, la Erasmus University Rotterdam et les universités de Leiden et de Utrecht) a déposé un second projet ORA, cette fois en vue d'examiner comment la rétention/incarcération/retenu influence les parcours de migration et éventuellement de réintégration des migrants soumis à une décision d'éloignement du territoire. L'occasion est notamment donnée, par ce projet, de comprendre le rôle de cette étape dans des pays aussi différents que les États-Unis, les Pays-Bas et la France, où les acteurs en jeu diffèrent parfois du tout au tout (avocats, agents des lieux de rétention, agents consulaires, travailleurs sociaux, intervenants confessionnels, législateur, pouvoir administratif, etc.) ;

- Projet de dépôt d'un CAPES-COFECUB avec le Brésil en juin 2014, sous l'égide de René Lévy et du GERN.

2. Poursuite de l'intégration universitaire : UVSQ, IEP et Université Paris-Saclay

L'intégration du CESDIP dans l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines s'est enfin concrétisée en 2010 par l'intégration des enseignants-chercheurs du département de droit et science politique, puis par la création d'une chaire UVSQ/CNRS affectée au département de sociologie, par la détermination d'un vrai soutien budgétaire et l'ouverture au printemps 2014 d'un poste au concours d'ingénieur de recherche en calcul statistique.

Aujourd'hui, cette intégration du CESDIP à son environnement universitaire s'incarne dans des projets scientifiques d'ampleur : coopération avec la Faculté de médecine, projet d'Institut d'études politiques et, surtout, formation de la future Université Paris-Saclay.

UVSQ : Coopération avec la Faculté de médecine de l'UVSQ (Centre médico-judiciaire)

Depuis quelques années, le CESDIP et le Centre médico-judiciaire (Faculté de médecine UVSQ, hôpital de Garches) ont amorcé une collaboration visant notamment à comprendre ce qui se joue dans les interactions entre monde médical et monde pénal : autour de l'expertise d'abord, et de la réquisition du médecin par l'OPJ en vue de l'établissement d'un constat médical chez une victime.

Nos travaux sur l'expertise ont été jusqu'à présent des recherches doctorales : thèse de doctorat de J. Boirot, financée par l'Institut européen de l'expertise et de l'expert, sur l'expertise psychiatrique, et thèse de doctorat de R. Juston, dirigée au PRINTEMPS par L. Willemez. Ces deux thèses et de manière plus générale cette coopération avec la

Faculté de médecine sont bien sûr des pièces majeures de notre participation à ISIS. Dans cet esprit, un travail a été engagé il y a quelques années sous la direction de F. Jobard afin de comprendre dans quelle mesure les données médicales peuvent être des données utiles à la connaissance de la violence en France. Ces investigations, menées avec et au CMJ de Garches, feront l'objet d'un dépôt de projet PEPS (Projet exploratoire premier soutien, interdisciplinaire) en septembre 2013. Par l'intermédiaire du CMJ, des contacts approfondis ont été pris en 2011 avec le laboratoire de toxicologie du Pr. Alvarez (Fac. Médecine UVSQ) et le laboratoire d'analyse génétique du Pr. de Mazincourt (Fac. Médecine UVSQ) qui ont ouvert la thèse de R. Juston et forment la base de nos échanges sur les projets ISIS de sociologie des sciences et des techniques.

Projet d'Institut d'études politiques ouest parisien

Par ailleurs, le CESDIP est le laboratoire de sciences sociales partenaire de l'IEP Paris Grand Ouest (IEP GO). Créé par un arrêté ministériel en juillet 2013, l'IEP GO devrait ouvrir ses portes en octobre 2014 et accueillir une première centaine d'étudiants avant d'ouvrir en 2015 une deuxième année. La première promotion diplômée devrait voir le jour en juin 2019. Membre du réseau des IEP de région, l'IEP GO est porté par deux universités : l'UVSQ et l'UCP (Univ. de Cergy Pontoise). L'IEP, en lien avec des partenaires extérieurs (collectivités locales et grands établissements d'enseignement et de recherche), proposera dès 2014 un "observatoire socio-politique du grand Paris", destiné à coordonner une partie de la recherche autour des différents enjeux de la région Île-de-France, dans lequel seront présentes les thématiques de recherche du CESDIP. Proposant en cinquième année une intégration (et une double diplomation) dans plus d'une quinzaine de masters 2 des deux établissements (dont le Master politiques de sécurité), l'IEP sera également un pourvoyeur efficace de jeunes doctorants de qualité et de professionnels travaillant sur les thématiques du laboratoire.

Le CESDIP et l'Université Paris-Saclay

L'UPSa est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel coopération qui fédère 22 établissements d'enseignement supérieur et de recherche, parmi lesquels l'UVSQ, l'ENS Cachan, HEC, Polytechnique, Université Paris Sud, l'ENSAE, etc. Dans cet organisme, une place éminente est accordée à la recherche et à la formation par/à la recherche. C'est dans cette perspective que le CESDIP a construit sa stratégie d'intégration à l'Université Paris-Saclay. Cette intégration se manifeste par la participation à un Équipement d'excellence consacré à l'exploitation de données sociales (CASD), par la participation à deux Laboratoires d'excellence locaux (ISIS et ISN) et par un projet de Master UPSa consacré à la quantification.

UPSa : Equipex CASD, Centre d'accès sécurisé distant

Le Centre d'accès sécurisé distant est un « équipement d'excellence » consacré au dépôt et au traitement de données sociales et économiques, doté d'un budget de 4 Millions d'euros. L'objet de ce CASD est l'accès sécurisé aux données sensibles, par l'intermédiation d'une boîte d'accès personnalisée, accessible après avis du CNIS, de la CNIL et convention avec le CASD. L'un des enjeux du CASD est la facilitation de l'accès par les chercheurs à des répertoires de données qui leur étaient jusqu'à présent accessibles que par établissement de conventions particulières avec les entreprises et ministères concernés.

Pour le CESDIP, l'un des enjeux de la participation à cet organisme, acceptée en septembre 2010 par le directeur du Groupement des écoles nationales de l'enseignement statistique, porteur du projet, abrité à l'INSEE, concerne d'une part le versement des données du Casier judiciaire et d'autre part l'accès facilité à des répertoires de données extra-judiciaires, afin de désenclaver celles-ci et produire des connaissances relatives aux interactions entre les données pénales, les données de victimation et les autres grands domaines de la statistique publique (activité économique, chômage, stratification sociale, pauvreté, etc.). Une autre ambition est de faciliter les échanges avec le projet de Master transversal (voir plus loin). À ces fins, F. Jobard est membre du Conseil scientifique du CASD, qui se réunit deux fois l'an.

UPSa : ISIS, Interactions Science, Innovation, Société

ISIS réunit 12 laboratoires de sciences sociales de Saclay : CESDIP, Printemps et Dante de l'UVSQ (laboratoire de sciences sociales et laboratoire de droit privé), IDHE et ISP (ENS Cachan), LTCI (Laboratoire de sciences de la communication ParisTech Telecom), Laboratoire de sociologie quantitative (CREST INSEE), GregHEC (Laboratoire de sciences de gestion, HEC), Centre de recherche en gestion (Polytechnique), GHDSO (Histoire des sciences, Université Paris-Sud), PESOR (Laboratoire sciences de gestion et marketing, Paris-Sud), STEF (Didactique des sciences et des techniques, Paris-Sud). L'objet de ce Labex est l'interaction entre science, innovation et société. ISIS distingue 4 axes : Quantification, métrologie, modélisation (axe 1) ; Innovation, entrepreneuriat et régulation du marché (axe 2) ; Normes et régulations du travail scientifique (axe 3) ; Droit, justice, technologies, communication (axe 4). Le CESDIP, laboratoire présent depuis les débuts de cette initiative, est aujourd'hui représenté dans le comité de pilotage par le biais de son directeur, directeur-adjoint de ISIS (aujourd'hui dirigé par Christian Bessy, IDHE).

D'un point de vue scientifique, le CESDIP participe à l'axe 1, Quantification, métrologie, modélisation, en confrontant les enquêtes victimation et sentiment d'insécurité, principalement les enquêtes Île-de-France, aux autres répertoires de données du CASD et des données utilisées par le Laboratoire de sociologie quantitative (transport, emploi, revenus, etc.). En particulier, la coopération réunira dans ce domaine le CESDIP, le LSQ (établissement de corrélations entre les bases de données, en particulier l'Échantillon démographique permanent, permettant le croisement entre carrières individuelles et condamnations pénales) et le PRINTEMPS (établissement de corrélations entre la production pénale et la sociographie des procureurs, donc entre sociologie pénale et sociologie des professions). L'une des productions attendues de notre investissement dans cet axe 1 est la création d'un Observatoire consacré à ces questions. Dans le même axe de travail, un développement est également envisagé en matière de sociologie de la classification et de la stratification, développée en leur temps par Boltanski et Thévenot dans leur recherche sur les classifications sociales. Un premier projet, que envisageons de mener avec le LSQ, consiste à soumettre des profils de demandeurs d'emploi fictifs à des employeurs en vue de tester l'employabilité des candidats en fonction de leurs profils pénaux. Un second projet consiste à rechercher comment les individus rangent les incivilités, les désordres, toutes ces matières supposées « infra-pénales » sur une échelle de la gravité des actes et des circonstances. Ces recherches seront menées en concertation et en échange avec le GregHEC, le DANTE, l'IDHE et le PRINTEMPS - ceux-ci apportant leurs compétences en matière de sociologie des grandeurs, sociologie de la stratification sociale, droit et sociologie des valeurs économiques.

La contribution du CESDIP est évidemment particulièrement forte à l'axe 4 consacré aux interactions entre droit, justice, technologies et communication. Dans ce domaine, le CESDIP travaille dans le cadre d'une coopération triangulaire avec l'Institut des sciences sociales du politique (ENS Cachan), le Laboratoire Traitement et Communication de l'Information (ParisTech Telecom). L'un de nos projets, dans ce cadre, consiste à interroger plus profondément, et de manière interdisciplinaire, le rôle de la vidéosurveillance dans la procédure pénale, afin d'interroger comment la technologie irrigue la procédure, et avec quels effets. Le deuxième projet consiste à examiner la vie sous surveillance électronique, en l'espèce sous bracelet électronique, avec un double dispositif ethnographique amenant le suivi d'un groupe de placés et le suivi de ceux appelés à les observer, notamment au niveau des centres de coordination qui reçoivent et gèrent l'information sur les déplacements des placés. Un troisième projet s'attache à comprendre la manière dont de nouvelles technologies, éventuellement porteuses de nouvelles (ou de trop anciennes...) épistémologies, peuvent pénétrer l'univers pénal. C'est l'investigation que nous entendons lancer avec le PRINTEMPS en matière de sociologie des sciences et de leurs usages, avec en point de mire les neurosciences : essayer de comprendre si les neurosciences sont saisies par les agents chargés, à l'Intérieur, la Défense ou la Justice, des nouvelles technologies. Un projet de PEPS (voir plus haut) est envisagé avant la fin de l'année 2013 visant le défrichage de la demande et de l'offre en matière de « neurojustice » (usage des neurosciences du domaine de la preuve à celui de la peine), PEPS qui serait conduit par un jeune docteur en neurosciences sous la direction du CESDIP et du PRINTEMPS. Enfin, une sociologie de l'expertise sera engagée avec le DANTE et, à nouveau, le PRINTEMPS, de manière par exemple à comprendre les enjeux de l'expertise médico-légale et de l'expertise psychiatrique, dans le prolongement de travaux déjà défrichés dans le cadre d'un partenariat avec la Faculté de médecine de l'UVSQ (voir plus haut).

UPSa : ISN, Institut de la société numérique

L'Institut de la société numérique est un autre projet fédératif conduit sous l'égide de Paris-Saclay. Conduit par l'INRIA, Institut national de recherche en informatique appliquée, il entend comprendre les enjeux de la société numérique en mêlant des perspectives de sciences sociales, d'éthique, de droit, mais aussi de développement

technologique et de défrichage de nouveaux marchés. Doté d'un budget annuel de 600 000 €, il réunit des équipes aussi diverses que le DANTE et le PESOR pour le droit et le management, LTCI de ParisTech Telecom et diverses équipes de l'INRIA, ainsi que le CESDIP, l'ISP, le PRINTEMPS ainsi que l'ESR (États, Religions, Sociétés antiques-temps modernes) et le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines, tous deux de l'UVSQ, pour les sciences sociales.

Notre projet au sein de l'ISN consiste à comprendre les enjeux numériques au sein d'un ensemble que nous avons qualifié de e-justice. En coopération avec le LTCI, le PRINTEMPS et l'ISP, mais aussi avec l'IAU-IdF où travaille Tanguy Le Goff, chercheur associé au CESDIP, nous comptons travailler sur les forums de rencontre entre offre de logiciels (de « solutions », pour reprendre le terme indigène) et consommateurs éventuels (police, gendarmerie, justice). L'enjeu est ici de se trouver à la genèse de ce qui est appelé à s'élaborer, ou de ce qui éventuellement ne parviendra pas à être élaboré. Nous comptons également travailler sur la numérisation des procédures pénales, en prenant notamment appui sur les travaux actuellement menés au CESDIP sur les nouveaux logiciels de rédaction des procédures comme, au parquet, le logiciel Cassiopée. Un autre projet envisage de travailler sur la numérisation de l'interaction de face-à-face, de l'enregistrement des gardes à vue, mais aussi sur la visioconférence dans la procédure pénale.

UPSa : Projet de Master transversal Quantification

Le CESDIP propose également, grâce à Frédéric Vesentini (Chaire CNRS-UVSQ), un projet de Master recherche en analyse quantitative, commun avec notamment le PRINTEMPS, le LSQ et l'IDHE, qui ouvrira en septembre 2015. Ce Master devrait nous aider à susciter les vocations d'étudiants spécialisés pour les matières pénales.

Un autre projet de Master transversal, encore à l'état de réflexion interne au laboratoire, porterait sur « les institutions répressives au prisme de l'enquête » et entendrait confronter l'enquête entendue au sens de la procédure pénale et l'enquête entendue au sens des sciences sociales. Ce séminaire transversal réunirait divers laboratoires du plateau de Saclay, sous l'impulsion de Nicolas Fischer.

Aujourd'hui, le CESDIP est un acteur majeur des sciences sociales à l'UPSa. Si l'intégration des établissements-membres réussit, il est probable qu'un axe fort, pour ne pas dire plus, se construise en sociologie du droit avec les unités concernées en sciences sociales (IDHE et surtout PRINTEMPS et ISP), où le CESDIP apportera une double compétence distinctive : le pénal, bien sûr, mais aussi l'analyse quantitative de la production juridique.

Tous ces projets montrent, nous l'espérons, une inscription nouvelle dans l'espace actuel de la recherche, à la fois local par Saclay et international par le GERN et l'ensemble de nos participations internationales. Nous espérons que ces promesses seront accompagnées des moyens pérennes qui permettent de les réaliser, et ne cachons pas une vraie inquiétude, de ce point, face aux départs à la retraite qui se manifesteront durant le quinquennat à venir (DR : Fr. Bailleau, D. Duprez, R. Lévy, R. Zauberman ; ITA : C. Balmette, B. Leconte) et aux rigueurs de l'administration budgétaire qui avec la notion de « plafond emploi-ressources » nous empêchent de pourvoir les postes pour lesquels, pourtant, nous avons su trouver les financements.



Annexes :

Annexe 1 : Présentation synthétique (*Executive Summary*).

On utilisera la « *Présentation synthétique de l'entité - Unité de recherche* », fournie avec les différents fichiers du dossier d'évaluation.

Annexe 2 : Lettre de mission contractuelle.

Annexe 3 : Équipements lourds.

Le Centre de ressources documentaires en chiffres.

Direction : Corinne Balmette, IE CNRS.

En juin 2013, le CRD héberge : 6 023 rapports de recherche, 578 thèses, 1 261 actes de congrès, 9 320 monographies, 4 encyclopédies, 80 abonnements à des périodiques qui font l'objet d'un dépouillement dans la base documentaire.

Également une bibliothèque virtuelle de 1 604 documents numérisés ; une base bibliographique en ligne (32 700 notices dont 13 743 articles de périodiques) ; une lettre électronique créée en février 2010 (27 numéros diffusés, 3 500 abonnés environ).

Le CRD dispose également d'un portail documentaire et met un Intranet à disposition des chercheurs du CESDIP. Statistiques de fréquentation entre le 1^{er} février 2011 et 29 avril 2013 = 7 392 visites tous pays confondus (avec 64,95% de nouvelles visites et avec un rebond de 49,91%), dont 1 237 depuis un pays étranger.

Activités connexes :

Le centre de ressources a traité un volume important d'archives scientifiques confiées par les chercheurs (tri, inventaire, dépôt aux archives du CNRS).

Relations avec l'UVSQ :

Les documentalistes ont mis en place en 2011 et en 2012 un atelier de méthodologie-découverte des sources de littérature grise pour des étudiants de M2 de l'UVSQ.

Accompagnement documentaire des étudiants M1 et M2 du « Analyse des conflits et de la violence ».

En 2011, le service a réalisé la migration du catalogue vers un logiciel libre compatible avec les normes en vigueur dans les bibliothèques universitaires. Ce qui a permis en 2012, la mise en place du prêt informatisé.

Relations avec les milieux professionnels de l'IST :

Enfin, les documentalistes (1,5 ETP) participent aux travaux de plusieurs réseaux de professionnels de l'IST (Information scientifique et technique) : le REDEJ (réseau documentaire des écoles de la justice), le réseau GoDoc, le réseau national thématique Isore (Information scientifique des sciences sociales en réseau) du CNRS, le réseau des CorIST de l'InSHS.

Budget : dépenses

<u>Année</u>	<u>Ouvrages</u>	<u>Abonnements</u> (périodiques + AEF + Bibliothèque Sciences Po)	<u>Ressources humaines</u> (1/2 ETP + vacances)
2009	6 493,34	11 064,55	
2010	6 909,96	507,11	14 216,23
2011	6 382,74	16 389,02	18 429,36
2012	8 211,16	18 802,02	23 795,99
2013 (du 01/01 au 15/05)	2 708,87	5 441,50	5 734,24

Durant la période sous examen, le CRD a accueilli 2 salariés en CDD et 2 stagiaires affectés à diverses tâches.

Marine Balmer du 03/05 au 31/08 2010 basculé de la base de Winisis vers PMB	Sabine Lambert du 20/06 au 29/07/2012 - CDD préparation de l'informatisation du prêt en bibliothèque	Jos Luis Vasquez Barrios du 10/10 au 09/11/2012 - CDD rangement et équipement des ouvrages aux archives	Elsa Borodine 02/04 au 31/07/2013 Stage M2 Archivistique : inventaire des archives de TG.
--	---	--	--

Annexe 4 : Organigramme fonctionnel

CESDIP
CENTRE DE RECHERCHES
SOCIOLOGIQUES
SUR LE DROIT ET
LES INSTITUTIONS PÉNALES
 (UMR 8183)

Directeur :

Fabien JOBARD

Directeur-Adjoint :

Jacques DE MAILLARD
 Christian MOUHANNA

Secrétariat

général,
Gestion administrative,
financière et comptable :

Claude COUTURE

Secrétariat :

Murielle POLIDORI
 Isabelle PASSEGUÉ

Missions :

Murielle POLIDORI

Informatique et Logistique de
site :

Bettino DYVRANDE

Publications :

Isabelle PASSEGUÉ
 Bessie LECONTE
 (relecture)

Site Internet :

Centre de ressources
documentaires :

Corinne BALMETTE, chef de service
 Jean-Christophe LE PELLEC (CDD)

Direction :

René LÉVY

Chargée de mission :

Bessie LECONTE

Secrétariat général :

Daniel VENTRE

Gestion administrative,
financière et comptable :
 Claude COUTURE

CNRS :

Bruno AUBUSSON de CAVARLAY
 Francis BAILLEAU
 Mathilde DARLEY (au Centre Marc Bloch de Berlin)
 Dominique DUPREZ
 Nicolas FISCHER
 Carole GAYET-VIAUD
 Fabien JOBARD
 René LÉVY
 Christian MOUHANNA
 Sophie NÉVANEN (disponibilité)
 Frédéric OCQUETEAU
 Philippe ROBERT (émérite)
 Renée ZAUBERMAN

Universitaires :

Pierre-Yves BAUDOT (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Jean-Marc BERLIÈRE (émérite, Université de Bourgogne, Dijon)
 Emmanuel BLANCHARD (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Sophie BODY-GENDROT (émérite, Université Paris IV-Sorbonne)
 Olivier CAHN (Université de Cergy-Pontoise)
 Xavier CRETTEZ (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Jacques DE MAILLARD (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Maryse ESTERLE (Université d'Artois, école internet IUFM, Arras)
 Patrick HASSENTEUFEL (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Pierre PIAZZA (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Jean-Marie RENOARD (Université Bordeaux II)
 Frédéric VESENTINI (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)

Chercheurs associés et post-doctorants :

Évelyne BAILLERGEAU (CREMIS-Université de Montréal, Canada)
 Patricia BÉNEC'H-LE ROUX (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Xavier DE LARMINAT (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Fabien GAVEAU (Université de Bourgogne, Dijon)
 Annie KENSEY (Direction de l'Administration Pénitentiaire, Paris)
 Tanguy LE GOFF (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France)
 Véronique LEVAN (Université de Pau et des Pays de l'Adour, Pau)
 Laurent LÓPEZ (Université Paris IV-Sorbonne)
 Virginie MALOCHET (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France)
 Jean-Hugues MATELLY (Gendarmerie Nationale)
 Michael MEYER (Université de Lausanne, Suisse)
 Jean-Lucien SANCHEZ (Direction de l'Administration Pénitentiaire, Paris)
 Jean-Jacques YVOREL (Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Paris)

Doctorants :

Élise AYRAULT (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Kathia BARBIER (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Ainine BILLEL (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Michel BLONDAN (Université de Bourgogne, Dijon)
 Jennifer BOIROT (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Gaby CASTAING (Université de Bourgogne, Dijon)
 Boris DÄNZER-KANTOF (Université de Bourgogne, Dijon)
 Matthieu DE CASTELBAJAC (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Charles DIAZ (Université de Bourgogne, Dijon)
 Mustapha EL MNASFI (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Bénédicte FÉRY (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Valérie ICARD (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Ruggero IORI (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines/Printemps)
 Pauline JACQUIN (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Romain JUSTON (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines/Printemps)
 Jean-François LABLE (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Mélanie PÉCLAT (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)
 Sébastien THIBAUT (Université de Versailles-Saint-Quentin-en Yvelines)

Contractuels :

Joël FICET
 Fadoua JOUWAHRI GHAYATI
 Sophie PEAUCÉLLIER
 Mathieu ZAGRODZKII

Annexe 5

CESDIP

REGLEMENT INTERIEUR DE L'UNITE

PREAMBULE

L'Unité CESDIP est une UMR implantée dans les locaux loués par le Secrétariat Général du Ministère de la Justice.

Le présent règlement intérieur a été soumis à l'avis de l'assemblée générale réunie le 17 septembre 2013.

Il a pour objet de préciser notamment l'application dans l'Unité :

- de son organisation générale,
- des règles générales et permanentes relatives au temps de travail (horaires, congés...), à l'utilisation des locaux et du matériel,
- de la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail,
- de la réglementation en matière de sécurité de l'information et des systèmes d'information,
- des dispositions relatives à la protection du potentiel scientifique et technique (PPST).

Toute modification sera soumise à l'avis de l'assemblée générale et devra faire l'objet le cas échéant d'un avenant ou d'un nouveau règlement intérieur.

Il s'applique à l'ensemble du personnel affecté à l'Unité, y compris les agents non titulaires et les stagiaires.

Toute évolution de la réglementation applicable dans les établissements tutelles de l'Unité s'applique de fait à l'Unité, même si le présent règlement intérieur n'en fait pas état.

SOMMAIRE

Chapitre 1 : Fonctionnement

Article 1 : Fonctionnement général de l'Unité

- 1.1 Assemblée générale
- 1.2 Conseil de laboratoire
 - 1.2.1 Composition
 - 1.2.2 Compétence
 - 1.2.3 Fonctionnement
- 1.4 Organisation de l'Unité
- 1.5 Accès aux systèmes d'information (SI) de l'Unité
- 1.6 Accès aux locaux

Chapitre 2 : Organisation du temps de travail

Article 2 : Durée du travail

Article 3 : Horaires

- 3.1 Durée hebdomadaire de travail

Article 4 : Congés

- 4.1. Congés annuels et RTT
- 4.2. Conditions d'octroi et d'utilisation
 - 4.2.1 Conditions d'octroi
 - 4.2.2 Conditions d'utilisation
- 4.3. Journée de solidarité
- 4.4 Compte épargne temps (CET)

Article 5 : Absences

- 5.1. Absence pour raison médicales

Article 6 : Missions

Chapitre 3 : Santé et sécurité au travail

Article 7 : Personnes ressources en matière de sécurité de sante et de prévention des risques

- 7.1 Directeur d'Unité
- 7.2 Assistant de prévention
- 7.3 Équipiers de sécurité incendie

Article 8 : Organisation de la prévention au sein de l'Unité

- 8.1 Suivi médical des agents
- 8.2 Mesures de prévention spécifiques en fonction de l'activité et des risques
- 8.3 Organisation des secours
- 8.4 Conduite(s) à tenir en cas d'accident lié à une activité spécifique
- 8.5 Accident de service
- 8.6 Formation à la sécurité
- 8.7 Registres
- 8.8 Accueil de personnes extérieures
- 8.9 Travail isolé

Article 9 : Interdictions

- 9.1 Animaux domestiques
- 9.2 Tabac
- 9.3 Alcool

Chapitre 4 : Confidentialité, publications et communication, propriété intellectuelle

Article 10 : Confidentialité, publications et communication, propriété intellectuelle

- 10.1. Confidentialité
- 10.2. Publications et communication
 - 10.2.1. Autorisation préalable du Directeur de l'Unité



- 10.2.2 Formalisme des publications et communications
- 10.2.3 Logos et marques
- 10.2.4 Création de sites web
- 10.3. Cahiers de laboratoire
- 10.4. Propriété intellectuelle
- 10.5. Obligation d'information du Directeur de l'Unité : Contrats, décisions de subvention et ressources propres

Chapitre 5 : Dispositions générales

Article 11 : Discipline

Article 12 : Formation

- 12.1 Correspondant formation
- 12.2 Formation par la recherche

Article 13 : Utilisation des moyens informatiques et sécurité des systèmes d'information

Article 14 : Utilisation des ressources techniques collectives

- 14.1 Bibliothèque
- 14.2 Accès aux ressources électroniques du CESDIP
- 14.3 Autres ressources
- 14.4 Ouverture au public

Article 15 : Durée

Article 16 : Publicité

Annexes

- Annexe n° 1 : Autorisation d'absences et aménagement d'horaires
- Annexe n° 2 : Consignes d'urgence
- Annexe n° 3 : Rôle et missions de l'assistant de prévention
- Annexe n° 4 : Circulaire relative au traitement des situations de harcèlement moral au travail
- Annexe n° 5 : Note sur le travail isolé
- Annexe n° 6 : Charte sur la sécurité des systèmes d'information

Chapitre 1 : Fonctionnement

Article 1 : Fonctionnement général de l'Unité

1.1 Assemblée générale

L'Assemblée Générale comprend tous les personnels de l'Unité. Elle forme le Conseil de laboratoire.

1.2 Conseil de laboratoire

1.2.1 Composition

Le conseil de laboratoire se réunit en Assemblée générale, qui réunit l'ensemble des personnels statutaires et non-statutaires.

1.2.2 Compétences

Le conseil de laboratoire a un rôle consultatif. Il est consulté par le directeur de l'Unité sur :

- l'état, le programme, la coordination des recherches, la composition des équipes ;
- les moyens budgétaires à demander par l'Unité et la répartition de ceux qui lui sont alloués ;
- la politique des contrats de recherche concernant l'Unité ;
- la politique de transfert de technologie et la diffusion de l'information scientifique de l'Unité ;
- la gestion des ressources humaines ;
- la politique de formation par la recherche ;
- les conséquences à tirer de l'avis formulé par la ou les sections du Centre National de la Recherche Scientifique dont relève l'Unité ;
- le programme de formation en cours et pour l'année à venir ;
- toutes mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Unité et susceptibles d'avoir une incidence sur la situation et les conditions de travail du personnel.

Le directeur de l'Unité peut en outre consulter le conseil de laboratoire sur toute autre question concernant l'Unité.

En application de l'article 241-1 du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié, le conseil de laboratoire est consulté préalablement à l'établissement du rapport de stage des fonctionnaires nommés dans les corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration (ITA) de la recherche.

En application de l'article 18 du décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié, l'avis du conseil de laboratoire est recueilli en vue de la nomination du directeur de l'Unité.

Le conseil de laboratoire reçoit communication :

- du relevé des propositions du Comité scientifique ou du Comité d'orientation et de surveillance telles qu'elles ressortent du procès-verbal du Comité ;
- des documents, décrits à l'article 7 de la décision du CNRS du 17 septembre 1990, préparés par le directeur de l'Unité à l'intention du comité scientifique.

Lorsque l'Unité est évaluée par une ou plusieurs sections du CNRS, le conseil de laboratoire joint au dossier un rapport pouvant comporter ses observations à l'adresse des sections.

Le conseil de laboratoire est tenu informé par le directeur de l'Unité de la politique du ou des instituts du CNRS, ainsi que des politiques scientifiques des autres établissements de tutelle de l'Unité et de leur incidence sur le développement de l'Unité

Le conseil de laboratoire désigne les représentants des personnels qui siègeront au Comité scientifique ou au Comité d'orientation et de surveillance de l'Unité.

1.2.3 Fonctionnement

Le conseil de laboratoire est présidé par le directeur de l'Unité. Il se réunit au moins trois fois par an. Le directeur ou le directeur-adjoint communique au plus tard une semaine avant la date du conseil un projet d'ordre du jour, par mail à l'ensemble des membres. Ceux-ci peuvent lui faire part par retour de mail de leurs demandes de modification de l'ordre du jour. Les documents préparatoires éventuels sont également joints au mail de convocation.

1.3 Organisation de l'Unité

L'Unité ne dispose pas d'équipes.

Par décision du conseil de laboratoire de janvier 2013, le directeur d'unité consulte le conseil de laboratoire pour toute décision d'allocation de ressources supérieure à 1500 €. Les décisions d'allocations inférieures à cette somme sont prises par lui seul. Tout membre peut toutefois porter cette décision discrétionnaire devant le conseil de laboratoire.

Un poste de secrétaire général est créé au sein de l'unité, afin de veiller avec le directeur de l'Unité à la bonne marche administrative et financière du laboratoire et de prendre les décisions mentionnées dans ce qui suit. Claude Couture est secrétaire général.

1.4 Accès aux systèmes d'information (SI) de l'Unité

Les conditions d'accès aux SI de l'Unité, y compris les SI sensibles relevant de secteurs scientifiques protégés, et de restitution des moyens d'accès aux SI sont définies de façon détaillée par la PSSI opérationnelle applicable à l'Unité. En tout état de cause les personnes non concernées par les activités de l'Unité ne peuvent avoir accès aux systèmes d'information de l'Unité sans l'autorisation du directeur d'Unité.

1.5 Accès aux locaux

Les membres qui en font la demande disposent d'une clef d'accès au laboratoire et d'une place de parking, selon les disponibilités de celui-ci.

Toute personne quittant l'Unité (démission, mutation, départ à la retraite, fin de stage, fin de contrat...) doit libérer les locaux et restituer l'ensemble des moyens d'accès à ceux-ci (clé, badge de parking...) ainsi que le matériel octroyé en prêt.

Chapitre 2 : Ressources humaines

Article 2 : Durée du travail

Le personnel nécessaire au fonctionnement de l'Unité est affecté à celle-ci par décision des tutelles qui restent individuellement employeur de leurs agents. Chaque agent affecté à l'Unité est régi, pour ce qui concerne les dispositions relatives à ce chapitre, par les dispositions statutaires propres à son cadre d'emploi et aux règles en vigueur dans l'établissement qui verse sa rémunération.

Pour les personnels CNRS, la durée annuelle de travail est fixée à 1 607 heures pour un temps plein, en référence au code du travail. Cette durée tient compte des 7 heures de travail dues au titre de la journée de solidarité (les modalités d'accomplissement de cette journée sont précisées au paragraphe 4.3 du présent règlement intérieur).

Période de référence du 1er janvier au 31 décembre.

Les modalités de mise en œuvre dans l'Unité prennent en compte les dispositions du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié et de son arrêté d'application du 31 août 2001 ainsi que celles du cadrage national du CNRS en date du 23 octobre 2001 modifié.

Article 3 : Horaires

3.1. Durée hebdomadaire de travail

Le personnel est tenu au respect des horaires et de la durée du travail fixés en fonction des dispositions statutaires et réglementaires relatives à la durée hebdomadaire de travail et aux congés fixés par son employeur et en tenant compte des nécessités de service de l'Unité.

Les dispositions applicables pour les personnels universitaires sont explicitées en annexe.

La durée hebdomadaire du travail effectif pour chaque personnel de l'Unité travaillant à temps plein est fixée sur la base d'un cycle de travail de 5 jours. Elle est calculée en fonction des dispositions réglementaires :

pour les personnels CNRS, elle est de 38 h 30 [disposition de l'article 4 du cadrage national du CNRS].

Seuls les personnels autorisés à accomplir un service à temps partiel d'une durée inférieure ou égale à 80 % peuvent travailler selon un cycle hebdomadaire de travail inférieur à 5 jours.

Le temps de travail correspond au temps de travail effectif. Il ne prend pas en compte la pause méridienne qui ne peut être ni inférieure à 45 minutes ni supérieure à 2 heures.

La plage horaire de travail de référence commence à 7 h 45 et se termine à 19 h 00 les jours ouvrés.

Après accord du directeur de l'Unité et sous réserve des nécessités de service, certains personnels peuvent pratiquer un horaire décalé par rapport à la plage horaire de référence.

Article 4 : Congés

4.1. Congés annuels et RTT

Le nombre de jours de congés annuels et le nombre de jours accordés au titre de l'aménagement du temps de travail sont fixés dans le respect des dispositions statutaires et réglementaires telles que définies par l'employeur de l'agent.

Les dispositions des circulaires applicables pour les universités sont applicables pour le personnel universitaire.

Les dispositions des circulaires applicables pour le Ministère de la Justice sont applicables pour le personnel Justice.

Pour le personnel CNRS :

L'agent travaillant selon une durée hebdomadaire de travail de 38 h 30 bénéficie de :

- 32 jours ouvrés de congés annuels (du lundi au vendredi) par année civile (1er janvier au 31 décembre) ;
- 12 jours au titre de l'Aménagement et de la Réduction du Temps de Travail (jours RTT) ; article 8 du cadrage national du CNRS. Déduction faite de la journée de solidarité.
- 1 à 2 jours de congés accordés au titre du fractionnement (1 jour quand les congés sont pris entre la période du 31 octobre au 1er mai pour une durée de 5 à 7 jours et 2 jours si cette durée est au moins égal à 8 jours).

Les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel bénéficient d'un nombre de jours de congés annuels et de jours RTT calculés en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service. Par exemple, un agent travaillant selon une quotité de temps de travail de 80% sur 4 jours bénéficie de 26 jours de congés annuels ($32 \times 4/5$). En revanche, l'agent travaillant selon une quotité de temps de travail de 80 % sur 5 jours bénéficie du même nombre de jours de congés annuels qu'un agent exerçant ses fonctions à temps plein soit 32 jours.

Les jours RTT sont, quant à eux, proratisés en fonction de la quotité de temps de travail de l'agent. Par exemple, le nombre de jours de congés annuels et RTT d'un agent exerçant ses fonctions à temps partiel selon une quotité de temps de travail de 80 % sur 4 jours est calculé au prorata de la quotité travaillée. En revanche, l'agent travaillant à temps partiel selon une quotité de temps de travail de 80 % sur 5 jours bénéficie du même nombre de jours de congés annuels et RTT qu'un agent exerçant ses fonctions à temps plein.

Les jours de fractionnement auxquels les agents à temps partiel ont droit, le cas échéant, ne sont pas proratisés.

Les jours de fêtes légales, dont la liste est déterminée annuellement par le Ministère chargé de la fonction publique comme pouvant être chômés et payés pour l'ensemble des personnels de l'Etat, ne donnent pas lieu à récupération même lorsque ces jours coïncident avec une journée de temps partiel.

Les jours de fermeture de l'Unité sont décidés au début de chaque année par le Directeur de l'Unité après avis du conseil de laboratoire et en fonction des règles en vigueur dans l'établissement hôte. Ces jours de fermeture imposés sont décomptés en priorité du contingent de jours RTT en début d'année des agents sauf lorsqu'ils coïncident avec une journée habituellement non travaillée au titre du temps partiel. De la même manière, lorsqu'un jour de fermeture coïncide avec une journée de congé de maladie ou une période de congé tel que congé de maternité, de paternité, d'adoption ou de formation, cette journée déduite automatiquement par l'outil de gestion des congés en début d'année est restituée.

La règle de proratisation pour une arrivée ou un départ en cours d'année s'applique en fonction de la durée de présence sur l'année pour les congés annuels ainsi que pour les RTT.

Les absences au titre des congés de maladie (COM, CLM, CLD, CGM) réduisent à due proportion le contingent annuel de jour de RTT.

4.2. Conditions d'octroi et d'utilisation

4.2.1 Conditions d'octroi

Le dépôt des congés fait nécessairement l'objet d'une demande au moyen du logiciel de gestion de congés « Agate » connexion : <https://agate.cnrs.fr>, accès contrôlé par Janus, nécessitant un mot de passe octroyé sur demande.

La validation des congés s'effectue par Murielle Polidori (valideur), ou le chef de service, en son absence délégation est faite à Claude Couture, gestionnaire de l'unité dans Agate ou Fabien Jobard. Un délai de prévenance de 2 jours doit être respecté.

Le suivi des congés (annuels et RTT) est réalisé dans l'Unité sous la responsabilité du directeur de l'Unité via le logiciel Agate.

Les congés sont accordés sous réserve des nécessités du service. Tout refus de congé est motivé.

4.2.2 Conditions d'utilisation

L'absence de service ne peut excéder 31 jours consécutifs (la durée du congé est calculée du premier au dernier jour sans déduction des samedis, dimanches et jours fériés) [sauf disposition spécifique liée à la fermeture du site] (sauf congé bonifié ou utilisation de jours épargnés sur un compte épargne temps).

Le report des jours de congés annuels et des jours RTT non utilisés pendant l'année civile est autorisé jusqu'au dernier jour du mois de février de l'année suivante. Les jours qui n'ont pas été utilisés à cette date sont définitivement perdus sauf si ces jours ont été épargnés sur un compte épargne temps.

Exception à ce principe : si l'agent n'a pas été en mesure d'épuiser tout ou partie des congés au 31 décembre de l'année du fait de son placement en congé maladie (quel qu'il soit) à la fin de la période de référence, il bénéficie du droit au report automatique du reliquat de congés non utilisé sur l'année suivante, même au-delà du dernier jour de février.

Les autorisations spéciales d'absence (ASA) :

Les agents peuvent bénéficier d'autorisations exceptionnelles d'absence non imputées sur les droits à congés annuels/RTT. Celles-ci sont soumises à l'approbation du responsable hiérarchique (accord ou non en fonction des nécessités de service).

La liste des ASA et des règles associées est consultable sur la circulaire CNRS du 18 juin 2012 (voir annexe 1 du règlement intérieur).

4.3 Journée de solidarité

En application de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée, les agents de l'Unité sont tenus d'effectuer une journée de solidarité de 7 heures accomplie.

4.4. Compte épargne temps (CET)

Pour le personnel CNRS et du Ministère de la Justice :

Tout agent titulaire ou non titulaire de l'Unité, employé de manière continue depuis au moins un an dans une administration de l'Etat, un établissement public à caractère administratif de l'Etat ou un établissement public local d'enseignement, peut ouvrir un CET.

Les conditions d'alimentation et d'utilisation du CET sont fixées par le décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié et par son arrêté d'application du 20 janvier 2004 modifié.

Pour le personnel CNRS :

Le CET peut être alimenté à l'aide du formulaire spécifique disponible sur le site internet du CNRS au plus tôt le 1^{er} novembre et au plus tard le 31 décembre de l'année. Cette demande d'alimentation doit être accompagnée d'un décompte précis des congés pris par l'agent signé du directeur de l'Unité.

Les conditions sont : avoir pris au minimum 20 jours de congés annuels (hors report n-1) dans l'année considérée, le CET peut donc être alimenté dans la limite de 26 jours par an.

La gestion et le suivi du CET sont confiés au service des ressources humaines de la délégation régionale du CNRS.

Article 5 : Absences

5.1. Absence pour raison médicale

Toute indisponibilité consécutive à la maladie doit, sauf cas de force majeure, dûment être justifiée et signalée au directeur de l'Unité dans les 24 heures. Sous les 48 heures qui suivent l'arrêt de travail l'agent doit produire un certificat médical.

Article 6 : Missions

Tout agent se déplaçant pour l'exercice de ses fonctions, doit être en possession d'un ordre de mission délivré préalablement au déroulement de la mission par le Directeur de l'Unité. Ce document assure notamment la couverture de l'agent au regard de la réglementation sur les accidents de service. La mission doit être autorisée par le Directeur de l'Unité lorsqu'elle est financée sur les moyens propres du laboratoire.



La réglementation impose l'autorisation préalable du fonctionnaire sécurité défense pour les missions des agents CNRS dans certains pays étrangers. (Voir la liste mise à la disposition des missionnaires)

L'agent amené à se rendre directement de son domicile sur un lieu de travail occasionnel hors Ile-de-France sans passer par sa résidence administrative habituelle doit nécessairement être en possession d'un ordre de mission.

Dans l'hypothèse où l'agent utilise un véhicule administratif ou son véhicule personnel, le directeur doit avoir donné préalablement son autorisation, la signature de l'ordre de mission fait office d'autorisation.

Chapitre 3 : Santé et sécurité

Article 7 : Personnes ressources en matière de sécurité et de prévention des risques

7.1 Directeur d'Unité

Il lui incombe de veiller à la sécurité et à la protection des agents placés sous son autorité et d'assurer la sauvegarde des biens dont il dispose.

Un Agent de Prévention (AP) est placé sous son autorité, qui l'assiste et le conseille dans le domaine de la prévention et de la sécurité.

La nomination d'assistant(s) de prévention est sans incidence sur le principe de responsabilité du directeur d'Unité

7.2 Assistant de prévention

Le rôle de conseil et d'assistance porte sur la démarche d'évaluation des risques, la mise en place d'une politique de prévention ainsi que sur la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité dans l'Unité

Bettino Dyvrande est cet assistant de prévention. 01 34 52 17 24 (voir annexe 3 du règlement intérieur).

7.3 Équipiers de sécurité Incendie

Bettino Dyvrande est équipier sécurité incendie.

Article 8 : Organisation de la prévention au sein de l'Unité

8.1 Suivi médical des agents

Les agents bénéficient d'un suivi médical dont la périodicité est définie par le médecin de prévention (tous les 5 ans minimum ou surveillance médicale particulière en fonction de l'exposition à des risques déterminés et / ou de l'état de santé de l'agent).

Le Directeur doit veiller à ce que chaque agent de son Unité se présente aux convocations du service de médecine de prévention de la Délégation régionale du CNRS.

Coordonnées du médecin de prévention : Dr Françoise KEROMEN – 01 45 07 51 28 – francoise.keromen@dr5.cnrs.fr

8.2 Mesures de prévention spécifiques en fonction de l'activité et des risques

Les risques sont ceux mentionnés dans le DUER. Les mesures de préventions correspondantes y figurent aussi. (annexe 8)

8.3 Organisation des secours

Les consignes sont affichées dans le couloir face à la porte d'entrée du CESDIP.

Un exercice d'évacuation annuel est prévu, le personnel présent à obligation d'y participer.

Numéros d'appel d'urgence : 18 ou 112.

Centre antipoison : 01 40 05 48 48.

Sauveteurs Secouristes du Travail. Bettino Dyvrande pièce 8 poste 724.

8.4 Conduite(s) à tenir en cas d'accident lié à une activité spécifique

Il n'y a aucune activité spécifique. Les consignes générales s'appliquent (voir annexe 2 du règlement intérieur).

8.5 Accident de service

Le directeur d'Unité doit immédiatement être informé de tout accident de service, de trajet ou de mission d'agent travaillant dans son Unité, afin qu'il puisse en faire la déclaration à l'employeur de la victime de l'accident.

Numéro à appeler : 01 34 52 17 00

Une analyse permettant de définir les causes de l'accident devra être menée.

8.6 Formation à la sécurité

Le Directeur de l'Unité doit s'assurer que les agents placés sous son autorité, notamment les nouveaux entrants, ont bien reçu une formation à la sécurité et, le cas échéant, une formation spécifique adaptée à leur poste de travail. Il doit en garantir la traçabilité.

Chaque nouvel entrant recevra un livret d'accueil reprenant toutes les informations nécessaires. Avec l'accord du correspondant de formation et de l'assistant de prévention il pourra être inscrit aux formations liées à la sécurité selon le calendrier établi par la délégation régionale. Les dates seront chaque trimestre communiquées par courriel. Les formations à la sécurité devront être intégrées au plan de formation de l'Unité.

8.7 Registres

Un registre santé sécurité au travail est mis à la disposition du personnel afin de consigner toutes les observations et suggestions relatives à la prévention des risques et à l'amélioration des conditions de travail. Il permet également de signaler tout incident ou accident survenu dans l'Unité.

Ce registre est dans la pièce 8, sur la table informatique. Il doit être consulté et signé par les personnes concernées.

Un registre de signalement de danger grave et imminent, ouvert au timbre du CHSCT compétent, doit être mis à la disposition des agents : le Directeur d'Unité doit porter à la connaissance des agents l'emplacement de ce registre dans l'établissement, et s'il y a lieu, en mettre un à disposition.

Ce registre est dans la pièce 8, sur la table informatique. Il doit être consulté et signé par les personnes concernées.

8.8 Accueil de personnes extérieures

Stagiaires et visiteurs :

L'accueil de stagiaires et de visiteurs est organisé et encadré. Les visiteurs sont admis par le Directeur de l'Unité, le chercheur concerné, le secrétariat général ou le secrétariat du directeur. Les visiteurs du Centre de ressources documentaire sont accueillis par le chef de service du CRD. Les stagiaires sont accueillis par le directeur et suivis par le maître de stage.

Entreprises extérieures :

Lors de l'intervention d'entreprises extérieures dans l'Unité, une visite de prévention et, s'il y a lieu, un plan de prévention doit être réalisé.

8.9 Travail isolé

Les situations de travail isolé doivent rester exceptionnelles et être gérées de façon à ce qu'aucun agent ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.



Il appartient au Directeur d'Unité de mettre en œuvre une organisation du travail et une surveillance adaptée pour prévenir les situations de travail isolé, et, à défaut, de délivrer des autorisations de travail hors temps ouvrable, assujetties à l'obligation d'être au minimum deux.

La note CNRS en date du 30 juin 2010 indique la position du CNRS sur le travail isolé et propose des dispositions et des recommandations relatives à cette problématique (voir annexe 5).

Article 9 : Interdictions

9.1 Animaux domestiques

L'introduction d'animaux domestiques dans les locaux est strictement interdite

9.2 Tabac

En application de l'article L.3511-7 du code de la santé publique, il est interdit de fumer sur les lieux de travail.

9.3 Alcool

Il est interdit de pénétrer ou de demeurer dans l'Unité en état d'ébriété.

La consommation de boissons alcoolisées dans les locaux de travail est interdite sauf autorisation exceptionnelle du Directeur de l'Unité.

Le Directeur d'Unité doit retirer de son poste de travail toute personne en état apparent d'ébriété sur un poste dangereux pour sa santé et sa sécurité, ainsi que pour celles des autres personnes placées à proximité.

Chapitre 4 : Confidentialité, publications et communication, propriété intellectuelle

Article 10 : Confidentialité, publications et communication, propriété intellectuelle

10.1 Confidentialité

Les travaux de l'Unité constituent par définition des activités confidentielles.

Par conséquent, les personnels de l'Unité sont tenus de respecter la confidentialité de toutes les informations de nature scientifique, technique ou autre, quel qu'en soit le support, ainsi que de tous les produits, échantillons, composés, matériels biologiques, appareillages, systèmes logiciels, méthodologies et savoir-faire ou tout autre éléments ne faisant pas partie du domaine public dont ils pourront avoir connaissance du fait de leur séjour au sein de l'Unité, des travaux qui leur sont confiés ainsi que de ceux de leurs collègues.:

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur tant que ces informations ne sont pas dans le domaine public.

En l'absence de tout autre accord équivalent déjà signé, les personnels non statutaires accueillis dans l'Unité doivent impérativement signer un accord de confidentialité à leur arrivée.

Pour toute présentation et tout échange sur les travaux et résultats de recherche de l'Unité avec des partenaires publics et/ou privés, la signature d'un accord de secret entre les parties concernées est fortement recommandée. Les structures de valorisation des établissements de tutelle peuvent être utilement contactées à cet effet.

L'obligation de secret ne peut faire obstacle à l'obligation qui incombe aux chercheurs affectés à l'Unité d'établir leur rapport annuel d'activité pour l'organisme dont ils relèvent, cette communication à usage interne ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

Les dispositions du présent article ne peuvent pas non plus faire obstacle à la soutenance d'une thèse ou d'un mémoire par un chercheur, un boursier ou un stagiaire affecté à l'Unité qui pourra se faire le cas échéant à huis clos.

Les règles déterminant la classification du niveau de confidentialité des informations et des systèmes d'information, les règles de marquage des documents et de cartographie des systèmes d'information, ainsi que les règles concernant les mesures de protection applicables à ces informations et systèmes d'informations figurent dans la Charte Sécurité des Systèmes d'Information de l'Unité et sont détaillées par la PSSI opérationnelle de l'Unité.

10.2 Publications et communications

10.2.1 Autorisation préalable du directeur de l'Unité

Toute publication et communication doit respecter la législation en vigueur et notamment concernant :

- les informations nominatives (déclaration à la CNIL),
- la réglementation PPST applicable lorsque le sujet de la publication relève d'un secteur protégé,
- les droits d'auteurs sur les textes, images, sons, vidéos...

10.2.2 Formalisme des publications et communications

Les publications des personnels de l'Unité font apparaître le lien avec les organismes de tutelle. L'affiliation correspond aux dispositions de la convention quinquennale en vigueur.

Un exemplaire de toutes les publications (articles, revues, thèses...) dont tout ou partie du travail a été effectué à l'Unité doit être remis dès parution à Corinne Balmette, chef de service du CRD.

Ces publications doivent également comporter les éventuelles mentions requises par l'organisme contribuant à financer les travaux ayant conduit à la publication.

Les personnels de l'Unité sont tenus de respecter les règles de communication du CNRS explicitées dans la Charte de la Communication du CNRS et/ou des autres établissements de tutelle.

Pour les seuls secteurs scientifiques sensibles : toute communication, enseignement, qu'il s'agisse d'un colloque, d'un séminaire ou d'un congrès est soumise à autorisation du Haut Fonctionnaire Sécurité Défense du MESR par l'intermédiaire du Fonctionnaire sécurité Défense du CNRS.

10.2.3 Logos et marques

Les personnels ne peuvent en aucun cas utiliser ni faire référence aux dénominations sociales, logos ou aux marques des tutelles à toute autre fin que la communication scientifique, sans autorisation préalable écrite desdites tutelles.

Pour le CNRS, cette demande d'autorisation doit être présentée au chargé de communication de la Délégation régionale dont dépend l'Unité.

10.2.4 Création de sites web

La création de sites internet, de blogs et autres diffusions sur internet concernant les travaux d'un ou plusieurs personnels de l'Unité doit faire l'objet d'une autorisation du Directeur de l'Unité ainsi que des représentants des tutelles de l'Unité.

La diffusion d'informations sur les travaux de l'Unité est autorisée seulement sur le site internet officiel de l'Unité après accord du Directeur de l'Unité et, le cas échéant, dans le respect des dispositions contractuelles des conventions dans le cadre desquelles ces publications sont réalisées.

Il est rappelé dans l'installation et la gestion d'un serveur www que le Directeur de l'Unité est responsable de l'information délivrée par le serveur de son laboratoire (cf. <http://www.urec.cnrs.fr/article408.html>).

De manière analogue à une publication traditionnelle, un serveur doit avoir "un Directeur de publication" qui assure la responsabilité de l'information qui est accessible sur le serveur. Cette fonction ne peut être assurée que par le Directeur de l'Unité. Un serveur doit respecter les lois sur la presse et tous les moyens de diffusion plus classiques.

Toute diffusion d'informations sur support soit papier, soit informatique, soit page web émanant des Unités du CNRS doit respecter la charte graphique du CNRS, consultable à l'adresse : <http://www.cnrs.fr/compratique/index.htm> et la charte graphique des autres tutelles le cas échéant.

10.3 Cahiers de laboratoire

Il est demandé à tous les personnels de recherche de l'Unité de tenir un cahier de laboratoire afin de garantir le suivi et la protection des résultats de leurs travaux.

Le cahier garantit la traçabilité et la transmission des connaissances. C'est également un outil juridique en cas de litige.

Les cahiers de laboratoire appartiennent aux tutelles de l'Unité et sont conservés au laboratoire même après le départ d'un personnel (dans certains cas une copie peut être laissée à l'agent).

10.4 Propriété intellectuelle

Les inventions et droits patrimoniaux sur les logiciels obtenus au sein de l'Unité appartiennent aux tutelles de l'Unité en application de l'article L.611-7 et L113-9 du code de la propriété intellectuelle et conformément aux accords passés entre lesdites tutelles.

Dans tous les cas, les tutelles de l'Unité disposent seules du droit de protéger les résultats issus des travaux de l'Unité et notamment du droit de déposer des titres de propriété intellectuelle correspondants.

Le personnel de l'Unité doit prêter son entier concours aux procédures de protection des résultats issus des travaux auxquels il a participé, et notamment au dépôt éventuel d'une demande de brevet, au maintien en vigueur d'un brevet et à sa défense, tant en France qu'à l'étranger.



Les tutelles s'engagent à ce que le nom des inventeurs soit mentionné dans les demandes de brevets à moins que ceux-ci ne s'y opposent.

Toute personne accueillie au sein de l'Unité, sans lien statutaire ou contractuel avec les tutelles de l'Unité, doit avoir signé à la date de son arrivée dans le laboratoire, une convention d'accueil prévoyant notamment les dispositions de confidentialité, de publications et de propriété intellectuelle applicables aux résultats qu'elle pourrait obtenir ou pourrait contribuer à obtenir pendant son séjour au sein de l'Unité.

10.5 Obligation d'informations du Directeur d'Unité : Contrats, décisions de subvention et ressources propres

Le personnel doit informer le Directeur de l'Unité de tout projet de collaboration, en particulier internationale car elles nécessitent avant signature l'autorisation formelle du ministère de tutelle, et de toute demande de subvention de l'Unité avec des partenaires publics et/ou privés.

Un exemplaire de tout contrat doit être remis au Directeur de l'Unité après sa signature.

Tout achat d'équipement et tout recrutement de personnel doit faire l'objet d'une demande officielle auprès du Directeur de l'Unité.

Chapitre 5 : Dispositions générales

Article 11 : Discipline

Tout manquement aux droits et obligations des agents publics peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Pour les personnels CNRS, cette sanction est notifiée par le Délégué régional pour les sanctions du premier groupe (avertissement, blâme) et par le Président du CNRS pour tous les autres groupes de sanctions.

Pour le Ministère de la Justice et l'UVSQ, les sanctions disciplinaires sont prises en application des règles régissant chaque corps de personnels.

Article 12 : Formation

12.1 Correspondant formation

Le correspondant de formation de l'Unité contribue auprès du Directeur de l'Unité au recueil et à l'analyse des besoins de formation et à la définition des objectifs. Corinne Balmette est correspondant formation.

Il prépare les différentes étapes de la conception du plan de formation de l'entité, de son déroulement et de son évaluation, en liaison avec le conseiller RH/formation chargé au sein de la Délégation régionale du CNRS du suivi des agents.

Le plan de formation est transmis au service des ressources humaines de la Délégation régionale du CNRS.

Le correspondant de formation informe les personnels des actions de formation susceptibles de les intéresser, les assiste et les conseille dans leurs démarches en lien avec le responsable hiérarchique de chaque agent.

12.2 Formation par la recherche

L'encadrement des stagiaires par un agent titulaire ou non de l'Unité est soumis à l'autorisation préalable du chef d'équipe ou du Directeur de l'Unité. Tout stage effectué en partie au laboratoire doit faire l'objet d'une convention de stage tripartite signée par le stagiaire avec les tutelles concernées, avant le début du stage.

Les doctorants doivent signer la charte des thèses prévues par l'École doctorale de rattachement.

Article 13 : Utilisation des moyens informatiques et Sécurité des systèmes d'information

L'utilisation des moyens informatiques de l'Unité est soumise aux dispositions de la Charte Sécurité des Systèmes d'Information en vigueur dans l'Unité (charte SSI du CNRS ou du partenaire).

Cette charte, qui a notamment pour objet de préciser la responsabilité des utilisateurs au regard de la législation, doit être signée par tout nouvel arrivant.

La Charte Sécurité des Systèmes d'Information figure en annexe n° 6 du présent règlement intérieur.

L'utilisation des moyens informatiques de l'Unité est par ailleurs soumise à des règles de sécurité qui sont détaillées dans la PSSI opérationnelle de l'Unité, cohérente avec le dispositif de protection du potentiel scientifique et technique.

Le CSSI (chargé de la sécurité des systèmes d'information) est Bettino Dyvrande. Il assiste et conseille le Directeur d'Unité dans l'élaboration du plan d'action de mise en œuvre de la PSSI opérationnelle de l'Unité et du suivi de sa mise en œuvre. Il informe et sensibilise les personnels travaillant dans l'Unité pour la mise en œuvre des consignes de sécurité des systèmes d'information. Il est le point de contact pour la signalisation des incidents de sécurité des SI qui concernent le personnel et les systèmes d'information de l'Unité et remonte les incidents à la chaîne fonctionnelle SSI décrite par la PSSI opérationnelle de l'Unité.

Article 14 : Utilisation des ressources techniques collectives

Conditions et règles d'utilisation des équipements et moyens collectifs ou mutualisés.



14.1 Bibliothèque

La responsable du centre de ressources documentaires, Corinne Balmette, gère toutes les commandes après avis du directeur.

Tous les documents (ouvrages, rapports, revues, DVD...) achetés même sur des crédits recherche doivent être enregistrés, signalés dans le catalogue et classés en bibliothèque.

Tous les ouvrages peuvent être empruntés après enregistrement. Seuls les membres du CESDIP peuvent emprunter. Les périodiques ne doivent pas sortir des locaux.

Le « groupe politique documentaire » se réunit une fois par an au moins et décide par exemple des abonnements. Il réunit la direction du laboratoire, la documentaliste ainsi que les membres du laboratoire qui le souhaitent.

14.2 Accès aux ressources électroniques du CESDIP

Le service de documentation délivre à chaque membre du laboratoire un identifiant et un mot de passe personnels pour accéder à l'intranet documentaire ainsi qu'à l'espace collaboratif du laboratoire. Cet accès permet d'avoir accès aux PDF de certains documents et au plein texte d'un certain nombre de ressources notamment les publications des membres du CESDIP.

La règle est que les chercheurs du CESDIP transmettent au centre de ressources, dans la mesure du possible, un exemplaire de leurs publications et de leur dernier article paru.

14.3 Autres ressources

Les accès aux bases de données externes (BIBLIOSHS, AEF, Sciences Po, REFDOC, ...) sont gérés par la documentaliste.

14.4 Ouverture au public

L'accès au centre de ressources se fait sur rendez-vous. Il est ouvert aux chercheurs, aux enseignants-chercheurs, aux doctorants français et étrangers ainsi qu'aux membres du ministère de la justice.

Article 15 : Durée

Le règlement intérieur entre en vigueur à la date de signature par le Délégué régional du CNRS et des représentants dûment habilités des autres tutelles. Il peut être modifié lors du changement de Directeur de l'Unité, à son initiative ou à la demande des tutelles suite à une évolution réglementaire importante et toujours dans le respect des consultations requises au niveau réglementaire.

Dans tous les cas, à la nomination d'un nouveau Directeur de l'Unité, le présent règlement intérieur et ses annexes lui sont remis par le Délégué Régional du CNRS.

Article 16 : Publicité

Le présent règlement intérieur est porté à la connaissance des agents par voie d'affichage dans les locaux de l'Unité.

Il entre en vigueur au 1^{er} octobre 2013.

Il est ensuite consultable au secrétariat du Directeur de l'Unité et sur les murs du laboratoire.

Fait à Guyancourt,

Signature des représentants légaux des tutelles

Visa du Directeur de l'Unité



ANNEXE N° 1 : AUTORISATION D'ABSENCES
ET AMENAGEMENT D'HORAIRES

Voir la Circulaire CNRS 18 juin 2012

La circulaire imprimée peut être consultée au secrétariat du directeur

ANNEXE N° 2 : CONSIGNES D'URGENCE

En cas d'incident d'origine électrique, de fuites d'eau, de gaz, d'odeurs suspectes, d'accidents, d'incendies ou tout autre danger mettant en péril la sécurité d'un ou de plusieurs membres du laboratoire :

Prévenir impérativement

- Les secouristes présents
- Le directeur
- Les membres du laboratoire présents

URGENCES DEPUIS UN MOBILE : **112**

URGENCES DEPUIS UN POSTE INTERNE : **0+ numéro d'appel**

- SAMU : **15**
- POMPIERS : **18**
- POLICE : **17**
- CENTRE ANTIPOISON : **01 40 05 48 48**

Lorsque vous appelez un service d'urgence

Pour faciliter la rapidité de l'intervention des secours, veillez à renseigner les éléments suivants :

- Votre nom et numéro de téléphone
- L'adresse exacte où vous êtes
- La nature du problème et les risques éventuels
- Le nombre et l'état des victimes
- Les gestes déjà effectués.

En cas d'incendie

- Conserver son sang-froid, et ne pas paniquer
- Donner immédiatement l'alerte
- Prévenir les pompiers : **018**
- Déclencher l'alarme incendie
- Attaquer le feu avec les extincteurs
- Fermer les portes et les fenêtres pour éviter une extension rapide du sinistre
- Évacuer rapidement les bâtiments par les escaliers de secours en cas de signal donné par les avertisseurs sonores en suivant les recommandations des guide-files et serre-files.
- Ne pas utiliser l'ascenseur
- En cas de fumée, baissez-vous car l'air frais est près du sol.
- Rassemblement devant le mur bleu de la B.U à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement, au 45, boulevard Vauban.
- Rester groupé et vérifier que tous soient présents

ANNEXE N° 3 : RÔLE ET MISSIONS DE L'ASSISTANT DE PREVENTION

Le rôle de l'AP est défini dans l'instruction générale n° 122942DAJ relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS

L'agent proposé pour exercer les missions d'AP doit être motivé par les questions touchant à la sécurité et être prêt à recevoir les formations nécessaires. Sa compétence et sa position doivent être reconnues par l'ensemble des personnels de la structure opérationnelle.

L'AP figure à l'organigramme fonctionnel de l'Unité.

Il assure une mission de conseil et d'assistance dans la mise en œuvre des mesures de sécurité et de prévention, ainsi que dans le domaine de la santé au travail.

Il vérifie sous la responsabilité du directeur, que les obligations réglementaires sont bien appliquées dans la structure opérationnelle (aussi bien en matière de fonctionnement que d'infrastructure).

Il propose des mesures préventives de toute nature au Directeur et, après accord de celui-ci, s'assure de la mise en application notamment de celles préconisées par les IRPS, les membres des corps d'inspection et les médecins de prévention.

Il participe aux travaux du comité local d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail de la structure opérationnelle. En absence de CLHSCT, il participe au moins annuellement à une séance du conseil représentatif des personnels affectés à la structure durant laquelle les questions de santé et de sécurité au travail sont abordées (conseil de laboratoire, assemblée générale ...).

Il sensibilise les agents de la structure opérationnelle au respect des consignes et règles de sécurité et participe à leur formation.

Il informe les nouveaux arrivants dans la structure opérationnelle des dispositions du règlement intérieur, des risques particuliers rencontrés dans la structure opérationnelle et des bonnes pratiques pour les prévenir et participe à leur formation.

Il anime le groupe de travail chargé de l'évaluation des risques professionnels.

Il veille à la mise en place des premiers secours en cas d'accident, et d'une équipe de première intervention spécialisée en cas de risques spécifiques.

Il participe aux visites des installations effectuées par les membres des structures de contrôle et de conseil.

Il tire tous les enseignements des accidents et incidents survenus dans la structure opérationnelle et les communique aux IRPS et aux médecins de prévention.

Il veille à la bonne tenue du registre de santé et de sécurité au travail.

Dans le cas où plusieurs AP sont nommés au sein d'une même structure ou lorsque des personnes compétentes pour des risques spécifiques sont présentes, leurs missions respectives doivent être clairement définies par le Directeur de la structure opérationnelle.

Un entretien visant à établir le bilan de l'activité de l'AP au regard de sa lettre de cadrage est assuré au moins annuellement par le Directeur de la structure opérationnelle, à son initiative.



ANNEXE N° 4 : CIRCULAIRE RELATIVE AU TRAITEMENT DES SITUATIONS DE HARCELEMENT MORAL AU TRAVAIL

VOIR LA CIRCULAIRE

http://www.textes.justice.gouv.fr/art_pix/1_1_circulaire_07082012.pdf

Une version imprimée de cette circulaire est disponible à la demande au secrétariat du directeur.

La loi n° 2012-954 du 6 août 2012, relative au harcèlement sexuel, a été publiée au Journal Officiel du 7 août 2012. Ce texte rétablit le délit de harcèlement sexuel, clarifie sa définition, aggrave et harmonise les sanctions et renforce la prévention du harcèlement dans le monde professionnel.

ANNEXE N° 5 : NOTE SUR LE TRAVAIL ISOLE

Paris, le 30 juin 2010

Le Directeur général
Délégué aux ressourcesCoordination nationale de
prévention et de sécurité
www.cnrs.fr1 Place Aristide Briand
92190 MeudonT. 01 47 05 55 05
F. 01 47 05 53 03**Note à l'attention de
Mesdames et Messieurs les directeurs d'instituts et délégués régionaux****Objet : Travail isolé**

La question du travail isolé est abordée de façon récurrente dans notre établissement aussi bien au sein des divers comités d'hygiène et de sécurité (national, régionaux, locaux) que lors de réunions spécifiques à la prévention des risques professionnels (IRPS, ACOMO, ...).

Cette problématique couvre en réalité des situations très différentes et il convient de les distinguer en deux catégories :

- celles où un travailleur est isolé du fait de son poste de travail
- celles où un travailleur est présent sur son lieu de travail en dehors des horaires d'ouverture.

La première concerne des agents dont une partie de l'activité peut se dérouler dans des locaux géographiquement isolés ou dans lesquels ils sont seuls à travailler (atelier de mécanique, locaux confinés de type animalerie, pièce de culture, locaux de stockage, chambre froide...). Pour ces situations, lorsque les procédures ou organisations internes ne peuvent les éliminer totalement, il conviendra de mettre en œuvre des mesures compensatoires permettant de porter secours rapidement à l'agent en cas d'accident ou de malaise, parmi lesquelles se trouve l'utilisation de dispositifs d'alarme pour travailleurs isolés (DATI, voir annexe).

La seconde catégorie concerne des personnels qui viennent travailler en horaires décalés pour des raisons diverses (expérience en cours, contrainte de temps...).

Ces situations de travail isolé hors temps ouvrable ne sont pas permises et y contrevenir engage la responsabilité des directeurs d'unité.

Il appartient aux Directeurs d'unités de mettre en œuvre une organisation du travail et une surveillance adaptée pour les prévenir et, à défaut, de délivrer des autorisations de travail hors temps ouvrable (les horaires de travail doivent clairement apparaître dans le règlement intérieur) assujetties à l'obligation d'être au minimum deux.

Cependant, dans les cas où la situation de travail isolé hors temps ouvrable correspond à une **opération ponctuelle d'une durée inférieure à 1 heure** (nourrissage d'animaux par exemple, ...) et **hors zone à risque** (L2, L3, ZS, ZC, ...), le recours à un DATI peut également être envisagé exceptionnellement, après avis de l'IRPS et du CHS compétent.

En conséquence, je souhaite qu'une réflexion soit organisée sur ce sujet dans les unités de recherche pour mettre en œuvre ces dispositions. Pour cela, les délégués régionaux voudront bien adresser copie de cette note aux directeurs d'unités de leur délégation.

Des éléments réglementaires ainsi que des propositions de mesures organisationnelles sont présentés dans l'annexe jointe.

Xavier INGLEBERT

Annexe à la note sur le travail isolé

La situation de travailleur isolé

Il s'agit d'une situation où un travailleur est hors de vue ou de portée de voix d'autres personnes et sans possibilité de recours extérieur, aggravée si le travail présente un caractère dangereux.

Si un salarié est physiquement isolé mais que l'organisation ou le contenu de son activité lui permet de communiquer régulièrement avec d'autres personnes à même d'intervenir rapidement en cas d'urgence, il n'est pas considéré en situation de travailleur isolé.

Les textes réglementaires

Il n'existe aucun texte de portée générale sur ce sujet et l'approche réglementaire s'organise donc autour :

- des textes concernant les principes généraux de prévention (Article L4121-1 du code du travail) : « *L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs* »,
- de la réglementation concernant l'intervention d'entreprises extérieures, sur la nécessité d'une alerte, dans le cas du risque lié à l'isolement (art. R4512-13),
«... le chef de l'entreprise extérieure intéressé prend les mesures nécessaires pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident »,
- de différents textes relatifs à un certain nombre de travaux dangereux interdits aux travailleurs isolés et pour lesquels la présence d'un surveillant est requise (ascenseurs, installations électriques, travaux avec rayonnements ionisants...)

Toutefois, le Comité central de coordination (CNAM), dans sa séance du 4 juillet 1966, a émis le vœu suivant : « *Il est recommandé aux directions des entreprises de ne pas faire travailler un salarié seul à un poste de travail dangereux ou essentiel à la sécurité des autres travailleurs. D'autre part, tout salarié ou équipe de salariés dont le poste de travail est isolé du reste de l'entreprise doit faire l'objet d'une surveillance directe ou indirecte de jour comme de nuit* ».

De plus, des recommandations de la CNAM, particulières à certaines branches d'activité professionnelle ont été émises via leurs comités techniques nationaux (recommandations R 252 et R 416).



**ANNEXE N° 6 : CHARTE SUR LA SECURITE
DES SYSTEMES D'INFORMATION**

Voir la circulaire

<http://www.dr18.cnrs.fr/assets/files/ssi/Charte%20informatique%20CNRS.pdf>

Charte pour l'usage de ressources informatiques et de services internet du 18 janvier 2007.
(Disponible en version imprimée au secrétariat du directeur).

Annexe 6 : Réalisations**• Productions scientifiques par types de production****1. Ouvrages**

1.1. Ouvrages (en langue étrangère)

1.2. Ouvrages (en français)

2. Numéros spéciaux de revues et ouvrages dirigés

2.1. Numéros spéciaux de revues et ouvrages dirigés (en langue étrangère)

2.2. Numéros spéciaux de revues et ouvrages dirigés (en français)

3. Articles de revues

3.1. Articles dans des revues à comité de rédaction (en langue étrangère)

3.2. Articles dans des revues à comité de rédaction (en français, référencées AERES)

4. Chapitres d'ouvrages

4.1. Chapitres d'ouvrages (en langue étrangère)

4.2. Chapitres d'ouvrages (en français)

5. Colloques et séminaires

5.1. Participation à des colloques (en langue étrangère ou à l'étranger)

5.2. Participation à des colloques (en français en France)

5.3. Participation à des séminaires (en langue étrangère ou à l'étranger)

5.4. Participation à des séminaires (en français en France)

5.5. Organisation de colloques et séminaires

1. Ouvrages**1.1. Ouvrages (en langue étrangère)**

- 1) Body-Gendrot S., 2012, *Globalization, Fear and Insecurity. The Challenges for Cities North and South*, New York, Palgrave Macmillan, Collection « Transnational Crime, Crime Control and Security ».
- 2) Crettiez, X., 2009, *Las formas de la violencia*, Buenos Aires, Waldhuter Editores.
- 3) Jobard F., 2011, *Abusos policiales. La fuerza pública y sus usos*, Buenos Aires, Prometeo Libros, Collection « Estudios Policiales ».
- 4) Le Goaziou V., Mucchielli L., 2010, *I giovani e la violenza. Una questione aperta*, Bologna, Clueb, Collection « Heuresis Criminologia » (traduction Bessie Leconte, Cesdip).
- 5) Robert Ph., 2010, *Sociologia do crime*, Petropolis, Vozes, 2^e édition.
- 6) Robert Ph., 2013, *Il Cittadino, Il Crimine e lo Stato*, Macerata, Edizione Università di Macerata, Collection « Sociologia della devianza » ((traduction Bessie Leconte, Cesdip).
- 7) Ventre D., 2009, *Information Warfare*, London, Wiley.

1.2. Ouvrages (en français)

- 1) Bénec'h-Le Roux P., 2008, *Au tribunal pour enfants ; l'avocat, le juge, le procureur et l'éducateur*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Le Sens Social ».
- 2) Berlière J.-M., 2010 *Policiers sous l'Occupation*, Paris, Perrin-Tempus.
- 3) Berlière J.-M., 2010, *Marie-François Goron. L'amour criminel. Les mémoires du chef de la sûreté de Paris à la Belle Époque*, Paris, André Versaille Éditeur.
- 4) Berlière J.-M., 2011, *Naissance de la police moderne*, Paris, Tempus.
- 5) Berlière J.-M., Lévy R., 2011, *Histoire des polices en France : de l'ancien régime à nos jours*, Paris, Nouveau-Monde Éditions.
- 6) Berlière J.-M., Le Goarant de Tromelin F., 2013, *Liaisons dangereuses. Miliciens, truands, résistants. Paris, 1944*, Paris, Perrin.
- 7) Berlière J.-M., Liaigre F., 2008, *Liquidier les traîtres. La face cachée du PCF (1941-1943)*, Paris, Robert Laffont.
- 8) Berlière J.-M., Liaigre F., 2009, *L'affaire Guy Môquet. Enquête sur une mystification officielle*, Paris, Larousse.
- 9) Blanchard E., 2011, *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Paris, Nouveau Monde Éditions.

- 10) Body-Gendrot S., 2008, *La peur détruira-t-elle la ville ?*, Paris, Bourin Éditeur, Collection « Place de la Sorbonne ».
- 11) Carra C., 2009, *Violences à l'école élémentaire. L'expérience des élèves et des enseignants*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Éducation et Société ».
- 12) Favarel-Garrigues G., Godefroy Th., Lascoumes P., 2009, *Les sentinelles de l'argent sale. Les banques aux prises avec l'antiblanchiment*, Paris, La Découverte.
- 13) Hassenteufel P., 2012, *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, Armand Colin, Collection « U Sociologie » (2^e édition).
- 14) Le Goaziou V., Mucchielli L., 2009, *La violence des jeunes en question*, Nîmes, Champ Social Éditions, Collection « Questions de Société ».
- 15) Marlière É., 2008, *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Paris, Fayard.
- 16) Matelly J.-H., 2010, *L'affaire Matelly*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch Éditeur, Collection « Coup de Gueule ».
- 17) Mouhanna Ch., 2011, *La police contre les citoyens ?*, Nîmes, Champ Social Éditions, Collection « Questions de Société ».
- 18) Mouhanna Ch., Bastard B., 2010, *L'avenir du juge des enfants. Éduquer ou punir ?*, Toulouse, Érès, Collection « Trajets ».
- 19) Ocqueteau F., Pichon P., 2010, *Fichier STIC, Une mémoire policière sale*, Paris, J.C. Gawsewitch Éditeur.
- 20) Ocqueteau F., Warfman D., 2011, *La sécurité privée en France*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Que Sais-Je ? ».
- 21) Robert Ph., Zauberman R., 2011, *Mesurer la délinquance*, Paris, Les Éditions de Sciences-Po, Collection « La Bibliothèque du Citoyen ».
- 22) Ventre D., 2011, *Cyberespace et acteurs du cyberconflit*, Paris, Lavoisier, Collection « Cyberconflits et Cybercriminalité ».

2. Numéros spéciaux de revues et ouvrages dirigés

2.1. Numéros spéciaux de revues et ouvrages dirigés (en langue étrangère)

- 1) Aubusson de Cavarlay B., Aebi M.F., Barclay G., Gruszczyńska B., Harrendorf S., Heiskanen M., Hysi V., Jaquier V., Jehle J.M., Killias M., Shostko O., Smit P., Pórisdóttir R., 2010, *European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics - 2010*, 4th Edition, Den Haag, WODC, Boom Juridische Uitgevers (ouvrage téléchargeable sur le site Internet : [http://www.europeansourcebook.org/ob285_full.pdf]).
- 2) Aubusson de Cavarlay B., Jehle J.M., Harrendorf S., Aebi M., Barclay G., Gruszczynska B., Heiskanen M., Hysi V., Jaquier V., Killias M., Lewis Ch., Mugellini G., Savona E., Shostko O., Smit P., Thorisdottir R., (eds.), 2010, *Defining and Registering Criminal Offences and Measures. Standards for European Comparison*, Göttingen, Universitätsverlag Göttingen (ouvrage téléchargeable sur le site Internet : [http://webdoc.sub.gwdg.de/univerlag/2010/GSK10_jehle.pdf]).
- 3) Bailleau F., Cartuyvels V. (Eds), 2010, *The Criminalisation of Youth. Juvenile Justice in Europe, Turkey and Canada*, Bruxelles, VubPress.
- 4) Body-Gendrot S., Carré J., Garbaye R. (Eds), 2009, *A City of One's Own. Blurring the Boundaries between Private and Public*, London, Ashgate.
- 5) Body-Gendrot S., Spierenburg P.C. (Eds), 2008, *Violence in Europe. Historical and Contemporary Perspectives*, New York, Springer.
- 6) Body-Gendrot S., Hough M., Kereczi K., Lévy R. Snacken S. (Eds), 2013, *The Routledge Handbook of European Criminology*, Oxford, Routledge.
- 7) Esterle-Hedibel M., 2009, *International Journal on Violence and School*, 9, 3-7 (téléchargeable : [<http://www.ijvs.org/4-6053-Article.php?id=70&tarticle=0>]).
- 8) Jobard F., Waddington D., King M. (Eds), 2009, *Rioting in the UK and France. A Comparative Analysis*, Cullompton, Willan Publishing.
- 9) Lévy R., Mehra A.K. (Eds), 2011, *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson.
- 10) Mucchielli L. (ed.), 2009, *The Security Mania. France 2010, Carceral Notebooks*, 5.

- 11) Robert Ph. (ed.), 2009, *Comparing Crime Data in Europe. Official Crime Statistics and Survey Based Data*, Brussels, Vrije Universiteit Brussels Press, Collection « Criminologische Studies ».
- 12) Robert Ph. (ed.), 2009, *Evaluation Safety and Crime Prevention Policies in Europe*, Brussels, Vrije Universiteit Brussels Press, Collection « Criminologische Studies ».
- 13) Ventre D. (ed.), 2011, *Cyberwar and Information Warfare*, Wiley ISTE.
- 14) Ventre D. (ed.), 2012, *Cyber Conflicts. Competing National Perspectives*, Wiley ISTE.
- 15) Vesentini F., Vanneste C., Louette J., Minne B. (Eds), 2012, *Belgische strafrechtelijke statistieken ten tijde van de informatisering. Uitdagingen en perspectieven*, Gent, Academia Press.
- 16) Zauberman R. (ed.), 2008, *Victimisation and Insecurity in Europe. A Review of Surveys and their Use*, Brussels, Vrije Universiteit Brussels Press, Collection « Criminologische Studies ».
- 17) Zauberman R. (ed.), 2009, *Self-Reported Crime and Deviance Studies in Europe. Current State of Knowledge and Review of Use*, Brussels, Vrije Universiteit Brussels Press, Collection « Criminologische Studies ».

2.2. Numéros spéciaux de revues et ouvrages dirigés (en français)

- 1) Bailleau F. (dir.), 2008, « *Évolution ou rupture ? La justice des mineurs en question* », *Actes de la 16^e Conférence Internationale de l'Association de recherche en criminologie juvénile*, Vaucresson, éditions CNFE-PJJ/2RJ-CNRS.
- 2) Bailleau F., Cartuyvels Y., De Fraene D. (dir.), 2009, *La Justice pénale des mineurs en Europe et ses évolutions. La criminalisation des mineurs et le jeu des sanctions*, *Déviance et Société*, 33, 3.
- 3) Baillergeau É., Bellot C. (dir.), 2008, *Les transformations de l'intervention sociale. Entre innovation et gestion des nouvelles vulnérabilités ?*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, Collection « Problèmes Sociaux et Interventions Sociales ».
- 4) Berlière J.-M., 2009, *Au cœur de la Préfecture de Police : de la Résistance à la Libération*, Paris, Éditions LBM.
- 5) Berlière J.-M., Denys C., Kalifa D., Milliot V. (dir.), 2008, *Métiers de police. Être policiers en Europe, xviii^e-xx^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- 6) Berlière J.-M., Lévy R. (dir.), 2010, *Le témoin, le sociologue et l'historien. Quand les policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau Monde Éditions.
- 7) Berlière J.-M., Fournié P. (dir.), 2011, *Fichés ? Photographie et identification, 1850-1960*, Paris, Perrin.
- 8) Blanchard E., 2011 (dir.), *Métiers de police en situation coloniale*, *Crime, Histoire & Sociétés/Crime, History and Societies*, 15, 2.
- 9) Blanchard E., 2011, « *Le monde du contact dans l'Algérie coloniale* », *Le Mouvement Social*, 236 (avec Sylvie Thénault).
- 10) Blanchard E., 2012 (dir.), *Ordre colonial, Genèses. Histoire & Sciences Sociales*, 86.
- 11) Blanchard V., Revenin R., Yvrol J.-J. (dir.), 2010, *Les jeunes et la sexualité. Initiatives, interdits, identités (XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris, Autrement, Collection « Mutations/Sexe en Tous Genres ».
- 12) Boussaguet L., Jacquot S., Ravinet P. (dir.), 2010, *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Les Presses de Sciences Po (3^e édition actualisée et augmentée).
- 13) Crettiez X, Mucchielli L. (dir.), 2010, *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, Collection « Recherches ».
- 14) Crettiez X., Morel S., Rouyer M., Alcaud D., Bouvet L., Contamin J.G. (dir.) 2010, *Dictionnaire de sciences politiques*, Paris, Sirey (2^e édition).
- 15) Crettiez X., Sommier I. (dir.), 2012, *Les dimensions émotionnelles du Politique. Chemins de traverse avec Philippe Braud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Res Publica ».
- 16) Darley M., Gauthier J., Hartmann E., Mainsant G., 2010, *L'État au prisme du contrôle des déviations : plaider pour une approche ethnographique*, *Déviance et Société*, 34, 2.
- 17) De Maillard J., Surel Y. (dir.), 2012, *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Les Éditions de Sciences Po.
- 18) Le Goff T., Malochet V., 2010, *Les villes face à l'insécurité*, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155.
- 19) Malochet V., Boucher M. (dir.), 2012, *Regards croisés sur la régulation sociale des désordres*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales ».
- 20) Mouhanna Ch., Milburn Ph. (dir.), 2010, *Le parquet et les politiques pénales en France*, *Droit et Société*, 74.

- 21) Mouhanna Ch., 2011 (dir.), *Ficher et Mesurer : les paradoxes du contrôle*, Paris, *Sociologies pratiques*, n°22.
- 22) Mucchielli L. (dir.), 2008, *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, Collection « Sur le Vif ».
- 23) Mucchielli L., Spierenburg P.C. (dir.), 2009, *Histoire de l'homicide en Europe, de la fin du Moyen Âge à nos jours*, Paris, La Découverte, Collection « Recherches ».
- 24) Piazza P. (dir.), 2011, *Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala.
- 25) Piazza P., Ceyhan A. (dir.), 2011, *L'identification biométrique. Champs, acteurs, enjeux et controverses*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Collection « Pratics ».
- 26) Pruvost G., Cardi C., 2011, Le contrôle social des femmes violentes, *Champ Pénal/ Penal Field*, VIII (dossier complet téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/7735>]).
- 27) Pruvost G., Cardi C. (dir.), 2012, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte.
- 28) Robert Ph. (dir.), 2009, *Mesurer la délinquance en Europe. Comparer statistiques officielles et enquêtes*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales ».
- 29) Robert Ph., 2009, *L'évaluation des politiques de sécurité et de prévention de la délinquance en Europe*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales ».
- 30) Ventre D. (dir.), 2010, *Cyberguerre et guerre de l'information. Stratégies, règles, enjeux*, Paris, Lavoisier, Collection « Management, Société et Technologie ».
- 31) Vesentini F., Vanneste C., Louette J., Minne B. (dir.), 2012, *Les statistiques pénales belges à l'heure de l'informatisation. Enjeux et perspectives*, Gent, Academia Press.
- 32) Yvrol J.-J., Caron J.C., Stora-Lamarre A. (dir.), 2009, *Les âmes mal nées. Jeunesse et délinquance urbaine en France et en Europe (XIX^e-XXI^e siècles)*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, Série « Historiques ».
- 33) Yvrol J.-J., Youf D. (dir.), 2012, 60 ans de formation. De Vauresson à l'ENPJJ, *Les Cahiers Dynamiques*, 52, hors-série.
- 34) Zauberman R. (dir.), 2009, *Les enquêtes de délinquance et de déviance autoreportées en Europe. État des savoirs et bilan des usages*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales ».
- 35) Zauberman R., (dir.), 2009, *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales ».

3. Articles de revues

3.1. Articles dans des revues a comité de rédaction (en langue étrangère)

- 1) Blanchard E., 2012, Eliminer os indesejáveis : uma lógica de ação para o policiamento dos argelinos em Paris (1944-1962), *Topoi. Revista de História*, 13, 25, 45-53.
- 2) Body-Gendrot S., 2008, Muslims: Citizenship, Security and Social Justice in France, *International Journal of Law, Crime and Justice*, 36, 247-256.
- 3) Body-Gendrot S., 2009, A Plea for Urban Disorder, *British Journal of Sociology*, 60, 1, 65-73.
- 4) Body-Gendrot S., 2010, European Policies of Social Control Post -9/11, *Social Research*, 77, 1, 181-204.
- 5) Body-Gendrot S., 2010, Police Marginality, Racial Logics, and Discrimination in the *Banlieues* of France, *Ethnic and Racial Studies*, 33, 4, 656-674.
- 6) Body-Gendrot S., 2013, Urban Violence in France and in England: Comparing Paris (2005) and London (2011), *Policing and Society*, 23, 1, 6-25.
- 7) Carra C., 2009, Pour une approche contextuelle de la violence : le rôle du climat d'école, *International Journal on Violence and Schools*, 8, 2-23 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.ijvs.org/files/Revue-08/01.-Carra-ljvs-8.pdf>]).
- 8) Carra C., 2009, European Trends in Research into Violence and Deviance in Schools. Achievements, Problems and Outlook, *International Journal on Violence and School*, 10, 97-110 (article téléchargeable : [<http://www.ijvs.org/files/Revue-10/05.-Carra-ljvs-10-en.pdf>]).
- 9) Carra C., Esterle-Hedibel M., 2009, Violences à l'école : tendances européennes de la recherche, *International Journal on Violence and School*, 9, 3-101 (dossier téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.ijvs.org/4-6053-Article.php?id=75&tarticle=0>]).

- 10) De Maillard J., Savage S., 2012, Comparing Performance: the Development of Police Performance Management in France and Britain, *Policing & Society*, 22, 4, 363-383.
- 11) De Maillard J., Smith, A., 2012, Projecting National Preferences: Police Co-Operation, Organizations and Politics, *Journal of European Public Policy*, 19, 2, 257-274.
- 12) Esterle-Hedibel M., 2009, Introduction, *International Journal on Violence and School*, 9, 3-7 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.ijvs.org/4-6053-Article.php?id=70&tarticle=0>]).
- 13) Gauthier J., Lukas T., 2011, Warum kontrolliert die Polizei (nicht)? Unterschiede im Handlungsrepertoire deutscher und französischer Polizisten, *Soziale Probleme*, 2, 22, 174-206.
- 14) Godefroy Th., Favarel-Garrigues G., Lascoumes P., 2011, Reluctant Partners? Banks in the Fight against Money-Laundering and Terrorism Financing in France, *Security Dialogue*, 42, 2, 179-196.
- 15) Hassenteufel P., Smyrl M., Genieys W., Moreno J., 2010, Programmatic Actors and the Transformation of European Health Care States, *Journal of Health Politics, Policy and Law*, 35, 4, 509-530.
- 16) Jobard F., 2009, Rioting as a Political Tool. The 2005 French Riots, *Howard Journal of Criminal Justice*, 48, 3, 235-244.
- 17) Jobard F., 2012, Proposition on the Theory of Policing, *Penal Field*, ix.
- 18) Jobard F., Névanen S., 2009, Colour-Tainted Sentencing? Racial Discrimination in Court Sentences Concerning Offences Committed against Police Officers (1965-2005), *Revue Française de Sociologie. An Annual English Selection*, 50, 243-272.
- 19) Jobard F., Névanen S., 2010, Die Färbung des Urteils, *Soziale Probleme*, 21, 1, 9-35.
- 20) Jobard F., Lévy R., 2011, Racial Profiling. The Parisian Police Experience, *Canadian Journal of Criminology and Criminal Policy*, 53, 1, 87-93.
- 21) Jobard F., Lévy R., Lamberth J., Névanen S., 2012, Measuring Appearance-Based Discrimination. An Analysis of Identity Checks in Paris, *Population*, 67, 3, 349-376.
- 22) Lévy R., 2012, About the Proper Use of Policing « Models ». What Sociology and History have to Say on Jean-Paul Brodeur's *The Policing Web*, *Penal Field*, ix.
- 23) Lévy R., Jobard F., 2010, Os controles de identidade na França, *Dilemas. Revista de estudos de conflito e controle social*, 2, 5-6, 197-210.
- 24) Mouhanna Ch., 2009, A politica francesa de segurança diante das "banlieues", *Dilemas, Revista de estudos de conflito e controle social*, 5-6, 2.
- 25) Mouhanna Ch., 2011, As relações entre o Ministério Público e a Polícia na França : uma parceria ameaçada ?, *Revista do CNMP*, 1, 2, 13-34.
- 26) Mucchielli L., 2008, ЈЕДНО НАСИЛНИЈЕ ДРУШТВО? ДРУШТВЕНО-ИСТОРИЈСКА АНАЛИЗА ИНТЕРПЕРСОНАЛНИХ НАСИЉА У ФРАНЦУСКОЈ ОД 1970. ГОДИНЕ ДО ДАНАС (I део), *Анали Правног факултета у Београду (Annales de la Faculté de Droit de Belgrade)*, 1, 26-48.
- 27) Mucchielli L., 2008, ЈЕДНО НАСИЛНИЈЕ ДРУШТВО? ДРУШТВЕНО-ИСТОРИЈСКА АНАЛИЗА ИНТЕРПЕРСОНАЛНИХ НАСИЉА У ФРАНЦУСКОЈ ОД 1970. ГОДИНЕ ДО ДАНАС (II део), *Анали Правног факултета у Београду (Annales de la Faculté de Droit de Belgrade)*, 2, 5-24.
- 28) Mucchielli L., 2009, Autumn 2005: a Review of the Most Important Riot in the History of French Contemporary Society, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 35, 5, 731-751.
- 29) Mucchielli L., 2010, ¿Vivimos en una sociedad más violenta?: Un análisis socio-histórico de las violencias interpersonales en Francia, desde los años setenta hasta nuestros días, *Revista Española de Investigación Criminológica*, 5, 8 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.criminologia.net/pdf/reic/ano8-2010/a82010art5.pdf>]).
- 30) Mucchielli L., 2010, Are we Living in a more Violent Society? A Socio-Historical Analysis of Interpersonal Violence in France, 1970s-Present, *British Journal of Criminology*, 50, 5, 808-829.
- 31) Mucchielli L., 2010, L'evoluzione della delinquenza dei minori tra criminalizzazione, giudiziariizzazione e ghettoizzazione, *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, 4, 1, 254-284.
- 32) Mucchielli L., 2010, Urbane Aufstände im heutigen Frankreich, *Soziale Geschichte Online*, 2, 64-115.
- 33) Ocqueteau F., 2011, Heads of Corporate security in the era of global security, *Penal Field*, VIII, Varia.
- 34) Ocqueteau, 2012, The « High Policing » Privatization Hypothesis, and How to Explore It, *Penal Field*, ix.
- 35) Robert Ph., 2011, Jean-Paul Brodeur, à Philosopher « entre deux continents », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 53, 3, 311-324.

- 36) Robert Ph., Zauberman R., Miceli L., Névanen S., Didier E., 2010, The Victim's Decision to Report Offenses to the Police in France: Stating Losses or Expressing Attitudes, *International Review of Victimology*, 17, 179-207.
- 37) Xenakis S., 2012, A New Dawn? Change and Continuity in Political Violence in Greece, *Terrorism and Political Violence*, 24, 3, 437-464.
- 38) Xenakis S., 2013, Spaces of contestation: Challenges, actors and expertise in the management of urban security in Greece, *European Journal of Criminology*, 10, 3, 297-313.

3.2. Articles dans des revues à comité de rédaction (en français, référencées AERES)

- 1) Bailleau F., 2008, L'exceptionnalité française. Les raisons et les conditions de la disparition programmée de l'ordonnance pénale du 2 février 1945, *Droit et Société*, 69, 399-438.
- 2) Bailleau F., 2009, La France, une position de rupture ? Les réformes successives de l'ordonnance du 2 février 1945, *Déviante et Société*, 33, 3, 441-468.
- 3) Bailleau F., 2011, Les enjeux de la disparition programmée de l'Ordonnance du 2 février 1945. Ouvrir la boîte de Pandore ?, *Droit et Société*, 79, 669-688.
- 4) Bailleau F., Cartuyvels Y., de Fraene D., 2009, La criminalisation des mineurs et le jeu des sanctions, *Déviante et Société*, 33, 3, 255-269.
- 5) Baillergeau É., 2008, Intervention sociale, prévention et contrôle social. La prévention sociale d'hier à aujourd'hui, *Déviante et Société*, 32, 1, 3-20.
- 6) Baudot P.Y., 2012, « Aux Grands Hommes, la Patrie désintéressée ». Coût et financement des funérailles d'État en France (1877-1996), *Histoire et Mesure*, numéro spécial « Le coût de la mort », 59-96.
- 7) Berlière J.-M., 2007, L'impossible pérennité d'une police républicaine sous Vichy ?, *XX^e Siècle-Revue d'Histoire*, 94, 183-198.
- 8) Blanchard E., 2008, Quand les forces de police défient le palais Bourbon (13 mars 1958). Les policiers manifestants, l'arène parlementaire et la transition de régime, *Genèses*, 83, 55-73.
- 9) Blanchard E., 2008, L'internement avant l'internement. Les centres de triage pendant la guerre d'Algérie, *Matériaux pour l'Histoire de notre Temps*, 92, 8-14.
- 10) Blanchard E., 2008, Le mauvais genre des Algériens. Des hommes sans femme face au virilisme policier dans le Paris d'après-guerre, *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, 27, 209-224.
- 11) Blanchard E., 2012, Éditorial. Ordre colonial, *Genèses. Histoire & Sciences Sociales*, 86, 2-7.
- 12) Blanchard E., 2012, Une émeute au cœur de la métropole coloniale. La Goutte d'Or, 30 juillet 1955, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 195, 97-111.
- 13) Blanchard E., Deluermoz Q., Glasman J., 2011, La professionnalisation policière en situation coloniale : détour conceptuel et explorations historiographiques, *Crime, Histoire et Sociétés/Crime, History and Societies*, 15, 2, 33-53.
- 14) Cahn O., 2012, Travaux de l'Institut de sciences criminelles de Poitiers, *Archives de Politique Criminelle*, 33, 248-254.
- 15) Carra C., 2008, Violences à l'école élémentaire : une expérience enfantine répandue participant à la définition du rapport aux pairs, *L'Année Sociologique*, 58, 2, 319-336.
- 16) Carra C., 2009, Violences à l'école et « effet-établissement ». Monographie d'une école « Freinet » en éducation prioritaire, *Déviante et Société*, 33, 2, 125-148 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.cairn.info/revue-deviance-et-societe-2009-2-p-149.htm>]).
- 17) Carra C., 2009, Tendances européennes de la recherche sur les violences et déviations en milieu scolaire. Acquis, problèmes et perspectives, *Journal International École et Violence*, 10, 101-115 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.ijvs.org/files/Revue-10/05.-Carra-ljvs-10-fr.pdf>]).
- 18) Carra C., Faggianelli D., 2010, Violences à l'école élémentaire : victimations et déclassements, *Déviante et Société*, 34, 1, 115-131.
- 19) Crettiez X., 2011, *High risk activism* : essai sur le processus de radicalisation violente (1^{ère} partie), *Pôle Sud*, 34, 45-60.
- 20) Crettiez X., 2011, *High risk activism* : essai sur le processus de radicalisation violente (2^e partie), *Pôle Sud*, 35, 97-112.
- 21) Darley M., 2010, La construction du problème de l'immigration en République tchèque : l'action publique sous influence européenne ?, *Politique Européenne*, 31, 65-90.
- 22) Darley M., 2010, Le pouvoir de la norme. La production du jugement et son contournement dans les lieux d'enfermement des étrangers, *Déviante et Société*, 34, 2, 229-239.

- 23) De Maillard J., Douillet, A.-C., 2010, Les comités d'experts : une ressource institutionnelle pas toujours maîtrisée. Le cas de la DG Justice, Liberté, Sécurité, *Politique européenne*, 32, 77-97.
- 24) De Maillard J., Smith A., 2010, La fabrication des positions nationales dans l'Union Européenne. La France, le Royaume-Uni et la sécurité intérieure, *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17, 2, 207-223.
- 25) Didier E., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2009, La solidité des institutions. Les statistiques de « victimation » de l'INSEE (1996-2006), *Genèses. Sciences Sociales et Histoire*, 74, 128-144.
- 26) Esterle M., 2013, Décrochage : des pistes pour tous, *Les Cahiers Pédagogiques*, 503, 2.
- 27) Fischer N., 2012, Protéger les mineurs, contrôler les migrants. Enjeux émotionnels et moraux des comparutions de mineurs enfermés aux frontières devant le Juge des libertés et de la détention, *Revue française de sociologie*, 4, 53, 689-717 (Version anglaise en préparation pour l'édition étrangère de la revue).
- 28) Gauthier J., 2010, Esquisse du pouvoir policier discriminant. Une analyse interactionniste des cadres de l'expérience policière. *Déviance et société*, 34, 2, 267-278.
- 29) Gauthier J., 2011, Des corps étrange(r)s dans la police ? Les policiers minoritaires à Paris et à Berlin, Lauréat du deuxième prix « jeune auteur 2010 », *Sociologie du Travail*, 53, 4, 460-477.
- 30) Hassenteufel P., 2012, La résistible affirmation d'un pouvoir collectif des patients, *Revue de Droit Sanitaire et Social*, 3, 477-485.
- 31) Hassenteufel, P., Clavier, C., Moreno, J., Schweyer, F.X., 2011, Les limites de la convergence du temps de travail des médecins hospitaliers en Europe, *Revue Française des Affaires Sociales*, 2-3, 227-251.
- 32) Hassenteufel P., Genieys W., 2012, Qui gouverne les politiques publiques ? Par delà la sociologie des élites, *Gouvernement et action publique*, 1, 2, 89-115.
- 33) Jobard F., 2008, La militarisation du maintien de l'ordre, entre sociologie et histoire, *Déviance et Société*, 32, 1, 101-109.
- 34) Jobard F., 2010, Comment publient les politistes. La productivité des politistes du CNRS et leurs supports de publication, *Revue Française de Science Politique*, 60, 1, 117-133.
- 35) Jobard F., 2010, Gibier de police. Immuable ou changeant ?, *Archives de Politique Criminelle*, 32, 93-103.
- 36) Jobard F., 2012, L'État, de l'appareil à l'apparat, *Critique*, 780, 388-400.
- 37) Jobard F., 2012, Propositions sur la théorie de la police, *Champ Pénal*, ix (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/8298>]).
- 38) Jobard F., 2013, Dopage et criminologie, *Actualité juridique. Pénal*, 6, mai-juin.
- 39) Jobard F., Lévy R., Lamberth J., Névanen S., 2012, Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris, *Population*, 67, 3, 423-452.
- 40) Kensey A., 2012, Que sait-on de la situation socioéconomique des sortants de prison ?, *Revue du MAUSS*, 40.
- 41) Kensey A., Ouss A., 2011, Mesure des effets d'une nouvelle politique pénale : la suppression de la grâce collective, *Champ Pénal*, viii, Confrontations (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/8030>]).
- 42) Le Goff T., 2010, La vidéosurveillance est-elle une réponse efficace à la délinquance, *Actualité juridique. Pénal*, 6, 275-276.
- 43) Le Goff T., 2010, La vidéosurveillance dans les lycées. De la prévention des intrusions à la régulation des indisciplines, *Déviance et Société*, 34, 3, 447-470.
- 44) Le Goff T., Heurtel H., 2011, Peurs et victimations des personnes âgées. Au delà des discours, quelle réalité chiffrée ?, *Gérontologie et Société*, 136, 175-188.
- 45) Lemieux C., Mucchielli L., Neveu E., 2010, Le sociologue dans le champ médiatique : diffuser et déformer ?, *Sociologie*, 2, 1, 287-299.
- 46) Levan V., 2009, Mesurer les effets de la sécurisation des quartiers populaires dits « sensibles » : un état des lieux, *Déviance et Société*, 33, 1, 95-113.
- 47) Lévy R., 2008, Commentaire de Bernard Harcourt, *The American Carceral: Rethinking the Prison and the Asylum*, *Champ Pénal*, Séminaire du GERN « Longues peines et peines indéfinies. Punir la dangerosité » (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/document6313.html>]).
- 48) Lévy R., 2008, Quand les ministères s'affrontent sur les pouvoirs de police. La législation de l'infiltration dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, *Revue Française de Science Politique*, 58, 4, 569-593.
- 49) Lévy R., 2012, Du bon usage des « modèles » de police. Point de vue sociologique et point de vue historique, à propos de *The Policing Web* de Jean-Paul Brodeur, *Champ Pénal*, ix (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/8269>]).
- 50) López L., 2008, Avant les gaz lacrymogènes. Les liaisons dangereuses du maintien de l'ordre, de la police politique et de la police judiciaire en France durant la Troisième République, *Déviance et Société*, 32, 1, 89-100.

- 51) López L., 2008, Les archives contre la statistique officielle ? Retour sur les brigades du Tigre (Dijon, 1908-1914), *Genèses. Sciences Sociales et Histoire*, 71, 106-122.
- 52) López L., 2009, Ce que fait le maintien de l'ordre aux gendarmes et aux policiers. La force publique sous l'effet d'une interaction professionnelle contrainte (1870-1914), *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 102, 2, 93-104.
- 53) Malochet V., 2011, La socialisation professionnelle des policiers municipaux, *Déviance et Société*, 35,4, 115-138.
- 54) Marlière É., 2008, Les « jeunes de cité ». Territoires et pratiques culturelles, *Ethnologie Française*, 4, 711-721.
- 55) Miceli L., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2010, De l'instantané au long métrage. L'enquête *Cadre de Vie et Sécurité* dans la série des données sur la victimation, *Économie et Statistique*, 426, 3-28.
- 56) Mouhanna Ch., 2010, Procureurs et substituts : l'évolution du système de production des décisions pénales, *Droit et Société*, 74, 35-53.
- 57) Mouhanna Ch., 2011, De l'échec de la Police Nationale à l'avènement incertain des polices municipales, *Archives de Politique Criminelle*, 33, 99-132.
- 58) Mouhanna Ch., Bastard B., 2008, La fonction fait-elle le juge ?, *Archives de politique criminelle*, 30, 119-134.
- 59) Mouhanna Ch., Bastard B., 2011, Deux justices au banc d'essai. Comparer les mondes judiciaires pour analyser l'évolution des modèles de justice, *Déviance et Société*, 35, 2, 239-260.
- 60) Mucchielli L., 2008, Le « nouveau management de la sécurité » à l'épreuve : délinquance et activité policière sous le ministère Sarkozy (2002-2007), *Champ Pénal*, v (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/document3663.html>]).
- 61) Mucchielli L., 2008, Une société plus violente ? Une analyse socio-historique des violences interpersonnelles en France, des années 1970 à nos jours, *Déviance et Société*, 32, 2, 115-147.
- 62) Mucchielli L., 2008, Note statistique de (re)cadrage sur la délinquance des mineurs, *Champ Pénal*, Lectures et Confrontations, Varia (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/document7053.html>]).
- 63) Mucchielli L., 2010, Vers une criminologie d'État en France ? Institutions, acteurs et doctrines d'une nouvelle science policière, *Politix. Revue des Sciences Sociales du Politique*, 23, 1, 195-214.
- 65) Ocqueteau F., 2011, Chefs d'orchestre de la sûreté des entreprises à l'ère de la sécurité globale, *Champ Pénal*, VIII, Varia (article téléchargeable sur le site internet : [<http://champpenal.revues.org/8142>]).
- 66) Ocqueteau F., 2012, Privatisation de la « haute police » : comment en explorer l'hypothèse ?, *Champ Pénal*, ix (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/8299>]).
- 67) Ocqueteau F., Enderlin S., 2011, La Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité : un pouvoir d'influence, *Revue Française d'Administration Publique*, 139, 113-132.
- 68) Ocqueteau F., 2012, Une machine à retraiter les outils de mesure du crime et de l'insécurité : l'Observatoire National de la Délinquance, *Droit et Société*, 81, 447-471 (article téléchargeable sur notre site Internet : [http://www.cesdip.fr/IMG/pdf/ds081-09_F_-_Ocqueteau_.pdf]).
- 69) Ocqueteau F., Pichon P., 2012, Secret professionnel et devoir de réserve dans la police. Le pouvoir disciplinaire face aux lanceurs d'alerte, *Archives de Politique Criminelle*, 33, 113-132.
- 70) Pruvost G., Cardi C., 2011, La violence des femmes : occultations et mises en récit, *Champ Pénal*, viii (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/8039>]).
- 71) Pruvost G., Cardi C., 2011, La violence des femmes : un champ de recherche en plein essor, *Champ Pénal*, viii (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/8102>]).
- 72) Pruvost G., Cardi C., 2011, Le contrôle social des femmes violentes, *Champ Pénal*, viii (dossier complet téléchargeable sur le site Internet : [<http://champpenal.revues.org/7735>]).
- 73) Pruvost G., Coulangeon Ph., Roharik I., 2012, Les idéologies professionnelles. Une analyse en classes latentes des opinions policières sur le rôle de la police, *Revue Française de Sociologie*, 53, 2, 493-527.
- 74) Pruvost G., Roharik I., 2011, Comment devient-on policier ? 1982-2003. Évolutions sociodémographiques et motivations plurielles, *Déviance et Société*, 35, 3, 281-312.
- 75) Robert Ph., 2010, Introduction au dossier « L'État au prisme du contrôle des déviations : plaidoyer pour une approche ethnographique », *Déviance et Société*, 34, 2, 139-143.
- 76) Robert Ph., Zauberman R., 2011, Les enquêtes de victimation en Europe, *Économie & Statistique*, 448-449, 89-105.
- 77) Robert Ph., Zauberman R., Jouwahri F., 2013, Délinquance et action publique : les illusions d'un diagnostic, *Politix*, 101, 219-245.

- 78) Robert Ph., Zauberman R., Névanen S., Didier E., 2008, L'évolution de la délinquance d'après les enquêtes de victimation. France, 1984-2005, *Déviance et Société*, 32, 4, 435-471.
- 79) Robert Ph., Zauberman R., Névanen S., Didier E., 2009, L'acteur et la mesure. Le comptage de la délinquance entre données administratives et enquêtes, *Revue Française de Sociologie*, 50, 1, 31-62.
- 80) Sanchez J.-L., 2013, La relégation des femmes récidivistes en Guyane française, 1887-1907, *Crime, Histoire et Sociétés/Crime, History and Societies*, 17, 77-100.
- 81) Sanselme F., 2009, L'ethnisation des rapports sociaux à l'école. Ethnographie d'un lycée de banlieue, *Sociétés Contemporaines*, 76, 121-147.
- 82) Sanselme F., 2009, Familles populaires et « choix » de l'établissement scolaire : les raisons des plus « faibles », *Cahiers de la Recherche sur l'Éducation et les Savoirs*, 8, 69-93.
- 83) Sanselme F., Oberti M., Voisin A., 2009, Ce que Sciences-Po fait aux lycéens et à leurs parents : entre méritocratie et perception d'inégalité, *Les Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 180, 102-124.
- 84) Yvrel J.-J., Yvrel É., 2012, Enfants de justice et scolarité : le cas de l'Internat approprié (1891-1979), *Nouvelle Revue de l'Adaptation et de la Scolarisation*, 59, 65-84.
- 85) Zauberman R., 2011, La délinquance contre les biens : réflexions sur les travaux européens, *Criminologie*, 43, 2, 219-246.
- 86) Zauberman R., Robert Ph., 2011, Sur l'évolution de la statistique criminelle et plus largement de la mesure de la délinquance, *Electronic Journal for History of Probability and Statistics/Journal Électronique d'Histoire des Probabilités et de la Statistique*, 7, 1.
- 87) Zauberman R., Robert Ph., 2011, Le développement et les usages des enquêtes de victimation en France, *Économie & Statistique*, 448-449, 79-83.
- 88) Zauberman R., Robert Ph., Beck F., Névanen S., 2013, Mesurer l'implication des jeunes dans la violence, *Déviance & Société*, 37, 1, 87-113.
- 89) Zauberman R., Robert Ph., Névanen S., Bon D., 2013, Victimation et insécurité en Île-de-France : une analyse géosociale, *Revue Française de Sociologie*, 54, 1, 111-151.

4. Chapitres d'ouvrages

4.1. Chapitres d'ouvrages (en langue étrangère)

- 1) Aubusson de Cavarlay B., 2009, Comparisons between Victimization or Self-Reported Crime Surveys and Official Statistics in France, in Robert Ph. (ed.), *Comparing Crime Data in Europe. Official Crime Statistics and Survey Based Data*, Brussels, VUB Press, 51-68.
- 2) Aubusson de Cavarlay B., 2010, France, in Aebi M., Jacquier V., Newman G.R. (Eds), *Crime and Punishment around the World - Europe*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 114-123.
- 3) Aubusson de Cavarlay B., 2010, The New Prison Population Inflation (2001-2007), in Mucchielli L. (ed.), *The Security Mania. France 2010, Carceral Notebooks*, 5.
- 4) Bailleau F., 2010, Is France breaking with the European line on juvenile justice, in Bailleau F., Cartuyvels Y., (Eds), *The Criminalisation of Youth. Juvenile Justice in Europe, Turkey and Canada*, Brussels, VUB Press.
- 5) Bailleau F., 2008, Cohesion social, neo-liberalismo y nuevos modelos de gobernanza, in de La Serna C. (ed.), *Las transformaciones de la modernidad excluyente y las políticas sociales*, Cordoba, Ediciones IIFAP, 426-432.
- 6) Bailleau F., Cartuyvels Y., 2010, Youth Criminal Justice in Europe. At the Intersection of Protective Thinking, a Neo-Liberal Turn, and Neo-Conservative Ideology, in Bailleau F., Cartuyvels Y. (Eds), *The Criminalisation of Youth. Juvenile Justice in Europe, Turkey and Canada*, Brussels, VUB Press.
- 7) Bailleau F., Cartuyvels Y., de Fraene D., 2010, The Criminalization of Youth and Current Trends: the Sentencing Game, in Bailleau F., Cartuyvels Y. (Eds), *The Criminalisation of Youth. Juvenile Justice in Europe, Turkey and Canada*, Brussels, VUB Press.
- 8) Berlière J.-M., 2011, Distorting Mirrors. How Workers and the French Police viewed each other in the Early 20th Century, in *Universalis. Liber amicorum Cyrille Fijnaut*, Antwerpen-Cambridge, Intersentia, 395-402.
- 9) Berlière J.-M., 2011, La invención de una policía « republicana » en la Francia de la tercera República, in Galeano D., Kaminsky G. (Eds), *Mirada (de) uniforme. Historia y crítica de la razón policial*, Buenos Aires, Teseo, 49-68.
- 10) Berlière J.-M., 2011, The Dilemma of the Permanence of a « Republican » Police in a Totalitarian State: the French Experience of 1940-1944, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, 287-299.

- 11) Blanchard E., Clochard O., Rodier C., 2012, The New Frontiers of Immigration Policy, in Bell E. (ed.), *No Borders. Immigration and the Politics of Fear*, Chambéry, Université de Savoie, 25-36.
- 12) Body-Gendrot S., 2008, Confronting Fear, in Burdett R., Sudjic D. (ed.), *The Endless City*, London, Phaidon, 352-363.
- 13) Body-Gendrot S., 2008, France, in Winterdyk J. (ed.), *Racist Victimization: International Reflections and Perspectives*, Hampshire, Ashgate, 89-112.
- 14) Body-Gendrot S., 2008, From Old Threats to Enigmatic Enemies: the Evolution of European Policies from Low Intensity Violence to Homegrown Terrorism, in Body-Gendrot S., Spierenburg P.C. (Eds), *Violence in Europe. A Historical and Contemporary Perspectives*, New York, Springer, 115-137.
- 15) Body-Gendrot S., 2008, Introduction, in Body-Gendrot S., Spierenburg P.C. (Eds), *Violence in Europe. A Historical and Contemporary Perspectives*, New York, Springer, 1-9.
- 16) Body-Gendrot S., 2008, Racist Victimization in France, in Winterdyk J.A., Antonopoulos G.A. (Eds), *Racist Victimization: International Reflections and Perspectives*, Aldershot, Ashgate, 89-112.
- 17) Body-Gendrot S., 2010, Dos guettos norte-americanos aos suburbios franceses, in Marques M. (ed.), *Estado-Nação e Migrações Internacionais*, Lisbonne, Livros Horizonte, 105-126.
- 18) Body-Gendrot S., 2011, French Perspectives on Threats to Peace and Local Social Order, in Crawford A. (ed.), *International and Comparative Criminal Justice and Urban Governance: Convergence and Divergence in Global, National and Local Settings*, Cambridge, Cambridge University Press, 545-566.
- 19) Body-Gendrot S., 2011, Nights in the City, in Bridge G., Watson S. (Eds), *The Blackwell Companion to the City, New Edition*, London, Wiley-Blackwell, 606-616.
- 20) Body-Gendrot S., 2011, The Police and the Cities: the French Experience, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, 133-146.
- 21) Body-Gendrot S., 2011, Uneven Landscapes, in Burdett R., Sudjic D. (Eds), *Living in the Endless City*, London, Phaidon, 360-367.
- 22) Body-Gendrot S., Garcia M., Mingione E., 2012, Comparative Social Transformations in Urban Regimes, in Sales A. (ed.), *Sociology Today. Social Transformations in a Globalizing World*, London, Sage Publications, 359-380.
- 23) Carra C., 2009, Self-Reported Delinquency Surveys in France, in Zauberman R. (ed.), *Self-Reported Crime and Deviance Studies in Europe, Current State of Knowledge and Review of Use*, Brussels, VUB Press, 101-123.
- 24) de Maillard J., Germain S., 2011, Social Prevention in France. Erasure, Permanence, Regeneration?, in Hebberecht P., Baillergeau É. (Eds), *Social Crime Prevention in Late Modern Europe. A Comparative Perspective*, Bruxelles, VUB Press, 103-120.
- 25) Fischer N., 2013, Negotiating Deportations. An Ethnography of the Legal Challenge of Deportation Orders in a French Immigration Detention Centre, in Paoletti E., Anderson B., Gibney M. (eds.), *The Political, Social and Historical Contours of Deportation*, New York, Springer, 123-141.
- 26) Hassenteufel P., 2010, La difficile affirmation d'un syndicalisme spécifique aux généralistes, in Bloy G., Schwyer F.X. (dir.), *Singuliers généralistes*, Rennes, Presses de l'EHESP, 403-418.
- 27) Hassenteufel P., 2011, Le trasformazioni nel governo dell'assicurazione malattia: una comparazione Francia-Germania, in Vicarelli G. (ed.), *Regolazione e governance nei sistemi sanitari europei*, Bologna, Il Mulino, 93-121.
- 28) Jobard F., 2009, An Overview of French Riots: 1981-2004, in Waddington D., Jobard F., King M. (Eds), *Rioting in the UK and France. A Comparative Analysis*, Cullompton, Willan Publishing, 27-38.
- 29) Jobard F., 2011, Police Deviance in France, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, 213-227.
- 30) Jobard F., 2011, Police, in Badie B., Berg-Schlosser D., Morlino L. (Eds), *International Encyclopedia of Political Science*, London, Sage, 1876-1879.
- 31) Jobard F., King M., Waddington D., 2009, Conclusions, in Waddington D., Jobard F., King M. (Eds), *Rioting in the UK and France. A Comparative Analysis*, Cullompton, Willan Publishing, 229-244.
- 32) Jobard F., Waddington D., King M., 2009, Introduction and Overview: the British and French Riots, in Waddington D., Jobard F., King M. (Eds), *Rioting in the UK and France. A Comparative Analysis*, Cullompton, Willan Publishing, 3-12.
- 33) Lévy R., 2011, A Comparison of the Indian and the French Police: Some Thoughts, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, 300-309.

- 34) Lévy R., 2011, The Police and the Criminal Justice System in France: the Challenge of Modernization, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, 60-84.
- 35) Lévy R., Mehra A.K., 2011, Preface, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, vii-ix.
- 36) Marlière É., 2009, Der umgang der französischsprachigen Medien mit segregation, in Ottersbach M., Zitzman T. (Eds), *Jugendliche im Abseits. Zur Situation in Französischen und Deutschen Maginalisierten Stadtquartieren*, Wiesbaden, VS Verlag, 203-214.
- 37) Mouhanna Ch., 2008, The failure of Ilotage and Police de Proximité Systems to withstand the Law and Order Rhetoric in Contemporary France, in Williamson T. (ed.), *The Handbook of Knowledge Based Policing: Current Conceptions and Future Directions*, John Wiley & Sons.
- 38) Mouhanna Ch., 2009, Is The Police Moving from Community Policing to Wholesale Order-Maintenance?, in Mucchielli L. (ed.), *The Security Mania. France 2010, Carceral Notebooks*, 5 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.thecarceral.org/cn5_Mouhanna.pdf]).
- 39) Mouhanna Ch., 2009, The French Centralized Model of Policing: Control of the Citizens, in Wisler D., Onwudiwe I.D., *Community Policing. International Patterns and Comparative Perspectives*, Boca Raton-London-New York, CRC Press-Taylor & Francis, 103-123.
- 40) Mouhanna Ch., 2009, The French Police and Urban Riots: is the National Police Force Part of the Solution or Part of the Problem?, in Waddington D., Jobard F., King M. (Eds), *Rioting in the UK and France. A Comparative Analysis*, Cullompton, Willan Publishing, 173-182.
- 41) Mouhanna Ch., 2010, Security in Paris: how Political and Administrative Organisational Complexities Eclipse Real Issues, in Cools M., de Kimpe S., Dormaels A., Easton M., Enhus E., Ponsaers P., Van de Walle G., Verhage A. (Eds), *Police, Policing, Policy and the City in Europe*, The Hague, Eleven International Publishing, 27-50.
- 42) Mouhanna Ch., 2011, Modernizing the French National Police Forces, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, 241-249.
- 43) Mouhanna Ch., 2011, Rural Policing in France: the End of Genuine Community Policing, in Mawby R.I., Yarwood R., *Rural Policing and Policing the Rural. A Constable Countryside?*, Farnham, Ashgate, 45-57.
- 44) Mouhanna Ch., Bastard B., 2010, Controlling the Judiciary. How French Politicians Try to Limit the Independence of Judges and Prosecutors, in De Groot-Van Leeuwen L.E., Rombouts W. (Eds), *Separation of Powers in Theory and Practice. An International Perspective*, Nijmegen, Wolf Legal Publishers, 213-223.
- 45) Mucchielli L., 2008, Juvenile Delinquency: Evolution and Lessons for Prevention, in Collectif, *Cities for Children. European City Network. Working Period 2007/2008 and 2nd Annual Conference 6-7 May*, Stuttgart, Cities for Children, 15-19.
- 46) Mucchielli L., 2009, Playing the Numbers Game: the « Different Management of Security », in Mucchielli L. (ed.), *The Security Mania. France 2010, Carceral Notebooks*, 5 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.thecarceral.org/cn5_Mucchielli.pdf]).
- 47) Mucchielli L., 2009, Security Mania: an Introduction, in Mucchielli L. (ed.), *The Security Mania. France 2010, Carceral Notebooks*, 5 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.thecarceral.org/cn5_Mucchielli_intro.pdf]).
- 48) Mucchielli L., 2009, The Misfortunes of « Criminology » in France: a Specific History (1880-2009), in Sette R., *Cases on Technologies for Teaching Criminology and Victimology. Methodologies and Practices*, New York, Hershey, Collection « Information Science Reference », 34-48.
- 49) Mucchielli L., Marcel J.-Ch., 2008, Maurice Halbwach's *mémoire collective*, in Erll A., Nünning A. (Eds), coll. Young S.B., *Cultural Memory Studies. An International and Interdisciplinary Handbook*, Berlin-New York, Walter de Gruyter, 141-149.
- 50) Mucchielli L., Marcel J.-Ch., 2010, Maurice Halbwach's *mémoire collective*, in Erll A., Nünning A. (Eds), *A Companion to Cultural Memory Studies*, Berlin-New York, Walter de Gruyter, 141-151.
- 51) Mucchielli L., Névanen S., 2009, Delinquenza, vittimizzazione e criminalizzazione degli stranieri in Francia, in Palidda S. (ed.), *Razzismo democratico. La persecuzione degli stranieri in Europa*, Milano, Agenzia X, 89-111.
- 52) Mucchielli L., Névanen S., 2010, Delincuencia, victimización y tratamiento penal de los extranjeros en Francia, in Palidda S., Brandaria García J.Á. (Eds), coll. Iglesias Skulj A., Ramos Vásquez J.A., *Criminalización racista de los migrantes en Europa*, Granada, Editorial Comares, Collection « Estudios de Derecho Penal y Criminología », 189-216.

- 53) Robert Ph., 2008, Research on Victimization and Insecurity in France, in Zauberman R. (ed.), *Victimisation and Insecurity in Europe. A Review of Surveys and their Use*, Brussels, Vrije Universiteit Brussels Press, 87-104.
- 54) Robert Ph., 2008, Violence in Present-Day France: Data and Sociological Analysis, in Body-Gendrot S., Spierenburg P.C. (Eds), *Violence in Europe. A Historical and Contemporary Perspectives*, New York, Springer, 95-113.
- 55) Robert Ph., 2009, Die Paradoxien der Gewalt im Frankreich der Gegenwart, in Inhetveen K., Klute G. (Hrsg.), *Begegnungen und Auseinandersetzungen. Festschrift für Trutz von Trotha*, Köln, Rüdiger Köppe Verlag, 347-376.
- 56) Robert Ph., 2009, Evaluation of Safety and Crime Prevention Policies in Europe, in Robert Ph. (ed.), *Comparing Crime Data in Europe. Official Crime Statistics and Survey Based Data*, Brussels, VUB Press, 11-39.
- 57) Robert Ph., Zauberman R., 2009, Introduction, in Robert Ph. (ed.), *Comparing Crime Data in Europe. Official Crime Statistics and Survey Based Data*, Brussels, VUB Press, 7-11.
- 58) Robert Ph., Zauberman R., 2009, Introduction, in Zauberman R. (ed.), *Self-Reported Crime and Deviance Studies in Europe, Current State of Knowledge and Review of Use*, Brussels, VUB Press, 7-10.
- 59) Vesentini F., Louette J., Brogneaux A.F., Detienne V., 2012, « *Quetelet.net* » of de noodzakelijke kritische verspreiding van strafrechtelijke gegevens, in Collectif, *Belgische strafrechtelijke statistieken ten tijde van de informatisering. Uitdagingen en perspectieven*, Gent, Academia Press, 89-113.
- 60) Vesentini F., Vanneste Ch., 2012, Introduction, in Collectif, *Les statistiques pénales belges à l'heure de l'informatisation. Enjeux et perspectives*, Gent, Academia Press, 1-4.
- 61) Vesentini F., Vanneste Ch., 2012, Voorwoord, in Collectif, *Belgische strafrechtelijke statistieken ten tijde van de informatisering. Uitdagingen en perspectieven*, Gent, Academia Press, 1-4.
- 62) Zauberman R., 2008, Surveys on Victimization and Insecurity in Europe, in Zauberman R. (ed.), *Victimisation and Insecurity in Europe. A Review of Surveys and their Use*, Brussels, VUB Press, 7-37.
- 63) Zauberman R., 2008, Vítimas de crimes e o sistema de justiça criminal : uma exemplificação a partir de uma pesquisa regional de vitimização da França, in Duarte M.S.D.B. (ed.), *Pesquisa de condições de vida e vitimização-2007*, Rio de Janeiro, Riosegurança, 158-188.
- 64) Zauberman R., 2011, Crime Victims and the Criminal Justice System: an Illustration from a French Regional Victimization Survey, in Mehra A.K., Lévy R. (Eds), *The Police, State and Society. Perspectives from India and France*, Delhi, Pearson, 109-130.
- 65) Zauberman R., 2013, Surveys on Victimization and Insecurity in Europe: Some Issues, in Body-Gendrot S., Hough M., Kerezi C, Lévy R, Snacken S., *The Routledge Handbook of European criminology*, London, Routledge, 74-90.
- 66) Zauberman R., Robert Ph., 2009, Introduction, in Zauberman R. (ed.), *Self-Reported Crime and Deviance Studies in Europe, Current State of Knowledge and Review of Use*, Brussels, VUB Press, 7-10.

4.2. Chapitres d'ouvrages (en français)

- 1) Aubusson de Cavarlay B., 2008, La nouvelle inflation carcérale, in Mucchielli L. (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, Collection « Sur le Vif », 52-63.
- 2) Aubusson de Cavarlay B., 2009, Comparaisons entre enquêtes de victimation ou de délinquance autoreportée et statistiques officielles en France, in Robert Ph. (dir.), *Mesurer la délinquance en Europe. Comparer statistiques officielles et enquêtes*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales », 57-70.
- 3) Aubusson de Cavarlay B., 2010, Lieux de privation de liberté en France : éléments de chiffrage, in Collectif, *Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté, Rapport d'activité 2009*, Paris, Dalloz, 233-273.
- 4) Bailleau F., 2012, De l'intégration à l'insertion. Quels changements ? Quelles perspectives ?, in Mbanzoulou P., Herzog-Evans M., Courtine S. (dir.), *Insertion et désistance des personnes placées sous main de justice. Savoir et pratique*, Paris, L'Harmattan, Collection « Champ Pénitentiaire », 41-56.
- 5) Bailleau F., 2012, Robert Castel et le métier de sociologue, in Collectif, *Changements et pensées du changement. Échanges avec Robert Castel*, La Paris, Découverte, 313-322.
- 6) Bailleau F., 2013, Les délinquants sont de plus en plus jeunes !, in Vicot R. (dir.), *Sécurité : vraies questions et faux débats*, Paris, l'Harmattan, 15-29.
- 7) Bailleau F., 2013, La Justice des mineurs, cela fonctionne vraiment mieux en Europe qu'en France !, in Vicot R. (dir.), *Sécurité : vraies questions et faux débats*, Paris, l'Harmattan, 31-41.
- 8) Bailleau F., 2013, Il faut punir davantage les mineurs. Voilà la solution !, in Vicot R. (dir.), *Sécurité : vraies questions et faux débats*, Paris, l'Harmattan, 43-54.

- 9) Baudot P.Y., 2012, La force d'un lieu commun : le « Président-Soliveau », in Sommier I., Crettiez X. (dir.), *Les dimensions émotionnelles du politique. Parcours de traverses avec Philippe Braud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 51-82.
- 10) Bénec'h-Le Roux P., 2008, La défense des mineurs délinquants, quelles évolutions ?, in Bailleau F. (dir.), *Évolution ou rupture ? La justice des mineurs en question*, 16^e Conférence internationale de l'Association Internationale de Recherche en Criminologie Juvénile et 9^e journée de valorisation de la recherche du Centre National de Formation et d'Études de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Cour d'appel de Paris, 8-11 mars 2006, 243-249.
- 11) Berlière J.-M., 2008, Célestin Hennion ou le destin peu ordinaire d'un commissaire spécial dans la iii^e République, in Kalifa D., Karila-Cohen P. (dir.), *Le commissaire de police au xix^e siècle*, Paris, Presses de La Sorbonne, Collection « Histoire de la France aux xix^e et xx^e siècles », 67, 173-191.
- 12) Berlière J.-M., 2008, L'épuration : la chasse aux « collabos », in Collectif, *Dans les secrets de la police. Quatre siècles d'Histoire, de crimes et de faits divers dans les archives de la préfecture de police*, Paris, Éditions de l'Iconoclaste, 256-259.
- 13) Berlière J.-M., 2008, Policiers et pouvoir politique en période de crise : la Guerre d'Algérie (1958-1962), in Berlière J.-M., Denys C., Kalifa D., Milliot V. (dir.), *Métiers de police. Être policiers en Europe, xviii^e-xx^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 525-544.
- 14) Berlière J.-M., 2008, Une République d'assassins ? Clemenceau et la question du maintien de l'ordre républicain, in Sagnes J. (dir.), *La révolte du Midi viticole cent ans après. 1907-2007*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 113-128.
- 15) Berlière J.-M., 2009, Archives interdites ? Archives spéciales ? Quelques réflexions à propos des archives policières, in Champion J. (dir.), *Des méconnues de la recherche : les archives des polices en Belgique*, Bruxelles, AGR/PAI Just-His.be, 111-131.
- 16) Berlière J.-M., 2009, Des résistants à la Préfecture de Police : les enseignements d'une première recherche historique, in Collectif, *Au cœur de la Préfecture de Police : de la Résistance à la Libération (1^{ère} partie : Les proto-résistants du Coq Gaulois, la direction des services techniques, les sapeurs-pompiers de Paris...)*, Paris, Éditions LBM, 8-13.
- 17) Berlière J.-M., 2009, Étudier la police pour interroger l'état et la société ?, in Lévy N., Özbek N., Toumarkine A. (Eds.), *Jandarma ve Polis: Fransız ve Osmanlı Tarihçiliğine Çapraz Bakışla (Gendarmerie et police : regards croisés sur les historiographies française et ottomane)*, Istanbul, Tarih Vakfı, 64-84.
- 18) Berlière J.-M., 2009, Le Coq Gaulois, un groupe de proto-résistants dès l'automne 1940, in Collectif, *Au cœur de la Préfecture de Police : de la Résistance à la Libération (1^{ère} partie : Les proto-résistants du Coq Gaulois, la direction des services techniques, les sapeurs-pompiers de Paris...)*, Paris, Éditions LBM, 15-38.
- 19) Berlière J.-M., 2009, Postface, in Pleskoff I. (dir.), « Un témoin au dessus de tout soupçon ». *Portrait(s) de Victor Zigelman*, Paris, l'Harmattan, 170-176.
- 20) Berlière J.-M., 2010, Introduction, in Berlière J.-M., *Marie-François Goron : l'amour criminel. Les mémoires du chef de la Sûreté de Paris à la Belle Époque*, Paris, l'Harmattan, 170-176.
- 21) Berlière J.-M., 2010, Les polices, in Leleu J.L., Passera F., Quellien J., Daeffler M. (dir.), *La France dans la Seconde Guerre mondiale. Atlas historique*, Paris, Fayard-ministère de la Défense, Collection « Divers Histoire », 86-89.
- 22) Berlière J.-M., 2010, Mémoires en souffrance : rafles et répression antisémites par la police parisienne (1942-1944), in Berlière J.-M., Lévy R. (dir.), *Le témoin, le sociologue et l'historien. Quand les policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 87-117.
- 23) Berlière J.-M., 2011, Bertillon, la dactyloscopie et l'affaire Scheffer : un aller-retour du Capitole à la roche tarpéienne ?, in Piazza P. (dir.), *Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala, 144-158.
- 24) Berlière J.-M., 2011, Devoir de mémoire versus exigence de vérité ? (préface), in Moreux G., *Dans le labyrinthe des secrets de la Libération. Résister aux vérités convenues*, Sury-en-Vaux, Éditions AàZ Patrimoine, 5-7.
- 25) Berlière J.-M., 2011, Les Renseignements Généraux sous l'Occupation : enjeux, dérives et tentations d'une police d'information, in Laurent S. (dir.), *Politiques sous surveillance, xix^e-xx^e siècles*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 159-178.
- 26) Berlière J.-M., 2011, Police et manifestants : un siècle d'évolution : de l'interdiction à la cogestion, in Tartakowsky D. (dir.), *Paris Manif'. Les Manifestations à Paris de 1880 à nos jours*, Paris-Rennes, Comité d'Histoire de la Ville de Paris-Presses Universitaires de Rennes, 245-257.

- 27) Berlière J.-M., 2011, Victimes et victimes ? Difficultés, surprises et incohérences d'une politique mémorielle (préface), in Lemerrier S. (dir.), *Victimes du Devoir. Les policiers français morts en service*, Paris, Les Éditions du Prévôt, 15-16.
- 28) Berlière J.-M., 2012, Avant-propos. L'historien, le témoin et la vérité, in Collectif, *Paul Thueux. Mensonges, rumeurs et silence*, Pontoise, CERN 95, 7-29.
- 29) Berlière J.-M., 2012, Préface, in Bienvenu C., *Le 36 quai des Orfèvres. À la croisée de l'histoire et du fait divers*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Questions Judiciaires », 7-12.
- 30) Berlière J.-M., 2012, Préface. « Les promesses d'un champ pionnier... », in Bat J.-P., Courtin N. (dir.), *Maintenir l'ordre colonial : Afrique et Madagascar (xix^e-xx^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Histoire », 7-10.
- 31) Berlière J.-M., Liaigre F., 2010, Les attentats, in Leleu J.L., Passera F., Quellien J., Daeffler M. (dir.), *La France dans la Seconde Guerre mondiale. Atlas historique*, Paris, Fayard-ministère de la Défense, Collection « Divers Histoire », 178.
- 32) Blanchard E., 2008, Circulations coloniales. La place de l'Outre-mer dans la socialisation et les trajectoires professionnelles des policiers parisiens (1944-1962), in Berlière J.-M., Denys C., Kalifa D., Milliot V. (dir.), *Métiers de police. Être policiers en France et en Europe XVIII^e-XX^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 203-215.
- 33) Blanchard E., 2008, Contrôler, enfermer, éloigner. La répression policière et administrative des Algériens de métropole (1946-1962), in Branche R., Thénault S. (dir.), *La France en guerre (1954-1962). Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, 318-331.
- 34) Blanchard E., 2008, La Préfecture de police et les Algériens de Paris (1944-1956). Entre égalité des droits et situation coloniale, l'impossible mise en œuvre d'une police de droit commun, in Green N., Poinot M., (dir.), *Histoire de l'immigration et question coloniale en France*, Paris, La Documentation Française, 51-58.
- 35) Blanchard E., 2009, Police judiciaire et pratiques d'exception pendant la guerre d'Algérie, in Branche R., (dir.), *La guerre d'indépendance des Algériens, 1954-1962*, Paris, Perrin, 255-272 (version revue et augmentée de l'article publié in *Vingtième Siècle*).
- 36) Blanchard E., 2010, Les gardiens de la paix parisiens sous la IV^e République : des policiers de proximité ?, in Berlière J.-M., Lévy R. (dir.), *Le témoin, le sociologue et l'historien. Quand les policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 119-139.
- 37) Blanchard E., 2011, Le fichage des émigrés d'Algérie (1925-1962), in Collectif, *Fichés ? Photographie et identification, 1850-1960* (catalogue de l'exposition organisée aux Archives nationales, automne 2011), Paris, Perrin, 234-242.
- 38) Blanchard E., 2012, Conclusion. Les forces de l'ordre colonial, entre conservatoires et laboratoires policiers, in Denys C., Denis V. (dir.), *Polices d'Empires, xviii^e-xix^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 171-187.
- 39) Blanchard E., 2012, Des Algériens dans le « Paris Gay ». Frontières raciales et sexualités entre hommes sous le regard policier, in Rygiel Ph. (dir.), *Politique et administration du genre en migration. Mondes Atlantiques, xix^e-xx^e siècles*, Paris, Publibook, 157-174.
- 40) Blanchard E., 2012, Un « deuxième âge » de l'émigration en France, in Bouchène A., Peyroulou J.P., Siari Tengour O., Thénault S. (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962)*, Alger-Paris, Barzach-La Découverte, 589-594.
- 41) Blanchard E., 2012, Un massacre colonial à Paris, in Amiri L., Stora B. (dir.), *Vies d'exils. Des Algériens en France pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Autrement-CNHI, 178-185.
- 42) Blanchard E., Fischer N., 2012, La lutte contre la mobilité et l'errance (xvii^e-xxi^e siècles), in GISTI, *Immigration : un régime pénal d'exception*, Paris, GISTI, Collection « Penser l'immigration autrement », 17-31.
- 43) Blanchard E., Glasman J., 2012, Introduction générale : Le maintien de l'ordre dans l'Empire français : une historiographie émergente, in Bat J.P., Courtin N. (dir.), *Maintenir l'ordre colonial : Afrique et Madagascar (xix^e-xx^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 11-41.
- 44) Blanchard E., Saas C., 2012, L'immigration, un régime pénal d'exception : introduction, in Collectif, *L'immigration, un régime pénal d'exception*, Paris, GISTI, 5-13.
- 45) Blanchard V., Revenin R., Yvoret J.-J., 2010, Introduction, in Blanchard V., Revenin R., Yvoret J.-J. (dir.), *Les jeunes et la sexualité : initiations, interdits, identités (xix^e-xxi^e siècles)*, Paris, Autrement, Collection « Mutations/Sexes en Tous Genres », 12-20.
- 46) Body-Gendrot S., 2008, L'Europe gagnée par la politique de la peur ?, in Badie B., Tolotti S. (dir.), *L'état du monde 2009*, Paris, La Découverte, 180-184.

- 47) Body-Gendrot S., 2009, Les inégalités sociales dans les villes américaines, in Badie B., Vidal D. (dir.), *Le grand tournant ? L'état du monde 2010*, Paris, La Découverte, 165-170.
- 48) Body-Gendrot S., 2009, Redynamiser le Grand Paris : les stratégies sociales, in « *Paris Métropole. Le dessin de l'agglomération parisienne du futur* », 2^e rapport Équipe Rogers et LES remis à Christine Albanel, ministre de la Culture, pour le Grand Paris, 38-40.
- 49) Body-Gendrot S., 2009, Villes et inégalités, in « *Vers une métropole de l'après-Kyoto. Dix principes pour générer le changement* », 1^{er} rapport Équipe Rogers et LES remis à Christine Albanel, ministre de la Culture, pour le Grand Paris, 39-43.
- 50) Body-Gendrot S., 2012, États-Unis, in Laacher S. (dir.), *Dictionnaire de l'immigration en France*, Paris, Larousse, 204-212.
- 51) Body-Gendrot S., 2012, Portée des effets de quartier : perspectives internationales, in Centre d'Analyse Stratégique, *Actes du colloque « Des effets de quartier à la politique de la ville »*, Paris, CAS, 31-33.
- 52) Body-Gendrot S., 2013, Confronter la peur, in Spyros Th. (dir.), *Emprises de la violence*, Paris, Parenthèses, 155-170.
- 53) Carra C., 2009, Les enquêtes de délinquance autoreportée en France, in Zauberman R. (dir.), *Les enquêtes de délinquance et de déviance autoreportées en Europe. État des savoirs et bilan des usages*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales », 101-120.
- 54) Crettiez X., 2011, Conflits armés et Violences nationalistes, in Marzano M. (dir.), *Dictionnaire de la violence*, Paris, Presses Universitaires de France.
- 55) Crettiez X., 2013, Violence, in Taguieff P.A. (dir.), *Dictionnaire historique et critique du racisme*, Paris, Presses Universitaires de France.
- 56) Crettiez X., Piazza P., 2012, Des murs qui parlent : l'iconographie contestataire nationaliste en Corse, in Sommier I., Crettiez X. (dir.), *Les dimensions émotionnelles du politique. Chemins de traverses avec Philippe Braud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Res Publica », 113-130.
- 57) Crettiez X., Sommier I., 2012, Introduction, in Sommier I., Crettiez X. (dir.), *Les dimensions émotionnelles du politique. Chemins de traverses avec Philippe Braud*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Coll. « Res Publica », 5-12.
- 58) De Maillard J., 2010, Les politiques publiques de sécurité, in Borraz O., Guiraudon V. (dir.), *Les politiques publiques. 2*, Paris, Presses de Sciences Po, 57-77.
- 59) De Maillard J., 2011, La politique de la ville en France. Enjeux de dénomination et conflits dans l'action publique, in Baduel P.R. (dir.), *La nouvelle scène urbaine*, Paris, Khartala, 181-200.
- 60) de Maillard J., 2011, À l'intersection de la prévention et de la sécurité, les agents locaux de médiation sociale, in Wyvekens A. (dir.), *La sécurité urbaine en questions*, Paris, Cédis-Le Passager Clandestin, 53-56.
- 61) De Maillard J., Surel Y., 2012, De la rupture à la présidence ordinaire, in De Maillard J., Surel Y. (dir.), *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, Collection « Sciences-Po Gouvernances », 15-45.
- 62) Esterle M., 2010, Déscolarisation et délinquance, in Abdellaoui S. (dir.), *Les jeunes et la loi. Nouvelles transgressions ? Nouvelles pratiques ?*, Paris, l'Harmattan, Collection « Criminologie », 47-66.
- 63) Esterle M., 2010, Précarité et réalités des parcours scolaires, in Collectif, *La Défenseure des Enfants, Précarité et droits des enfants. État des lieux et recommandations*, Paris, La Défenseure des Enfants, Collection « Rapport Thématique », 94-129.
- 64) Esterle M., 2011, Précarité, stratégies familiales et déscolarisation, in Glasman D., Oeuvarard F. (dir.), *La déscolarisation*, Paris, La Dispute, 219-236.
- 65) Esterle M., 2011, Quelle construction identitaire pour les jeunes déscolarisés ?, in Glasman D., Oeuvarard F. (dir.), *La déscolarisation*, Paris, La Dispute, 265-282.
- 66) Esterle M., 2012, Quelques questions posées par la recherche-action, in SCEREN-CNDP-CRDP-Académie de Paris-Fonds Social Européen, *Élèves en rupture. Renouer avec la réussite. L'accueil réussite éducative Pelleport*, Paris, CNDP, 84-88.
- 67) Fischer N., 2012, Centres de rétention administrative : passé et présent d'une machine à expulser, in Bodin R., *Les métamorphoses du contrôle social*, Paris, La Dispute, 115-128.
- 68) Fischer N., 2011, Les centres de rétention administrative : des machines à expulser, in Bodin R. (dir.), *Les métamorphoses du contrôle social*, Paris, La Dispute, 115-128.
- 69) Fischer N., Makaremi Ch., 2012, « L'horreur de la République ». Les enjeux moraux de l'enfermement des étrangers, in Fassin D., Eideliman J.S. (dir.), *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 217-242.

- 70) Fischer N., 2012, Ce que disent les blessures. Usages et discours de l'atteinte au corps dans un centre de rétention administrative, in d'Elia H., Bourboulon V. (dir.), *Langage et violence. Les effets des discours sur la subjectivité d'une époque*, Paris, Association Primo Levi, 91-112.
- 71) Fischer N., Blanchard E., 2012, La lutte contre la mobilité et l'errance (XVII^e-XXI^e siècles), in GISTI, *Immigration, un régime pénal d'exception*, Paris, GISTI, 17-31.
- 72) Hassenteufel P., 2010, Les intérêts privés, in Fassin D., Hauray B. (dir.), *Santé publique. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 469-478.
- 73) Hassenteufel P., 2012, La sécurité sociale, entre « ruptures » affichées et transformations silencieuses, in De Maillard J., Surel Y. (dir.), *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, Collection « Sciences-Po Gouvernances », 341-360.
- 74) Hassenteufel P., 2012, Les sources intellectuelles des réformes du système de santé français : la prédominance des forums et des acteurs administratifs, in de Kervasdoué J. (dir.), *Carnet de santé de la France 2012*, Paris, Economica, 161-183.
- 75) Jobard F., 2008, Ce que Mai fit à la police, in Zancarini-Fournel M., Artières Ph. (dir.), *1968, une histoire collective*, Paris, La Découverte, Collection « Cahiers Libres », 577-582.
- 76) Jobard F., 2008, Étrangers, police et justice. Entretien avec Fabien Jobard, in Lochak D., Fouteau C., *Immigrés sous contrôle. Les droits des étrangers, un état des lieux*. Paris, Le Cavalier bleu, 79-85.
- 77) Jobard F., 2008, L'usage de la force par la police, in Cusson M., Lemieux ., Dupont B. (dir.), *Traité de la sécurité intérieure*. Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008, 530-540 (rééd.).
- 78) Jobard F., 2008, Matraques, gaz et boucliers, in Zancarini-Fournel M., Artières Ph. (dir.), *1968, une histoire collective*, Paris, La Découverte, Collection « Cahiers Libres », 281-285.
- 79) Jobard F., 2009, Police, justice et discrimination raciales, in Fassin D., Fassin É. (dir.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 219-237.
- 80) Jobard F., 2012, Les infractions à dépositaires de l'autorité publique sont-elles des actes politiques ? Essai de méthodologie critique, in Offerlé M., Le Gall L., Proulx F., *La politique sans en avoir l'air*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 261-278.
- 81) Jobard F., 2013, Préface, in Dufresne D. (dir.), *Maintien de l'ordre. L'enquête*, Paris, Hachette, i-viii.
- 82) Jobard F., Lévy R., 2011, Police, justice et discriminations raciales en France, état des savoirs, in Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, année 2010*, Paris, Direction de l'Information Légale et Administrative, 167-198.
- 83) Jobard F., Linhardt D., 2011, Surveillance libérale et surveillance souveraine, in Lemieux F. (dir.), *Sphères de surveillance*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 103-135.
- 84) Kensey A., 2012, Qui ne récidive pas ?, in Mohammed M. (dir.), *Les sorties de délinquance. Théories, méthodes, enquêtes*, Paris, La Découverte, Collection « Recherches », 213-228.
- 85) Le Goaziou V., 2010, La classe politique française et les émeutes de novembre 2005 : silence et déni, in Olive J.L., Mucchielli L., Giband D. (dir.), *État d'émeutes, État d'exception. Retour à la question centrale des périphéries*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, Collection « Études », 175-196.
- 86) Le Goaziou V., Mucchielli L., 2010, La judiciarisation croissante des violences sexuelles commises par les mineurs dans les années 1990 et 2000, in Blanchard V., Revenin R., Yvrel J.-J. (dir.), *Les jeunes et la sexualité : initiations, interdits, identités (xix^e-xxi^e siècles)*, Paris, Autrement, Collection « Mutations/Sexes en Tous Genres », 254-264.
- 87) Lévy R., 2008, Savoirs et compétences : du policier à la police, in Berlière J.-M., Denys C., Kalifa D., Milliot V. (dir.), *Métiers de police. Être policiers en Europe, xviii^e-xx^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 229-236.
- 88) Lévy R., 2011, L'étatisation des polices de la région parisienne dans les années 1930 : une occasion manquée, in Spapens T., Groenhuisen M., Kookjmans T. (Eds), *Universalis, Liber Amicorum Cyrille Fijnaut*, Antwerpen-Cambridge, Intersentia, 503-512.
- 89) Lévy R., Berlière J.-M., 2010, Mémoire orale, récits de vie et sciences sociales, in Berlière J.-M., Lévy R. (dir.), *Le témoin, le sociologue et l'historien. Quand les policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 9-27.
- 90) Lévy R., Provansal A., 2010, Les récits de vie de policiers : l'expérience de deux collectes, in Berlière J.-M., Lévy R., (dir.), *Le témoin, le sociologue et l'historien. Quand les policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 57-85.
- 91) Liaigre F., 2010, Du poids des témoignages dans la construction d'une histoire mythique : les FTP et la résistance armée communiste, in Berlière J.-M., Lévy R. (dir.), *Le témoin, le sociologue et l'historien. Quand les policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 297-320.

- 92) López L., 2008, Commissaires de police et officiers de gendarmerie à la fin du xix^e siècle : pratiques professionnelles et représentations, in Kalifa D., Karila-Cohen P. (dir.), *Le commissaire de police au xix^e siècle*, Paris, Publications de La Sorbonne, Collection « Histoire de la France aux xix^e et xx^e siècles », 67, 139-154.
- 93) López L., 2008, Être mobile : la circulation d'une épithète entre gendarmerie et police (1871-1914), in Berlière J.M., Denys C., Kalifa D., Milliot V. (dir.), *Métiers de police. Être policiers en Europe, xviii^e-xx^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 439-452.
- 94) López L., 2008, Lieux communs : gendarmes et policiers dans les villes de la Troisième République (1870-1914), *Force Publique*, « La gendarmerie, force urbaine, du xviii^e siècle à nos jours », Actes du colloque du 8 novembre 2007 tenu au Palais du Luxembourg (Sénat), 3, 101-114.
- 95) López L., 2009, Le canton entre 1870 et 1914, territoire de redéfinition des rapports entre gendarmes et policiers, in Lagadec Y., Le Bihan J., Tanguy J.-F. (dir.), *Le canton, un territoire du quotidien ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Histoire », 159-170.
- 96) López L., 2010, Gendarmes, 11^e brigade mobile et police judiciaire durant l'entre-deux-guerres, in Luc J.-N. (dir.), *Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 121-133.
- 97) López L., 2011, Alphonse Bertillon dans l'ombre des récidivistes et le bertillonnage dans l'œil des forces de l'ordre de la Belle Époque, in Piazza P. (dir.), *Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala, 94-114.
- 98) Malochet V., 2008, Les policiers municipaux en France aujourd'hui. Les ambivalences d'une profession, in Berlière J.-M., Denys C., Kalifa D., Milliot V. (dir.), *Métiers de police. Être policiers en Europe, xviii^e-xx^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 145-152.
- 99) Malochet V., 2011, Les polices municipales, seules vraies polices de proximité ?, in Wyvekens A. (dir.), *La sécurité urbaine en question*, Montreuil, CÉDIS, 35-39.
- 100) Malochet V., 2012, La police au défi de la proximité, in Cortéséro R. (dir.), *La banlieue change ! Inégalités, justice sociale et action publiques dans les quartiers populaires*, Lormont, Le Bord de l'Eau, Collection « Clair et Net », 137-155.
- 101) Malochet V., 2013, Redonner confiance. Le soutien à la parentalité, in Bedin V., Fournier M. (dir.), *La parenté en question(s)*, Auxerre, Sciences Humaines, Collection « La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines », 132-136.
- 102) Marlière É., 2008, Des « ouvriers communistes » aux « jeunes des cités » : histoire croisée de la non-reconstruction d'une « demande sociale », in Anquetin V., Freyermuth A. (dir.), *La figure de l'« habitant »*. *Sociologie politique de la « demande sociale »*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection « Res Publica », 115-129.
- 103) Marlière É., 2009, Des « ouvriers communistes » aux « jeunes des cités : histoire croisée de la non-reconstruction d'une demande sociale », in Anquetin V., Freyermuth A. (dir.), *La figure de l'« habitant »*. *Sociologie politique de la « demande sociale »*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 115-129.
- 104) Marlière É., 2009, Jeunes des banlieues et émeutes urbaines, in Roudet B. (dir.), *Regard sur les jeunes en France*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 127-145.
- 105) Matelly J.H., 2008, L'OND : réussite politique et limites scientifiques indépassables ?, in Observatoire National de la Délinquance (OND), *Rapport de l'Observatoire National de la Délinquance 2008*, Paris, CNRS Éditions, 623-634.
- 106) Mouhanna Ch. 2012, Nicolas Sarkozy et la justice pénale. Les artifices d'une politique volontariste, in De Maillard J., Surel Y. (dir.), *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences-Po, Collection « Sciences-Po Gouvernances », 259-278.
- 107) Mouhanna Ch., 2008, Les parquets entre productivité et sens de l'action, in Collectif, *Actes du Colloque de la Cour de Cassation « Quel avenir pour le ministère public ? »*, Paris, Dalloz, 137-145.
- 108) Mouhanna Ch., 2008, Police : de la proximité au maintien de l'ordre généralisé ?, in Mucchielli L. (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, Collection « Sur le Vif », 77-86.
- 109) Mouhanna Ch., 2009, France : une lutte incessante autour de la recherche sur la police et le *policing*, in Ponsaers P., Tange C., van Ostrive L. (dir.), *Regards sur la police. Un quart de siècle de recherche sur la police en Europe et dans le monde anglo-saxon*, Bruxelles, Bruylant, 285-317.
- 110) Mouhanna Ch., 2011, La police : quelle contribution à la sécurité urbaine ?, in Wyvekens A. (dir.), *La sécurité urbaine en questions*, Montreuil, CEDIS.

- 111) Mouhanna Ch., 2012, De la plume aristocratique à la plume gestionnaire : le cas de la magistrature, in Coton C., Prouteau L., *Les paradoxes de l'écriture, Sociologie des écrits professionnels dans les institutions d'encadrement*, Rennes, PUR.
- 112) Mouhanna Ch., Monjardet D., 2008, Réinventer la police, in Puca, Aubertel P., Ménard F. (dir.), *La ville pour tous, un enjeu pour les services publics*, Paris, La Documentation Française, 99-107.
- 113) Mucchielli L., 2008, Faire du chiffre : le « nouveau management de la sécurité », in Mucchielli L. (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, Collection « Sur le Vif », 99-112.
- 114) Mucchielli L., 2008, Introduction, in Mucchielli L. (dir.), *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, Collection « Sur le Vif », 5-18.
- 115) Mucchielli L., 2008, Penser la question de la « surreprésentation » des jeunes issus de l'immigration dans la délinquance, in Boucher M., Belqasmi M. (dir.), *Guide pédagogique de l'antiracisme*, Paris, Vuibert, 151-157.
- 116) Mucchielli L., 2008, Préface, in Marlière É., *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Paris, Fayard, 9-12.
- 117) Mucchielli L., 2008, Violences urbaines, violences de la société, in Collectif, *Politique de la ville et intégration : conférences 2006*, Paris, Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration (DPVI), 69-100.
- 118) Mucchielli L., 2009, Délinquance et immigration : comment penser la question de la « surreprésentation » ?, in Akoka K., Gonin P., Hamelin D. (dir.), *Migrants d'ici et d'ailleurs, du transnational au local*, Poitiers, Éditions de l'Actualité Scientifique Poitou-Charentes, 159-170.
- 119) Mucchielli L., 2009, Délinquance juvénile : le cas des viols collectifs, in Bedin V. (dir.), *Qu'est-ce que l'adolescence ?*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions, 221-229.
- 120) Mucchielli L., 2009, Les homicides dans la France contemporaine (1970-2007) : évolution géographie et protagonistes, in Mucchielli L., Spierenburg P.C. (dir.), *Histoire de l'homicide en Europe, de la fin du Moyen Âge à nos jours*, Paris, La Découverte, Collection « Recherches », 128-161.
- 121)
- 122) Mucchielli L., 2009, Délinquance juvénile : le cas des viols collectifs, in Bedin V. (dir.), *Qu'est-ce que l'adolescence ?*, Auxerre, Sciences Humaines Éditions, 221-229.
- 123) Mucchielli L., 2010, Anomie, in Paugam S. (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Que-Sais-Je ? », 46-47.
- 124) Mucchielli L., 2010, Comment lire un « classique » des sciences sociales. L'exemple des *Règles de la méthode sociologique*, in Durkheim É., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, Collection « Champs Classiques », 7-63.
- 125) Mucchielli L., 2010, Déviance, in Paugam S. (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Que-Sais-Je ? », 63-64.
- 126) Mucchielli L., 2010, Émeute urbaine, in Le Breton D., Marcelli D. (dir.), *Dictionnaire de l'adolescence et de la jeunesse*, Paris, Presses Universitaires de France, 169-273.
- 127) Mucchielli L., 2010, Entre criminalisation, judiciarisation et ghettoïsation : l'évolution de la délinquance des mineurs en France, in Kuhn A., Vogler F., Steiner S., Dittmann V., Bessler C. (dir.), *Les jeunes et la criminalité*, Berne, Stämpfli Editions, 43-85.
- 128) Mucchielli L., 2010, La mort, l'émeute et la police municipale à Woippy. Essai de sociologie immédiate, in Olive J.-L., Mucchielli L., Giband D., *État d'émeutes, État d'exception. Retour à la question centrale des périphéries*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, Collection « Études », 669-688.
- 129) Mucchielli L., 2010, Les émeutes urbaines dans la France contemporaine, in Crettiez X, Mucchielli L. (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, Collection « Recherches », 141-176.
- 130) Mucchielli L., 2010, L'évolution de la délinquance des mineurs : entre criminalisation, judiciarisation et ghettoïsation, in Boucher M. (dir.), *Penser les questions sociales et culturelles contemporaines : quels enjeux pour l'intervention sociale*, Paris, l'Harmattan, 103-130.
- 131) Mucchielli L., 2010, Pour une sociologie politique des émeutes urbaines en France, in Olive J.-L., Mucchielli L., Giband D., *État d'émeutes, État d'exception. Retour à la question centrale des périphéries*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, Collection « Études », 127-173.
- 132) Mucchielli L., 2010, Violence(s) urbaine(s), in Le Breton D., Marcelli D. (dir.), *Dictionnaire de l'adolescence et de la jeunesse*, Paris, Presses Universitaires de France, 884-887.
- 133) Mucchielli L., Mohammed M., 2008, Délinquance juvénile, in Van Zanten A. (dir.), *Dictionnaire de l'éducation*, Paris, Presses Universitaires de France, 109-111.

- 134) Ocqueteau F., 2011, [La contribution de la sécurité privée à la sécurité urbaine](#), in Wyvekens A. (dir.), *La sécurité urbaine en questions*, Montreuil, CEDIS, 40-44.
- 135) Ocqueteau F., 2012, Existe-t-il un droit à une vie privée dans l'entreprise à l'heure de la guerre économique?, in Benyekhlef K., Mitjans E. (dir.), *Circulation internationale de l'information et sécurité*, Paris, Thémis, 117-136.
- 136) Piazza P., 2011, Alphonse Bertillon et les empreintes digitales, in Piazza P. (dir.), *Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala, 120-143.
- 137) Piazza P., 2011, De la carte d'identité de Français à la carte nationale d'identité biométrique, in Berlière J.-M., Fournié P. (dir.), *Fichés ? Photographie et identification 1850-1960*, Paris, Perrin, 165-175.
- 138) Piazza P., 2011, La révolution anthropométrique, in Berlière J.-M., Fournié P., (dir.), *Fichés ? Photographie et identification 1850-1960*, Paris, Perrin, 53-59.
- 139) Piazza P., Bigo D., 2011, La transnationalisation de l'échange des données à caractère personnel à des fins de sécurité, in Leman-Langlois S. (dir.), *Sphères de surveillance*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 71-78.
- 140) Pruvost G., 2008, Quand le statut policier est avant tout stature : corps féminins et corps masculins face au recrutement policier (1935-2005), in Berlière J.M., Denys C., Kalifa D., Milliot V. (dir.), *Métiers de police. Être policiers en Europe, xviii^e-xx^e siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 453-465.
- 141) Pruvost G., 2010, Quand les « battantes » se racontent : récits de vie et portraits médiatiques des femmes dans la police, in Berlière J.-M., Lévy R. (dir.), *Le témoin, le sociologue et l'historien. Quand les policiers se mettent à table*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 185-204.
- 142) Pruvost G., Cardi C., 2012, Introduction générale. Penser la violence des femmes : enjeux politiques et épistémologiques, in Cardi C., Pruvost G. (dir.), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 13-63.
- 143) Robert Ph., 2008, Enquêtes françaises sur la victimation et l'insécurité, in Zauberman R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, l'Harmattan, 89-103.
- 144) Robert Ph., 2008, L'avocat dans une justice des mineurs à l'avenir incertain (préface), in Bénec'h-Le Roux P., *Au tribunal pour enfants ; l'avocat, le juge, le procureur et l'éducateur*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 11-16.
- 145) Robert Ph., 2008, Ordre, insécurité, liberté : les incertitudes de la procédure pénale, in Cour de Cassation (sous l'égide de), *La procédure pénale en quête de cohérence*, Paris, Droit In Situ, DVD.
- 146) Robert Ph., 2008, Un regard critique sur trente années de *Déviance et Société*, in Vacheret M., Jendly M., Mary Ph., Quirion B., Robert D. (dir.), *Le pénal aujourd'hui, pérennité ou mutations / Punishment Today: Permanence or Mutation*, Montréal, Érudit, 337-350.
- 147) Robert Ph., 2009, Délinquance, *Encyclopedia Universalis*.
- 148) Robert Ph., 2009, Des opinions aux représentations et retour, in Collectif, *Montrer la justice, penser le droit pénal ; colloque en l'honneur du professeur Christian-Nils Robert ; Liber amicorum Christian-Nils Robert*, Zurich, Schulthess, 65-95.
- 149) Robert Ph., 2009, L'évaluation des politiques de prévention en Europe, in Robert Ph. (dir.), *L'évaluation des politiques de sécurité et de prévention de la délinquance en Europe*, Paris, l'Harmattan, Collection « Logiques Sociales », 15-46.
- 150) Robert Ph., 2009, Préface, in Waller I., *Lutter contre la délinquance. Comment le tout répressif tue la sécurité*, Paris, l'Harmattan, 7-13 (traduction française de Waller I., 2006, *Less Law, More Order. The Truth about Reducing Crime*, Santa Barbara, Praeger Publishers).
- 151) Robert Ph., 2010, La prison et la sociologie criminelle en France, in Artières Ph. et al., *Surveiller et punir de Michel Foucault*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 75-81.
- 152) Robert Ph., 2010, Traitement et prévention de la délinquance juvénile. Dépasser les représentations, in Boucher M. (dir.), *Penser les questions sociales et culturelles contemporaines. Quels enjeux pour l'intervention sociale*, Paris, l'Harmattan, 131-146.
- 153) Robert Ph., 2011, Les délinquances et leurs évolutions, in Wyvekens A. (dir.), *La sécurité urbaine en question*, Montreuil, CEDIS, 14-20.
- 154) Robert Ph., 2011, Peine, récidive et crise sécuritaire, in Tulkens F., Cartuyvels Y., Guillain C. (dir.), *La peine dans tous ses états*, Bruxelles, Larcier, 253-271.
- 155) Robert Ph., 2011, Postface, in Marlière É., *Les jeunes et la discothèque. Entre fêtes urbaines et violences ritualisées*, Paris, Éditions du Cygne, 193-197.
- 156) Robert Ph., 2012, L'évolution des politiques de prévention et de sécurité en France depuis les années 1980, in Boucher M., Malochet V. (dir.), *Regards croisés sur la régulation sociale des désordres*, Paris, l'Harmattan, 13-26.

- 157) Robert Ph., 2013, Il y a trop d'insécurité, in Vicot R. (dir.), *Sécurité : vraies questions et faux débats*, Paris, l'Harmattan, 251-263.
- 158) Robert Ph., Zauberman R., 2009, Introduction, in Robert Ph. (ed.), *Evaluating Safety and Crime Prevention Policies in Europe*, VUB Press, 7-10.
- 159) Robert Ph., Zauberman R., 2008, Préface, in Zauberman R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, l'Harmattan, 9-11.
- 160) Robert Ph., Zauberman R., 2009, Introduction, in Robert Ph. (dir.), *Mesurer la délinquance en Europe; comparer statistiques officielles et enquêtes*, Paris, l'Harmattan, 11-15.
- 161) Robert Ph., Zauberman R., 2009, Introduction, in Robert Ph. (dir.), *L'évaluation des politiques de sécurité et de prévention de la délinquance en Europe*, Paris, L'Harmattan, 9-13
- 162) Robert Ph., Zauberman R., 2010, Crise sécuritaire et alarme à la récidive : entre étude savante et fébrilité législative, in Allinne J.P., Soula M. (dir.), *Les récidivistes. Représentations et traitements de la récidive (xix^e-xxi^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 211-226.
- 163) Robert Ph., Zauberman R., 2013, Fiches : Comment mesurer la délinquance, Les statistiques policières, Les enquêtes de victimation, Au-delà de la statistique de police et de l'enquête de victimation, L'Observatoire national de la délinquance, La délinquance contre les personnes, La délinquance contre les biens, La délinquance routière, La délinquance économique et financière, in Le Bouillonnet J.-Y., Quentin D., *Rapport d'information déposé par la Commission des Lois... en conclusion des travaux d'une mission d'information relative à la mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences*, Paris, Assemblée nationale, 138-160.
- 164) Vesentini F., Detienne V., Louette J., Brogneaux A.F., 2012, « *Quetelet.net* » ou la nécessaire diffusion critique des données pénales, in Collectif, *Les statistiques pénales belges à l'heure de l'informatisation. Enjeux et perspectives*, Gent, Academia Press, 87-110.
- 165) Yvoret J.-J., 2012, Les mineurs et la justice pénale ou pourquoi condamne-t-on plus sévèrement les enfants ?, in Chauvaud F., (dir.), *Le droit de punir du Siècle des Lumières à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 99-110.
- 166) Yvoret J.-J., Le Pajolec S., 2011, Du Gamin de Paris au jeune des banlieues. Évolution d'un stéréotype, in Tsikounas M. (dir.), *Imaginaires urbains du Paris romantique à nos jours*, Paris, Le Manuscrit, 191-246.
- 167) Zauberman R., 2008, Les enquêtes sur la victimation et l'insécurité en Europe, in Zauberman R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, l'Harmattan, 13-39.
- 168) Zauberman R., Robert Ph., Bon D., 2011, La délinquance d'après les enquêtes et les statistiques de police (1998-2008), in Heurtel H. et al., *L'insécurité en Île-de-France. Rapport final : enquête « victimation et sentiment d'insécurité » de 2009*, Paris, IAU-IDF, 43-57.

5. Colloques et séminaires

5.1. Participation à des colloques (en langue étrangère ou à l'étranger)

- 1) Aubusson de Cavarlay B., 2010, « Suicide in French Prisons: a Consequence of the Prison Conditions? », *Violations of Human Rights and Humanitarian Law: Investigation and Prevention of Torture and Death in Custody*, ESF Research Conference, Linköping, Sweden, 3-7 may.
- 2) Berlière J.-M., 2008, « Regards croisés sur les historiographies française et turque du maintien de l'ordre/Asayış : Fransız ve Türk Tarihyazımına Çapraz Bakışlar », Boğaziçi Üniversitesi, Demir Demirgil Salonu, Istanbul, 11-12 janvier.
- 3) Berlière J.-M., 2009, « Le polizie e il controllo del territorio », Colloque « *Polizia Militare/Military Policing* », Universités de Milan, Gene, Bergamo, Siena, Pise, Naple et Messine, Messine, 11-12 décembre.
- 4) Bousaguet L., 2011, « Paying Attention to the European Citizens. A Review of the First Participatory Experiments at the European Level », Panel 482, Section 73, Congrès international de l'ECPR, Reykjavik (Islande), août.
- 5) Cahn O., 2013, Contributions of Member States to EU Police External Operations, GERN, Police Cooperation in the EU under the Treaty of Lisbon - Opportunities and Limitations, Berlin, 22 février.
- 6) de Maillard J., 2011, « Police and Youth in France: the Difficult Management of Tensions », Congrès de l'European Society of Criminology, Vilnius, septembre.
- 7) de Maillard J., 2012, « Governing Public Security Locally: Relations between Municipalities and the Police in French Localities », Congrès de l'European Society of Criminology, Bilbao, septembre.

- 8) de Maillard J., 2013, « Comparing Police Officers' Experiences in France and Germany », *1st International Conference on Public Policy*, Grenoble, 26-28 juin.
- 9) de Maillard J., 2013, « The Use of Performance Indicators in the French and English Police », *1st International Conference on Public Policy*, Grenoble, 26-28 juin.
- 10) de Maillard J., Roché S., 2012, « Police and Minority Youth in France and Germany », Congrès de l'European Society of Criminology, Bilbao, septembre.
- 11) Fischer N., 2009, « Negotiating Deportations. An Ethnography of the Legal Challenge of Deportation Orders in a French Immigration Detention Centre », Communication au colloque international « *Deportation and the Development of Citizenship* », Centre on Policy, Migration and Society (COMPAS)/Refugee Studies Centre (RSC), Université d'Oxford, 11-12 décembre.
- 12) Fischer N., 2010, « Judging Mobility. An Ethnographical Perspective on French Immigration Courts », Congrès annuel de l'Association Américaine d'Anthropologie (au sein du Panel « *Ethnography in the courtroom* » coorganisé avec Chowra Makaremi et Carolina Kobelinsky), La Nouvelle-Orléans, 20 novembre.
- 13) Fischer N., 2010, « Thresholds of Exclusion. Legal and Medical Experts, and the Management of Illegality in a French Immigration Detention Centre », Communication au colloque international « *The Language of Difference: Mechanisms of Inclusion and Exclusion of Migrants 1945-2005* », Université de Leyden, 14-15 janvier.
- 14) Fischer N., 2011, « Corps enfermés, corps protégés. Contrôle policier et usages subversifs du corps dans un centre de rétention français », Colloque « *Pratiques et acteurs de l'enfermement : circulations et transferts* » organisé par l'IRIS-EHESS, le Centre Marc Bloch et le CRIA, Berlin, 1^{er} décembre.
- 15) Fischer N., 2011, « Monitoring Detention. The Control of Immigration Detention in France and the Europeanization of Deportation Policies », Journée d'études « *Europeanization of Exclusion Policies and Practices* », Université de Neuchâtel/Réseau Imiscoe, Neuchâtel, 17 juin.
- 16) Fischer N., 2011, « The Paradoxes of Control : Analysing Immigration Policies in Europe », Séance d'ouverture du Congrès annuel de l'*European Group for the Study of Deviance and Social Control*, Chambéry, 3 septembre.
- 17) Hassenteufel P., 2010, « Structural Financial Crisis and the strengthening of the Regulatory State. Health Care Governance Reforms in France and Germany », International Political Science Association, Research Committee: Structure and Organization of Government, Conference « *Crisis as Opportunity* », Berlin.
- 18) Hassenteufel P., 2010, « The Organizational-Institutional Transformation of the German Healthcare System : Mixing Rescaling, Privatization and Managerialism », *ESPANET General Conference*, Budapest.
- 19) Hassenteufel P., 2011, « The Role and Position of Doctors in Health Care System Change: Some Clues from Three Western European Countries », Colloque « *Healthcare Systems: Change and Outcomes. Ideas, Institutions, Actors and Reforms* », Université d'Amsterdam.
- 20) Hassenteufel P., 2012, « Agencies and the Introduction of Economic and Managerial Knowledge within Policy Tools : France, Germany and England », 22^e congrès de l'International Political Science Association « *RC 25: Comparative Health Policy* », Madrid.
- 21) Hassenteufel P., 2013, « Governance Convergence by the Long-term Constitution of Policy Core Executives: Autonomization and Centralization of Health Insurance Policy in Germany and France », panel « *Central Government Organisations in the Era of Global Capitalism: Bureaucratic Autonomization or Political Recentralising?* », 7th *ECPR General Conference*, Sciences Po, Bordeaux.
- 22) Hassenteufel P., 2013, « Methodological Issues and Analytical Tools for Transnational Comparison », colloque « *Analyzing Divergent Terrains?* », Université de Natal (Brésil).
- 23) Hassenteufel P., 2013, « Public Policy Approaches in France: where is the French Touch? », intervention à la session plénière de l'*International Conference on Public Policies* et organisation du panel « *Actor-Centered Approaches of Policy Change* », Grenoble.
- 24) Hassenteufel P., Genieys W., 2012, « Programmatic Elites in an Organizational State: French Health Policy Since 1981 », « *Symposium on Elites and Trans-Atlantic Crisis* », Université d'Austin (Texas).
- 25) Jobard F., 2009, « La réunification de la police berlinoise », séminaire final du LEA, Freiburg, 30 novembre-1^{er} décembre.
- 26) Jobard F., 2011, « Sur la théorie de la police », Journée d'hommage à Jean-Paul Brodeur, Université de Montréal, 14 avril.
- 27) Jobard F., 2011, « Trente ans d'émeutes urbaines en France », Colloque international Action de recherche concertée/Université Catholique de Louvain, « *Jeunesse & violence. Approches socio-historiques* », Bruxelles, Pianofabriek, 27-28 janvier.

- 28) Jobard F., 2011, Discutant des contributions à la section thématique « Militantisme et répression. Perspectives comparées », organisée par D. Cuadros, D. Rocha et M. Turgeon, 4^e Congrès International des Associations francophones de science politique, Bruxelles, 21 avril.
- 29) Jobard F., 2012, « La police française et les minorités visibles (perspective comparée) », Centre International de Criminologie Comparée, Université de Montréal, 19 novembre, 11h45-13h00 (intervention vidéo disponible sur le site Internet : [http://www.cicc.umontreal.ca]).
- 30) Jobard F., 2012, « Mais que fait la police ? Le travail policier sous le regard des sciences sociales », Centre d'Études et de Recherches Internationales, Université de Montréal, 20 novembre, 16h00-19h00.
- 31) Jobard F., 2012, « Race and Policing in France », American Society for Criminology, congrès annuel, Chicago, 14 novembre, 12h00-13h50.
- 32) Jobard F., Brandariz J., Brion F., Vanneste Ch., 2012, « Punishing and Policing. New Critical Perspective from Europe », *Open Seminar*, Center for the Study of Race, Politics and Culture, Université de Chicago, 15 novembre, 16h00-17h30, animé par Bernard Harcourt.
- 33) Jobard F., Lévy R., 2012, Race and Policing: New Trends in French Research, *American Society of Criminology Annual Meeting*, Chicago, 14-17 novembre.
- 34) Kensey A., Lévy R., Benaouda A., 2010, First Measures of the Criminal Recidivism Rate after an Electronic Monitoring (EM) Sentence, Communication au Congrès de la European Society of Criminology, Liège, 10 septembre.
- 35) Le Goff T., 2011, À quoi sert la vidéosurveillance ?, Colloque international sur « L'évaluation de la vidéosurveillance » organisé par le Ministère de l'Intérieur belge, Bruxelles, 27 juin.
- 36) Le Goff T., 2012, Ethnography of municipal CCTV operators in France, Colloque international « The State of Surveillance » organisé par le réseau de coopération scientifique européen LISS (Living in Surveillance Societies) piloté par l'Université de Sterling, Barcelone, 29 mai.
- 37) Levan V., 2008, Fear of Crime and the Elderly in Montréal Public Housing: when Invisibility Matters, colloque sur « Criminology in the Public Sphere », European Society of Criminology, Édimbourg, 2-5 septembre.
- 38) Levan V., 2009, Fear and Resilience in a South Brooklyn Public Housing Project, colloque consacré à « La peur/ The Fear Factor », Association Française des Études Américaines, Université de Franche-Comté, Besançon, 28-30 mai.
- 39) Lévy R., 2008, Policer l'espace : quelques pistes de réflexion, commentaire, Colloque « L'État au prisme du contrôle des déviances : plaidoyer pour une approche ethnographique », Berlin, Centre Marc Bloch, 13-15 novembre.
- 40) Lévy R., 2009, Commentaire de la communication de Candido da Agra, « Research, Power and Action », Journée d'étude CrimPrev « Scientific Research and Public Policies », Faculté de droit-École de criminologie, Université de Porto, 15 janvier.
- 41) Lévy R., 2009, CrimPrev's Achievements: an Assessment and some Recommendations, *Final CrimPrev Conference*, Open University, Milton Keynes (UK), 17-19 juin.
- 42) Lévy R., 2010, Identity Checks by the Paris Police: a Quantitative Observation of Ethnic Profiling, Communication à l'ICCCR Annual Conference on « Ethnicity, Crime and Justice: Contemporary and Historical perspectives », Open University, Walton Hall, 8-9 juin.
- 43) Lévy R., 2011, Are There Policing « Models »? What Sociology and History Have to Say, *The First CCCH Oslo Seminar*, Department of Criminology and Sociology of Law, University of Oslo, Oslo, 25-26 October.
- 44) Lévy R., 2011, Que faire des « modèles » de police ? Quelques réflexions sur *The Policing Web*, Journée d'hommage à Jean-Paul Brodeur, Université de Montréal/CICC, Montréal 14 avril.
- 45) Lévy R., 2013, Assessing Racial Profiling: an Analysis of Police Stops in Paris, Conférence INCT-InEAC, Universidade Federal Fluminense (UFF), Niteroi (RJ, Brésil), 25 février-1^{er} mars.
- 46) Lévy R., Jobard F., 2009, Les contrôles d'identité en France : un instrument de discrimination ?, Communication au colloque franco-brésilien (CAPES-COFECUB) « Conflits urbains, violence et processus de criminalisation », UFRJ, Rio de Janeiro, 27-29 août.
- 47) Mouhanna Ch., 2011, Police Statistics in France and Controlling Police Activities, presentation à la Deutsche Hochschule der Polizei, Munster, 2 mars.
- 48) Mouhanna Ch., 2011, The Consequences of the French over Centralized Organisation of Policing, communication au congrès de l'European Society of Criminology, Vilnius, 21-23 septembre.
- 49) Mouhanna Ch., 2011, Policing and Drugs: Key Indicators, communication au workshop de l'European Monitoring Centre for Drug and Drug Addiction « Working Group on Drug Related Crime », Lisbonne, 26-28 octobre.

- 50) Mouhanna Ch., 2012, Police and Proximity: the Dilemmas of the French National Police Force, communication au colloque de l'Instituto Superior de Ciencias Policiais e Segurança Interna « *Podere e Autoridade Policiais* », Lisbonne, 23-24 février.
- 51) Mouhanna Ch., 2012, European Police Science: Diversity of Approaches and Challenges, communication au colloque du CEPOL « *Police Science in Europe, Project, Progress, Projections* », Lyon, 25-27 septembre.
- 52) Mouhanna Ch., 2012, Violence and Police, communication au colloque du Centrum voor Politiestudies « *Tides and Currents in Police Theories* », Université de Gand, 12-13 décembre.
- 53) Ocqueteau F., 2011, Privatisation de la haute police, comment en explorer l'hypothèse ?, Communication à la Rencontre commémorative sur le bilan de l'héritage intellectuel de Jean-Paul Brodeur, Montréal, Centre International de Criminologie Comparée, 14-15 avril.
- 54) Ocqueteau F., 2011, Existe-t-il un droit à une vie privée dans l'entreprise ?, communication au Colloque international « *Vers une intégration du droit à la vie privée et des technologies de sécurité* ». Montréal, Centre de Recherche en Droit Public, 17-18 octobre.
- 55) Piazza P., 2008, « Identification : Historical Trends », *workshop « History of Identification »* organisé par l'European Studies Center, St Anthony's College, Université d'Oxford, 26 septembre (intervention disponible sur le site Internet : [<http://identinet.org.uk/workshops/2008-workshop/>]).
- 56) Piazza P., 2010, « The Identity Registration System, Identification Number, and National ID Card during the Vichy Regime (France, 1940-1944) », *Workshop on the Comparative History of Registration*, St John's College, Université de Cambridge, 8 septembre.
- 57) Piazza P., 2012, « Biometrics in Europe against Civil Liberties? The French Case », intervention réalisée dans le cadre du *workshop* organisé par le Peace Research Institute (Oslo) sur le thème « Public Perception of Security and Privacy: Assessing Knowledge, Collective Evidence, Translating Research into Action », Bruxelles, 17-18 septembre.
- 58) Robert Ph., 2008, « Synthèse », Colloque « *L'État au prisme du contrôle des déviances ; plaidoyer pour une approche ethnographique* », Journées d'études organisées en partenariat avec le Centre Marc Bloch de Berlin, le Laboratoire Européen Associé (CESDIP-CLERSÉ-Max-Planck Institut Freiburg), la Berlin Graduate School of Social Sciences (Université Humboldt de Berlin), l'Université franco-allemande, l'EHESS de Paris et l'IEP de l'Université de Leipzig, Berlin, 13-15 novembre.
- 59) Robert Ph., 2009, « Des modèles européens de prévention et de sécurité et de leur évolution », 6° PCRDT, CrimPrev, WP4, WS6, « *Local Public Policies in Response to Contemporary Insecurities* », U. Porto, Facultade de Direito, Escola de Criminologia, 16 janvier.
- 60) Robert Ph., 2009, « L'évaluation des politiques de prévention et de sécurité examinée sous une perspective méthodologique », 6° PCRDT, CrimPrev, WP4, WS6, « *Local Public Policies in Response to Contemporary Insecurities* », Seminario aberto Conhecimento Cientifico, Politicas criminais e de segurança, U. Porto, Facultade de Direito, Escola de Criminologia, 15 janvier.
- 61) Robert Ph., 2009, « Peine, récidive et crise sécuritaire », colloque « *La peine dans tous ses états* » en l'honneur de Michel van de Kerchove, Facultés Universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 16-17 octobre.
- 62) Robert Ph., 2009, « Peur du crime et criminalité en France », Séminaire final du Laboratoire Européen Associé « *Délinquances, politiques de sécurité et de prévention. Recherches comparatives franco-allemandes* », Max-Planck-Institut für Ausländisches und Internationales Strafrecht, Freiburg, 30 novembre-1^{er} décembre.
- 63) Robert Ph., 2010, « Studying the Collective Representations of Criminal Justice », EuroJustis (FP7), « *Measuring Confidence and Public Attitudes to Justice* », Università degli studi di Parma, 6 mai.
- 64) Sanchez J.-L., 2013, « Bâtir au Maroni : le pénitencier de Saint-Jean-du-Maroni (Guyane française) », intervention dans le cadre de la 59^e conférence de la *Society for French Historical Studies*, Massachusetts Institute of Technology, Université de Harvard, Cambridge, Massachusetts, États-Unis, avril.
- 65) Ventre D., 2009, *Cybercriminalité ou guerre de l'information ? Insécurité dans l'espace informationnel*. Université de Liège, Belgique, 27 mai.
- 66) Ventre D., 2010, Are cyberattacks usual or unusual crimes?, The 8th Biennial International Conference Policing in Central and Eastern Europe, Social Control of Unconventional Deviance, Ljubljana, Slovenia, September 22-24.
- 67) Ventre D., 2011, Cyberattacks: a threat to national security and government's response, Conférence internationale de la CIOR (confédération interalliée des officiers de réserve), Varsovie, Pologne, 3 Août 2011.

- 68) Ventre D., 2011, Ciberataques, Ciberguerra : las estrategias de Estados Unidos y de China, XIX Curso Internacional de Defensa, Seguridad Global y Potencias Emergentes en un mundo multipolar, Academia General Militar, Universidad de Zaragoza, Jaca, Espagne, 26 septembre.
- 69) Zauberman R., 2009, « Les atteintes aux biens : une synthèse des travaux européens », communication au colloque franco-brésilien Capes-Cofecub « *Conflits urbains, violences et processus de criminalisation au Brésil et en France : dimensions comparatives* », Rio de Janeiro, 27-29 août.
- 70) Zauberman R., 2010, « Implication of the CrimPrev FP6 Programme for Euro-Justis », communication à la conférence internationale Euro-Justis « *Social Indicators of Trust and Confidence in Justice* », Parma, 5-7 mai.
- 71) Zauberman R., 2011, « Crime Victimization, Insecurity and Urban Spaces in the Paris Region, 1998-2008 », Keynote speech à la 11th Annual Conference of the European Society of criminology, Vilnius, 21-24 septembre.
- 72) Zauberman R., Robert Ph., 2009, « Le crime et la mesure ; mesurer la délinquance et évaluer les politiques de sécurité et de prévention », 6^e PCRDT, CRIMPREV, Colloque final, Milton Keynes, Open University, 19 juin.

5.2. Participation à des colloques (en français en France)

- 1) Aubusson de Cavarlay B., 2010, « Le suicide en prison : choisir le bon indicateur ? », in Direction de l'Administration Pénitentiaire, *Le suicide en prison : mesure, dispositifs de prévention, évaluation, Journée d'étude internationale du 22 janvier 2010*, Paris, DAP, Collection « Travaux et Documents ».
- 2) Aubusson de Cavarlay B., 2011, « Mesures judiciaires de la violence juvénile : entre effet de loupe et cercle vicieux », colloque international ARC-UCL « *Jeunesse et violence* », Bruxelles, 27-28 janvier.
- 3) Aubusson de Cavarlay B., 2013, « L'aménagement des peines : compte autrement ? Perspectives de long terme », in Direction de l'Administration Pénitentiaire, *L'aménagement des peines privatives de liberté : l'exécution de la peine autrement*, Paris, DAP, Collection « Travaux et Documents », 79.
- 4) Bailleau F., 2008, « La justice des mineurs : vers un abandon du modèle "welfare" en France ? », conférence pour le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine sur le thème de « L'évolution des politiques pénales », Paris, 24 avril.
- 5) Bailleau F., 2008, « Le traitement de la délinquance juvénile en Europe », séminaire de formation « *France, Europe : Quel regard sur la jeunesse ?* », Association Profession Banlieue, Paris, 5 décembre.
- 6) Bailleau F., 2008, conférence pour la Mairie d'Amiens dans le cadre de la préparation des politiques locales de prévention, 27 juin.
- 7) Bailleau F., 2008, interventions dans le cadre de la formation de magistrats irakiens, organisée par l'École Nationale de la Magistrature, Paris, 9 et 12 juin.
- 8) Bailleau F., 2008, Participation à deux colloques organisés par l'UNIOPS sur « Les réformes en préparation de la justice pénale des mineurs », Bordeaux (septembre) et Paris (octobre).
- 9) Bailleau F., 2009, « La délinquance des mineurs : les réponses judiciaires », intervention à l'ENPJJ « *Analyse d'une politique publique. La Justice des mineurs* » dans le cadre de l'ouverture d'une session de formation pour les magistrats et les éducateurs, Roubaix, 31 mars.
- 10) Bailleau F., 2009, conférence-débat pour l'ACAT de l'Université Paris V sur « *Les évolutions de la justice pénale des mineurs en Europe* », Paris, 12 mars (intervention disponible sur le site Internet : [<http://acatparis5.free.fr>]).
- 11) Bailleau F., 2009, réflexions autour du rapport Varinard, Utopsy, Montreuil, 14 mars.
- 12) Bailleau F., 2010, « La justice pénale des mineurs en Europe. Convergences et divergences », ouverture de la session de formation des cadres de l'action social du Conseil général des Yvelines, 11 mars.
- 13) Bailleau F., 2010, animation d'une soirée rencontre-débat organisée par La Ligue des Droits de l'Homme sur « *Une société anti-jeunes ?* », Paris, 19 mars.
- 14) Bailleau F., 2010, colloque de la Ligue des Droits de l'homme « *Le jeune et la justice* », Bourges, 4 décembre.
- 15) Bailleau F., 2012, animation d'un séminaire de réflexion du Carrefour de l'action éducative en milieu ouvert sur la création d'un observatoire des mesures d'assistance éducative en milieu ouvert, 13 décembre.
- 16) Berlière J.-M., 2008, « Les archives de police : des méconnues de l'histoire ? », Centre d'Histoire du Droit et de la Justice/Archives de l'État, Louvain-la-Neuve, 24 janvier.
- 17) Berlière J.-M., 2008, « Pratiques, acteurs et usages de la surveillance publique aux XIX^e et XX^e siècles », Université de Bordeaux 3-ANR, Bordeaux, 18 avril.

- 18) Berlière J.-M., 2009, « Police & Colonial Policing », CESDIP-Université Paris 4-GEMPA, Paris-Sorbonne, 27-28 novembre.
- 19) Berlière J.-M., 2009, « Polices et occupations militaires en Europe, XVIII^e-XX^e siècles », Université de Lille, Villeneuve d'Asq, 30 juin.
- 20) Berlière J.-M., 2010, « De l'expérience individuelle à l'histoire : correspondance, mémoires et témoignages au prisme de la recherche », SHD, Château de Vincennes, 22 novembre.
- 21) Berlière J.-M., 2011, « Les cent ans du rattachement de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice », ENAP, Agen, 7 décembre.
- 22) Cahn O., 2011, « Le délit de banqueroute », Colloque Universités de Poitiers et de Varsovie « *Moins de droit dans la vie des affaires, mythe ou réalité ?* », Varsovie, 29 octobre.
- 23) Cahn O., 2011, « Prison, lutte contre la récidive et réinsertion - Législation actuelle, politiques pénales et réformes pénales », Colloque « *Justice : Penser autrement, Prison et Récidive* », Commission des Droits de l'Homme, Barreau du Val-d'Oise, Université de Cergy-Pontoise, 8 décembre.
- 24) Cahn O., 2012, « Le principe de nécessité en droit pénal - thèse radicale », Journée d'Études Radicales « *Le principe de nécessité en droit pénal* », Université de Cergy-Pontoise, 12 mars.
- 25) Cahn O., 2012, « Sanction pénale de la mauvaise gestion du patrimoine au sein de l'entreprise : Écho en droit français », Colloque « *La mauvaise gestion du patrimoine: risques juridiques, prévention et répression* », Haute École de Gestion ARC-Institut de Lutte contre la Criminalité Économique, Neuchâtel, 6 juin.
- 26) de Larminat X., 2012, « Les usages du logiciel APPI dans les services de probation : un révélateur des réformes gestionnaires en modèle réduit », Journée d'étude « *La numérisation du social* », PIMS, Université d'Avignon et des pays du Vaucluse, 15 juin.
- 27) de Larminat X., 2013, « Du territoire à la catégorie : la segmentation croissante des modes d'interventions socio-judiciaires en milieu ouvert », Colloque international « *Les territoires vécus de l'intervention sociale. Institutions, professionnels et usagers à l'épreuve de l'intervention sociale* » organisé par le laboratoire Printemps, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 26 mars.
- 28) de Larminat X., 2013, « En apesanteur ou pris entre deux feux ? La situation des cadres intermédiaires de l'administration pénitentiaire entre trajectoires individuelles et contextes organisationnels », XII^e Congrès de l'Association Française de Science Politique « *Les politiques de réforme de l'État et des services publics : une approche par les activités des cadres de l'administration* », Paris, 10 juillet.
- 29) de Larminat X., 2013, « La compétence relationnelle comme condition d'exercice de la domination. Une ethnographie des rapports entre agents de probation et condamnés en milieu ouvert », RT3 « Normes, déviances et réactions sociales », Congrès de l'Association Française de Sociologie, Nantes, 4 septembre.
- 30) De Maillard J., 2012, « Crise et politique de la ville », intervention au colloque de l'Association Française de Criminologie, 23 novembre.
- 31) Delvaux D., Mouhanna Ch., Schoenaers F., Bastard B., 2011, « De quoi est fait le temps judiciaire ? », communication au congrès de l'Association Française de Sociologie RT3, 4-5 juillet.
- 32) Fischer N., 2011, « "Guerre aux migrants" ? Le modèle du camp à l'épreuve de l'économie du maintien de l'ordre et de la subversion en rétention administrative », XI^e Congrès de l'Association Française de Science Politique, Section thématique 9, « *Ni guerre, ni paix : enquêtes sur les ordres politiques disloqués* », Strasbourg, 1^{er}-2 septembre.
- 33) Fischer N., 2011, « Frontières nationales et droit européen. Les Juges des libertés et de la détention français et le contrôle de l'entrée des étrangers sur le territoire Schengen », Journée d'études « *Acteurs administratifs et professionnels de l'immigration : articuler les dynamiques nationales, européennes et internationales* », IEP de Paris, 6-7 Juin.
- 34) Fischer N., 2011, « Sociologie du jugement et jugement du sociologue. Les enjeux éthiques d'une enquête au sein d'un tribunal », Journée d'étude « *L'éthique en pratiques* » organisée par le programme ERC Morals « *Towards a Critical Moral Anthropology* », EHESS, Paris, 16 mai.
- 35) Fischer N., 2012, « L'assistance juridique individuelle comme acte politique : sur l'aide associative aux étrangers placés en rétention administrative », Journée d'études « *Les institutions d'enfermement à l'épreuve du droit et des droits* », réseau thématique « *Sociologie du droit et de la justice* » de l'Association Française de Sociologie, 19 juin.
- 36) Fischer N., 2012, « Les juridictions des étrangers », Colloque international « *Au cœur de l'État. Comment les institutions traitent leurs publics* » organisé par l'IRIS, l'EHESS et l'Institute for Advanced Study de Princeton, EHESS, Paris, 11 juin.

- 37) Fischer N., 2012, Discutant de la première demi-journée, Journée d'études « Associations et syndicats à l'ombre du droit » organisée par les réseaux thématiques « Sociologie du droit et de la justice » et « sociologie du monde associatif » de l'Association Française de Sociologie, CNAM, Paris, 6 avril.
- 38) Hassenteufel P., 2011, « Expliquer l'État régulateur par les acteurs », Section thématique 15 « L'État régulateur en question : perspectives comparées », *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Paris.
- 39) Hassenteufel P., 2011, « La protection maladie entre conceptualisations économiques et (re)conceptualisation politique », session plénière « innovations dans les politiques sociales : de nouveaux concepts normatifs », *Congrès de l'Association Française de Sociologie*, Paris.
- 40) Hassenteufel P., 2012, « La loi du 4 mars 2002 étape ou parenthèse dans les transformations du management hospitalier ? », colloque « La loi du 4 mars 2002 10 ans après », Université Paris 2.
- 41) Hassenteufel P., 2013, « Les enjeux de santé et d'assurance maladie pendant la campagne présidentielle de 2012. L'intervention de groupes d'intérêts et de *think tanks* », Section thématique 37 « Groupes d'intérêts et *think tanks* pendant les campagnes électorales », *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Paris.
- 42) Jobard F., 2009, « Analyse de la productivité des politistes français », conférence plénière du 10^e Congrès de l'Association Française de Science Politique, Grenoble, 7-9 septembre.
- 43) Jobard F., 2009, « Les infractions à dépositaires de l'autorité publique sont-elles des indices de politisation », colloque l'Université de Bretagne-Sud (CERHIO) en partenariat avec le GRHISPO de l'Association Française de Science Politique, Lorient, 16-17 décembre.
- 44) Jobard F., 2009, Conférence sur « Les émeutes françaises de 2005 », Centre International de Criminologie Comparée, Université de Montréal, 11 février.
- 45) Jobard F., 2010, « Analyse de la productivité des politistes français », journée de l'Association Française de Science Politique, Paris, 22 janvier.
- 46) Jobard F., 2010, « La police de proximité : un choix de société », Institut de criminologie, CER-DEL, Ouvertures juridiques, Lille, 3 mars.
- 47) Jobard F., 2011, Discutant des interventions de Iakov Gilinski, Boris Gladarev et Natalia Taubina, journée CERI-CERCEC « La police russe en procès », 25 mars.
- 48) Jobard F., 2012, Discutant des interventions de Fabrice Fernandez, Yasmine Bouagga et Didier Fassin, colloque « Au cœur de l'État », European Research Council, Paris, EHESS, 11 juin.
- 49) Jobard F., 2012, Présidence de session au colloque « L'État des droits. Pratique des droits dans l'action publique », Paris XIII-IEP Paris-CESDIP, 25 juin.
- 50) Jobard F., 2013, Discutant de *Maintenir l'ordre colonial, Afrique et Madagascar XIXe-XXe siècles* (Rennes, PUR, 2012), sous la direction de Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin, séminaire Jean-François Bayart « Hégémonie et coercition », CERI, Paris, 6 février, 14h30-18h00.
- 51) Jobard F., Favre P., Fillieule O., 2008, Organisation de la journée d'étude AFSP « L'intervention du politiste dans le débat public. En finir avec la neutralité axiologique ? » + présentation personnelle « Petits principes d'hygiène professionnelle relatifs à l'intervention du politiste dans l'espace public », 28 mai.
- 52) Le Goff T., 2010, « La régulation des désordres au prisme de la vidéosurveillance. Une analyse des pratiques professionnelles des opérateurs de vidéosurveillance », colloque « Regards croisés sur la régulation sociale des désordres » organisé par les RT3 et RT20 de l'Association Française de Sociologie, Institut du Développement Social, Rouen, 26-27 octobre.
- 53) Le Goff T., 2010, « La vidéosurveillance : un révélateur des nouveaux savoirs criminologiques guidant les politiques de prévention de la délinquance », Congrès de l'Association Française de Criminologie « Les politiques locales de sécurité et les nouveaux savoirs criminologiques », Nantes, 19-21 novembre.
- 54) Le Goff T., 2011, « L'évaluation de l'emploi de la vidéosurveillance : l'analyse du rôle des opérateurs vidéosurveillance », colloque sur « L'évaluation de la vidéoprotection en France » organisé par l'Université Paris X et l'INHESJ, 25 janvier.
- 55) Le Goff T., 2011, « La vidéosurveillance : usages et coûts sociaux d'une nouvelle technologie de surveillance à distance », intervention réalisée dans le cadre du colloque « Libertés individuelles sous tension : vers une société de surveillance ? », Université de Haute-Corse, 30^e anniversaire, Corte, 14 octobre.
- 56) Levan V., 2012, « Négocier l'espace dans un quartier populaire de Brooklyn », Colloque interdisciplinaire « Partages d'espaces », Fédération « Espaces, Frontières, Métissages », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 10-12 mai.

- 57) Lévy R., 2011, Quand la sociologie rencontre l'histoire : le CESDIP, communication à la journée « *Histoire contemporaine, déviances, justice. Journée d'hommage à Jean-Claude Farcy* », Paris, Maison de la Recherche de l'Université Paris-Sorbonne/*Criminocorpus*, 21 juin.
- 58) Lévy R., Zauberman R., 2008, Police et discrimination en France : pourquoi si peu de recherches ?, *Workshop CrimPrev*, « *La violence politique en Europe : États, groupes sociaux, communautés* », Nice, 24-25 juin.
- 59) Malochet V., 2009, L'ordre quotidien dans la ville : l'action des policiers municipaux, atelier pluridisciplinaire « *De la dispute à l'émeute : la ville en ébullition* » organisé par l'École Doctorale Littérature, Culture et Sciences Sociales de l'Université de Caen en association avec le programme ANR Conflipol, Caen, 24 novembre.
- 60) Malochet V., 2009, Les polices municipales. Des formes plurielles de « *policing* », à la croisée de logiques sociales, politiques et professionnelles, atelier Police des villes en débat, 3^e congrès de l'AFS, Paris, 14-17 avril.
- 61) Malochet V., 2009, Les policiers municipaux, entre dénégation et valorisation du rapport de force, atelier « *Éthique professionnelle et légitimité de l'usage de la violence* », 3^e congrès de l'Association Française de Sociologie, Paris, 14-17 avril.
- 62) Malochet V., 2010, Animation de l'atelier « *prévention situationnelle et nouvelles technologies de surveillance* », colloque « *Regards croisés sur la régulation sociale des désordres* », organisé par le réseau thématique « *Normes, déviances et réactions sociales* » de l'Association Française de Sociologie et l'Institut du Développement Social, Rouen, 26-27 octobre.
- 63) Malochet V., 2010, La socialisation professionnelle dans un métier d'ordre. Le cas des policiers municipaux français, atelier « *Les métiers de l'ordre* », congrès de l'Association Internationale des Criminologues de Langue Française (AICLF), Fribourg, 13 mai.
- 64) Malochet V., 2010, Les polices municipales en France : quel(s) type(s) de *policing* à l'échelle des villes ?, journée d'études franco-brésilienne « *Conflits urbains, violence et processus de criminalisation* » organisée par le GERN, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 20 septembre.
- 65) Malochet V., 2012, Animation de l'atelier « *Sécurité et ordre public* », journée scientifique « *Comment enquêter sur les déviances et leur régulation ?* », organisée par le réseau thématique « *Normes, déviances et réactions sociales* » de l'Association Française de Sociologie et l'Université Bordeaux 2-Victor Segalen, Bordeaux, 10 décembre.
- 66) Mouhanna Ch., 2011, « *Ficher et mesure les paradoxes du contrôle* », communication à la journée d'étude de l'École des Mines ParisTech « *Ficher et mesurer : les paradoxes du contrôle au travail* », Paris, 7 septembre.
- 67) Mouhanna Ch., 2011, « *Vidéosurveillance, sécurité publique, sécurité privée* », communication à la journée d'étude du CNFPT Midi-Pyrénées « *Prévention et sécurité : quel positionnement et quels enjeux pour les collectivités territoriales* », Toulouse, 13 avril.
- 68) Mouhanna Ch., 2011, « *Police et culture du résultat. L'impact des chiffres sur les pratiques et l'organisation policières en France* », communication à la journée d'étude de l'Association des Professionnels en Sociologie de l'Entreprise « *Dictature du chiffre et réappropriation des indicateurs* », Paris, 28 avril.
- 69) Mouhanna Ch., 2011, « *La coordination des politiques judiciaires et pénitentiaires* », communication à la journée d'étude de la Direction de l'Administration Pénitentiaire « *L'aménagement des peines privatives de liberté* », Paris, Sciences-Po, 3-4 novembre.
- 70) Mouhanna Ch., 2011, « *Exercice de l'autorité et schizophrénie institutionnelle : ce que produit l'interaction entre justice et monde pénitentiaire* », communication au colloque de l'IRIS « *Pratiques acteurs et espaces de l'enfermement* », Université Humboldt, Berlin, 1^{er}-3 décembre.
- 71) Mouhanna Ch., 2011, « *Le bout de chaîne pénale : mise en lumière de l'incohérence des politiques judiciaires nationales* », communication à la journée d'étude du CERAPS « *Justice pénale et nouvelle gestion publiques* », Lille, 2 décembre.
- 72) Mouhanna Ch., 2012, « *Les affaires pénales en pratique* », discutant au colloque du CERI « *La justice russe au quotidien. Regards sociologiques sur les pratiques judiciaires* », Sciences-Po, Paris, 10 mai.
- 73) Mouhanna Ch., 2012, « *Sociologie des politiques pénales et criminologie à la française : confrontation de deux approches antagonistes des questions de sécurité* », communication au XIII^e colloque de l'Association Internationale des Criminologues de Langue Française, Université de Montréal, 13-15 mai.
- 74) Mouhanna Ch., 2012, « *Politiques de sécurité et stratégies policières : les relations police-citoyens* », communication au colloque du FFSU « *Le futur de la prévention* », Assemblée Nationale, Paris, 27 juin.
- 75) Mouhanna Ch., 2012, « *Police, justice et culture du chiffre* », communication au colloque de l'Université Victor Segalen-Bordeaux 2 « *L'évaluation, une épreuve juste et utile ?* », Bordeaux, 28 juin.

- 76) Mouhanna Ch., 2012, « La schizophrénie organisationnelle dans l'application des peines », communication au colloque CERAL-ISP « *Les institutions d'enfermement à l'épreuve des droits* », Cachan, 19 juin.
- 77) Mucchielli L., 2010, « Les représentations sociales, politiques et médiatiques de la dangerosité », communication au colloque Arpsydémio « *Folies et médias. Où est la dangerosité ? Où sont les victimes ?* », Marseille, 16 mars.
- 78) Mucchielli L., 2010, « Le sociologue dans le champ médiatique : diffuser et déformer ? », Communication au colloque de la Revue *Sociologie-EHESS-PUF* « *Le sociologue dans la Cité. Éthique et utilité sociale* », Paris, 15 avril.
- 79) Mucchielli L., 2010, « La violence des jeunes : regard du sociologue », communication à la journée d'étude du Centre National d'Études et de Formation « *Violences juvéniles. Légitime défense ?* », Buc, 20 mai.
- 80) Mucchielli L., 2010, « Prévention et action communautaire », communication aux *Journées nationales de la prévention spécialisée*, Aubervilliers, 3-4 juin.
- 81) Mucchielli L., 2010, « Une autre politique de sécurité est possible », communication au 23^e *Festival du Livre de Mouans-Sartoux*, 1^{er}-3 octobre.
- 82) Mucchielli L., 2010, « Penser autrement la sécurité dans les quartiers », communication aux *Assises Nationales des Régies de Quartier et Régies de Territoire*, Bron, 9 novembre.
- 83) Mucchielli L., 2010, « La peur des jeunes : point de vue sociologique », communication au colloque du Service de Prévention de la Ville d'Aubagne « *La peur des jeunes* », 25 novembre.
- 84) Mucchielli L., 2010, « Surveillance et police : problématiques sociologiques », communication à la journée d'étude du CEMAGREF « *Surveillance et police des pratiques impactant l'eau et l'environnement : analyses croisées sur le rôle des TIC entre contrôle et confiance* », Université de Montpellier, 26 novembre.
- 85) Ocqueteau F., 2012, « Les sciences sociales ont-elles quelque chose à nous dire sur les enjeux du cyberconflit ? », Communication au séminaire du GERN « *Réflexions plurielles sur le cyberconflit* », Paris, 23 novembre.
- 86) Piazza P., 2011, « L'identification des individus comme pilier de la construction étatique: le cas du Bertillonnage », colloque « *Libertés individuelles sous tension. Vers une société de surveillance ?* », Université de Corte, 14 octobre (intervention disponible sur le site Internet : [http://www.univ-corse.fr/evenements-14-octobre-universite-citoyenne-libertes-individuelles-sous-tension;-vers-une-societe-de-surveillance-_3629.html]).
- 87) Piazza P., 2011, « Actualité biométrique », journée d'étude « *Cryptologie, biométrie : sécurité collective versus libertés individuelles* » organisée par l'Institut des Hautes Études pour la Science et la Technologie, Paris, 15 décembre (intervention disponible sur le site Internet : [<http://www.ihest.eu/activites/cycle-national-2011-2012/sciences-societes-et-puissance>]).
- 88) Piazza P., 2012, « Débats conclusifs », colloque « *Le principe de nécessité en droit pénal* » organisé par l'Université de Cergy-Pontoise, 12 mars (intervention disponible sur le site Internet : [<http://www.m2dpf.fr/documents/stockage/Dy-ppliant.pdf>]).
- 89) Piazza P., 2012, « Faire parler les corps : du Bertillonnage à l'identité biométrisée », séminaire « *Identifications* » organisé par le Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux, 3 mai (intervention disponible sur le site Internet : [http://centredurkheim.fr/seminaires%20identifications/seminaire_3mai2012.html]).
- 90) Piazza P., 2012, « L'exploitation des données biométriques à des fins de sécurité. Enjeux et problèmes », intervention réalisée dans le cadre de la journée d'étude organisée par le GERN sur le thème « *Réflexions plurielles sur le cyberconflit* », Paris, 23 novembre.
- 91) Robert Ph., 2008, « Approches de l'insécurité en France », Journées d'études « *Regards croisés sur l'insécurité* », Pôle pluridisciplinaire « Ville et sciences sociales », Maison de la Recherche en Sciences Humaines, Université de Caen, 25 septembre.
- 92) Robert Ph., 2008, « Des opinions aux représentations et retour », Colloque « *Montrer la justice, penser le droit pénal* », Université de Genève, 4 septembre.
- 93) Robert Ph., 2010, « L'évolution des politiques de prévention et de sécurité en France depuis les années 1980 », Colloque « *Regards croisés sur la régulation sociale des désordres* », Association Française de Sociologie, RT3 « Normes, déviances et réactions sociales » & RT 21 « Mouvements sociaux », Institut du Développement Social, Rouen, 26 octobre.
- 94) Robert Ph., 2010, « Les mutations contemporaines du crime et du contrôle social », conférence inaugurale au séminaire « *Déviance & contrôle social* », CESDIP-CMH, ENS Jourdan, Paris, 21 octobre.

- 95) Robert Ph., 2012, « La mesure des délinquances, un nœud de problèmes de méthode », Journée scientifique du RT3 « Normes, déviances et réactions sociales » de l'Association Française de Sociologie sur « *Comment enquêter sur les déviances et leurs régulations ?* », Université Bordeaux-Segalen, 10 décembre.
- 96) Robert Ph., Zauberman R., 2009, « Crise sécuritaire et alarme à la récurrence, Entre étude savante et fébrilité législative », Colloque « *La récurrence, représentations et traitement* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, Pau, 9 décembre.
- 97) Robert Ph., Zauberman R., 2010, « Sur l'évolution de la statistique criminelle et plus largement de la mesure de la délinquance », Journées d'études internationales « *Probabilités juridiques et statistiques judiciaires* », Laboratoire de recherches philosophiques sur les logiques de l'Agir, Université de Franche-Comté, 14-15 octobre.
- 98) Robert Ph., Zauberman R., Névanen S., 2011, « Profils de victimation : une palette de scènes sociales », Interlabo GERN, Guyancourt, 16 septembre.
- 99) Robert Ph., Zauberman R., Névanen S., Bon D., 2011, « Victimation et insécurité dans les territoires franciliens », Interlabo GERN, Guyancourt, 16 septembre.
- 100) Ventre D., 2008, 8^e *journée sur la cryptographie et la sécurité de l'information*, 8 février, Université de Limoges. Intervention sur le thème de '*La guerre de l'information*'.
- 101) Ventre D., 2011, Security in Cyberspace, IT Security Days, Haute École d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud, Yverdon-les-Bains, Suisse, 7 avril.
- 102) Ventre D., 2012, *Cybersécurité, cyberdéfense : définitions*, Conférence dans le cadre de l'inauguration de la chaire cybersécurité et cyberdéfense, Paris, juillet.
- 103) Ventre D., 2012, *Évolution des enjeux de la cyberdéfense*, Leçon inaugurale de la Chaire cybersécurité et cyberdéfense, 14 novembre 2012, Paris, France
- 104) Ventre D., 2013, *État de l'art des recherches sur la cyberdéfense chinoise*, Colloque « Chine : politiques de cybersécurité et cyberdéfense », Paris, France, 1^{er} juillet 2013
- 105) Ventre D., 2013, *Forum International sur la Cybercriminalité - FIC 2013*, Lille, 28-29 février 2013. Interventions dans le cadre de la table-ronde sur les enjeux de la cyberdéfense
- 106) Ventre D., 2013, Colloque Cybersécurité, École des Transmissions, Rennes, 3 juin 2013. Participation à la table-ronde « Le monde cyber : un enjeu stratégique et économique ».
- 107) Ventre D., 2013, La cyberguerre au prisme des études de sécurité, Québec, Université de Laval, 15 mai 2013, École internationale d'été sur les terrorismes : Les territoires réels et virtuels de l'insécurité, Institut Québécois des Hautes Études Internationales de l'Université de Laval.
- 108) Ventre D., 2013, Cybercriminalité et cyber-terrorisme, Colloque Cyber-terrorisme, Université de Lille, 26 janvier 2012
- 109) Zauberman R., 2011, « L'évolution des délinquances et de leur prise en charge pénale », communication au 4^e congrès de l'Association Française de Sociologie, table ronde sur « Les questions de sécurité », Grenoble, 8 juillet.

5.3. Participation à des séminaires (en langue étrangère ou à l'étranger)

- 1) Boussaguet L., 2010, « Child Sexual Abuse as a Political Issue. The French Case », *Workshop international* organisé par l'ISIP (Institut für Sicherheits- und Präventionsforschung), Hambourg, octobre.
- 2) Cahn O., 2011, « Roundtable on International Criminal Law », Washington University, Saint-Louis (Missouri), 18-19 novembre.
- 3) de Maillard J., 2012, « Police Racism and Discrimination in France », Institute of Comparative Criminal Justice, Portsmouth, mars.
- 4) de Maillard J., 2012, « Public Police and Private Security in France », White Rose Consortium, Leeds, juin.
- 5) de Maillard J., 2013, « New Professions and the Question of a Positive Contribution to Security », *Workshop « In Search of Security as a Positive Notion »*, Amsterdam, 20-21 juin.
- 6) de Maillard J., 2013, « Performance Indicators and Police Work », *Workshop « New Models of Expertise and Democratic Participation in Policing »*, Centre Marc Bloch, Berlin, 13-14 février.
- 7) Godefroy Th., 2009, « Banks, Police and Intelligence Led Policing in Implementating AML in France », *Workshop on Accountability and Anti Money Laundering*, University of Stockholm, 25 avril.
- 8) Godefroy Th., 2010, « Banks as Providers of Policing. A New Kind of Public Private Partnership in French AML Regime », *Workshop on Accountability and Anti Money Laundering*, Robert Schuman Centre, Florence, 13-14 mai.

- 9) Hassenteufel P., 2013, « Current Challenges to the French Welfare State », workshop « Future of European Welfare States », Université de Siegen (Allemagne).
- 10) Jobard F., 2009, « Die französische Polizei und die Minderheiten », présentation au séminaire d'enseignement supérieur des policiers allemands, Deutsche Hochschule der Polizei, 8 juin.
- 11) Jobard F., 2009, « Trajectoires de passage à la violence collective (perspective comparée France-Allemagne) », Séminaire sur « *La radicalisation* » organisé par la Chaire de recherche du Canada en études du pluralisme religieux et de l'ethnicité, Département de sociologie, Université de Montréal, 23 mars.
- 12) Jobard F., 2009, Présentation de mes travaux sur les discriminations judiciaires et policières, Centre International de Criminologie Comparée, Montréal, 18 mars.
- 13) Jobard F., 2010, « Soziale Auseinandersetzungen um Lebensbedingungen und Polizeigewalt in der französischen Banlieue », intervention au séminaire « *Politik mit der Armut* », Fachhochschule Ludwigshafen-am-Rhein, 11 mai, 19h00-21h30.
- 14) Jobard F., 2012, Échange avec collègues allemands et français sur les sciences sociales de la police (Fritz Sack, Hartmut Aden, René Lévy, Thierry Delpeuch, Rebecca Pates, Christina Howe), Centre Marc Bloch, Berlin, 2 juillet.
- 15) Levan V., 2011, Urban Regeneration and the Regulation of the Behaviors of the Urban Poor in South Brooklyn, Séminaire CEUMA (Centre d'Études Urbaines dans le Monde Anglophone), Université de Paris-Sorbonne, 19 mai.
- 16) Lévy R., 2011, Racial Profiling by the the Paris Police: a Quantitative Observation of Identity Checks, Conférence, Institut für Rechts- und Kriminalsoziologie (IRKS), Vienne (Autriche), 5 mai.
- 17) Lévy R., 2012, Observer la police : quelques réflexions, Intervention à la table-ronde « *Forscher und Polizisten : Wissen über Macht, Macht über Wissen ?* », Centre Marc Bloch, Berlin, 2 juillet.
- 18) Lévy R., 2013, Major Trends in European Policing: Centralization, Pluralization, Europeanization, Séminaire de post-graduation, Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ), 26 février.

5.4. Participation à des séminaires (en français en France)

- 1) Aubusson de Cavarlay B., 2010, « Posture et pratique de la sélection patrimoniale : le regard décalé d'un sociologue statisticien », intervention au séminaire « *Tri, sélection, conservation des collections : historisation et prospective d'une posture professionnelle* », Institut National du Patrimoine, Paris, 29-30 septembre.
- 2) Berlière J.-M., 2009, « Les archives de police », Centre d'Histoire Sociale de la rue Mahler, Université Paris 1, 30 novembre.
- 3) Berlière J.-M., 2010, Séminaire « *Force publique, régulation sociale, sécurité intérieure et Défense XIX^e-XX^e siècles* », Université Paris IV-Sorbonne et Centre d'histoire du XIX^e siècle, Universités Paris I et Paris IV, mars.
- 4) Berlière J.-M., 2013, « Les épurations », ENS, rue d'Ulm, Paris, 28 février.
- 5) Cahn O., 2011, « Les obligations positives procédurales », Équipe de recherche « Internormativités dans l'espace pénal », Journée d'études « *La protection internationale du droit à la vie : mobiliser le système pénal ?* », Collège de France, 19 mars.
- 6) Cahn O., 2012, « Les crimes contre l'humanité - perspective du droit pénal français », Table ronde en l'honneur du Professeur Leila Sadat, Association France-Amériques, 23 mai.
- 7) Cahn O., 2013, « Le Parquet européen - enjeux juridiques », Colloque « *Le Parquet européen* », Université de Lille II, 14 février.
- 8) de Maillard J., 2012, « Les correspondants de nuit à Paris, nouveaux acteurs de la régulation de l'espace public ? », séminaire général du CESDIP, Guyancourt, juin.
- 9) Fischer N., 2011, « L'intervention des juridictions judiciaire et administrative dans le contrôle de l'immigration irrégulière », séminaire « *Économies morales contemporaines* » organisé par Didier Fassin et Jean-Sébastien Eideliman, 3 avril.
- 10) Fischer N., 2011, « Une frontière du droit ? Les analyses contemporaines du camp à l'épreuve de la rétention administrative en France » séminaire Ni guerre, ni paix : arrangements et réarrangements de la loi et de la violence » animé par Dominique Linhardt et Cédric Moreau de Bellaing, EHESS, 15 décembre.
- 11) Fischer N., Makaremi Ch., 2010, « La problématisation morale de l'enfermement des étrangers dans la France contemporaine », avec, séminaire « *Économies morales contemporaines* » organisé par Didier Fassin et Jean-Sébastien Eideliman, 15 décembre.

- 12) Godefroy Th., 2009, « L'État, les banques et l'antiblanchiment », communication au colloque du CERSA-AHMOC, Paris, 18 mai.
- 13) Godefroy Th., 2009, « Marché et technologies de surveillance », communication au colloque de l'INEX-Groupe de recherche SUERTE, Sciences-Po-CERI, Paris, Po, 27 mai.
- 14) Godefroy Th., 2009, « "Big Brother et les banques". Crise économique et fraude financière », communication au colloque du Centre International de Criminologie Comparée, Université de Montréal (lancement de la saison scientifique 2009-2010), Montréal, 1^{er} octobre.
- 15) Hassenteufel P., 2012, « Expliquer la convergence par les acteurs : le cas de l'État régulateur en santé », séminaire général du Centre Émile Durkheim, IEP de Bordeaux.
- 16) Jobard F., 2008, « La fabrication coercitive du politique : le maintien de l'ordre (manifestations lycéennes à Paris : 2005-2008) », Séminaire « *Violence et politique* », Institut des Sciences Sociales du Politique, Cachan, 15 décembre.
- 17) Jobard F., 2008, « Sociologie de l'activité policière et construction des enjeux sécuritaires », présentation de mes travaux dans le séminaire « *Sociologie des alertes et des controverses* » animé par Francis Châteauraynaud et Jean-Michel Fourniau, EHESS, Paris, 18 janvier.
- 18) Jobard F., 2008, Discutant des travaux de Geneviève Pruvost, séminaire du groupe « Genre & Politique », AFSP, Paris, 18 décembre.
- 19) Jobard F., 2008, Présentation de ses travaux dans le séminaire doctoral « *Actualités de la sociologie* » animé par Danièle Herlido et Marie Duru-Bellat, OSC, Paris, 17 janvier.
- 20) Jobard F., 2009, Discutant des travaux de Geneviève Pruvost, séminaire organisé par Didier Fassin, EHESS, Paris, 2 avril.
- 21) Jobard F., 2009, Présentation de la recherche sur « Les contrôles d'identité à Paris » au Master de science politique, Institut d'Études Politiques de Lille, 14 décembre.
- 22) Jobard F., 2009, Présentation de mes travaux au séminaire « *Rapports de domination et processus critiques* » organisé par Luc Boltanski, Eve Chiapello, Bruno Karsenty et Cyril Lemieux, EHESS, Paris, 5 juin.
- 23) Jobard F., 2010, « Tiens ? Tu lis le Code pénal ? » (Ph. Noiret, in *Les Ripoux*, 1984), Séminaire « *Penser les institutions* » animé par Pierre-Yves Baudot, Pierre Bonin et Anne Revillard, Université Paris 13-CERAL, 7 décembre.
- 24) Jobard F., 2010, Discutant des travaux de Romain Garbaye, Séminaire du programme « *Villes et Territoires* » de Sciences Po, 18 janvier.
- 25) Jobard F., Kokoreff M., Lagrange H., 2012, Séminaire « *Migrations* » animé par Patrick Simon, Institut National des Études Démographiques, 24 mai.
- 26) Jobard F., Lévy R., 2009, Présentation de la recherche sur « Les contrôles d'identité à Paris » au séminaire « *Politiques antidiscriminatoires* » organisé par Daniel Sabbagh et Gwenaëlle Calves, CERI, Paris, 12 octobre, 17h00-19h00.
- 27) Jobard F., Lévy R., 2010, Séminaire « *Migrations* » animé par Patrick Simon, Institut National des Études Démographiques, 15 juin.
- 28) Le Goff T., 2010, « Vivre-ensemble, oui mais sous vidéosurveillance ? », communication au séminaire sur « *Le Vivre-ensemble* », IAU-IDF, Paris, 21 juin.
- 29) Le Goff T., 2011, « Analyse de travailleurs de la surveillance à distance : les opérateurs de vidéosurveillance », Séminaire « *Déviances et contrôle social : Approche interdisciplinaire des déviances et des institutions pénales* » animé de Marwan Mohammed et Geneviève Pruvost, CESDIP-EHESS, Paris, ENS Jourdan, 5 mai.
- 30) Lévy R., 2011, Police, contrôles d'identité et discrimination : une enquête parisienne, Communication au séminaire de l'Unité de recherches « Migrations et Sociétés » (URMIS), Paris, 7 février.
- 31) Lévy R., Jobard F., 2008, Les contrôles d'identité à Paris, Communication au séminaire du CESDIP, 20 octobre.
- 32) Lévy R., Jobard F., 2009, Police et minorités visibles: une enquête sur les contrôles d'identité à Paris, Communication au séminaire « *Politiques discriminatoires* » du CERI (Sciences-Po), Paris, 12 octobre.
- 33) Lévy R., Jobard F., 2010, Police et racisme, Communication au séminaire de l'Unité « Migrations Internationales et Minorités Ethnicité et "Race" : Concepts, Classifications, Usages Scientifiques et Politiques » (séance sur « *Le profilage ethnique* »), Paris, INED, 15 juin.
- 34) Mouhanna Ch., 2011, La vulnérabilité des magistrats, communication au séminaire de l'EHESS « *Vulnérabilité du travail professionnel* », Paris, 31 mars.

- 35) Mouhanna Ch., 2011, Justice pénale et mondes pénitentiaires : à l'encontre des idées reçues, communication au séminaire du CESDIP, ENS Jourdan, Paris, 7 avril.
- 36) Mouhanna Ch., 2011, De l'échec des polices nationales à l'avènement des polices municipales, communication au séminaire du Centre Mahler « *Archives de politique criminelle : police et justice pénale* », Paris, 10 novembre.
- 37) Mouhanna Ch., 2012, L'État, la Région et le citoyen : quel partenariat dans les politiques de sécurité ?, communication au séminaire de la commission politique de la ville et sécurité de la Région Île-de-France, Paris, 9 mars.
- 38) Mouhanna Ch., 2012, Le juge des enfants, clé de voûte de la justice des mineurs, communication au séminaire Thérond INHEJ, École Nationale de la Magistrature, Paris, 12 mars.
- 39) Mouhanna Ch., 2012, Police du chiffre et police des étrangers. Les conséquences du *New Public Management* sur la politique d'interpellations, communication au séminaire du Centre de Recherches Interdisciplinaires sur la Déviance et la Pénalité « *Ascension et déclin des questions d'insécurité et de sécurité* », Louvain-la-Neuve, 20-21 avril.
- 40) Mouhanna Ch., 2012, Le Juge de l'application des peines à un tournant, communication au séminaire Thérond INHEJ, École Nationale de la Magistrature, Paris, 19 novembre.
- 41) Mucchielli L., 2010, L'obsession sécuritaire et ses conséquences sur le vivre ensemble, conférence au Conseil Général des Pyrénées Orientales, mars.
- 42) Mucchielli L., 2010, Délinquance et prévention : comprendre et agir, conférence à la Mairie d'Ivry-sur-Seine, novembre.
- 43) Ocqueteau F., 2011, Circulation des personnels et des savoirs dans le champ de la sécurité, communication à la journée d'étude CMH-CESDIP-GERN « *Police, sécurité citoyenneté* », Paris, ENS Jourdan, 17 mai.
- 44) Ocqueteau F., 2012, Communication à propos du livre de Didier Fassin, Caen, Université des Sciences Humaines, 24 janvier.
- 45) Ocqueteau F., 2012, Communication au séminaire « *Intersectoriel* », Guyancourt, CESDIP, 16 février.
- 46) Sanchez J.-L., 2013, « Bâtir au Maroni : le pénitencier de Saint-Jean-du-Maroni, 1887-1943 », journée d'études ANR Sciencepeine, Centre Alexandre Koyré, CNRS, Paris, juin.

5.5. Organisation de colloques et séminaires

- 1) Blanchard E., Bloembergen M., Lauro A., de Koster M., 2013, Co-organisateur du colloque international « *Policing Empires, Social Control, Political Transition, (Post-)Colonial Legacies* », Royal Academy, Brussels, 12-14 décembre.
- 2) Blanchard E., Denis V., 2009, Co-organisateur du colloque « *Polices et empires coloniaux, XVIII^e-XX^e siècles* », Université Paris I, 25-28 novembre.
- 3) Blanchard E., Thénaut S., 2008-2013, Responsable scientifique et organisateur du séminaire de recherche « *Pour une histoire sociale de l'Algérie colonisée* », Université Paris 1.
- 4) Boussaguet L., 2011, Co-organisatrice et animatrice avec Sophie Jacquot et Yves Surel de la Section Thématique « *Entrepreneurs et leaders de l'action publique* » au colloque de l'AFSP, Strasbourg, septembre.
- 5) Boussaguet L., 2011, Co-organisatrice et animatrice-discutante avec Sophie Jacquot et Bruno Palier de la journée d'étude « *Pour une approche interactionniste de l'action publique en Europe* », Sciences Po, Paris, juin.
- 6) Cahn O., 2011, « *Les infractions internationales - Réflexions autour des travaux de Leila Sadat* », Séminaire d'études, LEJEP-CERSC, Université de Cergy-Pontoise, 10 mai.
- 7) Cahn O., 2012, « *Le principe de nécessité en droit pénal* », Journée d'études Radicales, LEJEP-CERSC, Université de Cergy-Pontoise, 12 mars.
- 8) Cahn O., 2013, « *Revaloriser la criminologie en France* », 1^{er} atelier de travail de la Conférence pluridisciplinaire des directeurs de centres de recherches et de diplômés en criminologie, Université de Cergy-Pontoise, 28 janvier.
- 9) de Maillard J., Hassenteufel P., 2012-2013, Co-organisation du séminaire CESDIP « *Les politiques de sécurité au prisme de la comparaison intersectorielle* » (6 séances autour de la comparaison santé-sécurité).
- 10) De Maillard J., Roché S., 2012, Co-organisation d'un panel « *The Comparative Study of Policing. New Challenges* », European Society of Criminology, Bilbao, septembre.

- 11) de Maillard J., Roché S., 2013, Co-organisation de deux panels « *The Comparative Study of Policing* », 1st International Conference on Public Policy, Grenoble, juin.
- 12) Esterle, M., 2012, Séminaire IUFM de Nice, laboratoire d'interdidactique et didactiques des disciplines et des langues (I3DL): Le décrochage scolaire en France, état des lieux, analyse, prévention, 17 février.
- 13) Esterle, M., 2012, Séminaire scientifique, le décrochage-raccrochage scolaire : perspectives internationales, équipe de recherche « psychologie de l'éducation familiale et scolaire et contexte culturel » : Le décrochage au cœur de l'école, production et réduction du phénomène dans les établissements scolaires, Toulouse 10 février.
- 14) Esterle, M., 2012, Séminaire CESDIP- EHESS, Déviances en milieu scolaire, 10 mars 2011, Ecole normale supérieure, Département de sciences sociales, Paris.
- 15) Fischer N., 2012, co-organisateur du Colloque international « *Au cœur de l'État. Comment les institutions traitent leurs publics* » organisé par l'IRIS, l'EHESS et l'Institute for Advanced Study de Princeton, EHESS, Paris, 11 juin.
- 16) Jobard F., Razafindralany J., Debove J., Les cultures professionnelles des gendarmes et des policiers. Colloque CESDIP-Paris2-EOGN, Melun, 20 et 21 juin 2013.
- 17) Jobard F., Waddington D., King M., 2007-2008, Organisation de 3 séminaires franco-britanniques sur « Les émeutes urbaines » (Sheffield 2007, Paris 2007, Birmingham 2008).
- 18) Lévy R., 2005-2008, Séminaire de recherche « *Justices militaires* », MSH-GERN-IAHCCJ.
- 19) Lévy R., Body-Gendrot S., Snacken S., Kereszi K., Hough M., 2010-2011, Séminaire préparatoire du *Routledge Handbook of European Criminology* (4 séances).
- 20) Lévy R., Mehra A.K., 2010, « *Social Violence and Police, Cross-National Experiences* », Colloque organisé par GERN et le Center for Public Affairs (Inde), Sikkim University, Gangtok, 9-10 mars.
- 21) Lévy R., Becker P., Kreissl R., 2011-2012, Séminaire de recherche « *Neurosciences and Law* », GERN/IRKS (Autriche).
- 22) Lévy R., membre du comité scientifique du colloque international « Cesare Beccaria : réception et héritage. Du siècle des Lumières à aujourd'hui » (Université de Genève, 2011-2013)
- 23) Lévy R., membre du Comité scientifique du colloque international « Bois, fers, papiers et bracelets de justice, histoire matérielle du droit de punir : hier et aujourd'hui » (Université de Genève, 2-4 décembre 2010).
- 24) Lévy R. membre du comité scientifique de la journée d'étude « *La probation en France. Le milieu ouvert entre permanence et changement* », CURAPP/CESDIP/Université de Picardie Jules Verne (14 juin 2013).
- 25) Malochet V., 2010, Co-organisation du colloque « *Regards croisés sur la régulation sociale des désordres* », porté par le réseau thématique « Normes, déviances et réactions sociales » de l'Association Française de Sociologie et l'Institut du développement social, Rouen, 26-27 octobre.
- 26) Mouhanna Ch., 2012, participation au comité d'organisation du colloque « *La barémisation du droit* », CERCRID-CNRS, Université de Saint-Étienne, 8-11 novembre.
- 27) Mouhanna Ch., 2012, participation au comité d'organisation du colloque « *Valeurs Publiques AIRMAP 2012* », Association Internationale de Management Public, Paris, 5-6 décembre.
- 28) Pruvost G., Péclat M., Lévy R., 2011, « *Police, sécurité et citoyenneté* », Journée d'étude CESDIP-GERN, ENS Jourdan, Paris, 17 mai.
- 29) Ventre D., 2012, organisation du Séminaire *Enjeux de la cybersécurité*, Journée d'étude GERN, 23 novembre 2012, Paris, action cofinancée par le GERN et l'UVSQ (programme BQI 2012)
- 30) Ventre D., 2013, Organisation du séminaire du Professeur Benoit Dupont, directeur du CICC (Université de Montréal) 25 juin 2013. École militaire. Paris. « *Nouvelles technologies et crime désorganisé : Incursion au cœur d'un réseau de pirates informatiques* »
- 31) Zauberman R., 2008, « *Comparing Crime Data based on General Population Surveys with Criminal Statistics/Comparaison entre enquêtes en population générale et statistiques officielles de la délinquance* », organisation d'un *workshop* international (PCRD-FP6, Action coordonnée CrimPrev « Assessing Deviance, Crime & Prevention in Europe », Workpackage 7 : Methodology and Good Practices), Barcelone, 11-13 septembre.
- 32) Zauberman R., 2008, « *Evaluation of Safety and Crime Prevention Policies in Europe/Évaluation des politiques de sécurité et de prévention en Europe* », organisation d'un *workshop* international (PCRD-FP6, Action coordonnée CrimPrev « Assessing Deviance, Crime & Prevention in Europe », Workpackage 7 : Methodology and Good Practices), Bologne, 10-11 juillet.

• Rayonnement et attractivité académiques

La partie consacrée à notre inscription internationale donne des indications fortes sur notre rayonnement ainsi que dans le 2.2 du rapport. Nous nous contentons ici de présenter les fonctions ou mandats de nos chercheurs dans le monde académique.

1. Responsabilités scientifiques internationales
2. Responsabilités scientifiques nationales
3. Responsabilités scientifiques locales
4. Revues scientifiques (responsabilités)

1. Responsabilités scientifiques internationales

Emmanuel Blanchard est responsable du séminaire et du groupe de travail sur le *colonial policing* du Groupement Européen de Recherche sur les Normativités (GERN) (depuis 2009).

Olivier Cahn a été membre du Collège enseignant, Programme intensif « *Citizenship and Combating Crime in the European Union* », Commission Européenne-Universités In Holland (Rotterdam), Ulster (Belfast), South Bank (Londres), Pècs, Cergy-Pontoise (2009-2012).

Olivier Cahn est membre du groupe de travail de la Commission européenne, DG Justice, sur la réforme de la directive « trafic de stupéfiants » (depuis 2012)

Patrick Hassenteufel est membre (suppléant) du conseil exécutif de l'*International Political Science Association* (depuis 2012).

Patrick Hassenteufel est membre du comité scientifique de la 1^{ère} *International Conference on Public Policy* (2013).

Fabien Jobard est conseiller scientifique du projet « *Saisir l'Europe / Europa als Herausforderung* » (CIERA).

Fabien Jobard fut animateur (avec Dave Waddington et Mike King) du réseau franco-britannique ANR-ESRC consacré aux émeutes (2007-2008).

Fabien Jobard fut directeur exécutif du Laboratoire Européen Associé « Délinquances, politiques de sécurité et de prévention » (*Geschäftsführer der deutsch-französischen Verband zu Kriminalität und Sicherheits- bzw. Präventionspolitik*) (2001-2010).

René Lévy est directeur du Groupe Européen de Recherche sur les Normativités (GERN) (depuis 2006).

René Lévy a été membre du comité scientifique de *The Sage Dictionary of Policing* (2006-2009).

René Lévy a été coordonnateur scientifique de l'Action de Coordination « *Assessing Crime and Prevention in Europe (CrimPrev)* », Union Européenne, 6^e PCRD (2005-2009).

René Lévy a été membre du directoire du LEA franco-allemand CNRS-MPG « *Politiques de sécurité et de prévention: recherches comparatives franco-allemandes* » (1998-2009).

Pierre Piazza est membre du réseau international de recherche « *Identinet* », St Anthony's College, Faculty of History, University of Oxford [<http://identinet.org.uk/>].

Philippe Robert et Renée Zauberman, direction d'un axe de l'action coordonnée *Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe*, 6^e PCRD (2006-2009).

Daniel Ventre a été membre de comité de programme de *EGOVIS Conference 2010. International Conference on Electronic Government and the Information Systems Perspective*. In conjunction with DEXA 2010, Bilbao (Spain). August 30 - September 3, 2010.

Daniel Ventre a été membre de comité de programme de *LEX Informatica 2010. Integrating Cyberlaw with Business and IT Security*. July 14-16, 2010. Gauteng, South Africa.

2. Responsabilités scientifiques nationales

Bruno Aubusson de Cavarlay est membre fondateur, vice-président, puis président (1999-2005), puis trésorier (depuis 2013) de l'association *Pénombre* (qui publie une lettre d'information sur l'utilisation des chiffres dans le débat social et organise des rencontres sur ce sujet : [<http://www.penombre.org/>]). Rédaction régulière d'articles pour la *Lettre blanche de Pénombre*.

Jean-Marc Berlière est membre du conseil scientifique de *Criminocorpus*.

Jacques de Maillard fut délégué scientifique pour la science politique, Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, janvier 2009 (responsabilité pour les unités de recherche)-septembre 2011.

Jacques de Maillard est responsable pour la science politique, jury d'agrégation externe de sciences économiques et sociales (depuis 2012).

Thierry Godefroy a été le représentant légal et membre du bureau exécutif de *Champ Pénal/ Penal Field* jusqu'en 2012.

Patrick Hassenteufel est membre élu du conseil de l'Association Française de Science Politique (depuis 2004).

Fabien Jobard a été membre élu de la Commission administrative paritaire, collège chargés de recherche (2008-2011).

Fabien Jobard a été secrétaire scientifique de la Section 40 du Comité national du CNRS, membre élu (2004-2008).

René Lévy a été membre du comité scientifique du programme « Enfermements, Histoire comparée des enfermements monastiques et carcéraux V^e-XIX^e siècles (2012-2016) » et du colloque international « Règles et dérèglements en milieu clos (VI^e-XIX^e siècles) » (Clairvaux, 2-4 octobre 2012).

René Lévy a été membre du comité de sélection des maîtres de conférence (concours MCF 0499 et 0577) de l'Université de Lille 1, 2009.

René Lévy a été membre du colloque international « Être policier : les métiers de police(s) en Europe, XVIII^e-XX^e siècle » (Université de Caen, 15-17 mars 2007).

Laurent Mucchielli est membre du bureau du Réseau Thématique 3 « Normes, déviations et réactions sociales » de l'Association Française de Sociologie (depuis 2010).

Daniel Ventre est directeur de la Chaire de recherche et d'enseignement « Cybersécurité et Cyberdéfense » des Écoles Militaires de Saint-Cyr Coëtquidan (depuis 2012).

Daniel Ventre est responsable de la collection « Cyberconflit et Cybercriminalité », aux éditions Hermès-ISTE.

3. Responsabilités scientifiques locales

Emmanuel Blanchard est directeur du département de science politique de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (depuis septembre 2012).

Emmanuel Blanchard est membre invité du conseil de la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Laurie Bousaguet a été responsable pédagogique de la L3 Science Politique à la Faculté de Droit et Science Politique de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (2010-2011).

Olivier Cahn est directeur du LEJEP-Centre d'Études et de Recherches en Sciences Criminelles, UFR Droit, Université de Cergy-Pontoise.

Olivier Cahn est membre du Conseil scientifique du Concours de plaidoirie de Droit pénal international-Claude Lombois, PRES Limousin-Poitou Charentes.

Olivier Cahn est membre du Conseil scientifique du Concours européen des droits de l'Homme-René Cassin, Université de Strasbourg et Conseil de l'Europe.

Jacques de Maillard est membre de la Commission scientifique de la faculté de droit et science politique, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (depuis 2012).

Jacques de Maillard est membre élu du conseil de faculté de droit et science politique, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (depuis 2012).

Fabien Jobard est membre élu du Sénat académique, Université Paris-Saclay (depuis 2013) et fut membre du bureau de transition du Sénat académique (2013).

Fabien Jobard est directeur-adjoint du Lidex ISIS, Université Paris-Saclay (depuis 2013).

Fabien Jobard est membre du Conseil scientifique de l'Equipex CASD Centre d'accès sécurisé aux données, Saclay (depuis 2012).

Fabien Jobard est membre du conseil de l'École doctorale CRIT « Culture, Régulations, Institutions, Territoires » (depuis 2010).

Fabien Jobard fut membre du Conseil académique consultatif de l'IdEx Paris-Saclay (2011-2013) et de la commission électorale du futur Sénat académique (2012-2013).

Patrick Hassenteufel est membre élu du Conseil scientifique (et du bureau) de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (depuis 2012).

4. Revues scientifiques (responsabilités)

Sophie Body-Gendrot est membre du comité scientifique de *Journal of International Migration and Integration*

Sophie Body-Gendrot est membre du comité scientifique de *Racial and Ethnic Studies*

Sophie Body-Gendrot est membre du comité scientifique de *Youth Justice*

Sophie Body-Gendrot est membre du comité scientifique de *European Journal of Criminology*

Sophie Body-Gendrot est membre du comité scientifique de *Criminology and Criminal Justice*
Jacques de Maillard est membre du comité de rédaction de *Gouvernement et action publique* (2011-).
Jacques de Maillard est membre du comité scientifique de *European Journal of Criminology*
Carole Gayet-Viaud est membre du comité de rédaction de *Politix* (2013-).
Patrick Hassenteufel est rédacteur en chef de *Gouvernement et action publique* (2011-).
Fabien Jobard est membre du comité de rédaction de *Sociétés contemporaines* (Paris).
Fabien Jobard est membre du comité de rédaction de *Déviance et Société* (Genève).
René Lévy a été directeur et rédacteur en chef de *Crime, Histoire & Sociétés/Crime, History & Societies* (1997-2007), puis directeur (depuis 2007).
René Lévy est membre du Comité consultatif de *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice/Revue Canadienne de Criminologie et de Justice pénale* (depuis 1995).
René Lévy est membre du *Editorial board* de *Policing and Society* (depuis 2003).
René Lévy est membre de l'*International Advisory Board* de l'*European Journal of Criminology* (depuis 2005).
René Lévy est membre du comité scientifique de *Studi sulla questione criminale* (depuis 2006).
René Lévy est membre du comité scientifique de *Punishment & Society* (depuis 2010).
René Lévy est membre du conseil scientifique de *Trivium, Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales* (depuis 2011).
Laurent Mucchielli a été éditeur de la *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* (1999-2008).
Laurent Mucchielli a été membre du comité éditorial de la *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* (2009-2010).
Laurent Mucchielli est membre du comité de rédaction de *Sociétés et Jeunesses en Difficulté* (depuis 2007).
Laurent Mucchielli a été membre du comité de rédaction de *Socio-Logos. Revue de l'Association Française de Sociologie* (2007-2008).
Laurent Mucchielli est membre du comité éditorial de *Déviance & Société* (depuis 2009).
Laurent Mucchielli est responsable scientifique de *Sociologie* (depuis 2010).
Frédéric Ocqueteau a été membre du conseil scientifique de la revue *Champ Pénal/Penal Field* (2009-2010).
Frédéric Ocqueteau a été membre du comité éditorial de la revue *Champ Pénal/Penal Field* (2011-2012).
Frédéric Ocqueteau est directeur éditorial de la revue *Champ Pénal/Penal Field* (depuis 2012).
Frédéric Ocqueteau est membre du comité de rédaction de la revue *Criminologie* (Montréal) (depuis 2012).
Philippe Robert est membre du comité éditorial de *Déviance & Société, Crime, Histoire et Sociétés/Crime, History and Societies* et *Studi sulla Questione criminale*,
Philippe Robert est membre du comité scientifique de la *Revue Interdisciplinaire d'Études Juridiques*.
Renée Zauberman a été coprésidente de la revue *Déviance et Société* (2005-2012) et est toujours membre du comité éditorial.
Renée Zauberman est membre du comité éditorial de l'*International Review of Victimology*.
Renée Zauberman est membre du comité éditorial et évalue des articles pour l'*European Journal of Criminology*.
Renée Zauberman est coordinatrice de l'édition en langue anglaise de *Questions Pénales, Penal Issues*, mis en ligne sur le site du CESDIP [<http://www.cesdip.fr>] avec révision des traductions vers l'anglais.

● Interactions avec l'environnement social, économique et culturel

Les principaux éléments concernant nos interactions avec l'environnement socio-économique et institutionnel se trouvent en 2.3. Dans cette partie, nous détaillons les engagements des membres du CESDIP.

1. Revues professionnelles, associatives, de valorisation

- 1.1. Revues professionnelles, associatives, de valorisation (contributions)
- 1.2. Revues professionnelles, associatives, de valorisation (animation)

2. Presse (écrite, audio, télé, blogs, etc.)

3. Conférences à destination public élargi (animation, interventions, etc.)

4. Expertise (rapports, ouvrages institutionnels, notes, interventions, etc.)

5. Collaborations avec des instances partenaires (institutions administratives et culturelles, entreprises, etc.)

6. Commissariat d'exposition et publication de catalogues d'exposition

1. Revues professionnelles, associatives, de valorisation

1.1. Revues professionnelles, associatives, de valorisation (contributions) en langue étrangère

NB. Il convient d'ajouter à cette liste les 25 *Penal Issues* publiés dans la période et mentionnés à l'annexe 12.

- 1) Bailleau F., 2011, A re-introdução da noção de discernimento. Uma ruptura no direito penal de menores?, *Ousar Integrar - Revista de Reinserção Social e Prova*, 8, 14.
- 2) Body-Gendrot S., 2011, Power and Powerlessness in Global Cities, *OpenDemocratie.net*, 7 février (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.opendemocracy.net/sophie-body-gendrot/power-and-powerlessness-in-global-cities>]).
- 3) Godefroy Th., Lascoumes P., Favarel-Garrigues G., 2010, « Vigilância contra a lavagem de dinheiro », *Le Monde Diplomatique Brasil*, avril, 16-17
- 4) Godefroy Th., Lascoumes P., Favarel-Garrigues G., 2010, « El Gran Hermano de las finanzas », *Le Monde Diplomatique-el Diplo*, abril, 130, 24-25).
- 5) Godefroy Th., Favarel-Garrigues G., Lascoumes P., 2009, Controles y herramientas útiles en la lucha contra el lavado de dinero, *Enfoques La Ley*, 12 Diciembre, 101-108.
- 6) Lévy R., 2012, Les contrôles d'identité à l'épreuve de l'enquête sociologique, entretien avec R. Lévy, *Gazette du Palais*, 13-14 janvier, 13-14, 21.
- 7) Robert Ph., 2009, V67. Evaluating Safety and Crime Prevention Policies, *CrimPrev Info*, 20bis.
- 8) Xenakis S., Cheliotis L.K., 2012, The Politics of Crime and the Financial Crisis in Greece, *Criminology in Europe: Newsletter of the European Society of Criminology*, 13, 2, 5-7 et 9.
- 9) Xenakis S., Cheliotis L.K., 2012, The Politics of Crime and the Financial Crisis in Greece, *OpenDemocracy*, 2 (article téléchargeable : [<http://www.opendemocracy.net/sappho-xenakis-leonidas-kcheliotis/politics-of-crime-and-financial-crisis-in-greece>]).

1.2. Revues professionnelles, associatives, de valorisation (contributions) en français + notes et commentaires dans revues classées

NB. Il convient d'ajouter à cette liste les 25 *Questions Pénales* publiés dans la période et mentionnés à l'annexe 12.

- 1) Bailleau F., 2008, Punir les mineurs comme des adultes, *La Vie des Idées*, 12 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://lavedesidees.fr/Punir-les-mineurs-comme-des.htm>]).
- 2) Bailleau F., 2009, Jeunes et politiques publiques. Comment juger et punir les mineurs ?, *Agir et Penser-Les rencontres de Bellepierre*, février, 1-15 (article disponible sur le site Internet : [<http://www.lrdp.fr/articles.php?lng=fr&pg=1138>]).
- 3) Bailleau F., 2009, Le rapport Varinard, *Lien Social*, 919, 14-16.
- 4) Bailleau F., 2010, Approches et traitements de la délinquance juvénile en Europe, *Les Cahiers de Profession Banlieue*, 93-114.
- 5) Bailleau F., 2011, Adaptation, transformation ou rupture ? La justice des mineurs en question, *Les Cahiers Dynamiques*, 53, 34-44.
- 6) Bailleau F., Milburn Ph., 2011, La Protection Judiciaire de la Jeunesse à la croisée des chemins. Entre contrôle gestionnaire et pénalisation des mineurs, *Les Cahiers de la Justice*, 3, 37-49.
- 7) Bailleau F., 2011, Prévention de la délinquance ou gestion des risques, *Les Cahiers Dynamiques*, 51, 6-16.
- 8) Bailleau F., Cartuyvels Y., 2011, La justice pénale des mineurs en Europe. Un changement de paradigme, *Les Cahiers de la Justice*, 3, 67-77.
- 9) Bailleau F., 2012, Jeunesses, classes dangereuses et politiques publiques, *Hommes et Libertés*, 160, 42-45.
- 10) Bailleau F., 2012, Juge des enfants : une espèce en voie d'extinction ?, *Pour l'Histoire*, 58, hiver 2011-2012(dossier complet).
- 11) Bailleau F., 2012, La délinquance des jeunes, que faire ? Le point de vue d'un sociologue, *La Tribune du Commissaire*, 122, 16-18.
- 12) Bailleau F., 2012, Les jeunes, L'espace public et le judiciaire, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 71-74.
- 13) Bailleau F., 2012, Placement, déplacement du/au pénal, *Journal du Droit des Jeunes*, 314, 10-16.
- 14) Bailleau F., Gourmelon N., 2012, Le binôme éducateur-surveillant en EPM : un compromis à risques pour l'action éducative, *Les Cahiers de la Justice*, 3, 141-152.

- 15) Bailleau F., Gourmelon N., Milburn Ph., 2012, « Comme un poisson dans l'eau ». L'Éducation nationale au sein des Établissements pénitentiaires pour mineurs, *Nouvelle Revue de l'Adaptation et de la Scolarisation*, 59, 85-96.
- 16) Baillergeau É., 2008, Intention formative, éducation populaire et intervention sociale au Québec, *Savoirs. Revue Internationale de Recherche en Éducation et Formation des Adultes*, 18, 11-35.
- 17) Baillergeau É., 2009, Les enjeux contemporains du travail social en Europe, *Informations Sociales*, 152, 40-46.
- 18) Baillergeau É., 2010, Introduction au dossier hors-série « L'inclusion sociale en pratique. Intervention sociale et jeunes marginalisés en Europe », *Sociétés et Jeunesses en Difficulté*, hors-série (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://sejed.revues.org/index6588.html>]).
- 19) Baillergeau É., 2010, L'inclusion sociale en pratique. Intervention sociale et jeunes marginalisés en Europe, *Sociétés et Jeunesses en Difficulté*, hors-série (dossier complet) (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://sejed.revues.org/index6454.html>]).
- 20) Baillergeau É., 2012, Décrochage scolaire et intervention socioéducative, *Diversité. Ville École Intégration*, Hors-série « Le décrochage scolaire. Des processus aux parcours », 14, 269-273 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www2.cndp.fr/revueVEI/hs14/diversite_hs14/index.html#/270/]).
- 21) Baudot P.Y., Ould-Ferhat L., 2012, L'administration à l'épreuve du savoir, *Sociologies Pratiques*, 24, 1-7.
- 22) Berlière J.-M., 2009, 1902 : L'affaire Scheffer : la première identification d'un assassin à l'aide de ses empreintes digitales. Mirages et limites de la police scientifique, *Criminocorpus* (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article.php?id_article=133]).
- 23) Berlière J.-M., 2009, Cette folle idée de ficher les citoyens, *L'Histoire*, 339, 22-23.
- 24) Berlière J.-M., 2009, Les archives policières : des archives interdites ? Des archives spéciales ?, *Histoire@Politique. Politique, Culture, Société*, 8 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.histoire-politique.fr/documents/08/pistes/pdf/HP8_Pistesetdebats_Berliere_pdf.doc]).
- 25) Berlière J.-M., 2009, Les pouvoirs de police : attributs du pouvoir municipal ou de l'État ? Une police pour qui et pour quoi faire ? Démocratie, ordre et liberté sous la Troisième République, *Criminocorpus*, 4 (article téléchargeable sur le site Internet : <http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article535.html>).
- 26) Berlière J.-M., 2010, « La Police de la république. L'ordre public à Genève au XVIII^e siècle » de Marco Cicchini sur le site du magazine *L'Histoire*.
- 27) Berlière J.-M., 2012, « Un policier d'autrefois ? » à propos d'Ernest Reynaud, *Souvenirs des commissariats*, dans *La Quinzaine Littéraire*, 1^{er}-15 septembre.
- 28) Berlière J.-M., 2012, Archives et archivistes sous le regard de l'Historien, *La Gazette des Archives*, 225, 39-46.
- 29) Berlière J.-M., 2012, Cent ans de Crim', deux cents ans de police judiciaire parisienne, *Liaisons*, numéro spécial « 1912-2012. Dans les coulisses de la Crim' », 14-17.
- 30) Berlière J.-M., 2013, Stavisky : quand police et politique s'embrouillent, *Historia*, 793, 44-49.
- 31) Blanchard E., 2009, Externaliser pour contourner le droit, *Projet*, 308 (article disponible sur le site Internet : [<http://www.ceras-projet.org/index.php?id=3494>]).
- 32) Blanchard E., 2009, Ce que rafler veut dire, *Plein Droit*, 81, 3-6.
- 33) Blanchard E., 2011, Le coût des frontières, in Collectif, *La liberté de circulation, un droit, quelles politiques ?*, Paris, GISTI (article disponible sur le site Internet : [http://www.gisti.org/publication_som.php?id_article=2126#1eb]).
- 34) Blanchard E., 2012, 1953 : massacre à La Nation, *L'Histoire*, 382, 28-29.
- 35) Blanchard E., 2012, La police et les « médinas algériennes » en métropole. Argenteuil, 1957-1962, *Métropolitiques.eu* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.metropolitiques.eu/La-police-et-les-medinas.html>]).
- 36) Blanchard E., Clochard O., Rodier C., 2008, Compter les morts, *Plein Droit*, 77 (article disponible sur le site Internet : [<http://www.gisti.org/spip.php?article1255>]).
- 37) Blanchard E., Clochard O., Rodier C., 2010, Sur le front des frontières, *Plein Droit*, 87 (article disponible sur le site Internet : [<http://www.gisti.org/spip.php?article1311>]).
- 38) Blanchard E., Spire A., 2012, Remettre les droits des étrangers au centre des politiques d'immigration, *Savoir/Agir*, Hors série « 2012 : les sociologues s'invitent dans le débat », 121-132.
- 39) Blanchard E., Maillary C., 2013, Droit de regard en zone d'attente... par le trou de la serrure, *Plein Droit*, 97, 41-44.
- 40) Blanchard E., Rodier C., 2013, Quand la gauche ne déçoit même plus, *Plein Droit*, 97, 3-6 (article disponible sur le site Internet : [<http://www.gisti.org/spip.php?article3121>]).

- 41) Body-Gendrot S., 2009, L'homicide, un crime en déclin, *La Vie des Idées*, Histoire (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.laviedesidees.fr/spip.php?action=dw2_out&id=1267]).
- 42) Body-Gendrot S., 2009, Peur et insécurité. Villes du Nord, villes du Sud, Conférences 2007, *Cahiers du Pôle Ressources, Politique de la Ville et Intégration*, 83-114.
- 43) Body-Gendrot S., 2010, Le Grand Paris et le développement durable, *ZENO-Zeitschrift für nachhaltiges Bauen*, 14-17.
- 44) Body-Gendrot S., 2011, Stratégies de rénovations urbaine: Les trois approches des villes européennes, *Urbanisme*, 380, 65-67.
- 45) Bon D., Robert Ph., Zauberman R., 2011, La délinquance : entre statistiques de police et enquêtes de victimation, *Note Rapide de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France*, 538, 1-4 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.iau-idf.fr/detail-dune-etude/etude/la-delinquance-entre-statistiques-de-police-et-enquet.html>]).
- 46) Cahn O., 2011, La Place Bellecour à Lyon, jardin d'acclimatation du maintien de l'ordre en France ?, *Vacarme*, 57, 171-175.
- 47) Carra C., 2009, Tendances européennes de la recherche sur les violences et déviances en milieu scolaire. Acquis, problèmes et perspectives, *Journal International École et Violence*, 10, 101-115 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.ijvs.org/files/Revue-10/05.-Carra-ljvs-10-fr.pdf>]).
- 48) De Larminat X., 2012, Les agents de probation face au développement des approches criminologiques : contraintes et ressources, *Sociologies Pratiques*, 24, 27-38.
- 49) de Maillard J., 2012, La politique de la ville, moteur du dépassement de l'opposition social/culturel, *In Situ, In Cité, Hors les murs*, Memento, juillet, 8-9.
- 50) de Maillard J., 2012, Les médiateurs dans l'espace public, *Troubles dans l'Espace Public. La Réponse des Médiateurs. Les Actes du Colloque de Saint-Denis*, 12-17.
- 51) de Maillard J., 2013, New York, villes sans crimes, *La Vie des Idées*, 13 février (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.laviedesidees.fr/New-York-ville-sans-crimes.html>]).
- 52) de Maillard J., 2013, Réguler les espaces publics : le rôle ambivalent des nouveaux métiers, *Métropolitiques*, 16 janvier (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.metropolitiques.eu/Reguler-les-espaces-publics-le.html>]).
- 53) Esterle M., 2010, Absentéisme, violences scolaires et sécurité à l'école, *Après-Demain*, 16, 18-21.
- 54) Esterle-Hedibel M., 2009, Je décroche, tu décroches, il décroche... Les facteurs de sortie du système scolaire, *Volontaires. Le Journal de l'Engagement Solidaire*, 17, 3.
- 55) Esterle-Hedibel M., 2009, Sur les traces des élèves déscolarisés ou en risque de décrochage, *Recherches. D'une Classe à l'Autre*, 50, 137-150.
- 56) Esterle-Hedibel M., 2010, Je décroche, tu décroches, il ou elle décroche..., *Vivre Mieux. Le Magazine des Familles Rurales*, 13, 16.
- 57) Esterle M., 2010, Quelle ambiance ! Se sentir bien (ou mal) au lycée, *Diversité. Ville École Intégration Diversité*, 161, 45-51.
- 58) Esterle M., 2012, Choix d'un métier et rêves adolescents. L'exemple des lycées professionnels, *Diversité. Ville École Intégration*, Hors-série « Le décrochage scolaire. Des processus aux parcours », 14, 226-232 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www2.cndp.fr/revueVEI/hs14/diversite_hs14/index.html#/226/]).
- 59) Esterle M., 2012, Choix d'un métier et rêves adolescents. L'exemple des lycées professionnels, *Diversité. Ville École Intégration*, Hors-série « Le décrochage scolaire. Des processus aux parcours », 14, 226-232 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www2.cndp.fr/revueVEI/hs14/diversite_hs14/index.html#/226/]).
- 60) Esterle M., 2013, Pourquoi certains élèves décrochent, *Alternatives Économiques*, Hors-série n° 60 « L'état de la jeunesse en France », 42-44.
- 61) Fischer N., 2012, Contentieux de pauvres pour techniciens du droit, *Plein Droit*, 94, 10-13.
- 62) Fontaine J.-Y., Matelly J.-H., 2010, Compte rendu du livre de Dieu F., 2008, *Sociologie de la gendarmerie*, Paris, l'Harmattan, *Revue Française de Sociologie*, 51, 1, 167-170.
- 63) Godefroy Th., 2010, La délinquance économique et financière serait-elle en voie de disparition ?, *Après-Demain*, 16, 31-34.
- 64) Godefroy Th., Lascoumes P., 2010, Havres fiscaux et places financières sous-régulées, *Savoir Agir*, 13, 25-39.
- 65) Hassenteufel P., 2010, Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics, *Informations Sociales*, 157, 50-58.

- 66) Hassenteufel P., 2011, Les transformations du mode de gouvernement de l'assurance maladie : une comparaison France/Allemagne, *La Revue de l'IRES*, 70, 35-64.
- 67) Hassenteufel P., 2013, L'eupéanisation des systèmes de santé, *Informations Sociales*, 175, 48-59.
- 68) Jobard F., 2008, La police et l'autorité, *Vacarme*, 43, 36-37.
- 69) Jobard F., 2010, Compte rendu sur l'ouvrage de A. Chauvenet et F. Ocqueteau, *Dominique Monjardet, Notes inédites sur les choses policières (1999-2006)*, suivi de *Le sociologue, la politique et la police, Sociologie du Travail*, 52, 274-301.
- 70) Jobard F., 2010, Police et usage de la force, *Dictionnaire de criminologie en ligne* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://criminologie.com/article/police-et-usage-de-la-force>]).
- 71) Jobard F., 2010, Le spectacle de la police des foules. Les opérations policières durant la protestation contre le CPE à Paris, *Sociétés Politiques Comparées*, 27, 1-55 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.fasopo.org/reasopo/n27/article.pdf>]).
- 72) Jobard F., 2011, Anthropologie de la matraque. Recension de l'ouvrage de Fassin D., 2011, *La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Seuil, Collection « La Couleur des Idées », *La Vie des Idées*, 29 novembre (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.laviedesidees.fr/Anthropologie-de-la-matraque.html>]).
- 73) Jobard F., 2011, L'esplanade des Invalides, *Vacarme*, 57, 165-170.
- 74) Jobard F., 2011, Libéralisme et prison : corrélation ou concomitance ? Forum autour du livre de Bernard Harcourt, *La Vie des idées*, 7 juin (dossier complet téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.laviedesidees.fr/Liberalisme-et-prison-correlation.html>]).
- 75) Jobard F., Lévy R., 2009, Les contrôles au faciès à Paris, *Plein Droit*, 82, 11-14.
- 76) Jobard F., Lévy R., 2009, Les jeunes, cibles des contrôles d'identité, *Journal du Droit des Jeunes, la Revue d'Action Juridique et Sociale*, 288, 22-26.
- 77) Jobard F., Lévy R., 2010, Profilage racial, *Dictionnaire de criminologie en ligne* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.criminologie.com/article/profilage-racial>]).
- 78) Kensey A., 2010, Dix ans d'évolution du nombre de personnes écrouées de 2000 à 2010, *Cahiers d'Études Pénitentiaires et Criminologiques*, 35, 1-7.
- 79) Kensey A., Lévy R., Benaouda A., 2010, La récidive des premiers placés sous surveillance électronique, *Cahiers d'Études Pénitentiaires et Criminologiques*, 33, 1-6.
- 80) Le Goaziou V., Mucchielli L., 2009, La violence des jeunes en question, *JDJ RAIS. Journal du Droit des Jeunes, la Revue d'Action Juridique et Sociale*, 288, 13-20.
- 81) Le Goff T., 2010, La vidéosurveillance : un outil de prévention efficace ?, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155, 38-40.
- 82) Le Goff T., 2010, Le faux et coûteux miracle de la vidéosurveillance, *Après-Demain*, 16, 28-30.
- 83) Le Goff T., 2010, Politique de sécurité : les chiffres et les images, *Esprit. L'État de Nicolas Sarkozy*, mars-avril, 90-98.
- 84) Le Goff T., 2011, Les villes de l'Ouest préfèrent la médiation, *Revue Urbaine Place Publique*, 10, 16-20.
- 85) Le Goff T., 2012, La construction politique du périurbain au prisme des regards, *Les Cahiers de l'IAU-IDF*, 161 (dossier complet).
- 86) Le Goff T., Heilmann É., 2009, Vidéosurveillance : un rapport qui ne prouve rien (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.laurent-mucchielli.org/public/Videosurveillance.pdf>]).
- 87) Le Goff T., de Maillard J., 2010, Gouverner la sécurité dans les villes, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155, 21-24.
- 88) Le Goff T., Malochet V., (dir.), 2010, *Les Cahiers de l'IAU-IDF*, 155 (numéro complet).
- 89) Le Goff T., Malochet V., 2012, La police territoriale : simple slogan ou véritable réforme ?, *Espaces Publics*, 4.
- 90) Le Goff T., Malochet V., 2012, Présomption de dangerosité sur les jeunes des cités, *Les Cahiers de l'IAU-IDF*, 164, 25-27.
- 91) Le Goff T., Heilmann É., 2010, Vidéosurveillance : un rapport qui ne prouve rien. Polices et politiques de sécurité. Concilier efficacité et respect des libertés, in Ocqueteau F., (dir.), *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, La Documentation Française, 972.
- 92) Le Goff T., Heurtel H., 2009, Les personnes âgées face à l'insécurité, *Note Rapide de l'IAU-IDF*, 493 (dossier complet).
- 93) Levan V., 2008, Second-Generation CPTED in Canada: Embedding Crime Prevention in the Community, *CPTED Perspectives*, 7, 2, 5-7.
- 94) Lévy R., 2009, Admettre la réalité des contrôles au faciès, entretien avec J. Vachon, *ASH*, 2620, 40-41.

- 95) Lévy R., 2009, Admettre la réalité des contrôles au faciès, *Actualités Sociales Hebdomadaires*, 2620, 40-41.
- 96) Lévy R., 2009, CrimPrev comes to an End. Lessons and Learning, *ESC Criminology in Europe*, 8, 3, 3 et 8-10.
- 97) López L., 2008, Des gendarmes luxembourgeois chez les Brigades du Tigre : les prémices de la coopération policière transfrontalière en Europe occidentale, *Revue de la Gendarmerie Nationale*, 226, 116-125.
- 98) López L., 2009, La bande à Bonnot : l'assaut final à Nogent (14-15 mai 1912), *Criminocorpus*, 4 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article375.html>]).
- 99) López L., 2009, Le gendarme, Janus de la force publique (1870-1939), *Inflexions. Civils et Militaires : Pouvoir Dire*, 11, 87-97.
- 100) López L., 2009, Les gendarmes et la création des brigades du Tigre à la Belle Époque, *Criminoscope*, 4, 5.
- 101) López L., 2009, Rapport sur l'assaut de la villa de Nogent-sur-Marne (14 mai 1912), *Criminocorpus*, 4 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article534.html>]).
- 102) López L., 2012, Les problèmes particuliers des forces de l'ordre dans les banlieues françaises au xix^e siècle, *Histoire et Patrimoine des Gendarmes*, 4, 10-14.
- 103) Malochet V., 2008, Polices municipales : quel bilan ?, *Clarif. La revue*, mars, 4-8.
- 104) Malochet V., 2009, Vue d'ensemble sur les polices municipales de France, *Les Cahiers de la Sécurité*, 8, 96-104.
- 105) Malochet V., 2010, Comprendre la délinquance : les cadres d'analyse sociologique, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155, 10-12.
- 106) Malochet V., 2010, Les « nouveaux » acteurs locaux de la tranquillité publique, *Après-Demain*, 16, 25-27.
- 107) Malochet V., 2010, Les polices municipales, « vraies » polices de proximité ?, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155, 45-47.
- 108) Malochet V., 2010, De la surveillance du bon ordre au maintien de l'ordre. L'action des polices municipales en question, *Journal du Droit des Jeunes*, 300, 28-32.
- 109) Malochet V., 2011, Redonner confiance aux parents. Le soutien à la parentalité, *Sciences Humaines*, 232, 42-45.
- 110) Marlière É., 2008, Les « jeunes des cités ». Histoire, déconstruction, perspective, *Les Cahiers du DSU*, 48, 6-7.
- 111) Marlière É., 2009, « Émeutes », « islamisme », radicalisation politique, « culture de rue » : nouvelles formes de « résistance de classe » chez les « jeunes de cité » ?, *Forum. La Revue de Recherche en Travail Social*, 123, 30-37.
- 112) Matelly J.-H., Fontaine J.Y., 2010, Note de lecture sur l'ouvrage de François Dieu « *Sociologie de la gendarmerie* », *Revue Française de Sociologie*, 51-1, 167-170.
- 113) Matelly J.-H., Mouhanna Ch., Mucchielli L., 2009, Feu la gendarmerie nationale, *Pouvoirs locaux*, 80, 12-14.
- 114) Mohammed M., 2008, Déprise éducative des familles : discours et perceptions des jeunes en bande, *Recherches et Prévisions*, 93, 17-27 (article téléchargeable sur le site Internet : [[http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/19df1a1729acba2cc12574cc0037c468/\\$FILE/RP93-MMohammed.pdf](http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/090ba6646193ccc8c125684f005898f3/19df1a1729acba2cc12574cc0037c468/$FILE/RP93-MMohammed.pdf)]).
- 115) Mouhanna Ch., 2009, Politique du chiffre et police des étrangers, *Plein Droit*, 82 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.gisti.org/spip.php?article1740>]).
- 116) Mouhanna Ch., 2010, La police de proximité : quel bilan ?, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155, 41-44.
- 117) Mouhanna Ch., 2010, Police, Gendarmerie et population : chronique d'un divorce annoncé, *Après-Demain*, 16, 22-24.
- 118) Mouhanna Ch., 2010, Une société en demande de responsables. Dossier « Quelle Justice Pénale ? », *Hommes et Libertés. Revue de la LDH*, 149, 41-43.
- 119) Mouhanna Ch., Bastard B., 2011, Le juge des enfants, clef de voûte d'un système fragilisé, *Les Cahiers de la Justice*, 3, 13-22.
- 120) Mucchielli L., 2008, Approche sociologique de la violence sexuelle. Le cas des viols collectifs, *Revue Française du Stress et du Trauma*, 8, 4, 243-252.
- 121) Mucchielli L., 2008, Entretien, *La Gazette des Communes*, 19 mai, 20-21.
- 122) Mucchielli L., 2008, Entretien, *Pouvoirs Locaux*, 78, 52-55.
- 123) Mucchielli L., 2009, Regard sur la délinquance juvénile au temps des « Blousons Noirs » (années 1960), *Adolescence*, 41, 132-140.
- 124) Mucchielli L., 2010, « Insécurité », « sentiment d'insécurité » : les deux veines d'un filon politique, *Après-Demain*, 16, 3-6.

- 125) Mucchielli L., 2010, De la criminologie comme science appliquée et des discours mythiques sur la « multidisciplinarité » et « l'exception française », *Champ Pénal*, vii (article téléchargeable sur le site Internet : [http://champpenal.revues.org/pdf/7728]).
- 126) Mucchielli L., 2010, Déchiffrer la violence, *La Vie des Idées* (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.laviedesidees.fr/Dechiffrer-la-violence.html]).
- 127) Mucchielli L., 2010, Notre société est-elle plus violente ?, *Sciences Humaines*, Hors-Série « Les grands dossiers », 18, 64-67 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id_article=25031]).
- 128) Mucchielli L., 2010, Répression/prévention : sortir d'un faux antagonisme, *Après-Demain*, 16, 35-38.
- 129) Mucchielli L., 2010, Comprendre la place du thème de « l'insécurité » dans la société française, *Les Cahiers de l'Éducation Permanente*, 36, 105-112.
- 130) Mucchielli L., 2010, L'évolution de la délinquance des mineurs : données statistiques et interprétation générale, *Agora Espace Jeunesse*, 56, 87-100.
- 131) Mucchielli L., 2010, Le thème de « l'insécurité » dans la société française, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155, 6-9.
- 132) Mucchielli L., 2010, Rencontre avec Stéphane Liévin, représentant du personnel du syndicat Unité SGP Police, *Journal du Droit des Jeunes*, 200, 19-27.
- 133) Mucchielli L., 2010, Répression-prévention. Bilan des politiques de sécurité, *Après-demain*, 16 (dossier complet).
- 134) Mucchielli L., Le Goaziou V., 2009, La violence des jeunes en question, *Journal du Droit des Jeunes*, 288, 13-20.
- 135) Mucchielli L., Matelly J.-H., Mouhanna Ch., 2009, Feu la gendarmerie nationale, *Pouvoirs Locaux*, 80, 12-14.
- 136) Mucchielli L., Miceli L., Névanen S., 2010, Tribune. Armes à feu en France : des discours, des faits divers... et des indices scientifiques qui démentent l'alarmisme, *Journal du Droit des Jeunes. La Revue d'Action Juridique et Sociale*, 291, 3.
- 137) Mucchielli L., Mohammed M., 2010, La fortune du « ghetto ». Réflexions critiques à partir d'un ouvrage récent : Bronner L., 2010, *La loi du ghetto. Enquête sur les banlieues françaises*, Paris, Calmann-Lévy, *Sociologie*, 1, 3, comptes rendus (article téléchargeable sur le site Internet : [http://sociologie.revues.org/506]).
- 138) Mucchielli L., Mouhanna Ch., 2010, Inquiétudes autour de la fusion police-gendarmerie, *Hommes et Libertés*, 150, 40-42.
- 139) Ocqueteau F., 2010, L'emprise invisible et survisible de la sécurité privée dans les villes, *Les Cahiers de l'IAU Île-de-France*, 155, 69-72.
- 140) Ocqueteau F., 2010, Jean-Paul Brodeur (1943-2010), *Annales Internationales de Criminologie*, 48, 1-2, 139-142.
- 141) Ocqueteau F., 2011, Profils et trajectoires des directeurs sûreté. Résultats d'une enquête conduite auprès de 25 entreprises, *Sécurité et Stratégie*, 5, 38-53.
- 142) Ocqueteau F., 2011, Compte rendu de « Emmanuel Blanchard, La police parisienne et les Algériens (1944-1962) », *Champ Pénal*, VIII.
- 143) Ocqueteau F., 2011, Compte rendu de « Jean-Gabriel Ganascia, Voir et pouvoir : qui nous surveille ? », *Droit et Société*, 77, 1, 211.
- 144) Ocqueteau F., 2012, Compte rendu de « Pierre Tremblay, Le délinquant idéal. Performance, discipline, solidarité », *Champ Pénal*, IX.
- 145) Piazza P., (dir.), 2011, Bertillonnage et polices d'identification, *Criminocorpus*, 5 (dossier complet téléchargeable sur le site Internet : [http://www.criminocorpus.cnrs.fr/rubrique183.html]).
- 146) Piazza P., 2011, Bertillonnage et polices d'identification, *Revue Hypermedia Histoire de la Justice, des Crimes et des Peines*, 5 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.criminocorpus.cnrs.fr/article720.html]).
- 147) Piazza P., 2011, Bertillonnage : savoirs, technologies, pratiques et diffusion internationale de l'identification judiciaire, *Criminocorpus*, 5 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://criminocorpus.revues.org/347]).
- 148) Pruvost G., Névanen S., 2009, Étrangers : quels policiers prônent la vigilance ?, *Plein Droit*, 82, 15-18.
- 149) Robert Ph., 2008, Les Français, l'avocat et la justice, *Profession Avocat*, 5, 21 (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.juriforum.fr]).
- 150) Robert Ph., 2008, Recension de Clive Emsley, *Crime, Police and Penal Policy, European Experiences, 1750-1940*, Oxford, Oxford University Press, 2007, *Crime, Histoire & Sociétés*, 12, 1, 132-136

- 151) Robert Ph., 2009, L'évaluation des politiques de sécurité et de prévention en Europe, *CrimPrev Info*, 20.
- 152) Robert Ph., 2010, Généalogies et recompositions pénales contemporaines, *Cahiers de la Justice*, 4, 13-32.
- 153) Robert Ph., 2010, L'évolution des délinquances sur le long terme, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France*, 155, 13-15.
- 154) Robert Ph., 2010, Les politiques publiques de la prévention à la surveillance, *Projet*, 319, 43-51.
- 155) Robert Ph., 2010, Les politiques de sécurité de Mitterrand à Sarkozy, *Après-Demain*, 16, 14-17.
- 156) Robert Ph., 2012, Les politiques de sécurité de Mitterrand à Sarkozy, *Après-Demain*, 16, 14-17.
- 157) Robert Ph., 2012, Mesurer la délinquance sur une courte période est dénué de sens, *Actualités Sociales Hebdomadaires*, 2740, 40-41.
- 158) Robert Ph., 2013, Le sentiment d'insécurité. Une construction ?, *Cahiers Français*, 376, 7-11
- 159) Robert Ph., Zauberman R., 2012, La mesure de la délinquance... des chiffres dociles, *Le Monde*, 31 janvier (article téléchargeable sur le site Internet : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/01/31/la-mesure-de-la-delinquance-des-chiffres-dociles_1636333_3232.html?xtmc=zauberman&xtcr=1]).
- 160) Robert Ph., Zauberman R., 2012, Les atteintes aux véhicules en France de 1980 à nos jours, *Strassenverkehr-Circulation Routière*, 1, 26-31.
- 161) Ventre D., 2008, Cybercriminalité, recours à la force, attaque armée, *Revue Défense Nationale et Sécurité Collective*, 5, 114-224.
- 162) Ventre D., 2008, Cybercrime, Resort to Force and Armed Attack, *Revue Défense Nationale*, 110-119.
- 163) Ventre D., 2008, La puissance militaire de la République Populaire de Chine : rapport 2008 du Département de la Défense des États-Unis, *Revue Multi-System & Internet Security Cookbook*, 38, 26-35.
- 164) Ventre D., 2008, Atteintes aux données personnelles et guerre de l'information, *revue MISC*, 39, 12-20.
- 165) Ventre D., 2008, *Un cyberconflit est-il possible ?* Revue Militaire Suisse (RMS), juillet.
- 166) Ventre D., 2008, Conflit Russo-Géorgien et guerre de l'information, *revue MISC* n° 40, 4-13.
- 167) Ventre D., 2009, Vers une version française de la guerre de l'information? *revue MISC* n° 42, 4-8, 1^{ère} partie.
- 168) Ventre D., 2009, Vers une version française de la guerre de l'information? *revue MISC*, n° 43, 38-43. 2^e partie.
- 169) Ventre D., 2009, Cybersécurité et cyberdéfense : quelles menaces contrer ? *Défense Nationale et Sécurité Collective*, 3.
- 170) Ventre D., 2010, Guerre de l'information et cyberguerre en Chine, *Dossier : La Chine et google, décryptage d'un conflit*, 5-6
- 171) Ventre D., 2010, Les capacités chinoises de cyberguerre, *revue DSI*.
- 172) Ventre D., 2010, La guerre de l'information chinoise au prisme de la crise du Xinjiang, *Revue MISC*, 49.
- 173) Ventre D., 2011, Stuxnet : interprétations, *revue MISC*, 53, janvier/février 2011.
- 174) Ventre D., 2011, Cibler les attaques, *revue MISC*, 53, janvier/février.
- 175) Ventre D., 2011, Tor : un instrument de la guerre de l'information ?, *revue MISC*, 54, mars/avril.
- 176) Ventre D., 2011, Cyberdéfense : face à face entre les deux Corées, *revue MISC*, 55.
- 177) Ventre D., 2011, Les créations de cyber-unités dans le monde, *revue MISC*, 55.
- 178) Ventre D., 2011, Identification, attribution, accusation, *revue MISC*, 55.
- 179) Ventre D., 2011, Cyberespace et pornographie : une association au service du pouvoir, *revue MISC*, 57.
- 180) Ventre D., 2011, Le cyberespace latino-américain, *revue MISC*, 58.
- 181) Ventre D., 2011, Cyber-impérialisme, *revue MISC*, 58.
- 182) Ventre D., 2011, Cyberguerre et guerre de l'information : Cuba, *Revue MISC*, 58.
- 183) Ventre D., 2012, Une cyber-dissuasion est-elle possible ?, *Revue DSI*, 23.
- 184) Ventre D., 2012, Dimension cybernétique du conflit libyen, *Revue MISC*, 60.
- 185) Ventre D., 2012, Le cyberespace : définitions, représentations, *Revue Défense Nationale*, 751.
- 186) Ventre D., 2012, La cyberpaix : un thème stratégique marginal, *Revue Internationale et Stratégique*, 87.
- 187) Ventre D., 2012, Obligation de déclaration d'incident, *Lettre Défense et Stratégie*.
- 188) Ventre D., 2012, Japon : stratégies de cyberdéfense, *Revue MISC*, 64.
- 189) Ventre D. 2012, Le cyber-guerrier : nouvelle figure combattante au service de la Cyber-défense, *revue Sécurité & Stratégie*, 11.
- 190) Ventre D., 2013, Cyberpaix, *Les Cahiers de l'IDRP*, janvier, 7-12.
- 191) Ventre D., 2013, *L'obligation de déclaration d'incident : état des lieux*, Le journal des DES, Avril, [<https://www.cdse.fr/l-obligation-de-declaration-d.html>].
- 192) Yvrol J.-J., 2012, « C'est la faute aux parents... ». Délinquance juvénile, famille et injustice au XIX^e siècle, *Dialogue. Recherche sur le Couple et la Famille*, 194, 9-20.

- 193) Yvorel J.-J., 2012, De la critique à une tentative de reprise en main, *Les Cahiers Dynamiques*, Hors-Série « 60 ans de formation. De Vaucresson à l'ENPJJ », 64-68.
- 194) Yvorel J.-J., 2012, Enfants « difficiles », la victoire du médical, *Sciences humaines*, Hors-Série 58, 64-65.
- 195) Yvorel J.-J., 2012, La reconstruction, *Les Cahiers Dynamiques*, Hors-Série « 60 ans de formation. De Vaucresson à l'ENPJJ », 106-107.
- 196) Yvorel J.-J., 2012, Le discernement : construction et usage d'une catégorie juridique en droit pénal des mineurs, *Recherches Familiales*, 9, 153-162.
- 197) Yvorel J.-J., 2012, Le temps des fondements, *Les Cahiers Dynamiques*, Hors-Série « 60 ans de formation. De Vaucresson à l'ENPJJ », 52, 16-20.
- 198) Zauberman R., 2012, Il faut prendre en compte les tendances de fond, *La Gazette des Communes*, 29 octobre.

1.2. Revues professionnelles, associatives, de valorisation (animation)

- Blanchard E., membre du comité de rédaction de *Plein Droit* (Paris, GISTI).
- Esterle, M., Membre du comité d'orientation et du comité de valorisation de la revue *Diversité Ville École Intégration*, Centre national de documentation pédagogique (depuis 2002).
- Gayet-Viaud C., rédactrice en chef de *Métropolitiques.eu*.
- Jobard F., membre du comité de rédaction de *Tendances* (Paris, OFDT).
- Jobard F., membre du comité de rédaction de *Vacarme* (Paris).
- de Maillard J., membre du comité de rédaction des *Cahiers de la Sécurité* (INHESJ).

2. Presse (écrite, audio, télé, blogs, etc.)

- 1) Bailleau F., 2009, Interview sur « La situation des jeunes en France », *Express-Turquie*, 6, 36-38.
- 2) Bailleau F., 2009, Interview pour le dossier « Jeunes », *Journal du CNRS*, juillet.
- 3) Bailleau F., 2009, Participation à une table ronde sur « Le projet de loi concernant les bandes », *Chaine Parlementaire*, 24 juin, 19h00-20h00.
- 4) Bailleau F., 2010, « La France connaît une rupture unique en Europe », *Travail Social Actualités*, 17, 6-7.
- 5) Bailleau F., 2010, « Le jeune et la justice », *Le Berry Républicain*, 6 décembre.
- 6) Bailleau F., 2010, Enregistrement d'une émission de télévision au Sénat sur le thème de « La perception de la violence dans notre société », 26 mars.
- 7) Bailleau F., 2010, Interview sur « La justice pénale des mineurs », *La Croix*, 15 février.
- 8) Bailleau F., 2010, Interview, émission de P. Risoli sur « La pauvreté des jeunes », *Sud Radio*, 24 novembre, 9h30-10h00.
- 9) Bailleau F., 2010, Interview, *Ouest-France*, 3 septembre.
- 10) Bailleau F., 2010, Participation à un débat de *BFMTV* sur le nouveau texte législatif sur la sécurité, 10 février, 17h00-18h00.
- 11) Bailleau F., 2011, « Surveiller et punir la jeunesse, un enfant au tribunal », émission « Cultures Monde », *France Culture*, 6 décembre, 11h00-11h45.
- 12) Bailleau F., 2011, Débat sur le rapport d'Éric Ciotti, émission « Les retours du dimanche », *France Culture*, 12 juin, 18h00-19h00.
- 13) Bailleau F., 2011, Interview pour éclairer le cas le cas du viol et du meurtre d'Agnès Marin, émission « La Matinale », *Canal +*, 22 novembre, 7h00.
- 14) Bailleau F., 2011, Table ronde sur le thème « Le nouveau texte de Loi en préparation sur la Justice des mineurs », émission « Service public », *France Inter*, 23 mai, 10h00-11h00.
- 15) Bailleau F., 2012, Émission de Karim Hacène sur « Les événements de Toulouse », *Sud-Radio*, 28 mars, 11h00-11h30.
- 16) Bailleau F., 2013, « Comment lutter contre la violence des mineurs ? », *Atlantico*, 25 janvier (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.Atlantico.fr>]).
- 17) Bailleau F., 2013, « État des lieux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse », *AFP*, 19 juin.
- 18) Berlière J.-M., 2008, « Police politique, renseignements et démocratie : une antinomie ? », émission « Concordance des temps », *France Culture*, 27 septembre.
- 19) Berlière J.-M., 2009, « Caid's Story. Un siècle de grand banditisme » de Jérôme Pierrat, chaîne *Planète*.

- 20) Berlière J.-M., 2009, « Les lois antijuives de Vichy » de Michel Kaptur pour Ugoprod.
- 21) Berlière J.-M., 2009, « Chroniques de la Mondaine », chaîne *Planète*.
- 22) Berlière J.-M., 2009, « Le crime de Soleilland : l'abolition reportée », *Planète Justice*.
- 23) Berlière J.-M., 2009, « Liquider les traîtres », *Fréquence Protestante*, 30 novembre.
- 24) Berlière J.-M., 2009, Émission « Concordance des temps » animée par J.-N. Jeanneney, *France Culture*, 10 octobre.
- 25) Berlière J.-M., 2009, Émission « Lundis de l'Histoire » animée par Michelle Perrot, *France Culture*, 16 avril.
- 26) Berlière J.-M., 2009, Émission « La fabrique de l'histoire », *France Culture*, 3 février.
- 27) Berlière J.-M., 2009, « La police scientifique », émission « La marche des sciences », *France Culture*, 14 janvier.
- 28) Berlière J.-M., 2010, « Le crime de Soleilland », émission « Café crime » animée par Jacques Pradel, *Europe 1*, 14 avril.
- 29) Berlière J.-M., 2010, « 50 ans d'histoire parisienne vus par le magazine de la PP », *Liaison*, mars.
- 30) Berlière J.-M., 2010, « L'amour criminel », émission sur le Salon du Livre, *France Culture*, 31 mars.
- 31) Berlière J.-M., 2010, « Goron, l'amour criminel », émission « Café crime » animée par Jacques Pradel, *Europe 1*, 15 mars.
- 32) Berlière J.-M., 2010, Émission « Historiquement show », chaîne *Histoire*, 19 janvier.
- 33) Berlière J.-M., 2011, « La prostitution », émission « Supplément d'enquête » animée par Jacques Duquesne, *France 2*, 15 décembre.
- 34) Berlière J.-M., 2011, « Fichés ? », *France 2*, 24 novembre.
- 35) Berlière J.-M., 2011, Émission « La danse des mots », *RFI*, 15 novembre.
- 36) Berlière J.-M., 2011, magazine « Rien n'est joué/Tous fichés ? », *Radio Suisse Romande*, 3 novembre.
- 37) Berlière J.-M., 2011, « Le fichage, les rafles, les juifs... », *RCJ*, 3 novembre.
- 38) Berlière J.-M., 2011, « Histoire de la police », émission « La marche de l'histoire », *France Inter*, 2 novembre.
- 39) Berlière J.-M., 2011, « Tous fichés ? », émission « Ce soir ou jamais » animée par Frédéric Taddéï, *France 3*, 25 octobre.
- 40) Berlière J.-M., 2011, « Tous fichés ? », *France Bleu Bourgogne*, 29 octobre.
- 41) Berlière J.-M., 2011, Émission « La fabrique de l'histoire », *France Culture*, 20 octobre.
- 42) Berlière J.-M., 2011, « La police sous l'Occupation », émission « L'heure du crime » animée par Jacques Pradel, *RTL*, 13 septembre.
- 43) Berlière J.-M., 2011, « Concordance des temps », *France Culture*, 26 juin.
- 44) Berlière J.-M., 2012, « Les crimes à la Libération », *Fréquence Protestante*, 27 juin.
- 45) Berlière J.-M., 2012, « Bonus » pour les rééditions des films de M. Tourneurs par Pathé en un coffret de DVD : dialogue avec B. Tavernier : *L'image de la police dans le cinéma français des années 1930*.
- 46) Berlière J.-M., 2012, Article pour *Liaisons*, numéro spécial, « 1912-2012 : Les cents ans de la Crim' ».
- 47) Berlière J.-M., 2012, émission « Historiquement show », chaîne *Histoire*, 13 mars.
- 48) Berlière J.-M., 2012 « Libération sanglante », émission animée par Jacques Pradel, « L'heure du crime », *RTL*, 31 janvier.
- 49) Berlière J.-M., 2012, émission « 28 minutes », *Arte*, 5 janvier.
- 50) Berlière J.-M., 2012, « Les cent ans de la Crim' », *France 3*, 4 janvier.
- 51) Berlière J.-M., 2013, « L'affaire Soleilland », *Planète Justice*.
- 52) Berlière J.-M., 2013, Émission « Historiquement show », chaîne *Histoire*, 5 mars.
- 53) Berlière J.-M., 2013, « Le portrait robot », Journal de 20h de *TF1*, mai.
- 54) Berlière J.-M., 2013, « Le maintien de l'ordre », émission « La marche de l'histoire », *France Inter*, 3 avril.
- 55) Blanchard E., 2008, « Histoire des étrangers », émission « Fabrique de l'Histoire », *France Culture*, 10 janvier.
- 56) Blanchard E., 2011, « Histoire de la police », émission « Fabrique de l'Histoire », *France Culture*, 20 octobre.
- 57) Blanchard E., 2011, « La police et les Nord-Africains en France, 1944-1961 », émission « La Marche de l'Histoire », *France Inter*, 17 octobre.
- 58) Blanchard E., 2011, Interview dans « Maurice Papon, itinéraire d'un homme d'ordre documentaire » de Marc-Olivier Baruch et Emmanuel Hamon, diffusé sur *France 2*, 14 avril.

- 59) Blanchard E., 2011, Interview dans le web-documentaire « 17 octobre 1961 » (Agat Films-Ina) du collectif de vidéastes *Raspouteam* (documentaire disponible sur le site Internet : [<http://www.raspouteam.org/1961/>]).
- 60) Blanchard E., 2011, Interview pour reportage sur les commémorations du cinquantenaire du 17 octobre 1961, émission « Soir 3 », *France 3*, 18 octobre.
- 61) Blanchard E., 2011, Participation à de nombreux débats et présentations du film de Yasmina Adi « *Ici on noie les Algériens, 17 octobre 1961* », Agat Films-Shellac.
- 62) Blanchard E., 2012, Interview dans le film documentaire « Charonne. 8 février 1962 » d'Olivier Doat, *ciné-archives*.
- 63) Blanchard E., 2013, Interview pour le reportage « Hôpital Avicenne : histoire d'un héritage colonial », émission « Le Magazine de la Santé », *France 5*, 6 mars.
- 64) Blanchard E., Clochard O., Rodier C., 2010, « 2010, l'année du droit à migrer ? », *lemonde.fr*, 28 janvier (article disponible sur le site Internet : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/28/2010-l-annee-du-droit-a-migrer-par-emmanuel-blanchard-olivier-clochard-claire-rodier_1297565_3232.html]).
- 65) Blanchard E., Duflo M., 2009, « Départementalisation de Mayotte : les frontières coloniales renforcées », *Rue89.com*, 28 mars (article disponible sur le site Internet : [<http://www.rue89.com/2009/03/28/departementalisation-de-mayotte-les-frontieres-coloniales-renforcees>]).
- 66) Cahn O., 2012, « Suicides d'employés, délits de patrons », interview de D. Arnaud, *Libération*, Grand Angle, 15 avril.
- 67) Crettiez X., 2013, « La violence de l'ETA », *BFMtv*, février.
- 68) Crettiez X., 2013, « Le retour du FLNC », *20 minutes*, mai.
- 69) Crettiez X., 2013, « La violence d'État dans nos démocraties », *Télérama*, n° 3308, 14 juin.
- 70) Crettiez X., 2012, "L'affaire Merah : la fabrique sociale de la violence", *Le Monde*, 27 mars
- 71) de Larminat X., 2013, « Y a-t-il une alternative à la prison », émission « Dessine-Moi un Mouton », *Radio Campus Paris*, 30 janvier.
- 72) de Maillard J., 2012, Débat « La question des violences », *BFM TV*, 2 octobre, 22h05-22h20.
- 73) de Maillard J., 2012, « Génération République : la police », *LCP/Public Sénat*, 5 décembre, avec interview filmée (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.lcp.fr/emissions/generation-republique/vod/142204-la-police>]).
- 74) de Maillard J., 2012, « Le président n'a pas changé le candidat », *Libération*, 2 mai.
- 75) de Maillard J., 2012, « Quand l'État privatise sa police », émission « Culturesmonde » animée par Florian Delorme, *France Culture*, 5 décembre.
- 76) de Maillard J. 2013, « Zoom du matin. Nouveau code de déontologie pour la police et la gendarmerie », *France Info*, 1^{er} mars (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.franceinfo.fr/justice/le-zoom-du-matin/nouveau-code-de-deontologie-pour-la-police-et-la-gendarmerie-907355-2013-03-01>]).
- 77) de Maillard J., 2013, « Ils se sentent plus mal aimés qu'ils ne le sont », *Le Parisien*, 27 février (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/ils-se-sentent-plus-mal-aimés-qu-ils-ne-le-sont-27-02-2013-2601791.php>]).
- 78) de Maillard J., 2013, « Les correspondants de nuit », émission « Le Bien Commun » animée par Antoine Garapon, *France Culture*, 10 janvier.
- 79) de Maillard J., 2012, Peut-on faire un bilan des politiques conduites sous Nicolas Sarkozy ?, *Délinquance, justice et autres questions de société* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.laurent-mucchielli.org/index.php?post/2012/04/02/Peut-on-faire-un-bilan-des-politiques-de-Nicolas-Sarkozy>]).
- 80) de Maillard J., Surel Y., 2012, « Les politiques publiques sous Sarkozy », émission « La Suite dans les Idées » animée par Sylvain Bourmeau, *France Culture*, 31 mars.
- 81) de Maillard J., Surel Y., 2012, « Quand gouverner c'est faire campagne », *Les Échos* (Le Cercle), 22 février.
- 82) Douat É., 2009, De l'amende à la cagnotte : lieux communs sur l'absentéisme, *Rue89* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.rue89.com/2009/10/10/de-lamende-a-la-cagnotte-innovations-autour-de-labsenteisme>]).
- 83) Esterle M., 2012, Ces élèves transparents, oubliés de tous, *Le Parisien*, 19 septembre.
- 84) Esterle, 2012, BFM TV, 12h 50 : le décrochage scolaire, 19 septembre.
- 85) Esterle, M., 2012, France Inter, émission animée par Annette Ardisson et Sonia Bourhan : le décrochage scolaire, dimanche 4 novembre.
- 86) Esterle, M., 2012, « Vincent Peillon veut accrocher les décrocheurs », *20 minutes*, 4 décembre.
- 87) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », *Capital*, mars 2008.

- 88) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », émission « Le Grain à Moudre », *France Culture*, 19 mars.
- 89) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », *France Inter*, 28 avril.
- 90) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », émission « Cosmopolitaine », *France Inter*, 30 mars.
- 91) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », émission « Rencontre de Pétrarque », *France Culture*, 17 juillet.
- 92) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », *I-télé*, 21 octobre.
- 93) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », *France 24*, 22 octobre.
- 94) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », *Le Monde*, octobre.
- 95) Godefroy Th., 2008, « Les paradis fiscaux », *L'Expansion*, décembre.
- 96) Godefroy Th., 2009, « Les paradis fiscaux », *Challenge*, 9 avril.
- 97) Godefroy Th., 2009, « Les sentinelles de l'antiblanchiment », émission « La Suite dans les Idées » animée par Sylvain Bourmeau, *France Culture*, 19 mai.
- 98) Godefroy Th., 2009, « Les sentinelles de l'antiblanchiment », *Radio Canada* (studio de Montréal), 1^{er} octobre.
- 99) Godefroy Th., 2010, « Les sentinelles de l'antiblanchiment », émission « Là-Bas si j'y Suis » animée par D. Mermet, *France Inter*, 2 avril.
- 100) Godefroy Th., 2010, La délinquance économique et financière serait-elle en voie de disparition?, *Délinquance, Justice et Autres Questions de Société* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.laurent-mucchielli.org/index.php?post/2010/11/04/D%C3%A9linquances-%C3%A9conomiques-et-financi%C3%A8res-%3A-le-dossier>]).
- 101) Godefroy Th., Favarel-Garrigues G., Lascoumes P., 2010, Quand les banquiers informent la police, *Le Monde Diplomatique*, 673, 1, 8-9.
- 102) Godefroy Th., Mucchielli L., 2010, « Délinquance économique, l'impunité s'accroît en France », *Le Monde*, 13 novembre.
- 103) Hassenteufel P., 2010, « L'assurance maladie et l'élite des hauts fonctionnaires du social », *La Revue du Praticien*, 8-12 mars.
- 104) Hassenteufel P., 2010, « Un nouveau rapport de force », *Le Généraliste*, 26 mars.
- 105) Jobard F., 2008, « La baleine et la police », *Mediapart*, 23 avril.
- 106) Jobard F., 2008, « Les abus policiers », Émission télévision « Toutes les France » animée par Ahmed El Keiy, avec Catherine Withol de Wenden, Pierre Lyon-Caen et Mohamed Douhane, *France Ô*, 22 mai, 22h30-23h00.
- 107) Jobard F., 2008, Le fait d'outrager publiquement l'hymne national (art. 433-5-1 CP), *Mediapart* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.mediapart.fr/club/edition/police-co/article/151008/le-fait-d-outrager-publiquement-l-hymne-national-art-433-5-1-c>]).
- 108) Jobard F., 2008, « Police et pouvoir », *La Tribune du Commissaire de Police*, décembre.
- 109) Jobard F., 2008, « Chercheurs et journalistes, la mésentente », Émission « La Suite dans les idées » animée par Sylvain Bourmeau, avec Caroline Lensing-Hebben, Monique et Michel Pinçon-Charlot, *France Culture*, 30 décembre, 11h00-12h00.
- 110) Jobard F., 2009, « Un mort sur le pavé, c'est irréversible », *Libération*, 7 avril.
- 111) Jobard F., 2009, « La CNDS », Émission « Toutes les France », animée par Ahmed El Keiy, avec Dominique Commaret et M. Gesser (Synergie), *France Ô*, 6 mai, 22h30-23h30.
- 112) Jobard F., 2009, Débat « Contrôle de police au faciès ? » animé par Sylvain Attal, avec Maire Lajus et Patric Lozès, *France Ô*, 1^{er} juillet, 19h00-20h00.
- 113) Jobard F., 2009, Débat « Les Matins de *France Culture* » animé par Thomas Baumgartner, avec René Lévy, *France Culture*, 6 juillet, 7h40-9h00.
- 114) Jobard F., 2009, Débat « Le 18-20 » animé par Wendy Bouchard, avec Sébastien Bailly (Alliance 93), *Europe 1*, 15 juillet.
- 115) Jobard F., 2009, « Le Flashball, une arme bâtarde », *Libération*, 15 juillet.
- 116) Jobard F., 2009, « La police agit différemment en banlieue et à Paris », *L'Humanité*, 1^{er} septembre, 7.
- 117) Jobard F., 2009, « On ne sait plus faire de la police générale, celle qui assure le lien social », *Le Monde*, 1^{er} septembre, 10.
- 118) Jobard F., 2009, Débat « Forum Débat » animé par Ahmed el Keiy, *Radio Beur*, 2 septembre, 18h30-19h30.
- 119) Jobard F., 2010, Débat « Microscopie » animé par Édouard Zambeaux, avec Jean-Marc Manach, *RFI*, 16 janvier, 10h10-11h00.
- 120) Jobard F., 2010, « Le Flashball est devenu un "instrument de police quotidienne" », *Mediapart*, 24 janvier.
- 121) Jobard F., 2010, « Le stress croît à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie », *La Croix*, 27 janvier.

- 122) Jobard F., 2010, émission « Toutes les France » animée par Ahmed El Keiy, avec M. Gachet, Vincent Tiberj et Xavier Raufer, *France Ô*, septembre, 22h30-23h30.
- 123) Jobard F., 2010, « L'usage du Flashball a été élargi », *Libération*, 16 octobre, 5.
- 124) Jobard F., 2010, émission « Le journal », *France Inter*, 21 octobre, 13h00.
- 125) Jobard F., 2010, émission « Le Retour des Dimanches » animée par Agnès Chauvaud et Martin Quenehen, *France Culture*, 23 octobre, 18h10-19h00.
- 126) Jobard F., 2010, Une force consciente de sa finalité, *Politis*, 1086, 22.
- 127) Jobard F., 2010, Débat radio « La Matinale » animé par Patrick Cohen, avec Claude Dilain et Jean-Christophe Lagarde, *France Inter*, 25 octobre, 8h20-9h00.
- 128) Jobard F., 2010, « L'infiltration est une technique ancienne », *Le Parisien*, 28 octobre, 2.
- 129) Jobard F., 2010, « Le maintien de l'ordre, c'est le lien immédiat entre le politique et le policier », *owni.fr*, 28 octobre.
- 130) Jobard F., 2011, Participation au documentaire « Vous êtes en garde à vue », *France 2*, 16 juin 22h40-23h30.
- 131) Jobard F., 2011, Débat « L'invité du matin » animé par Amaëlle Guiton avec Ali Soumaré, *Le Mouv'*, 20 octobre, 8h15-8h45.
- Jobard F., 2012, Débat « Cartes d'électeur » animé par Chloé Leprince et Olivier Edmond, *France Info*, avec interview filmée intitulée « En prison, les séjours courts désocialisent... les longs politisent », 6 janvier.
- 132) Jobard F., 2012, « La police, entre autonomie et loyauté à l'égard du pouvoir », *Témoignage Chrétien*, 12 janvier, 22 (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.temoignagechretien.fr/articles/politique/la-police-entre-autonomie-et-loyaute-a-l%E2%80%99egard-du-pouvoir/default-35-3660.xhtml>]).
- 133) Jobard F., 2012, Débat « 3D » animé par Paoli avec Nicolas Conte, *France Inter*, 15 janvier, 13h30-14h00.
- 134) Jobard F., 2012, Interview vidéo « Remettre la police au service des citoyens », *La Vie des Idées* (animé par Ivan Jablonka et Pauline Peretz), 3 février (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.laviedesidees.fr/Remettre-la-police-au-service-des.html>]). Traduction anglaise : Jobard F., 2012, « Reforming the French Police. An Interview with Fabien Jobard, Sociologist », *Books & Ideas*, 3 February (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.booksandideas.net/Reforming-the-French-Police.html>]).
- 135) Jobard F., 2012, Débat télévisé animé par Christophe Bounniaud avec Éric Fassin, *Médiapart*, 23 mars, 22h50-23h10.
- 136) Jobard F., 2012, Débat « Ce soir ou jamais » animé par Frédéric Taddéi avec Alain Bauer, *France 3*, 23 mars, 23h00-23h20.
- 137) Jobard F., 2012, Débat « Du grain à moudre » animé par Hervé Gardette avec Alain Bauer et Martine Herzog-Evans, *France Culture*, 3 avril, 18h20-19h00.
- 138) Jobard F., 2012, Interview radio animée par Karim Hacène, *Sud Radio*, 12 avril, 10h55-11h10.
- 139) Jobard F., 2012, Interview radio animée par Karim Hacène, *Sud Radio*, 19 avril, 11h45-11h55.
- 140) Jobard F., 2012, « Ces dégradations sont l'expression d'une colère politique », *Le Parisien*, 15 août, 10 (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.leparisien.fr/faits-divers/ces-degradations-sont-l-expression-d-une-colere-politique-15-08-2012-2125805.php>]).
- 141) Jobard F., 2012, « Tout converge pour que la police se développe de façon autonome », *20 minutes*, 4 octobre, 6 (interview disponible sur le site Internet : <http://www.20minutes.fr/societe/1015597-tout-converge-police-developpe-facon-autonome>).
- 142) Jobard F., 2012, « Dérives policières. Une analyse de Fabien Jobard », *AFP Vidéo*, 5 octobre, 6.
- 143) Jobard F., 2012, Débat « Culturemonde » animé par Florian Delorme avec Jean Rivecourt, *France Culture*, 4 décembre, 11h30-11h40. (débat disponible sur le site Internet : [<http://www.franceculture.fr/player/reecouter?play=4545797>]).
- 144) Jobard F., 2013, Débat « Grantanfi » animé par Martin Quenehen avec Thierry Launois, *France Culture*, 1^{er} mai, 15h00-16h00.
- 145) Jobard F., 2013, Débat avec Thierry Mariani et David Assouline, *BFM TV*, 14 mai, 23h05-23h25.
- 146) Le Goff T., 2009, « La vidéosurveillance décryptée », interview par Rachel Knabel, *Revue Traits Urbains*, octobre.
- 147) Le Goff T., 2009, « La vidéosurveillance est-elle vraiment efficace ? », *Revue Ville Rail et Transports*, 30 décembre.
- 148) Le Goff T., 2009, « L'efficacité de la vidéosurveillance », Journal télévisé, *BFM TV*, 13 novembre.
- 149) Le Goff T., 2009, « L'efficacité de la vidéosurveillance », Journal de 19h00, *RMC infos*, 13 novembre.

- 150) Le Goff T., 2009, « La vidéosurveillance à Paris », Journal télévisé, *France 3 Île-de-France*, 12 novembre.
- 151) Le Goff T., 2009, « Pas égaux face à la vidéosurveillance », interview par Gérard Hameury, *Le Télégramme*, 2 décembre.
- 152) Le Goff T., 2010, « La sécurité : un futur compliqué », *Le Courrier Picard*, le 3 novembre.
- 153) Le Goff T., 2010, « La vidéosurveillance : choix de société ou leurre ? », émission « Le Grand 8 » animée par Joël Marchetti et Nicolas Schiat, chaîne *D8*, 2 août.
- 154) Le Goff T., 2010, La vidéosurveillance est-elle une réponse efficace à la délinquance ?, *Délinquance, justice et autres questions de société* (article disponible sur le site Internet : [http://www.laurent-mucchielli.org/public/La_videosurveillance_est-elle_une_reponse_efficace.pdf]).
- 155) Le Goff T., 2010, « Faut-il développer la vidéosurveillance ? », interview par Hervé Jouanneau, *La Gazette des Communes*, 7 mai.
- 156) Le Goff T., 2010, « Sécurité, que peuvent faire les maires ? », émission « Le Magazine de la Rédaction » animée par Julie Gacon, *France Culture*, 4 septembre.
- 157) Le Goff T., 2010, « Vidéosurveillance dans les lycées : les résultats sont décevants », interview par Sabine Blanc, *Owni*, 7 avril (interview disponible sur le site Internet : [<http://owni.fr/2010/04/07/videosurveillance-dans-les-lycees-les-resultats-sont-decevants/>]).
- 158) Le Goff T., 2010, « Vidéosurveillance : le pouvoir de la technologie est un leurre », interview par Didier Fouquet, *Le Maine Libre - Grand Mans*, 25 mars.
- 159) Le Goff T., 2010, Interview pour un documentaire sur la vidéosurveillance, diffusé dans l'émission « Les Coulisses de l'Ouest », *France 3 Bretagne*, 25 avril.
- 160) Le Goff T., 2010, Interview sur les lobbies de la vidéosurveillance, rubrique « Dans l'ombre des caméras » par Émilie Lopes, *Revue LOBI*, avril.
- 161) Le Goff T., 2011, « La vidéosurveillance : la cam' très rentable de l'Île-de-France », interview par Benjamin König, *Slate*, 18 janvier (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.slate.fr/story/32295/videosurveillance-ile-de-france-lobby-securite>]).
- 162) Le Goff T., 2011, « Lycées : des caméras qui tournent... à vide ? », interview par Xavier Molénat, *Sciences Humaines*, 15 juin (interview disponible sur le site Internet : [http://www.scienceshumaines.com/lycees-des-cameras-qui-tournent-a-vide_fr_26136.html]).
- 163) Le Goff T., 2011, « Vidéosurveillance et flicage sur Internet », émission « Service Public » animée par Isabelle Giordano, *France Inter*, le 8 février.
- 164) Le Goff T., 2012, « Il ne voit pas les caméras d'un bon œil », rubrique « L'Entretien du Lundi », *Le Maine Libre, le Grand Mans*, 3 décembre.
- 165) Le Goff T., 2012, « La vidéosurveillance », émission « L'Édition Spéciale », *France Bleu Maine*, 4 décembre.
- 166) Le Goff T., 2012, « La vidéosurveillance », émission « La Matinale », *Radio France Bleu Azur*, 19 juin.
- 167) Le Goff T., 2012, « Le lobby caché des caméras », interview par Sabine Blanc, *Owni*, 9 février (interview disponible sur le site Internet : [<http://owni.fr/2012/02/09/an2v-videosurveillance-lobby-cameras/>]).
- 168) Le Goff T., 2012, « Vidéosurveillance. Publicité mensongère ? », interview par Hervé Chambonnière, *Le Télégramme*, 18 août (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.letelegramme.fr/ig/generales/france-monde/france/videosurveillance-publicite-mensongere-18-08-2012-1810967.php>]).
- 169) Le Goff T., Heilmann É., 2009, « La vidéosurveillance, un rapport qui ne prouve rien », *Mediapart*, 8 octobre.
- 170) Le Goff T., Mucchielli L., 2010, « La vidéosurveillance coûte cher pour un résultat très limité », *Rue89*, 20 mai.
- 171) Le Goff T., Mucchielli L., Heilmann É., 2011, « La vidéoprotection, une gabegie », *Le Monde*, 31 mai, 19.
- 172) Levan V., 2010, « Des architectes regrettent l'intervention policière dans l'urbanisme des cités », *Les Inrocks*, 23 septembre (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.lesinrocks.com/2010/09/23/actualite/des-architectes-regrettent-lintervention-policiere-dans-lurbanisme-des-cites-1125497/>]).
- 173) Lévy R., 2009, Participation à l'émission « The Debate », *France 24*, 1^{er} juillet (émission disponible sur le site Internet : [<http://www.france24.com/en/20090701-discrimination-france-racism-police>]).
- 174) Lévy R., 2009, Participation à l'émission « Toutes les France », *France Ô (France Télévision)*, 16 septembre.
- 175) Lévy R., 2010, Participation à l'émission « Justice Hebdo », chaîne *Planète Justice*, 5 septembre.
- 176) Lévy R., 2011, Participation à l'émission « Au Cœur de l'Histoire », *Europe 1*, 24 mai.

- 177) Lévy R., 2011, Participation à l'émission « La Fabrique de l'Histoire », *France Culture*, 19 octobre.
- 178) Lévy R., 2011, Participation à l'émission « Le Débat du Jour », *RFI*, 11 octobre.
- 179) Lévy R., Jobard F., 2009, Interview et vidéo pour le journal en ligne de *Mediapart*, 29 juin (vidéo disponible sur le site Internet : [<http://www.mediapart.fr/journal/france/290609/controles-policiers-au-facies-la-preuve-scientifique>]).
- 180) Lévy R., Jobard F., 2009, Participation à l'émission « Les Matins », *France Culture*, 6 juillet.
- 181) Malochet V., 2009, Ces polices plurielles, *Courrier des Maires*, janvier, 220.
- 182) Malochet V., 2010, Émission « L'invité en questions » sur le thème des polices municipales, *France Bleu*, 26 mai.
- 183) Malochet V., 2010, La police municipale appelée à suppléer la police nationale, *Le Monde*, 27 mai.
- 184) Malochet V., 2010, Les policiers municipaux de nouveau autorisés à utiliser le *Taser*, *lemonde.fr*, 27 mai.
- 185) Malochet V., 2010, Police municipale : la doctrine d'emploi doit être mieux définie, *AISG Info*, 9 juillet, 883.
- 186) Malochet V., 2010, Police municipale : le défi de la formation, *La Lettre du Cadre Territorial*, 1^{er} février, 394.
- 187) Malochet V., 2010, Police municipale : les pros de la proximité, *L'Est Républicain*, 27 août.
- 188) Malochet V., 2010, Quelle police municipale pour demain ?, *La Gazette des Communes, des Départements et des Régions*, 15 mars.
- 189) Malochet V., 2010, De la surveillance du bon ordre au maintien de l'ordre. L'action des polices municipales en question, *Délinquance, justice et autres questions de société*, 15 novembre.
- 190) Malochet V., 2010, Les polices municipales en France. Panorama de la situation actuelle, *Délinquance, justice et autres questions de société*, 31 mai.
- 191) Malochet V., 2010, Que fait (réellement) la police municipale ? Comparaison entre six villes, *Délinquance, justice et autres questions de société*, 31 mai.
- 192) Malochet V., 2011, Polices municipales, janvier-septembre 2011. Rétrospective d'une période riche en actualité, *Délinquance, Justice et autres Questions de Société*, 28 septembre.
- 193) Malochet V., 2011, Les polices municipales, *France Info*, 15 juin.
- 194) Malochet V., 2011, Recension de l'étude « Aide à la parentalité. Étude sur la politique régionale de soutien aux structures porteuses de projet (2000-2010) », *AISG Info*, 22 avril, 3111.
- 195) Malochet V., 2011, Un glissement progressif vers la judiciarisation des polices municipales, *lagazettedescommunes.com*, 25 octobre.
- 196) Malochet V., 2012, Convaincre de la valeur ajoutée des PM dans le paysage de la sécurité urbaine, *lagazettedescommunes.com*, 16 avril.
- 197) Malochet V., 2012, Interview radio pour *EPRA (Échanges et Productions Radiophoniques)* sur le thème des polices municipales, 17 janvier.
- 198) Malochet V., 2012, La double réalité des polices municipales, *Maires de France*, 292.
- 199) Malochet V., 2012, Le terme « proximité » s'est tellement généralisé qu'il ne dit plus grand-chose, *lagazettedescommunes.com*, 15 mars.
- 200) Malochet V., 2013, La création d'une police territoriale invite à rouvrir la réflexion sur le rôle des polices municipales, *lagazettedescommunes.com*, 31 mai.
- 201) Malochet V., 2013, Polices : l'union fait la force, la preuve à l'échelle locale, *La Gazette des Communes, des Départements et des Régions*, 10 juin.
- 202) Matelly J.-H., Mouhanna Ch., Mucchielli L., 2008, La gendarmerie enterrée, à tort, dans l'indifférence générale, *Rue89* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.rue89.com/2008/12/30/la-gendarmerie-enteree-a-tort-dans-lindifference-generale>]).
- 203) Mouhanna Ch., 2011, « La police », émission « Le Monde en Face », *France 5*, 15 février.
- 204) Mouhanna Ch., 2011, « Sécurité : quel périmètre pour la police municipale ? », émission « Le Débat du Jour », *RFI*, 16 juin.
- 205) Mouhanna Ch., 2011, « Le rapport de la cour des comptes sur la police municipale », émission « Direct », *BFM TV*, 7 juillet.
- 206) Mouhanna Ch., 2011, « La police », émission « Le 5/9 du Week-End », *France Inter*, 9 juillet.
- 207) Mouhanna Ch., 2011, « Statistiques de sécurité », émission « Le Duel Europe 1 », *Europe 1*, 2 novembre.
- 208) Mouhanna Ch., 2012, « Police contre population, une fracture insurmontable ? », *Libération*, 30 mars.

- 209) Mouhanna Ch., 2012, « Les procureurs », émission « Le Monde en Face », *France 5*, 3 avril.
- 210) Mouhanna Ch., 2012, « La criminologie », émission « Le Grand Bain », *France Inter*, 11 juillet.
- 211) Mouhanna Ch., 2012, « Difficile décentralisation de la police, la bureaucratie en freine l'évolution », *Le Monde*, 31 août.
- 212) Mucchielli L., 2008, « Les statistiques de la police sont un outil de communication politique », *Mediapart*, 2 mai.
- 213) Mucchielli L., 2008, « Délinquance des mineurs : 70 propositions pour réformer la justice pénale », *La Gazette des Communes*, 28 novembre.
- 214) Mucchielli L., 2009, « Une logique de guerre entre jeunes et forces de l'ordre », *Le Parisien*, 18 mai.
- 215) Mucchielli L., 2009, « Les bandes de jeunes », émission « Parenthèses », *France Inter*, 18 juillet.
- 216) Mucchielli L., 2010, « Notre société est-elle plus violente ? », *Sciences Humaines*, 18, 64-67.
- 217) Mucchielli L., 2010, « Émeutes à Woippy », émission « Périphéries », *France Inter*, février.
- 218) Mucchielli L., 2010, « Délinquance », émission « L'Invité de 22h10 », *France Info*, mars.
- 219) Mucchielli L., 2010, « Délinquance et facteur culturel », émission « Faut-il dénier tout origine culturelle à la délinquance juvénile ? », *France Culture*, mai.
- 220) Mucchielli L., 2010, « Délinquance, émeutes, discours sur la sécurité », émission « L'Invité de la Matinale », *Radio Classique*, juillet.
- 221) Mucchielli L., 2010, « Homicides, statistiques, armes à feu, violence "gratuite", jeux vidéos... », émission « Le Téléphone Sonne », *France Inter*, juillet.
- 222) Mucchielli L., 2010, « Délinquance », émission « Le Téléphone Sonne », *France Inter*, septembre.
- 223) Mucchielli L., 2010, « Statistiques de la délinquance et étrangers », émission « Une augmentation de la délinquance roumaine de 259 % ? », *France Info*, septembre.
- 224) Mucchielli L., 2010, Comprendre l'explosion des gardes à vue, *Mediapart*, 18 février (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.mediapart.fr/club/edition/police-co/article/180210/comprendre-explosion-des-gardes-vue>]).
- 225) Mucchielli L., 2010, « Délinquance, émeutes, quartiers populaires », émission « Europe 1 Soir », *Europe 1*, octobre.
- 226) Ocqueteau F., 2011, « Les entreprises de sécurité », entretien avec Louise Fessard, *Mediapart*, 11 décembre.
- 227) Ocqueteau F., 2011, « Les fichiers de police », Interview de Michel Field, *Europe 1*.
- 228) Ocqueteau F., 2011, « Les métiers de sécurité », entretien avec Louise Fessard, *Tribune*, 15 décembre.
- 229) Ocqueteau F., 2011, « Les politiques publiques de sécurité », entretien avec Emmanuel Fansten, *Slate*, 2 novembre.
- 230) Ocqueteau F., 2011, Diverses interviewes, *AISG.Info*, 5, 29 avril et 30 mai.
- 231) Ocqueteau F., 2011, Entretien avec Éric Legrand, directeur de sécurité du Groupe *La Poste*, *Journal des DSE*, juin, 34.
- 232) Ocqueteau F., 2012, « Les entreprises de sécurité, les métiers de sécurité », entretien avec L. Siegel, *Slate*, 27 juillet.
- 233) Ocqueteau F., 2012, « Les politiques publiques de sécurité », entretien avec Élodie Chartoire, *TF1*, 26 janvier.
- 234) Ocqueteau F., 2012, « On ne peut plus considérer la sécurité privée comme une activité marginale », interview filmée, *Journal de l'USP*, mars-mai.
- 235) Ocqueteau F., 2012, « Un désengagement de l'État ? », interview de T. Fourquet, *Objectif Méditerranée*, mars, 137.
- 236) Ocqueteau F., 2012, Interview, *AEF Sécurité Globale*, 7894, 13 décembre.
- 237) Piazza P., 2008, Entretien accordé au *Monde.fr*, cité dans l'article « Les limites du passeport biométrique » de Jean-Marc Manach, 21 juin (interview disponible sur le site Internet : [http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1041329&clef=ARC-TRK-NC_01]).
- 238) Piazza P., 2009, Il faut un vrai débat sur les technologies d'identification, *EITB.com*, 11 septembre (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.eitb.com/infos/societe/detail/238463/il-faut-vrai-debat-sur-les-technologies-didentification/>]).
- 239) Piazza P., 2009, Le mythe de « l'infaillibilité » technique, *Mediapart*, 7 février (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.mediapart.fr/journal/france/070209/pierre-piazza-le-mythe-de-l-infaillibilite-technique/>]).

- 240) Piazza P., avec le club « Droits, Justice et Sécurités », 2009, Fichiers : l'urgence d'un débat au Parlement, *BugBrother Le Monde.fr*, 2 décembre (interview disponible sur le site Internet : [http://bugbrother.blog.lemonde.fr/2009/12/02/fichiers-lurgence-dun-debat-au-parlement/#more-499]).
- 241) Piazza P., avec le club « Droits, Justice et Sécurités », 2010, Sécurité : l'échec de Sarkozy, *Médiapart*, 8 juin (interview disponible sur le site Interne : [http://www.mediapart.fr/club/edition/droits-justice-securites/article/080610/securite-lechec-de-sarkozy]).
- 242) Piazza P., 2010, Entretien accordé à *Contre-feux.com*, cité dans l'article « Kafka fait renouveler sa carte... » de Samuel Chambaud, 25 janvier (interview disponible sur le site Internet : [http://www.contre-feux.com/politique/kafka-fait-renouveler-sa-carte.php]).
- 243) Piazza P., 2010, Le STIC est devenu un instrument mobilisé pour des enquêtes de moralité, *AISG.info*, 26 mai (interview disponible sur le site Internet : [http://www.aisg.info/public/fr/nonabonne/accueil/accueil.php]).
- 244)
- 245) Piazza P., 2010, STIC : un fichier de police dévoyé et discriminant, *Délinquance, Justice et autres questions de société*, 11 juin (dossier disponible sur le site Internet : [http://www.laurent-mucchielli.org/]).
- 246) Piazza P., 2011, Fichage général de la population : la justice contrarie le ministère de l'Intérieur, *insécurité.blog.lemonde.fr*, 1^{er} novembre (interview disponible sur le site Internet : [http://insecurite.blog.lemonde.fr/2011/11/01/fichage-general-de-la-population-la-justice-contrarie-le-ministere-de-l%E2%80%99interieur/]).
- 247) Piazza P., 2011, Le retour de la carte nationale d'identité biométrique/électronique ?, *Délinquance, Justice et autres questions de société*, 2 mars (dossier complet disponible sur le site Internet : [http://www.laurent-mucchielli.org/index.php?post/2011/03/02/Le-retour-de-la-carte-nationale-d%E2%80%99identit%C3%A9-biom%C3%A9trique/%C3%A9lectronique]).
- 248) Piazza P., 2011, Invité de l'émission radiophonique « La fabrique de l'histoire » animée par Emmanuel Laurentin sur le thème « Identités de papier », *France Culture*, 28 septembre (émission disponible sur le site Internet : [http://www.franceculture.fr/emission-la-fabrique-de-l-histoire-identites-de-papiers-34-2011-09-28.html]).
- 249) Piazza P., 2011, Invité de l'émission radiophonique « Le bien commun » animée par Antoine Garapon sur le thème « Les fichiers de données individuelles », *France Culture*, 7 mai (émission disponible sur le site Internet : [http://www.franceculture.com/emission-le-bien-commun-les-fichiers-de-donnees-individuelles-2011-05-07.html]).
- 250) Piazza P., 2011, Invité de l'émission radiophonique « Le téléphone sonne » animée par Alain Bedouet sur le thème « Biométrie, fichiers, puces électroniques, géolocalisation, caméras de surveillance : et notre vie privée dans tout ça ? », *France Inter*, 2 novembre (émission disponible sur le site Internet : [http://www.franceinter.fr/emission-le-telephone-sonne-biometrie-fichiers-puces-electroniques-geolocalisation-cameras-de-surv-0]).
- 251) Piazza P., 2011, Le Sénat renforce la protection de l'identité, une victoire pour les libertés ?, *lesinrocks.com*, 4 novembre (interview disponible sur le site Internet : [http://www.lesinrocks.com/actualite/actu-article/t/72614/date/2011-11-04/article/le-senat-se-prononce-de-nouveau-sur-de-la-proposition-de-loi-relative-a-la-protection-de-lidentite-u/]).
- 252) Piazza P., 2011, Qu'est-ce qu'une carte d'identité biométrique ?, *Mon quotidien*, 28.
- 253) Piazza P., 2012, Contestée, la carte d'identité biométrique est jugée anti-constitutionnelle, *planète-plus-intelligente.lemonde.fr*, 10 avril (interview disponible sur le site Internet : [http://www.planete-plus-intelligente.lemonde.fr/villes/contestee-la-carte-d-identite-biometrique-est-jugee-anti-constitutionnelle_a-13-1368.html]).
- 254) Piazza P., 2012, Entretien accordé à *lesinrocks.com*, cité dans l'article « Comment échapper au "fichier des honnêtes gens" » de Camille Polloni, 5 mars (interview disponible sur le site Internet : [http://www.lesinrocks.com/actualite/actu-article/t/79458/date/2012-03-05/article/fichier-gens-honnetes/]).
- 255) Piazza P., 2012, Entretien accordé à *RMC.fr*, cité dans l'article « Bientôt un fichier biométrique de tous les Français ? » d'Annabelle Vilmont, 7 mars (interview disponible sur le site Internet : [http://www.rmc.fr/editorial/234815/bientot-un-fichier-des-donnees-biometriques-de-tous-les-francais/]).
- 256) Piazza P., 2012, Entretien accordé à *Rue89.com*, cité dans l'article « Carte d'identité biométrique : les Français prêts à se faire fiché » de Julie Gonnet, 6 mars (interview disponible sur le site Internet : [http://www.rue89.com/2012/03/06/carte-didentite-biometrique-les-francais-prets-se-faire-ficher-229927]).

- 257) Piazza P., 2012, Entretien accordé à *Témoignage Chrétien*, 9 février, 3479, cité dans l'article « L'ère du grand fichier » de Benjamin Sèze (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.temoignagechretien.fr/ARTICLES/Societe/Tous-fiches-nous-y-sommes!/Default-37-3498.xhtml>]).
- 258) Piazza P., 2012, Fin de partie pour le fichier des « gens honnêtes », *insécurité.blog.lemonde.fr*, 23 mars (interview disponible sur le site Internet : [<http://insecurite.blog.lemonde.fr/2012/03/23/fin-de-partie-pour-le-fichier-biometrique-des-gens-honnetes/>]).
- 259) Piazza P., 2012, Identité judiciaire ?, *Sud-Ouest*, 24 février (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.sudouest.fr/2012/02/24/identite-judiciaire-641917-710.php>]).
- 260) Piazza P., 2012, Interview dans le documentaire audiovisuel « *Les Experts* » réalisé par Stéphane Granzotto, *France 3 Rhône-Alpes*, 24 novembre (interview disponible sur le site Internet : [<http://rhone-alpes.france3.fr/emissions/doc-24-rhone-alpes>]).
- 261) Piazza P., 2012, Interview sur le thème « À Garges-lès-Gonesse, la biométrie pour pointer », *France 3 Île-de-France*, 17 mai (interview disponible sur le site Internet : [<http://paris-ile-de-france.france3.fr/info/a-garges-les-gonesse-la-biometrie-pour-pointer-73953604.html>]).
- 262) Piazza P., 2012, Invité de l'émission « Le Buzz » sur le thème « Une loi pour ficher les honnêtes gens », *LCI*, 9 mars (émission disponible sur le site Internet : [<http://blog-lci-est-a-vous.lci.fr/article-le-buzz-2-2---une-loi-pour-ficher-les-honnetes-gens-101437552.html>]).
- 263) Piazza P., 2012, Invité de l'émission radiophonique « L'invité des matins » sur le thème « Tous fichés ! Y sommes-nous ? », *France Culture*, 7 février (émission disponible sur le site Internet : [<http://www.franceculture.fr/emission-l-invite-des-matins-pierre-piazza-et-jean-marc-manach-au-telephone-2012-02-07>]).
- 264) Piazza P., 2012, Invité de l'émission radiophonique « Service public » sur le thème « Souriez, vous êtes identifiés », *France Inter*, 30 août (émission disponible sur le site Internet : [<http://www.franceinter.fr/emission-service-public-souriez-vous-etes-identifies>]).
- 265) Piazza P., 2012, Invité de l'émission radiophonique « L'heure du crime » animée par Jacques Pradel sur le thème « Les origines de la police scientifique », *RTL*, 10 janvier (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.rtl.fr/emission/l-heure-du-crime/billet/mardi-10-janvier-alphonse-bertilhon-precursur-de-la-science-du-crime-7741771900>]).
- 266) Piazza P., 2012, Invité du journal télévisé de 19 heures sur le thème « Fichage, le prix de la sécurité ? », *Public Sénat*, 3 février (émission disponible sur le site Internet : [<http://www.publicsenat.fr/vod/le-19h/71293>]).
- 267) Piazza P., 2012, L'Assemblée nationale a voté le fichage intégral de la population française, *insécurité.blog.lemonde.fr*, 6 mars (interview disponible sur le site Internet : [http://insecurite.blog.lemonde.fr/2012/03/06/lassemblee-nationale-sapprete-a-voter-le-fichage-integral-de-la-population-francaise/?ROSAE_PREVIEW]).
- 268) Piazza P., 2012, L'histoire montre de nombreux détournements, *Libération*, 18-19 février (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.liberation.fr/societe/01012390744-l-histoire-montre-de-nombreux-detournements>]).
- 269) Piazza P., 2012, La France est-elle en train de devenir le pays au monde où les citoyens sont le plus fichés ?, *Atlantico.fr*, 8 mars (interview disponible sur le site internet : [<http://www.atlantico.fr/decryptage/france-loi-protection-identitaire-fraude-ficher-citoyens-biometrique-pierre-piazza-304797.html>]).
- 270) Piazza P., 2012, « Fichage : citoyens, vos empreintes digitales ! », *Huffington Post*, 7 mars (interview disponible sur le site Internet : [http://www.huffingtonpost.fr/pierre-piazza/identite-biometrique_b_1325950.html]).
- 271) Piazza P., 2012, Proposition de loi sur la protection de l'identité : questions à Pierre Piazza, *L'Est-Républicain*, 7 mars (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.estrepublicain.fr/actualite/2012/03/07/pierre-piazza>]).
- 272) Robert Ph., 2009, Des chercheurs dénoncent la « mise sous tutelle » de la statistique pénale, entretien avec Isabelle Mandraud, *Le Monde*, 9 novembre.
- 273) Robert Ph., 2009, Les chiffres de l'enquête de victimation. Violences, le bilan noir de la politique sarkozienne, entretien avec Erich Inciyan, *Mediapart*, 19 novembre.
- 274) Robert Ph., 2010, Croiser les sources pour une meilleure analyse, entretien avec B. Duthoit, *La Voix du Nord*, 6 février, 14.
- 275) Robert Ph., 2010, L'évolution de la délinquance. Entretien avec Jean-Louis Rioual, *Agence EPRA*.

- 276) Robert Ph., 2010, La politique de sécurité dans le pays est archaïque, entretien avec Sébastien Seibt. *France 24*, 4 janvier.
- 277) Robert Ph., 2010, Le sentiment d'insécurité, *www.délitdopinion*, 19 novembre.
- 278) Robert Ph., 2010, Les enquêtes de victimation : les autres chiffres de la délinquance, entretien avec Alexandre Piquard, *Le Monde.fr*, 23 novembre.
- 279) Robert Ph., 2010, Les voisins vigilants, entretien avec Dorothée Barba, *France Inter*, 2 avril.
- 280) Robert Ph., 2012, Claude Guéant interprète librement les chiffres de la délinquance, entretien avec Lucie Soullier, *L'Express*, 11 janvier.
- 281) Robert Ph., 2012, Crime : de Caïn et Abel aux gangs de Marseille, *Direct 8*, « Les Enfants d'Abraham », 18 février.
- 282) Robert Ph., 2012, Délinquance étrangère, une nouvelle étude qui tombe très bien, Entretien avec Céline Rastello, *Nouvel Observateur*, 15 février.
- 283) Robert Ph., 2012, Entretien avec Anne-Laure de Laval sur « Échirolles », *Humanité Dimanche*, 7 octobre.
- 284) Robert Ph., 2012, Entretien avec Élisabeth Pineau sur « La politique de sécurité du gouvernement, Séquence sécuritaire pour un exécutif français fragilisé », *ITV Reuters*, 8 octobre.
- 285) Robert Ph., 2012, Mesurer la délinquance sur une courte période est dénué de sens, entretien avec Jérôme Vachon, *Actualités Sociales Hebdomadaires*, 2740, 6 janvier, 40 et suiv.
- 286) Robert Ph., 2013, Sécurité : la gauche sous surveillance, émission de Serge Moati, *LCP*, 15 mars.
- 287) Robert Ph., Mohammed M., 2012, Participation à *Europe 1 Midi* « Le Débat : Les bandes », 4 octobre.
- 288) Robert Ph., Mucchielli L., 2011, Sociologie de la violence, émission « La tête au carré » (animée par Daniel Fiévet), *France Inter*, 29 décembre.
- 289) Robert Ph., Zauberman R., 2012, La mesure de la délinquance : des chiffres dociles, *La République des Pyrénées*, 4-5 février, 1 (repris de *Le Monde.fr*).
- 290) Robert Ph., Zauberman R., 2012, La mesure de la délinquance : des chiffres dociles, *Délinquance, Justice et autres questions de société*, 42, 7 février (repris de *Le Monde.fr*).
- 291) Robert Ph., Zauberman R., 2012, Sécurité et délinquance, les illusions d'un diagnostic à la veille des élections, *Délinquance, Justice et autres questions de société*, 49, 18 mars (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.laurent-mucchielli.org/>]).
- 292) Robert Ph., Zauberman R., 2012, Sécurité et délinquance, les illusions d'un diagnostic à la veille des élections, Vous avez dit sécurité ?, *Le Monde.fr* « Blogs », 28 mars.
- 293) Robert Ph., Zauberman R., 2012, La mesure de la délinquance des chiffres dociles, *Le Monde.fr*, 31 janvier.
- 294) Sanchez J.-L., 2013, Participation à l'émission « Midi au mitard » sur le thème « L'architecture carcérale », *Radio Prun'*, 5 mai (interview disponible sur le site Internet : [<http://www.prun.net/emissions/midi-au-mitard-04052013>]).
- 295) Ventre D., 2008, Une cyberguerre dans le conflit russo-géorgien ?, *Mediapart* (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.mediapart.fr/club/blog/la-redaction-mediapart/290808/une-cyberguerre-dans-le-conflit-russo-georgien-par-daniel-ve>]).
- 296) Ventre D., 2008, Carte blanche "Les entreprises dans la guerre de l'information", *01 Informatique*, 1949, 26, 15 mai.
- 297) Ventre D., 2008, Une cyberguerre dans le conflit russo-géorgien ? *Mediapart*, 28 août, [<http://www.mediapart.fr/club/blog/la-redaction-mediapart/290808/une-cyberguerre-dans-le-conflit-russo-georgien-par-daniel-ve>].
- 298) Ventre D., 2008, Conflit russo-géorgien : théâtre d'une guerre de l'information ? Carte Blanche, *01 Informatique*, 1964, 28, 2 octobre.
- 299) Ventre D., 2008, Émission "01 Business", sur BFM (96.4 Mhz). Thème : la cybercriminalité.
- 300) Ventre D., 2008, Émission "Place de la Toile", *France Culture*, sur le thème de la guerre de l'information et de la cyberguerre.
- 301) Ventre D., 2008, *Cybercriminalité ou guerre de l'information ?*, entretien accordé à Éric Charton disponible sur "le Technoblog d'Éric Charton", 31 mars.
- 302) Ventre D., 2008, L'OTAN redoute internet nouvelle arme de guerre, entretien accordé à David Dufresne, *Mediapart*, vendredi 4 avril.
- 303) Ventre D., 2008, *Guerre de l'information, la prolifération des capacités*, entretien accordé à la revue *Défense et Sécurité Internationale* (DSI), propos recueillis par J. Henrotin, 38, 30-35, juin.

- 304) Ventre D., 2008, *Les cyberbatailles ont déjà commencé*, Entretien accordé au journal quotidien régional *Sud-Ouest* sur l'insécurité dans le cyberspace. Propos recueillis par Pierre Tillinac. Édito du lundi 9 juin.
- 305) Ventre D., 2008, *États-Unis, Chine, Russie. La prolifération de la guerre de l'information*. Entretien accordé à la revue *Technologie & Armement* (T&A), 12, 22-27, juillet-août.
- 306) Ventre D., 2008, Version anglaise de l'entretien accordé à la revue *Technologie & Armement*, « United-States, China, Russia. The proliferation of information warfare », July/August.
- 307) Ventre D., 2008, Les origines du crash boursier : un scénario de fiction. Billet publié le 13 octobre, *Mediapart*, [<http://www.mediapart.fr/club/blog/daniel-ventre/131008/les-origines-du-crash-boursier-un-nouveau-scenario-de-fiction>].
- 308) Ventre D., 2009, Émission TV chaîne France 24. *Cyberguerre*. Émission Intelligence Économique, 14 octobre.
- 309) Ventre D., 2010, Chinese Information Warfare and Cyber Warfare, site e-International Relations, [<http://www.e-ir.info/2010/04/13/chinese-information-and-cyber-warfare/>], 13 avril.
- 310) Ventre D., 2010, China's strategy for Information Warfare: a focus on energy, *Journal of Energy Security*, Washington, 18 mai, [http://www.ensec.org/index.php?option=com_content&view=article&id=241:critical-energy-infrastructure-security-and-chinese-cyber-threats&catid=106:energysecuritycontent0510&Itemid=361].
- 311) Ventre D., 2010, Le vers Stuxnet soulève un vrai problème d'ignorance, Éditorial *01Net*, 22 octobre, [<http://pro.01net.com/editorial/522754/le-ver-stuxnet-souleve-un-vrai-probleme-dignorance/>].
- 312) Ventre D., 2010, Cybercriminalité: des chiffres pour faire peur?, Éditorial *01Net*, 19 novembre, [<http://pro.01net.com/editorial/523757/cybercriminalite-des-chiffres-pour-faire-peur/>].
- 313) Ventre D., 2010, La sécurité informatique, une simple question de ressources humaines *01Net*, 17 décembre, [<http://intrapole.com/spip.php?article1009>].
- 314) Ventre D., 2011, Entretien accordé à la chaîne *Arte*, La menace du cyberconflit?, [<http://www.arte.tv/fr/la-menace-du-cyberconflit/3916748.html>].
- 315) Ventre D., 2011, Le front des cyberattaques, *RTS*, Suisse, [<http://www.rts.ch/info/4442437-le-front-des-cyber-attaques-interview-de-daniel-ventre-ingenieur-au-cnrs-19-11-2012.html>].
- 316) Ventre D., 2011, Émission "3D" de Stéphane Paoli sur le thème de la Cyberguerre, France Inter, 6 mars, 13:30 - 14:00 en direct du Théâtre du Rond-Point.
- 317) Ventre D., 2011, À quoi s'attendre pour cette année 2011?, Éditorial *01Net*, 17 janvier, [<http://fr.news.yahoo.com/sattendre-ann%C3%A9e-2011-20110117-000000-478.html>].
- 318) Ventre D., 2011, Cyberguerre: de l'importance du choix des mots, Éditorial *01Net*, 11 février, [<http://pro.01net.com/editorial/528087/cyberguerre-de-l-importance-du-choix-des-mots/>].
- 319) Ventre D., 2011, Les États fourbissent leurs cyber-armes, Éditorial *01Net*, 22 avril 2011, [<http://pro.01net.com/editorial/531935/les-etats-fourbissent-leurs-cyberarmes/>].
- 320) Ventre D., 2011, Cyberguerre: de quoi la Chine est-elle capable?, Éditorial *01Net*, 21 octobre, [<http://pro.01net.com/editorial/544722/cyberguerre-de-quoi-la-chine-est-elle-capable/>].
- 321) Ventre D., 2011, Entretien accordé à 20minutes.fr, La Chine considère le cyberspace comme un lieu d'affrontement, 6 juin 2011, [<http://www.20minutes.fr/web/736615-daniel-ventre-la-chine-considere-cyberspace-comme-lieu-affrontement>].
- 322) Ventre D., 2012, *Cyberguerre: sommes-nous en situation de faiblesse sécuritaire majeure?* *Atlantico.fr*, 18 octobre, [<http://www.atlantico.fr/decryptage/cyberguerre-sommes-en-situation-faiblesse-securitaire-majeure-daniel-ventre-516132.html#XtRpvwiApcBH5dlQ.99>].
- 323) Ventre D., *Cyberdéfense, nouveaux enjeux pour la France*. *Le Point*, 14 novembre, [http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/guerric-poncet/cyberdefense-nouveaux-enjeux-pour-la-france-14-11-2012-1528991_506.php].
- 324) Ventre D., 2012, France Culture, entretien à propos du virus Flame.
- 325) Ventre D., 2012, Cyberforce américaine: origines d'une montée en puissance, Éditorial *01Net*, 9 janvier, [<http://pro.01net.com/editorial/552618/cyberforce-americaine-origines-d-une-montee-en-puissance/>].
- 326) Ventre D., 2012, Israël: cyberguerre et cyberdéfense, Éditorial *01Net*, 30 mars, [<http://pro.01net.com/editorial/562788/israel-cyberdefense-et-cyberguerre/>].
- 327) Ventre D., 2012, Sept idées recues sur la cyberguerre, Éditorial *01Net*, 4 mai, [<http://pro.01net.com/editorial/565411/sept-idees-recues-sur-la-cyberguerre/>].
- 328) Ventre D., 2013, *La cyberattaque, nouvelle arme de guerre des États?* Émission "Un œil sur la Chine", BFM.
- 329) Ventre D., 2013, Émission Culture Monde, *France Culture*.
- 330) Ventre D., 2013, D'Israël à la Corée du Nord: dans quelle mesure une cyberattaque pourrait-elle provoquer l'effondrement d'un pays? *Atlantico.fr*, 9 avril, [<http://www.atlantico.fr/decryptage/israel-coree-nord-dans>].

quelle-mesure-cyberattaque-pourrait-elle-provoquer-effondrement-pays-daniel-ventre-691810.html#E20Y2M2WgTLe161M.99].

- 331) Ventre D., 2013, Émission Affaires Etrangères, *France Culture*, 19 juillet, Thème « La cyberguerre ».
- 332) Ventre D., 2013, Entretien à Julien Bisson pour son article « Batailles dans le cyberspace », revue *Long Cours*, juin-août, 26-39.
- 333) Zauberman R., 2010, Interview dans le cadre de l'émission « Thema : l'empreinte de l'agression », *Arte*, 12 octobre.

3. Conférences à destination public élargi (animation, interventions, etc.)

1. Berlière J.-M., 2008, « La science contre le crime. Naissance, espoirs et illusions de la police technique et scientifique », Espace Mendès-France des Sciences et des Techniques, Poitiers, 16 octobre.
2. Berlière J.-M., 2009, « L'idéal d'une police républicaine », discours pour l'inauguration de l'allée Célestin Hennion face à la Préfecture de Police, 25 septembre.
3. Berlière J.-M., 2010, 2 conférences (« La naissance de la police républicaine (1890-1930) » et « Le Naufrage de la police républicaine (1940-1944) ») et 3 tables rondes sur Vidocq (avec M. Bluwal) sur Presse/Police/Justice et sur l'Histoire de la Justice (*Crime, Histoire et Sociétés/Crime, History and Societies*), Festival d'histoire de Blois, 15-17 octobre.
4. Berlière J.-M., 2010, Colloque « Autour 18 juin 1940 », Mémorial de Caen, 18 juin.
5. Berlière J.-M., 2010, Conférence sur « Célestin Hennion et l'amicalisme policier », AACPN, Pau, 16 juin.
6. Berlière J.-M., 2010, Participation à une table ronde avec Daniel Cordier, Olivier Wieviorka et Steven Kaplan sur « Les archivistes sous le regard des historiens », Journée d'étude de l'AAF (Association des Archivistes Français).
7. Berlière J.-M., 2011, « Cinéma et police », « L'affaire Vacher » (Le juge et l'assassin), L 627 avec B. Tavernier, Festival « Cinéma et Histoire » de Compiègne, 9-13 novembre.
8. Berlière J.-M., 2011, « Le temps de la désobéissance », Ciné-Histoire, La Pagode, 5 mars.
9. Berlière J.-M., 2012, Cycle grands auteurs contemporains, Médiathèque Saint-Corneille, Compiègne, 20 octobre.
10. Berlière J.-M., 2012, « La PTS », Médiathèque de Mâcon, 23 octobre.
11. Berlière J.-M., 2012, « L'affaire du corbeau », Festival de Compiègne (« Cinéma et histoire »), 9 novembre.
12. Berlière J.-M., 2012, « Mémoires » de Caen, 10 novembre.
13. Berlière J.-M., 2012, « La société française face à la déportation des juifs », LICRA, Paris, 17 novembre.
14. Berlière J.-M., 2012, « Les rafles de juillet 1942 », Ville de Paris, Hôtel de Ville, 25 juin.
15. Berlière J.-M., 2012, « Les 70 ans de "l'étoile jaune" », CDJC, 29 mai.
16. Berlière J.-M., 2012, Conférence sur « Les polices et policiers en condition d'occupation », EUROMED POLICE III PROJECT (Civipol), ENSP, Saint-Cyr-au-Mont-Dore, 11 avril.
17. Berlière J.-M., 2013, « Police et policiers dans la répression de la Résistance », CERN 95, Pontoise, 1^{er} juin.
18. Berlière J.-M., 2013, « Le corbeau / la délation (1940-1945) », Ciné-Histoire, La Pagode, 12 janvier.
19. Berlière J.-M., Spire A., Wieviorka O., 2008, « L'histoire en débat : la France résistante : mythe ou réalité ? », Espace Marcel Carné, Saint-Michel-sur-Orge, 16 avril.
20. Berlière J.-M., Participation aux « Journées de sensibilisation à la Shoah » des promotions annuelles de gardiens de la paix émoulués des différents centres de formation, Mémorial de la Shoah (depuis 2004).
21. Berlière J.-M., formation continue des commissaires de la PP avec le Mémorial de la Shoah (depuis 2009).
22. Blanchard E., 2008-2013, Participations régulières à des sessions de formation organisées par le Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (GISTI) à destination d'agents administratifs et travailleurs sociaux ; intervenant dans plusieurs sessions de formation de l'Éducation nationale (plans académiques de formation des rectorats de Paris, Créteil et Versailles).
23. Blanchard E., 2013, Intervenant régulier aux conférences *Univer'Cité* de la Cité Nationale de l'Immigration soit comme modérateur, soit comme intervenant (dernière intervention, modération de la conférence « Combattre en France. Les immigrés algériens engagés dans la guerre d'indépendance », 17 janvier).
24. Cahn O., 2012, « Maintien de l'ordre. Évolutions récentes et enjeux pour la défense », Formation continue des avocats, Barreau de Lyon, 16 mars.
25. Cahn O., 2012, Participation à la formation continue des magistrats de Bosnie-Herzégovine, « Méthodes d'accélération des procédures pénales. Procédure pénale française », Ministère des Affaires étrangères, Sarajevo, 26-27 avril 2012.

26. Cahn O., 2012, Participation à la formation continue des magistrats, « La procédure pénale britannique », École Nationale de la Magistrature, Common Law, 29 novembre 2011 et 5 avril 2012.
27. Cahn O., 2012, Participation au petit-déjeuner DACG-CESDIP « Maintien de l'ordre. Enjeux judiciaires », Ministère de la Justice, 26 janvier 2012.
28. Cahn O., 2011, *Place Bellecour, 21 octobre 2010 : laboratoire de l'évolution du maintien de l'ordre au cours des manifestations*, Commission pénale du Barreau de Lyon, 6 juillet.
29. de Larminat X., 2012, « La probation en France aujourd'hui : quelle croisée des chemins ? », Forum de la Direction de l'Administration Pénitentiaire, Paris, 24 mai.
30. de Larminat X., 2013, « De la réinsertion à la prévention de la récidive : glissements et dérapages de la criminologie appliquée aux agents de probation », conférence de dissensus sur la prévention de la récidive, University of Chicago Center in Paris, 14 février.
31. de Maillard J., 2011, « Participation des citoyens et sécurité », session nationale de l'INHESJ, février.
32. de Maillard J., 2011, « Police, ville et sécurité », Université Inter-Âges, Versailles, novembre.
33. de Maillard J., 2012, « La participation des citoyens aux questions de sécurité », conférence au Forum Français pour la Sécurité Urbaine, février.
34. de Maillard J., 2012, « La réforme des polices en Grande-Bretagne : quelles perspectives ? », Association France/Grande-Bretagne, Paris, 6 février.
35. de Maillard J., 2012, « Les relations entre police et public en France », Assises régionales de la formation de la police nationale, Strasbourg, 13 décembre.
36. de Maillard J., 2012, « Participation des habitants et politique de sécurité », Colloque du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, Montreuil, 14 décembre.
37. de Maillard J., 2012, « Police et déontologie », Assises régionales de la formation de la police nationale, École Nationale d'Administration, Paris, 6 décembre.
38. de Maillard J., 2012, « Pourquoi la police s'est-elle éloignée du public ? », Assises régionales de la formation de la police nationale, Rennes, 30 novembre.
39. de Maillard J., 2013, « Police et justice », Université Populaire Sécurité et prévention de Saint-Ouen, 23 mai 2013.
40. de Maillard J., 2013, « Police et public : quels enseignements ? », Assises de la formation de la police nationale, Cité Universitaire, 7 février.
41. Esterle, M., 2013, Que nous apprennent les décrocheurs d'école ? Paris, in Les journées de l'innovation, Ministère de l'Éducation nationale, 15 avril.
42. Esterle, M., 2010, Mission Interministérielle de Recherches et d'Expérimentation, Journée d'études « parcours de vie et intervention sociale : l'impensé du genre », discutante de la table ronde « Filles et garçons, accompagner vers l'âge adulte » 9 novembre.
43. Esterle, M., 2010, Défenseure des enfants, conférence d'actualité « Précarité et protection des droits de l'enfant » ? Intervention dans le débat « Précarité et réalités des parcours scolaires », en vue de la rédaction du rapport annuel, 1er octobre.
44. Fischer N., 2010, Communication au colloque anniversaire du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise « Dix années de croissance du contentieux : quelles réalités ? Quelles réponses ? », Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, 24 novembre.
45. Fischer N., 2010, Intervention au débat citoyen autour de l'exposition « Boat-people, bateaux de l'exil » organisé par le Musée de Bretagne aux Champs Libres, Rennes, 31 mars.
46. Fischer N., 2011, Intervention à la journée d'études de l'association Primo Levi Langage, discours et dire, Centre Primo Levi, Paris, 18 juin.
47. Fischer, N., 2013, Intervention au séminaire de l'IHEJ, sur l'intervention des JLD dans le contrôle de l'immigration, le 14 janvier.
48. Fischer N., 2013, Intervention à l'occasion de la visite de 11 élèves de la Scuola Superiore di Polizia de Rome (Italie) à l'École Nationale Supérieure de la Police, ENSP, Saint-Cyr-au-Mont d'Or, 21 juin.
49. Fischer N., Blanchard E., 2011, Communication pour la journée d'études du GISTI « Immigration, un régime pénal d'exception », 22 mars.
50. Godefroy Th, 2009, *Paradis fiscaux, bancaires et judiciaires : les enjeux, les scènes et les épisodes*, IRIS, Paris, 25 mai.
51. Jobard F., 2008, « Sociologie politique de la délation, ou l'indétermination substantielle de la nature politique de la délation », colloque international « La dénonciation en France durant la seconde guerre mondiale », organisé par Laurent Joly, Mémorial de Caen, 27-28 novembre.
52. Jobard F., 2008, Discutant de Nicole Maestracci au débat public « La formation et la recherche en matière stratégique. Défense, sécurité, questions pénales et criminologiques », PVT, 10 juin.

53. Jobard F., 2008, Intervention sur les classements de revues SHS à la journée « Évaluer la sociologie : vers de nouvelles normes d'évaluation scientifique ? », Réseau thématique « Sociétés en évolution, sciences sociales en mouvement », RTP CNRS-Ministère de la recherche, 20 octobre.
54. Jobard F., 2009, Discutant (anglais/allemand) de Loïc Wacquant, key speaker au colloque « Class in Crisis. Das Prekariat zwischen Krise und Bewegung », Fondation Rosa Luxemburg, Berlin, 19-20 juin.
55. Jobard F., 2010, « Le gibier de police. Immuable ou changeant ? », Journée de présentation du numéro 2010 de *Archives de Politique Criminelle*, Centre Mahler, 18 novembre.
56. Jobard F., 2010, « Les contrôles d'identité à Paris », Journée de formation du Syndicat des Avocats de France, Bobigny, 25 septembre.
57. Jobard F., 2011, Introduction du compte rendu de mandat de Bertrand Delanoë « Prévention, sécurité, tranquillité », Hôtel de Ville du XVIII^e arrondissement de Paris, 3 novembre.
58. Jobard F., 2012, Intervention au débat « Polices en images », *Mediapart/Forum des Images*, 28 novembre (intervention vidéo disponible sur le site Internet : [http://www.dailymotion.com/video/xvqzf8_debat-mediapart-l-usage-de-la-force_shortfilms#.UOvt7YUZOSN]).
59. Jobard F., 2012, Présentation de la recherche sur les contrôles d'identité, Collectif « Stop le contrôle au faciès », Paris, 12 avril, 19h00-19h15.
60. Jobard F., 2013, Intervention au colloque de l'Association Nationale des Intervenants en Commissariat, Paris, Hôtel de Ville, 2 mai.
61. Jobard F., 2013, Intervention au colloque de la Conférence pluridisciplinaire des directeurs de centres de recherche et de diplômés en criminologie, Cergy, Université de Cergy, 28 janvier.
62. Jobard F., Alt J.C., Danio Y., Veillard P., 2010, Intervention à la journée étudiante UVSQ Agora, Conférence « La police est-elle au-dessus des lois ? », 10 décembre.
63. Jobard F., Assebaque S., Vincent H., 2013, Intervention au débat *Libération/Terra Nova*, « Jeunes et police : après l'affrontement », Grenoble, 1^{er} février, 14h30-16h00.
64. Jobard F., Jackson J., Deluermoz Q., Moreau de Bellaing C., 2011, Modération du séminaire de *La Vie des Idées* consacré à « Peut-on faire confiance à la police ? », Collège de France, 11 mai.
65. Jobard F., Raimbourg D., Marcus M., d'Harcourt C., Ocqueteau F., 2010, Intervention à la table ronde de clôture du Congrès de l'Association Française de Criminologie, « Recherche et politiques publiques », présidée par Nicole Maestracci, 18-20 novembre.
66. Le Goff T., 2009, Participation à une table ronde autour du livre « *Les maires, nouveaux patrons de la sécurité ?* », Sénat (avant la remise du Prix français de prévention de la délinquance), 15 octobre.
67. Le Goff T., 2009, « La vidéosurveillance dans les espaces publics : usages et efficacité », colloque « *La vidéoprotection : quels enjeux pour les bailleurs ?* », AORIF (Association des organismes HLM de la Région Île-de-France), Paris, 16 novembre.
68. Le Goff T., 2010, Intervention au colloque « *Vivre ensemble à l'école aujourd'hui* » organisé par le Conseil Général de l'Essonne, 7 avril.
69. Le Goff T., 2010, « La vidéosurveillance », colloque du Club Café Justice et Sécurité « *Pour une vraie politique publique de sécurité* », Paris, Chez Oscar, 15 juin.
70. Le Goff T., 2011, « Regard sur les disparités territoriales en Ile-de-France », colloque organisé par l'INET sur « *Vivre ensemble dans une ville durable. Les collectivités locales, moteurs de la cohésion sociale* », Saint-Denis, 4 avril.
71. Le Goff T., 2011, « Que font les opérateurs de vidéosurveillance ? », séminaire organisé par le CESDIP, ENS Cachan, 6 avril.
72. Le Goff T., 2011, « 12 ans après la loi Chevènement : qu'est devenue la police municipale ? », colloque sur « *L'avenir des polices municipales* » organisé par le FFSU et *La Gazette des Communes*, 24 mai.
73. Le Goff T., 2012, Table ronde sur « L'évaluation des effets de la vidéoprotection », 16^e Assises de l'Association des Maires d'Île-de-France, Paris, 4 avril.
74. Le Goff T., 2012, Intervention au colloque « *La reconstruction d'une politique de sécurité* » organisé par le Syndicat de la Magistrature, l'Observatoire Régional de la Délinquance et des Contextes Sociaux et l'Ordre des Avocats de Marseille, Marseille, 16 mars.
75. Le Goff T., Heurtel H., 2011, « Victimation et sentiment d'insécurité des femmes », Journée d'études sur « *Les femmes et les villes : le sentiment d'insécurité en ville* » organisé par l'Observatoire « Femmes et villes » de Terrafemina, PSA Peugeot-Citroën, Paris, 29 juin.

76. Lévy R., 2009, Les contrôles d'identité à Paris : résultats d'une enquête de l'*Open Society Justice Initiative*, Communication à la HALDE, Paris, 22 octobre.
77. Lévy R., 2009, Stops and Checks in Paris: a Study of Ethnic Profiling, Communication à la table-ronde « *Wrong Color, Wrong Clothes: Accounts of Ethnic Profiling in France and United States* », New York, Open Society Institute, 14 octobre.
78. Lévy R., 2010, Les contrôles policiers « au faciès » à Paris, communication au Colloque « *Le visage. La rencontre de l'autre* », CRAN-CRIF-Collège des Bernardins, Paris, Collège des Bernardins, 10 octobre.
79. Lévy R., 2011, L'histoire de la police, un sujet tabou ?, Table ronde « *Policiers et espions sont-ils des objets d'histoire légitime ?* », *Journées de l'Histoire*, Blois, 15 octobre.
80. Lévy R., 2011, Quelques données de cadrage sur les contrôles d'identité, communication à la table-ronde « *État des lieux* », *Rencontres Plénières « citoyens-policiers »*, Open Society Initiative-Graines de France, Paris, 23 juin.
81. Malochet V., 2010, Conférence introductive de la *rencontre annuelle des intervenants « Prévention - sécurité publique »*, Centre National de la Fonction Publique Territoriale, Nancy, 26 août.
82. Malochet V., 2010, Co-organisation d'une rencontre interprofessionnelle à l'IAU-ÎdF sur le thème « *Les villes face à l'insécurité* », co-animation de la table ronde « *L'État et les collectivités locales : quelle coproduction de la sécurité ?* », Paris, 25 novembre.
83. Malochet V., 2011, Les polices municipales : un outil pour les maires, mais pour quel(s) usage(s) ?, intervention lors des *ateliers de la sécurité/prévention en Île-de-France*, Enghien-Soisy, 18 octobre.
84. Malochet V., 2011, Polices municipales : après Nice, quel bilan tirer ?, intervention pour le Club Prévention Sécurité de *La Gazette des Communes, des Départements et des Régions*, La Chapelle-Saint-Mesmin, 13 octobre.
85. Malochet V., 2012, Quel partenariat local pour les polices municipales ?, intervention pour le Club Prévention Sécurité de *La Gazette des Communes, des Départements et des Régions*, Levallois-Perret, 3 avril.
86. Malochet V., 2012, Quel rôle pour les PM dans le paysage de la sécurité publique ?, intervention pour le Club Prévention Sécurité de *La Gazette des Communes, des Départements et des Régions*, Artigues-près-Bordeaux, 8 février.
87. Malochet V., 2013, Les polices municipales dans leur diversité : quelle valeur ajoutée dans la coproduction de sécurité ?, *Rendez-vous professionnel de la police municipale*, Centre National de la Fonction Publique Territoriale, Lingolsheim, 4 juin.
88. Malochet V., Le Goff T., Havrin J.P., 2012, Conférence-débat sur le thème de la police territoriale, organisée par le *think tank « Espaces publics »*, Toulouse, 19 janvier.
89. Mouhanna Ch., 2012, Réflexions sur le Juge d'application des peines, 19 novembre, Institut des hautes études de la justice.
90. Mouhanna Ch., 2012, Le Juge des enfants, clef de voûte de la justice des mineurs, 4 juin, Institut des hautes études de la justice.
91. Ocqueteau F., 2011, Assistance au séminaire mensuel METIS et Communication sur « les fichiers de police (STIC et JUDEX) », Paris, CERI et Sciences-Po, février.
92. Ocqueteau F., 2012, Présentation du « Que Sais-Je ? » sur la sécurité privée au Salon *Securicase (George V)*, Paris, 21 mars.
93. Ocqueteau F., 2012, Présentation du « Que Sais-Je ? » sur la sécurité privée au Gala de l'*Agora Sécurité*, Paris, 22 mars.
94. Ocqueteau F., 2012, Présentation du « Que Sais-Je ? » sur la sécurité privée au siège de l'entreprise *Securitas* au Club des Jeunes Dirigeants de la Sécurité, Paris, 21 mai.
95. Ocqueteau F., 2013, Témoignage « Objectifs, principes et conditions de l'évaluation » au Forum européen de la sûreté et la sécurité dans les grandes infrastructures et les sites économiques « *Global Security Process* », Villepinte, 21 mars.
96. Piazza P., 2011, « Du papier à la biométrie. Identifier les individus », conférence réalisée aux Archives Nationales, Paris, 6 octobre (intervention disponible sur le site Internet : [<http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/pdf/tables-rondes.pdf>]).
97. Piazza P., 2012, « De l'identification à la surveillance des individus », Conférence réalisée à l'Université Populaire d'Arcueil, 14 juin.
98. Piazza P., 2012, « Aux origines de la police scientifique », conférence réalisée aux Archives de la Préfecture de Police de Paris, 10 février (intervention disponible sur le site Internet :

- [<http://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/Actualites/Evenement/Assistez-a-une-conference-sur-la-police-scientifique>]).
99. Piazza P., 2012, « Enjeux des nouvelles technologies d'identification », conférence réalisée au Centre de Recherche des Cordeliers, Paris, 11 mai (intervention disponible sur le site Internet : [<http://www.crcjussieu.fr/crc/index.php?cible=actualite&id=490>]).
 100. Piazza P., 2012, « Le fichage des personnes en France », Conférence réalisée à la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces du ministère de la Justice, Paris, 7 juin.
 101. Piazza P., 2012, « Souriez, vous êtes filmés !... Et notre vie privée (fichiers, puces, caméras, géolocalisation...) », intervention réalisée au Bar des Sciences de Montbéliard, 5 juin (intervention disponible sur le site Internet : [http://www.pavillon-sciences.com/joomla/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=53]).
 102. Piazza P., 2012-2013, « Identifier : une nécessité régaliennne », conférence réalisée à l'Académie du Renseignement, Paris, 7 février 2012 et 22 janvier 2013.
 103. Piazza P., 2013, « Aux origines de la police scientifique », Conférence réalisée à la Médiathèque Raymond Queneau de Juvisy-Sur-Orge, 19 janvier (intervention disponible sur le site Internet : [<http://mediatheques.portessesonne.fr/opacwebaloes/index.aspx?IdPage=265>]).
 104. Piazza P., 2013, « Construire l'identité », conférence réalisée à la cité des sciences et organisée par le collège international de philosophie, Paris, 9 février (intervention disponible sur le site Internet : [<http://www.cite-sciences.fr/fr/conferences-du-college/seance/c/1248136324309/-/p/1239022827697/>]).
 105. Piazza P., 2013, « Aux origines de la police scientifique. Essor et enjeux du bertillonnage », Conférence réalisée au comité d'entreprise de Dassault Aviation, Suresnes, 7 février.
 106. Piazza P., 2013, « *Big Brother* ! Fraude à la carte bancaire et sécurité des banques », Intervention réalisée dans le cadre du Bar des Sciences de Montbéliard, 8 avril (intervention disponible sur le site Internet : [http://www.pavillon-sciences.com/joomla/index.php?option=com_content&view=article&id=46&Itemid=53]).
 107. Piazza P., 2013, Invitation au débat autour du film « 48 » de la réalisatrice Susana de Sousa Dias projeté, dans le cadre de la 6^e Rencontre européenne d'analyse des sociétés politiques, au cinéma Saint-Germain-des-Prés, Paris, 1^{er} février (débat vidéo disponible sur le site Internet : [<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/150113/48-memoire-dune-dictature>]).
 108. Robert Ph., 2008 « Mesurer la délinquance et l'insécurité », Société Française de Statistique (Café Statistique), 12 février.
 109. Robert Ph., 2008, « L'insécurité », Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, « Salon du Livre », 12 février.
 110. Robert Ph., 2008, « Le sentiment d'insécurité au miroir de la violence et de la délinquance », « Forum des Savoirs », Atrium de Chaville, 17 janvier.
 111. Robert Ph., 2008, « Les gestions de la délinquance et de la violence », « Forum des Savoirs », Atrium de Chaville, 24 janvier.
 112. Robert Ph., 2008, « Rapport général », Colloque « 1963-2008, L'insécurité est-elle toujours l'affaire de tous ? Retour sur plus de vingt années de politiques de prévention et de sécurité et sur les principaux apports de Gilbert Bonnemaïson dans ce domaine », Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, Assemblée Nationale, 5 décembre.
 113. Ventre D., 2008, *Forum International sur la Cybercriminalité - FIC 2008*, Lille, 20 mars. Interventions dans le cadre de la session plénière sur le thème '*Un cyberconflit est-il possible ?*' et de la table ronde intitulée '*Le portrait du cyber délinquant*'.
 114. Ventre D., 2008, *Guerre de l'information et lutte informatique : État des lieux et enjeux*, Colloque national de l'IHEDN, 11 décembre, École Militaire. Paris. Intervention : ouverture du colloque sur le thème '*Guerre de l'information, LIO/LID : définitions*'
 115. Ventre D., 2009, *Université AFCDP des Correspondants Informatique et Liberté*. mercredi 21 janvier. Intervention sur le thème '*Atteintes aux données personnelles : entre acte de malveillance et guerre de l'information*'
 116. Ventre D., 2010, Les attaques majeures contre les systèmes d'information : une menace nouvelle ?, Conférence IHEDN, 27 janvier.
 117. Ventre D., 2011, Réponses apportées par les USA et la Chine aux cyberattaques, Colloque « Les enjeux juridiques de la cyberguerre », IDEST/IRSEM, Paris, 16 juin.
 118. Ventre D., 2011, Stuxnet : une rupture ? , Colloque « Stuxnet : boîte de Pandore ou coup de génie », organisé par NanoJV, 8 mars, Paris.

119. Ventre D., 2012, French Perspectives on Cyberdefense, Conférence internationale de la CIOR (confédération interalliée des officiers de réserve), Copenhague, Danemark, 31 Juillet.
120. Ventre D., 2012, Cyberdéfense, état des lieux stratégique, politique, technologique, Cycle de conférence de l'IHEDN, 11 avril, École Militaire, ParisFrance.
121. Ventre D., 2012, Cybercriminalité, cyberattaques : définitions, bilans, questions, Colloque Cybercriminalité, Tribunal de Grande Instance de Versailles, 25 juin.
122. Ventre D., 2013, Cybersécurité, cyberdéfense : quelles perspectives ? Colloque de la Direction Nationale de la Gendarmerie Nationale, Paris, 13 juin.
123. Ventre D., 2013, Réseaux et stratégie, définitions, cadre conceptuel, Colloque réseaux et stratégie, Paris, Ecole militaire, 27 mai.
124. Ventre D., 2013, Conférence Sécurité Numérique. 19 avril. Organisé par Les Échos. Salons Hoche. Paris. Conclusion « Mise en perspective des débats de la journée ».
125. Ventre D., 2013, Journée d'étude du CREC (Saint-Cyr). « La question des frontières et du cyberspace ». Modérateur de la session « Qu'est-ce que le cyberspace ? », Rennes, 4 juin.
126. Ventre D., 2013, Medias et réseaux sociaux dans le cadre de la cyberguerre et guerre de l'information, Colloque Medias et réseaux sociaux, Besançon, 18 janvier, État-Major de l'Armée de Terre
127. Zauberman R., 2010, « Les enquêtes de victimation », conférence dans le cadre de la formation des chefs de police municipale, CNFPT, Issy-les-Moulineaux, 29 juin.
128. Zauberman R., 2010, « Les enquêtes de victimation », conférence dans le cadre de la formation des coordonnateurs de CLSPD, CNFPT, Issy-les-Moulineaux, 20 octobre.
129. Zauberman R., 2011, « Les données sur la délinquance », présentation au groupe de travail « Violences contemporaines, prévention et traitement de la délinquance » du Conseil National des Villes, Paris, 22 juin.
130. Zauberman R., 2011, « Les enquêtes de victimation en Île-de-France, analyse géosociale », présentation au groupe de travail « Violences contemporaines, prévention et traitement de la délinquance » du Conseil National des Villes, Paris, 12 juillet.
131. Zauberman R., 2011, « Victimation et insécurité dans les territoires franciliens », présentation à la journée d'échanges du Conseil National des Villes, Saint-Denis, 7 décembre.
132. Zauberman R., 2012, « La place des enquêtes de victimation dans la mesure de la délinquance », conférence publique à l'Université du Luxembourg, Luxembourg, 22 mai.

4. Expertise (rapports, ouvrages institutionnels, notes, interventions, etc.)

- Aubusson de Cavarlay B., 2009-2010, Animation d'un groupe de chercheurs auprès du Contrôleur général des lieux de privation de liberté, réunions mensuelles.
- Aubusson de Cavarlay B., 2010, Lieux de privation de liberté en France : éléments de chiffrage, in Le Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté, *Rapport d'activité 2009*, Paris, Dalloz, 233-273 (article téléchargeable sur deux sites Internet : [http://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/rapport_2009_Dalloz.pdf] et <http://www.cglpl.fr/2012/rapport-annuel-dactivite-publie-pour-2011/>]).
- Aubusson de Cavarlay B., 2011-2012, Participation à un groupe de travail du SIAF (Archives nationales) sur « Les méthodes d'évaluation et de sélection ».
- Aubusson de Cavarlay B., 2012, Président de la Commission de suivi de la détention provisoire (loi du 15 juin 2000, article 72), réunions mensuelles.
- Aubusson de Cavarlay B., 2012, Audition par la mission d'information de l'Assemblée nationale sur « La mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences », 16 octobre.
- Aubusson de Cavarlay B., 2012, Contribution : Lieux de privation de liberté en France : éléments de chiffrage, in Le Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté, *Rapport d'activité 2011*, Paris, Dalloz, 303-327 (article téléchargeable sur le site Internet : [<http://www.cglpl.fr/2012/rapport-annuel-dactivite-publie-pour-2011/>]).
- Bailleau F., 2009, Audition par le Conseil Économique et Social Européen, dans le cadre de la préparation d'une recommandation sur « Espaces urbains et violence des jeunes », Bruxelles, 26 janvier.
- Bailleau F., 2010, Audition au Sénat par la Commission des Lois par François Pillet et Jean-Claude Peyronnet, sur « Le fonctionnement des Centres Éducatifs Fermés et des Établissements pénitentiaires pour Mineurs », Paris, 25 novembre.

- Bailleau F., 2012, Audition par l'Inspection Générale des Services Judiciaires dans le cadre de la mission d'évaluation des Centres Éducatifs Fermés (CEF), ministère de la Justice, Paris, 24 octobre et 11 décembre.
- Bailleau F., 2012, Rencontre avec la direction de la stratégie de La Poste pour préparer un colloque sur les jeunes en 2014 11 décembre.
- de Maillard J, Bénec'h-Le Roux P., 2011, *Évaluation de l'activité des correspondants de nuit de la Ville de Paris*, Rapport Mairie de Paris-CESDIP, octobre.
- Godefroy Th, 2009, *Paradis fiscaux, bancaires et judiciaires : les enjeux, les scènes et les épisodes*, IRIS, Paris, 25 mai.
- Hassenteufel P., 2013, *Les médecins face à la réorganisation du système de soins*, rapport Institut Montparnasse.
- Jobard F., Lévy R., 2011, Police, justice et discrimination en France, in Commission nationale consultative des droits de l'homme, *Rapport annuel*, 165-195.
- Le Goff T., 2012, *Surveiller à distance, que font les opérateurs municipaux de vidéosurveillance ?*, Paris, IAU-IDF.
- Le Goff T., Malochet V., 2011, *Surveiller à distance : une ethnographie des opérateurs municipaux de vidéosurveillance*, Paris, IAU-IDF.
- Le Goff T., Malochet V., 2012, *Insécurité en territoires périurbains. Comparaison de cinq sites franciliens*, Paris, IAU-IDF, décembre.
- Lévy R., 2008, Le programme CrimPrev, Communication au Conseil du European Crime Prevention Network (EUCPN) de l'Union Européenne, Paris, 19 septembre.
- Lévy R., 2012, Invitation à la réunion d'information organisée par la sénatrice E. Benbassa concernant une proposition de loi relative à la délivrance d'un récépissé en cas de contrôle d'identité, Paris, Sénat, 10 juillet.
- Loudier-Malgouyres C., Malochet V., Le Goff T., 2011, *Les villes face à l'insécurité. Actes de la table ronde du 25 novembre 2010*, Paris, IAU-IDF, mars.
- Malochet V., 2009, *Base de plein air et de loisirs de la Corniche des Forts. Démarche d'appui à la maîtrise d'ouvrage sur le thème de la sécurité/tranquillité*, Paris, IAU Île-de-France, juillet.
- Malochet V., 2009, Participation au comité d'experts réuni par le Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU) dans le cadre du bilan et de l'actualisation du Contrat de Sécurité de l'Agglomération de Limoges.
- Malochet V., 2010, Les polices municipales : points de repère, *Note rapide de l'IAU-IDF*, septembre, 515.
- Malochet V., 2010, Présentation de l'étude « *Base de plein air et de loisirs de la Corniche des Forts* », audition au Conseil Régional devant la commission « politique de la ville et sécurité », 22 janvier.
- Malochet V., 2010, Rencontre avec les élus d'Amiens Métropole sur le thème des polices municipales, 28 octobre.
- Malochet V., 2011, *Aide à la parentalité. Étude sur la politique régionale de soutien aux structures porteuses de projet (2000-2010)*, Paris, IAU-IDF, février.
- Malochet V., 2011, *Les polices municipales dans les systèmes locaux de sécurité : quel rôle aux côtés des services policiers de l'État ?*, intervention devant la commission sécurité de l'Association des petites villes de France (APVF), 25 janvier.
- Malochet V., 2011, Les polices municipales en 2011 : retour sur une année riche d'actualités, *Note rapide de l'IAU-IDF*, décembre, 582.
- Malochet V., 2011, Présentation de l'étude « *Aide à la parentalité* », audition au Conseil Régional devant la commission « politique de la ville et sécurité », 14 octobre.
- Malochet V., 2011, *Quel avenir pour les polices municipales ? Regard rétrospectif sur l'année 2011*, intervention devant le service prévention/sécurité de la ville d'Amiens, 5 octobre.
- Malochet V., 2012, Audition au Sénat devant la commission d'information sur les polices municipales présidée par François Pillet et René Vandierendonck, 4 juillet.
- Malochet V., 2012, *Les polices municipales aujourd'hui : état des lieux et enjeux*, intervention devant le conseil municipal de la ville de Fosses, 10 octobre.
- Malochet V., Brétesché S., 2009, *La qualité en éclats. Les Aubiers*, rapport pour le Club Management et Marketing de l'Union Sociale pour l'Habitat, avril.
- Malochet V., Pouchadon M.L., Vérétoit A., 2008, *Les polices municipales. Institutionnalisation, logiques d'action et inscription dans les systèmes locaux de sécurité*, rapport pour l'INHES, La Plaine-Saint-Denis, mai.

- Mouhanna Ch., 2011, expertise du projet scientifique « *Federal Research Programm Drugs* », Belgian Sciences Policing Office, Bruxelles, 5 octobre.
- Mouhanna Ch., 2012, « Mesure statistique de la délinquance », audition à l'Assemblée nationale à la commission des lois, octobre.
- Muchielli L., 2010, Journée d'auditions d'experts sur la vidéosurveillance, Ville de Toulouse, juin.
- Ocqueteau F., 2011-2012, Expertise pour la fondation *Terra Nova* (Sagant, Hurel, Plouvier), Contribution n° 19 pour le rapport : « Dix années de politique sécuritaire de N. Sarkozy », Paris.
- Ocqueteau F., 2012, Expertise à l'ANR « Le travail, nouvelles orientations pour la recherche » (Atelier Menger) : « Implications de la percée du référentiel de la sécurité globale dans la réorganisation des métiers de la sécurité intérieure », Paris, CNAM, 22 mai.
- Ocqueteau F., 2012, Expertise sur « L'ONDRP et les chiffres de la délinquance », audition à l'Assemblée Nationale à la commission parlementaire Le Bouillonnet (PS)-Quentin (UMP), Paris, 11 décembre.
- Ocqueteau F., 2009-2013, Sept réponses anonymisées à des sollicitations d'expertises pour des articles soumis à des revues scientifiques (*Champ Pénal/ Penal Field, Critique Internationale, Criminologie*).
- Robert Ph., 2011, *Les besoins d'information statistique dans le domaine de la sécurité*, Conseil national de l'information statistique (CNIS), Commission « Services publics et services au public », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, 15 juin.
- Robert Ph., Zauberman R., 2009, Séminaire d'évaluation de recherches sur victimes et justice pénale et sur médias et victimes, CETEL, Université de Genève.
- Robert Ph., Zauberman R., 2012, Audition par la Mission d'information sur *La mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences*, Commission des Lois, Assemblée nationale, 2 octobre.
- Robert Ph., Zauberman R., 2012, *La place des enquêtes de victimation dans la mesure de la délinquance*, Université du Luxembourg & Institut National de la Statistique et des Études Économiques (STATEC), 22 mai.
- Sanchez J.-L., 2013, *Bâtir Saint-Jean-du-Maroni. La construction du pénitencier de Saint-Jean-du-Maroni, Guyane française, 1887-1943*, étude financée par la Direction de l'Action Culturelle de la Guyane.
- Ventre D., 2010, Rapport dans le cadre d'un contrat d'expertise réalisé avec la société Orange Consulting, 2010, sur le thème de la cyberdéfense.
- Zauberman R., 2009, *La place des émotions dans le cadre de la prise en charge des victimes par le système de justice pénale*, Expert dans séminaire d'évaluation de la recherche conduite par le CETEL dans le cadre du Pôle de recherche en Sciences Affectives, Genève, 12 juin.
- Zauberman R., 2010, *Questions pénales en France*, Expert pour un groupe d'études organisé par Rand Europe pour le Ministry of Justice du Royaume-Uni, 22 février.
- Zauberman R., 2011-2012, *European Business Crime Survey*, Expert français pour l'enquête sur la victimation des entreprises financé par la Commission Européenne et conduit par TRANSCRIME (Joint Research Centre on Transnational Crime, Università degli Studi di Trento-Università Cattolica di Milano), expertise du contenu de l'instrument et de sa traduction en langue française.
- Zauberman R., 2012, *Enquêtes de victimation*, Expert pour le montage de l'enquête de victimation au Luxembourg, mai.
- Zauberman R., 2012, *Mesurer les délinquances*, Audition par la Mission d'information sur la mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences mise sur pied par la Commission des lois de l'Assemblée nationale, Paris, 2 octobre.
- Zauberman R., 2013, Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice, membre du Conseil d'administration.
- Zauberman R., 2013, Observatoire National des Polices Municipales, Expert dans un groupe de travail sur les diagnostics locaux de sécurité.

5. Collaborations avec des instances partenaires (institutions administratives et culturelles, entreprises, etc.)

- Aubusson de Cavarlay B., 2002-2008, membre de la Commission de suivi de la détention provisoire (loi du 15 juin 2000, article 72), réunions mensuelles. Reprise des travaux de la commission en avril 2012, désignation comme président.
- Aubusson de Cavarlay B., 2009-2010, Animation d'un groupe de chercheurs auprès du Contrôleur général des lieux de privation de liberté, réunions mensuelles.
- Berlière J.-M., membre du conseil scientifique de l'ENSP.

- Berlière J.-M., membre du conseil scientifique de l'INHESJ.
- Blanchard E., membre du collectif éditorial de *L'Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires européennes*, Paris, Armand Colin, 2012 (1^{ère} édition : 2009, ouvrage publié par le réseau Migreurop ; traduction anglaise : à paraître en septembre 2013).
- Blanchard E., membre du GISTI.
- Esterle M., membre du Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative (créé en mars 2013).
- Hassenteufel P. membre de la Commission d'évaluation économique et de santé publique de la Haute Autorité de Santé (depuis 2012).
- Hassenteufel P. membre de l'Observatoire de l'Environnement Mutualiste (depuis 2010).
- Jobard F. membre du Collège scientifique de l'Observatoire français des drogues et de la toxicomanie (depuis 2012).
- Jobard F. membre du jury Gabriel Tarde de l'Association française de criminologie (depuis 2011).
- Jobard F. membre du Conseil scientifique du GIP « Mission Droit et Justice » (depuis 2010).
- Kensey A., chercheuse associée au CESDIP, est agent de la Direction de l'administration pénitentiaire, ministère de la Justice.
- de Maillard J., membre du Conseil d'administration de l'École nationale supérieure de Police (depuis 2013).
- de Maillard J., membre du jury du Prix de prévention de la délinquance (FFSU/ACSE/SG-CIPD) (2012).
- Mouhanna Ch., 2009-Avril 2010, Participation à la Mission Ministérielle de lutte contre les violences à l'égard des personnels pénitentiaires.
- Mouhanna Ch., 2007-2011, Participation et Direction du groupe de lutte contre les violences en prison (DAP).
- Mouhanna Ch., membre du jury du Prix de prévention de la délinquance (FFSU/ACSE/SG-CIPD) (2012).
- Ocqueteau F., membre du Conseil scientifique du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (sections 2 et 3) (2009-2012).
- Sanchez J.-L., chercheur associé au CESDIP, est agent de la Direction de l'administration pénitentiaire, ministère de la Justice.
- Yvoret J.-J., chercheur associé au CESDIP, est agent de l'Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse, Ministère de la Justice.
- Zauberman R., 2013, Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice, membre du Conseil d'administration.
- Zauberman R., 2013, Observatoire National des Polices Municipales, Expert dans un groupe de travail sur les diagnostics locaux de sécurité.

6. Commissariat d'exposition et publication de catalogues d'exposition

- Berlière J.-M., commissaire scientifique et responsable du catalogue et du guide de visite de l'exposition « Fichés ? » organisée par les Archives Nationales, Paris, Hôtel de Soubise, septembre 2011-janvier 2012.
- Berlière J.-M., Exposition *Désobéir pour sauver - Des gendarmes et des policiers*. « Justes parmi les Nations » du ministère des Anciens Combattants et de Yad Vashem, 2009.
- Blanchard E., Co-commissaire de l'exposition « Paris en guerre d'Algérie » organisée par le Comité d'Histoire de la Ville de Paris (Réfectoire des cordeliers, novembre 2012-janvier 2013).
- Blanchard E., membre du comité de pilotage et du conseil scientifique de l'exposition « Les Algériens et la Première Guerre mondiale », Musée de l'histoire de la France en Algérie (Montpellier, juillet 2014-Juillet 2015).
- Crettiez, X. Piazza, P., Exposition photographique « Murs rebelles », février 2013 à l'Université Versailles-Saint-Quentin, avril 2013 à l'Université Cergy-Pontoise, juillet 2013 à Malaga ; octobre 2013 à Perpignan (univ) ; novembre 2013 à Bayonne (Librairie Elkar).
- Piazza P., responsable scientifique et coordonnateur de l'exposition virtuelle « *Alphonse Bertillon et l'identification des personnes, 1880-1914* », projet de recherche pluridisciplinaire : version 1 mise en ligne sur *Criminocorpus* en mars 2010, version 2 mise en ligne sur *Criminocorpus* durant l'été 2013 : [<http://www.criminocorpus.cnrs.fr/bertillon/classic/main.html>].
- Piazza P., membre du conseil scientifique de l'exposition « Fichés ? Photographie et identification 1850-1960 », organisée par les Archives Nationales, Paris, du 28 septembre 2011 au 23 janvier 2012 : [<http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/musee/musee-exposition-fiches-identification.html>].
- Sanchez J.-L., chargé d'édition (expositions virtuelles) du site *Criminocorpus* (2005-2013).

- contrats institutionnels sur financement public (par équipe ou par thème) ;

Titre projet	Montant total du contrat TTC sur la durée totale de la convention perçue par le labo	Responsables	Date de début de l'exercice de la convention	Durée (en mois)	Forme du contrat	Partenaire principal
Crimprev	211 900	René Lévy	1/7/2006	36	Contrat européen	Commission européenne
French and British riots	15 000	Fabien Jobard	1/2/2007	18	ANR-ESRC	ANR
L'Évolution de la criminalité et ses combinaisons avec le sentiment d'insécurité	190 000	Renée Zauberman	06/07/08	36	Contrat ANR	ANR
Recherche action prévention de l'absentéisme et du décrochage scolaire et pour l'assiduité des élèves	45 825	Maryse Esterle Hédibel	15/10/07	12	Convention	GIP FCIP PARIS
Prison, pénalité, modernité	2 500	Gilles Chantraine	01/03/08	9	BQR	UVSQ
Évolutions des comportements violents	2 500	Laurent Mucchielli	01/06/08	12	BQR	UVSQ
L'état au prisme du contrôle des déviations : plaidoyer pour une approche ethnographique	8 500	Jérémie Gauthier	01/11/08	1	COLLOQUE	LEA/UNIV FRANCO ALLEMANDE/EHESS BERLIN
Socio-histoire croisée des statistiques françaises et américaines	6 000	Emmanuel Didier	01/04/08	36	Convention	Univ Chicago/UVSQ/Max Planck Institute/INSEE
Les déterminants de la criminalité sexuelle	64 096	Laurent Mucchielli	20/01/09	14	Convention	gip/recherche-justice

La mise en œuvre de l'aménagement des peines	60 952,11	Jean-Marie Renouard	01/03/09	18	Convention	DAP/Justice
Coordination des politiques publiques de sécurité	61 114,55	Christian Mouhanna	20/05/09	12	Convention	gip/recherche-justice
Sciences, technologies et savoirs en sociétés, Enjeux actuels, questions historiques	36 920	Bruno Aubusson de Cavarlay	01/12/09	48	ANR	ANR
Benchmarking : histoire et usages d'un dispositif de gouvernement par les chiffres	2 000	Emmanuel Didier	01/01/09	12	BQR	UVSQ
Composite	258 541 €	Christian Mouhanna	01/08/10	48	Contrat européen	CE
Violences sexuelles commises par des mineurs	3 588 €	Laurent Mucchielli	04/08/10	3	Convention de prestation	Ministère de la Justice et des Libertés
La justice des mineurs regards croisés chercheurs professionnels	4 000 €	Francis Bailleau	09/09/10	3	Subvention	Mission de recherche Droit et Justice
L'action des correspondants de nuit à Paris	25 000	Jacques de Maillard	14/12/10	6	Convention	MAIRIE DE PARIS
Les troubles sur l'espace public, les réponses des médiateurs	13 199,83	Jacques de Maillard	17/12/10	5	Convention d'étude	Réseau des villes correspondants de nuit et de la médiation sociale
Les aspects sociologiques de la cyberdéfense	9 700	Daniel Ventre	31/12/10	6	contrat de prestation de service	Orange consulting (ministère de la Défense)
Exposition virtuelle "Alphonse Bertillon et l'identification des personnes (1882-1914)	10 000	Pierre Piazza	01/01/10	12	BQR	UVSQ

Pour une prévention du décrochage scolaire	20 810,4	Maryse Esterle Hédibel	01/01/11	12	Convention de prestation	GIP FCIP PARIS
Études sur les projets patrimoniaux élaborés en direction des personnes placées sous main de Justice	11 182,6	Fabien Jobard	15/01/11	6	convention	AUDENCIA/Direction générale des patrimoines
La réalité du terrorisme islamique en France depuis le 11/ 09/11	6 000	Fabien Jobard	17/01/11	3	Convention d'étude	ISIP
Les ressorts sociaux de la conversion écologique	42 172,00	Geneviève Pruvost	01/11/11	48	Contrat ANR	ANR
Étude universitaire sur la délinquance et la police de proximité	1 986,00	Xavier Crettiez	01/05/12	6	subvention	Mairie de Lille
RBUCE- UP Junior Research fellowship SAPPHO XENAKIS	10 000,00	Sappho Xenakis	01/01/12	24	Post-doc	Press universud
IUF Jacques de MAILLARD	20 000,00	Jacques de Maillard				
"REFMANPOL" RÉFORMES MANAGÉRIALES DES POLICES	130 079,00	Jacques de Maillard	01/01/12	24	ANR	ANR
Le sexe et la répression	5 000,00	Kathia Barbier	01/01/12	24	Convention	MNHN/UVSQ
Gouvernement et action publique	2 500,00	Patrick Hassenteuful	06/06/12	3	Participation à une revue	CASQY
Réseau de recherche académique international sur le cyberconflit	6 000,00	Daniel Ventre	01/01/12	12	BQI	UVSQ



Section des unités de recherche

Les médecins face à la réorganisation du système de soins : un éclairage comparatif France/Allemagne/Angleterre	13 156,00	Patrick Hassenteuful	21/01/13	9	Contrat de collaboration	Institut Montparnasse
Les innovations en matière de lutte contre les violences en milieu carcéral	30 206,22	Christian Mouhanna	16/01/13	12	Convention	Ministère de la Justice et des Libertés

Annexe 7 : Liste des thèses

* Il faut ajouter à ces thèses, les trois thèses de doctorants CESDIP soutenus hors de l'UVSQ : Emmanuel Blanchard (2008), Franck Liaigre (2012), Laurent Lopez (2011).

Année de soutenance du 1 ^{er} janv. 2008 au 30 juin 2013	ED	Date soutenance	Durée de thèse en jours	Durée de thèse en années	Directeur de thèse	Sujet de thèse	Financement	Publications	Devenir diplômés 2007-2008-2009
2012	CRIT	12/03/12	1 258	3,4	X CRETTEZ	Les relations franco-saoudiennes après le 11 septembre 2001	Financement pour étrangers		
2012	CRIT	14/02/12	1 962	5,4	R LÉVY	La probation en quête d'approbation. L'exécution des peines en milieu ouvert entre gestion des risques et gestion des flux	ATER		
2012	CRIT	23/02/12	2 336	6,4	R LÉVY	Police et discriminations ethniques en France et en Allemagne	Thèse en co-tutelle, financée par le programme CNRS/MPG LEA.		
2012	CRIT	19/10/12	1 845	5,1	X CRETTEZ	Sociologie de la violence extrême en Algérie. Le massacre de Bentalha (22-23 septembre 1997)	Non financé		
2012	CRIT	12/12/12	2 264	6,2	P HASSENTEUFEL	La codification des partis politiques au niveau européen dans le traité de Maastricht. Histoire(s) d'un événement discursif	ATER		

• thèses en cours

Nom	Prénom	1e inscription	Sujet de thèse (en cours de traitement)	Directeur de thèse	Precision FINANCEMENT (en cours de traitement)	FINANCEMENT en rapport avec thèse (oui -non)	Diplôme d'accès au doctorat
AININE	Bilel	2008	l'idéologie salafiste et son influence sur la mobilisation en faveur du djihad	Crettiez Xavier	Autre salarié	non	Master Recherche Français ou Européen
AYRAULT	Élise	2008	Les nouvelles formes de contestation politique : l'agir sur le mobilier urbain	Crettiez Xavier	?	non précisé	Master Recherche Français ou Européen
BOIROT	Jennifer	2009	Le rôle des experts psychiatres dans les affaires de crimes sexuels en France, Angleterre, Espagne, Roumanie et Suède.	Crettiez Xavier	ATER	oui	Master Recherche Français ou Européen
HAMDANI	Mohamed	2012	"L'influence de la France dans le système européen de défense et de sécurité : le cas libyen"	Crettiez Xavier	Non financé	non	Master
PÉCLAT	Mélanie	2009	La déviance fiscale en France : Des représentations sociales aux réponses administratives et politiques	Crettiez Xavier	ATER	oui	Master Recherche Français ou Européen
VENTRE	Daniel	2009	Guerre de l'information, cyberconflits : politiques de sécurité et de défense.	Crettiez Xavier	Salarié du public	non	DEA français
EL MNASFI	Mustapha	2010	La participation citoyenne dans les politiques de lutte contre la pauvreté urbaine en France et au Maroc. Approche comparative entre deux métropoles françaises (Lille et Amiens) et deux métropoles marocaines (Rabat et Casablanca) : le cas du « Programme national de rénovation urbaine » en France et de l'« INDH en milieu urbain » au Maroc.	De Maillard Jacques	Non financé	non précisé	Master Recherche Français ou Européen
FERY	Bénédicte	2011	La "gestionnarisation" de la Justice : enjeux et effets. Le cas du déploiement du dispositif Cassiopée dans les juridictions françaises	De Maillard Jacques	CDD CRIT	oui	Master Recherche Français ou Européen
ICARD	Valérie	2012	Le réformisme carcéral contemporain. Production, circulation et appropriation des normes et standards internationaux qui définissent la "bonne prison".	De Maillard Jacques	CDD CRIT	oui	Master Recherche Français ou Européen
BRUNN	Matthias	2012	Transferts de politiques de santé : L'exemple du Disease Management en France et en Allemagne	Hassenteufel Patrick	Salarié du public	non	Master
THIBAUT	Sébastien	2012	Pour une sociologie politique de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) : histoire, acteurs et fabrique d'une sentence administrative à l'égard des étrangers.	Hassenteufel Patrick	contrat doctoral	oui	Master Recherche Français ou Européen
WECKERT	Elna	2009	La gestion de la qualité dans les systèmes de santé européens. Une comparaison franco-allemande	Hassenteufel Patrick	Salarié du public	non	Equivalence ou dispense
BARBIER	Kathia	2011	Le sexe de la répression. L'évolution du traitement pénal des femmes usagères ou trafiquantes de drogue, de la fin des années 1960 à nos jours.	Jobard Fabien	Contrat doctoral	oui	DEA français



Section des unités de recherche

Nom	Prénom	1 ^e inscription	Sujet de thèse (en cours de traitement)	Directeur de thèse	Precision FINANCEMENT (en cours de traitement)	FINANCEMENT en rapport avec thèse (oui -non)	Diplôme d'accès au doctorat
ARIF	Muhammad	2007	Mesure de la performance de la Police française et pakistanaise	Lévy René / Milburn Philip	Autre salarié	non	Master Recherche Français ou Européen
LABLE	Jean-François	2005	la réinsertion des sortants de prison	Mucchielli Laurent	Salarié du public	non	DEA français
DE CASTELBAJAC	Matthieu	2010	Les enquêtes de victimation : genèse et développement	Robert Philippe	CDD CRIT	oui	Master Recherche Français ou Européen

Annexe 8 : Document unique d'évaluation des risques - DUER (lorsqu'il existe).

Document des résultats de l'évaluation des risques

Évaluation des risques professionnels - Document Unique -

Code du travail Articles L.230-2 III.(a) et R.230-1	Année 2013																					
Etablissement	CNRS																					
Unité de travail (unité, laboratoire, département, service, UFR, institut ...)	CESDIP intitulé et code UMR8183																					
Principales activités	Recherches sur la sociologie du droit et des institutions pénales																					
Directeur	Fabien JOBARD																					
Effectifs	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: left;">Enseignants et/ou chercheurs</td> <td style="text-align: center;">22</td> <td style="text-align: center;">ITA ou IATOSS</td> <td style="text-align: center;">7</td> <td style="text-align: center;">CDD</td> <td style="text-align: center;">4</td> </tr> <tr> <td style="text-align: left;">Etudiants</td> <td style="text-align: center;">18</td> <td style="text-align: center;">Autres</td> <td style="text-align: center;">13</td> <td style="text-align: center;">TOTAL</td> <td style="text-align: center;">64</td> </tr> </table>	Enseignants et/ou chercheurs	22	ITA ou IATOSS	7	CDD	4	Etudiants	18	Autres	13	TOTAL	64									
Enseignants et/ou chercheurs	22	ITA ou IATOSS	7	CDD	4																	
Etudiants	18	Autres	13	TOTAL	64																	
Sites géographiques et locaux	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: left;">Nombres de sites</td> <td style="text-align: center;">1</td> <td style="text-align: right;">Surfaces des locaux</td> <td style="text-align: center;">285m²</td> </tr> </table>	Nombres de sites	1	Surfaces des locaux	285m ²																	
Nombres de sites	1	Surfaces des locaux	285m ²																			
Description succincte de la méthode mise en œuvre pour réaliser l'évaluation	<p>Analyse pièce par pièce des éléments présents et détermination des risques présentés en fonction des usages propres à chacun.</p> <p>L'ensemble des effectifs mentionnés ne travaillent pas sur site.</p>																					
Personnes associées à l'évaluation	Bettino DYVRANDE																					
Organisation de la sécurité au sein de l'unité de travail	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: left;">AP ou correspondant de sécurité</td> <td style="text-align: left;">Nomination Formation initiale Formation continue</td> <td style="text-align: center;">oui oui oui</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: left;">Présence d'un registre hygiène et sécurité</td> <td style="text-align: center;">oui</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: left;">Existence d'un règlement intérieur</td> <td style="text-align: center;">oui</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: left;">Mesure pour le travail isolé et/ou en horaires décalés</td> <td style="text-align: center;">non</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: left;">Existence d'une instance consultative (CSHS, SHS)</td> <td style="text-align: center;">oui</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: left;">Si non, saisine du conseil de laboratoire, service, unité, département</td> <td style="text-align: center;">non</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: left;">Rédaction de plan de prévention lors d'intervention d'entreprises extérieures</td> <td style="text-align: center;">non</td> </tr> </table>	AP ou correspondant de sécurité	Nomination Formation initiale Formation continue	oui oui oui		Présence d'un registre hygiène et sécurité	oui		Existence d'un règlement intérieur	oui		Mesure pour le travail isolé et/ou en horaires décalés	non		Existence d'une instance consultative (CSHS, SHS)	oui		Si non, saisine du conseil de laboratoire, service, unité, département	non		Rédaction de plan de prévention lors d'intervention d'entreprises extérieures	non
AP ou correspondant de sécurité	Nomination Formation initiale Formation continue	oui oui oui																				
	Présence d'un registre hygiène et sécurité	oui																				
	Existence d'un règlement intérieur	oui																				
	Mesure pour le travail isolé et/ou en horaires décalés	non																				
	Existence d'une instance consultative (CSHS, SHS)	oui																				
	Si non, saisine du conseil de laboratoire, service, unité, département	non																				
	Rédaction de plan de prévention lors d'intervention d'entreprises extérieures	non																				

Organisation des secours	<table border="1"> <tr> <td>Nombre de Sauveteurs Secouristes du Travail</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>Nombre de chargés d'évacuation</td> <td>4</td> </tr> <tr> <td>Nombre d'équipiers de première intervention</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Affichage de consignes générales de sécurité</td> <td>oui</td> </tr> <tr> <td>Affichage de consignes spécifiques de sécurité</td> <td>oui</td> </tr> <tr> <td>Organisation d'exercices d'évacuation</td> <td>non</td> </tr> </table>	Nombre de Sauveteurs Secouristes du Travail	1	Nombre de chargés d'évacuation	4	Nombre d'équipiers de première intervention	0	Affichage de consignes générales de sécurité	oui	Affichage de consignes spécifiques de sécurité	oui	Organisation d'exercices d'évacuation	non
Nombre de Sauveteurs Secouristes du Travail	1												
Nombre de chargés d'évacuation	4												
Nombre d'équipiers de première intervention	0												
Affichage de consignes générales de sécurité	oui												
Affichage de consignes spécifiques de sécurité	oui												
Organisation d'exercices d'évacuation	non												
Formation	<table border="1"> <tr> <td>Nombre de personnes formées à la manipulation d'extincteurs</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Nombre de nouveaux entrants formés</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Nature des autres formations en hygiène et sécurité suivies par le personnel</td> <td>Nombre de personnes</td> </tr> <tr> <td>SST</td> <td>1</td> </tr> </table>	Nombre de personnes formées à la manipulation d'extincteurs	0	Nombre de nouveaux entrants formés	0	Nature des autres formations en hygiène et sécurité suivies par le personnel	Nombre de personnes	SST	1				
Nombre de personnes formées à la manipulation d'extincteurs	0												
Nombre de nouveaux entrants formés	0												
Nature des autres formations en hygiène et sécurité suivies par le personnel	Nombre de personnes												
SST	1												
Suivi médical des personnels	<table border="1"> <tr> <td>Présence d'un médecin de prévention dans l'établissement</td> <td>non</td> </tr> <tr> <td>Suivi médical adapté aux risques professionnels pour toutes les personnes</td> <td>non</td> </tr> </table>	Présence d'un médecin de prévention dans l'établissement	non	Suivi médical adapté aux risques professionnels pour toutes les personnes	non								
Présence d'un médecin de prévention dans l'établissement	non												
Suivi médical adapté aux risques professionnels pour toutes les personnes	non												
Accidents du travail et maladies professionnelles	<table border="1"> <tr> <td>Nombre d'accidents au cours de l'année écoulée</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>Nombre d'accidents analysés</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>Nombre de maladies professionnelles</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Nature des accidents et des maladies professionnelles</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Lombalgies</td> </tr> </table>	Nombre d'accidents au cours de l'année écoulée	1	Nombre d'accidents analysés	1	Nombre de maladies professionnelles	0	Nature des accidents et des maladies professionnelles		Lombalgies			
Nombre d'accidents au cours de l'année écoulée	1												
Nombre d'accidents analysés	1												
Nombre de maladies professionnelles	0												
Nature des accidents et des maladies professionnelles													
Lombalgies													
Gestion des déchets	<table border="1"> <tr> <td>Mise en place d'une gestion des déchets</td> <td>oui</td> </tr> <tr> <td>Stockage des déchets dans un local réservé</td> <td>oui/non</td> </tr> <tr> <td>Elimination selon une filière agréée</td> <td>oui</td> </tr> </table>	Mise en place d'une gestion des déchets	oui	Stockage des déchets dans un local réservé	oui/non	Elimination selon une filière agréée	oui						
Mise en place d'une gestion des déchets	oui												
Stockage des déchets dans un local réservé	oui/non												
Elimination selon une filière agréée	oui												
Signature du chef de service	Date de l'évaluation 16/08/2013												

Évaluation des risques professionnels

Inventaire des risques

locaux	dangers ou facteurs de risques identifiés	description des risques modalités d'exposition aux dangers	nombre de personnes exposées	moyens de prévention existants : description	correct	à améliorer	à redéfinir ou à mettre en place	appréciations générales sur la maîtrise des risques
Tous	INCENDIE	Brulures Etouffements par Inhalation de gaz Dégâts matériels - Explosion		Contrôle semestriel des équipements d'alarme Contrôle des extincteurs Vérification périodiques des blocs de sortie Pause régulière avec déplacement Réglage de la luminosité propre à l'écran Réglage de la luminosité externe à l'écran Radiateurs réglables Ouverture/Fermeture des fenêtres Mis à disposition de ventilateurs	X			
Tous	UTILISATION DE L'ECRAN	Fatigue visuelle suite à une utilisation prolongée des écrans			X			
Tous	CLIMAT INADAPTE	Inconfort et fatigue dus à une température trop élevée ou un froid trop intense			X			
Tous	CHUTE D'OBJET	Le stockage en hauteur des livres ou boîtes peut donner lieu à une blessure si l'objet glisse des mains		Rangement intelligent avec stockage en hauteur des objets peu utilisés ou léger Utilisation des escalbeaux Limitation des accès à certaine zone	X			

lieux	dangers ou facteurs de risques identifiés	description des risques modalités d'exposition aux dangers	nombre de personnes exposées	moyens de prévention existants : description	correct	à améliorer	à redéfinir ou à mettre en place	appréciations générales sur la maîtrise des risques
Tous	CHUTE D'OBJET	La manipulation d'objets aux abords des fenêtres ouvertes peut donner lieu à une blessure grave si l'objet tombe par la fenêtre		Recommandation de garder les fenêtres fermées s'il n'est nécessaire de les ouvrir. Recommandation de ne rien manipuler à moins de 60cm d'une fenêtre ouverte. Formation et information à l'utilisation correcte des moyens mobiles.	X	X		
Tous	CHUTE DE HAUTEUR	En montant sur un escabeau ou une chaise, possibilité de chute aggravée par la hauteur		Appel au bon sens Recommandation de garder les fenêtres fermées s'il n'est nécessaire de les ouvrir.	X			
Tous	CHUTE DE HAUTEUR	En se penchant par la fenêtre, possibilité de défenestration		Appel au bon sens Appréciation propre à l'agent	X			
Tous	MANIPULATION D'OUTILS	L'utilisation de cutters ou de ciseaux peut produire une coupure profonde de la peau		Appréciation propre à l'agent	X			
Couloir	ELECTRICITE	Risque de chute d'eau sur la prise d'alimentation de la fontaine de distribution	1	Déplacements de la Fontaine à plus de 60cm de la prise Utilisateurs avertis	X			
Couloir	FOUR D'IMPRES- SION	Lors d'un bourrage papier, risque de brûlures en cherchant à enlever le papier bloqué.		Instructions précises visibles de la machine. Limitation des personnes habilitées Affichage des coordonnées SAV	X			

lieux	dangers ou facteurs de risques identifiés	description des risques modalités d'exposition aux dangers	nombre de personnes exposées	moyens de prévention existants : description	correct	à améliorer	à redéfinir ou à mettre en place	appréciations générales sur la maîtrise des risques
Couloir	MASSICOT	Eventualité de blessures en coupant du papier		Appel au bon sens		X		
Archives	CHUTE DE PLAIN PIED	Nombre d'objets dans les allées peuvent occasionner des chutes		Politique de Désinvestissement du matériel vétuste Mis à la décharge du matériel non utilisé Stockage sur les rayonnages Information sur les postures adaptées au levage et transport Mis à disposition d'un diable et d'un chariot à roulettes			X	Encore trop d'objets sont abandonnés dans les couloirs. Des rappels plus pressants à faire
Archives	MANUTENTION MANUELLE	Selon la posture adoptée pour récupérer un objet peut résulter un traumatisme musculaire ou autre		Suppression progressive des chaises Rangement sous les tables Utilisation de chaises pliantes			X	Malgré la diminution, le danger reste encore présent. Mettre plus de chaises pliantes
Bibliothèque	CHUTE DE PLAIN PIED	Le nombre important des chaises qui sont autour de la table réduit le passage et leur positionnement peut occasionner des chutes		Suppression des liens peu utile Cables débranchés après utilisation			X	
Bibliothèque	CHUTE DE PLAIN PIED	Des câbles en travers du passage peuvent occasionner des chutes						

évaluation des risques professionnels

locaux	dangers ou facteurs de risques identifiés	description des risques modalités d'exposition aux dangers	nombre de personnes exposées	moyens de prévention existants : description	correct	à améliorer	à redéfinir ou à mettre en place	appréciations générales sur la maîtrise des risques
Pièce 4	INCENDIE	Trop de papier à proximité des radiateurs		Information et rappels aux utilisateurs		X		
Pièce 8	ELECTRICITE	Lors de tests des appareils informatiques, les cbles peuvent être attachés par les roues de chaises		Test faits majoritairement dans une autre pièce plus spacieuse	X			
Pièce 8	PRODUITS ET EMISSION DE GAZ	L'utilisation répétée de aérosols et mousses pour la maintenance génère des accumulations de gaz		Aération des pièces par ouvertures des fenetres	X			
Pièce 8	MANUTENTION MANUELLE	Selon la posture adoptée pour récupérer un objet peut résulter un traumatisme musculaire ou autre		Information sur les postures adaptées au levage et transport Mfs à disposition d'un diable et d'un chariot à roulettes		X		
Pièce 8	CHUTE DE PLAIN PIED	Les câbles informatiques et électriques, les boites au sol peuvent occasionner des chutes		Suppression progressive des boites Rangement des câbles Réorganisation des machines	X	X		

Évaluation des risques professionnels

Programme annuel d'actions de prévention

Établissement **CESDIP** Directeur **Fabien JOBARD**

Année **2013**

Unité de travail
(Unité, laboratoire,
département, service, UFR, Institut ...)

UMR8183

Date de présentation au CSHS, SHS
ou au conseil d'unité, de laboratoire, département, service

Dangers ou facteurs de risques identifiés	Mesures de prévention Techniques, Organisationnelles et Humaines	Ordre de priorité	Délais d'exécution	Estimation du coût	Personne chargée de la réalisation
INCENDIE	Contrôle semestriel des équipements d'alarme Test de fonctionnement Contrôle des extincteurs Formation manipulation des extincteurs	1	12/13		ATEIS BOYER Tutelle
ELECTRICITE	Affichage des bons usages Recensement et vérification en début d'année	1	02/2014		Ouvrier extérieur
UTILISATION D'ECRAN	Réglages annuel ergonomie des écrans d'ordinateurs	2	10/2013		Bettino DYVRANDE
TRAVAIL ISOLE	Conseil de laboratoire pour définir les conditions	1	11/2013		DIRECTEUR
TRAVAIL ISOLE	Mise à jour des consignes Achat d'un PTI ou DATI ^s	1	12/2013		Bettino DYVRANDE

Dangers ou
facteurs de risques identifiés

Mesures de prévention
Techniques, Organisationnelles et Humaines

Ordre
de priorité

Délais
d'exécution

Estimation
du coût

Personne chargée
de la réalisation

Signature
du chef de service



Date
du programme 03/09/2013

Annexe 9 : Liste des personnels.

Liste des personnels (chercheurs, enseignants-chercheurs et assimilés) de l'unité présents au 30 juin 2013 et qui le seront toujours au 1^{er} janvier 2015. Cette liste doit comprendre les noms, prénoms et signatures des personnels concernés.

 Annexe 9 : Liste des personnels, chercheurs et enseignants-chercheurs présents au 30 juin 2013 et au 1^{er} janvier 2015,

BAILLEAU	Francis	MESR/CNRS	
BAUDOT	Pierre-Yves	MESR/UVSQ	
BERLIÈRE	Jean-Marie	MESR/U. Bourgogne	
BLANCHARD	Emmanuel	MESR/UVSQ	
BODY-GENDROT	Sophie	MESR/U. Sorbonne	
CAHN	Olivier	MESR/U. Cergy	
CRETTEZ	Xavier	MESR/UVSQ	
DE MAILLARD	Jacques	MESR/UVSQ	
DUPREZ	Dominique	MESR/CNRS	
ESTERLE	Maryse	MESR/U. Arras	
FISCHER	Nicolas	MESR/CNRS	
GAYET-VIAUD	Carole	MESR/CNRS	
JOBARD	Fabien	MESR/UVSQ	
KENSEY	Annie	Min. Justice	
LE GOFF	Tanguy	IAURIF	
LÉVY	René	MESR/CNRS	
LÓPEZ	Laurent	MEN	
MALOCHET	Virginie	IAURIF	
MATELLY	Jean-Hugues	Min. Intérieur	
MEYER	Michael	U. Lausanne	
MOUHANNA	Christian	MESR/CNRS	
OCQUETEAU	Frédéric	MESR/CNRS	
PIAZZA	Pierre	MESR/U. Cergy	
SANCHEZ	Jean-Lucien	Min. Justice	
VESENTINI	Frédéric	MESR/UVSQ-CNRS	
YVOREL	Jean-Jacques	Min. Justice	
ZAUBERMAN	Renée	MESR/CNRS	
ROBERT	Renée	MESR/CNRS	